

43
H
G. Passon

UNIVERSITÉ DE FRANCE

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS.

I.

DE L'ACQUISITION ET DE LA PERTE DU DROIT DE CITÉ
A ROME

II.

DE L'ACQUISITION ET DE LA PERTE
DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS

AU POINT DE VUE DU DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 mars 1877, à 2 heures

PAR

George COGORDAN

LICENCIÉ-ÈS-LETTRES

ATTACHÉ AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PRÉSIDENT : M. GIDE,

Suffragants :	{	MM. COLMET D'ANGE,	}	<i>professeurs,</i>
		DUVERGER,		
		DEMANTE,		
		LYON-CAEN,		
		RENAULT,		

PARIS

ALPHONSE DERENNE,

Boulevard Saint-Michel, 52

1877





Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE FRANCE

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS.

I.

DE L'ACQUISITION ET DE LA PERTE DU DROIT DE CITÉ
A ROME

II.

DE L'ACQUISITION ET DE LA PERTE
DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS

AU POINT DE VUE DU DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 mars 1877, à 2 heures

PAR

George COGORDAN

LICENCIÉ-ÈS-LETTRES

ATTACHÉ AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

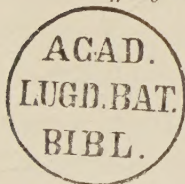
PRÉSIDENT : M. GIDE,

Suffragants :

MM. COLMET D'ANGE,
DUVERGER,
DEMANTE,
LYON-CAEN,
RENAULT,

} professeurs,

} agrégés.



PARIS

ALPHONSE DERENNE,

Boulevard Saint-Michel, 82

1877

DROIT ROMAIN

DE L'ACQUISITION ET DE LA PERTE DU DROIT DE CITÉ

A ROME

CHAPITRE PREMIER

FORMATION DE LA CITÉ ROMAINE

A l'origine, Rome formait un État dans lequel les membres d'une caste supérieure, gouvernés par un roi électif, assisté d'un conseil, jouissaient seuls de la plénitude des droits de cité.

Quoique égaux entre eux, les patriciens n'étaient ni de même souche, ni de même origine. Ils appartenaient à trois races : les *Ramnes*, qui étaient les véritables Romains, fondateurs de la citadelle carrée du Palatin, de l'antique *Roma quadrata*, — les *Titienses*, d'origine sabine, vaincus et assimilés aux Romains, en même temps que leur chef

éponyme Titus Tatius était associé au pouvoir ; — les *Luceres*, qu'on pense être de race étrusque.

Ainsi les premiers Romains s'assimilèrent deux nations soumises, et les admirèrent à partager tous leurs droits ; mais dans la suite, ils ne procédèrent plus de même à l'égard des vaincus. A mesure que la cité romaine, devenue plus vaste et plus puissante, eut mieux conscience d'elle-même, l'esprit de caste se fortifia et, l'influence religieuse aidant, on en arriva à considérer les ennemis, les étrangers, comme des hommes de race inférieure qu'il fallait dominer et gouverner, mais non élever jusqu'à soi. Les peuples vaincus formèrent ce qu'on appela la plèbe : on leur concéda les droits civils, mais on leur refusa les droits politiques, ainsi que le *connubium*, ou droit de contracter mariage avec des personnes de race patricienne. Quelques familles plébéiennes seulement furent de temps en temps admises au patriciat, on les appela *patres minorum gentium*. Mais la grande masse des plébéiens demeura à l'état de multitude sans chefs et sans lois, subissant l'ascendant de la noblesse.

A cette époque Rome était alors une véritable aristocratie, si on la prend dans son ensemble, puisque les droits, les honneurs, les fonctions publiques et souvent aussi la richesse étaient le privilège des anciennes familles patriciennes. Entre eux les patriciens avaient une organisation démocratique, et nommaient un roi qui n'était guère qu'un premier magistrat à vie. On trouve, d'ailleurs, dans beaucoup de républiques de l'antiquité des institutions semblables, dues à des causes analogues. A Sparte, par exemple, les

Spartiates qui s'appelaient les *égaux*, qui s'étaient partagé le sol de la Laconie, avaient réduit à l'état de plèbe les anciens maîtres du sol, qui, sous le nom de *périèques*, représentent assez bien les plébéiens de Rome.

Mais Rome eut cette heureuse fortune pour sa puissance et son rôle dans le monde, que les plébéiens ne demeurèrent pas dans cet état de vasselage, et arrivèrent peu à peu à une complète assimilation avec les patriciens, au point de vue du moins des droits et des fonctions publiques. La lutte dura pendant plusieurs siècles : pas à pas les plébéiens arrivèrent aux plus hautes magistratures, jusqu'au moment de la nomination de Tiberius Coruncanius à la dignité de grand pontife, en l'an de Rome 502. Il ne resta plus que quelques fonctions religieuses, d'*interrex*, et de *flamen dialis* par exemple, fonctions sans aucune importance politique, qui ne fussent pas accessibles aux hommes de la plèbe.

Ainsi fut complétée à l'intérieur la cité romaine : patriciens ou plébéiens jouissent dorénavant de la plénitude du droit de citoyen, c'est-à-dire, qu'à côté des droits civils le *connubium* et le *commercium*, ils ont encore les droits politiques, la participation aux fonctions publiques, le *jus honorum* et le *jus suffragii*. Mais en même temps que s'opérait cette transformation intérieure dans les institutions, Rome avait fait de nouvelles conquêtes. Quelle était la situation légale des vaincus ?

Rome n'a jamais eu de règle fixe, en ce qui concerne la

condition juridique des vaincus. Suivant le droit des gens de l'antiquité les vaincus étaient corps et biens la chose des vainqueurs ; les richesses étaient emportées à titre de butin, les personnes à titre d'esclaves. C'était même la principale source de l'esclavage antique. Mais autant Rome était disposée à réduire en esclavage des barbares demeurant dans des pays lointains, autant il lui paraissait dangereux d'asservir des peuplades italiques, qui eussent laissé le sol en friche et dont l'asservissement eût été un appauvrissement plus qu'une source de richesses. En général elle accordait des droits plus ou moins complets aux villes soumises à sa puissance. On a vu que les Romains vainqueurs des Titienses les avaient admis à l'isopolitie la plus absolue, et que les Luceres avaient été eux-mêmes adjoints plus tard à la cité. De pareils avantages ne furent pas souvent accordés aux citoyens des pays conquis : la situation qui leur était faite le plus habituellement était assez voisine de la condition des plébéiens avant leur assimilation aux patriciens, les vaincus recevaient en conséquence le droit de cité. *civitas*, avec ou sans le *jus suffragii*, avec ou sans le *connubium*. « *Lanuvini civitas data*, lit-on dans Tite-Live (1)... *Formianis civitas sine suffragio data*. *Hornicorum tribus populis... leges redditæ ; connubium inter ipsos permissum*. *Anagninis quique arma Romanis intulerant, civitas sine suffragii latione data : concilia connubia que adempta, et magistratibus præterquam sacrorum*

1. VIII, 14.

curatione, interdictum (1). Ces exemples qu'on pourrait multiplier à l'infini montrent assez en quoi influait la conquête sur la situation des vaincus. Toutefois, quelle que fût leur exacte condition juridique, les habitants des villes ayant obtenu la *civitas* étaient considérés comme citoyens, et soumis, comme tels, aux charges publiques, de là leur nom de *municipes*. Les villes étaient appelées *municipia* : elles conservaient plus ou moins complètement l'indépendance municipale.

Un grand nombre de villes italiennes, au lieu de résister à l'extension de la puissance romaine, s'étaient ralliées de bonne heure à Rome et avaient signé avec elle des traités d'alliance. Ces traités étaient plus ou moins avantageux et établissaient des rapports variant selon le cas entre l'égalité parfaite et une quasi-soumission (2). On appelait *populi fundi* les peuples qui s'étaient ainsi volontairement soumis à la République romaine : un homme faisant partie d'un *populus fundus* n'était pas un citoyen romain, mais pouvait obtenir facilement ce titre. Le *populus fundus* paraît avoir eu les mêmes lois et le même droit que les Romains. Telle est l'opinion de M. Accarias (3).

Parmi les alliés, *socii*, une importante classe était désignée sous le nom de *socii latini nominis*. C'étaient les peuples du Latium, parlant la même langue que les Romains,

1. Id. IX, 43.

2. La clause *majestatem populi romani colunto* était souvent insérée dans ces conventions.

3. Tome I, p. 89.

ayant vraisemblablement des institutions de même nature. Dans les premiers temps de la République, les alliés Latins paraissent avoir joui de la plénitude du droit de cité, et avoir eu non-seulement le *commercium*, mais encore le *connubium*. La guerre malheureuse qu'ils soutinrent contre les Romains et qui se termina à leur désavantage au commencement du cinquième siècle de Rome, consacra leur déchéance au point de vue juridique. Ils gardèrent le *commercium*, mais non plus le *connubium* : il semble même que les habitants de villes différentes n'avaient pas le droit de contracter mariage entre eux. Dans le temps qui précède l'ère chrétienne ils ne possédaient que le *commercium*, mais ils pouvaient acquérir facilement la cité romaine, ainsi que nous le verrons plus loin.

Les *Latini veteres* dont il est question dans quelques auteurs sont sans doute les Latins des premiers temps de Rome jouissant de larges droits par opposition aux simples *socii nominis latini* dont nous avons parlé.

Les autres alliés de Rome étaient moins favorisés ; la plupart avaient dû signer des conventions léonines, par lesquelles la puissante République leur faisait supporter toutes les charges publiques : impôts, service militaire, etc., sans leur concéder en retour les avantages résultant de la nationalité romaine. De là l'épouvantable guerre des alliés, la *guerre sociale*, qui conduisit Rome à deux doigts de sa perte. La République céda et accorda le droit de cité à la plupart des villes italiques, par les lois Julia et Plautia.

Parmi les droits dont jouissait l'Italie après la guerre

sociale, on trouve mentionné le *jus italicum*. Longtemps on a cru qu'il s'agit d'un état intermédiaire entre les Romains et les étrangers, comme le *jus latii* : aujourd'hui on a reconnu que le *jus italicum* était simplement un droit s'appliquant au sol, une exemption de l'impôt foncier, du *vectigal*, que les terres provinciales payaient au trésor, comme une sorte de loyer pour la concession qu'en faisait l'État romain, seigneur éminent des terres conquises.

Peu à peu ces expressions *jus latii* ou *latinitatis* et *jus italicum* prirent dans la langue officielle et politique de Rome un sens complet et indépendant du pays qu'elles désignaient. Le sénat concédait le droit de latinité ou le droit italique à une ville d'Espagne ou des Gaules, ou même à des colonies fondées par ses ordres. De là les expressions de *latini coloniarii*, *coloniæ juris italici* qu'on trouve dans les auteurs. Peu à peu, à la fin de la République et au commencement de l'Empire, on étendit la qualité de Latins aux habitants de vastes pays, et on commença même à accorder la *civitas* complète à des étrangers. Le droit de cité romaine perdit par là quelque chose de l'ancien prestige qu'il devait à la parcimonie avec laquelle on le concédait. Aussi Caracalla trouva déjà le chemin battu, lorsqu'il alla jusqu'à déclarer citoyens romains tous les sujets libres de l'Empire. La raison de cette mesure paraît avoir été de nature purement fiscale. Il s'agissait d'étendre à tous les sujets l'impôt du vingtième sur les successions qui frappait seulement les citoyens. Il fallait que la *civitas* fût bien dépréciée pour qu'on eût recours à ce moyen d'étendre un impôt

qu'il était bien facile de déclarer, pour un autre motif quelconque, applicable à tous les sujets de l'Empire.

Malgré la loi de Caracalla, il resta des Latins et des Pérégrins : c'étaient sans doute les habitants de pays étrangers admis à passer les frontières, ou des esclaves affranchis dans des conditions qui ne leur permettaient pas d'avoir le droit de cité. Justinien seul supprima complètement ces différentes catégories d'habitants. Avec lui, tous les habitants libres de l'Empire sont citoyens et soumis, comme tels, à la loi romaine. Dès lors, il n'y a plus dans le monde que des Romains et des Barbares. Le titre de citoyen appartient aussi bien au Grec, au Gaulois et à l'Égyptien qu'à l'habitant de Rome.

L'homme jouissant de la plénitude des droits civils et politiques est qualifié de *civis optimo jure*. Il possède le *commercium* et le *connubium*, qui sont comme le résumé de l'ensemble des droits civils, les droits politiques compris sous la dénomination de *jus suffragii* et *jus honorum*, ce que nous appellerions l'électorat et l'éligibilité. Nous n'avons pas à nous occuper des déchéances qu'il pouvait subir, et qui le faisaient passer dans une condition inférieure, comme celle des *ærarîi*, rayés par le censeur des listes des tribus, qui payaient un impôt au fisc, mais étaient dénués de tous droits politiques dans l'État, ou des infâmes, qui subissaient même la perte de certains droits civils. Nous ne nous occuperons pas non plus des affranchis que certaines incapacités distinguaient des ingénus. En effet, *ærarîi*, infâmes et affranchis sont citoyens et une étude sur l'acquisition et

la perte du droit de cité peut confondre tous ceux qui possèdent le droit dans son ensemble, sans entrer dans l'examen de distinctions souvent insignifiantes.

Mais dans l'Empire romain, il n'y avait pas absolument que Rome. A aucune époque, l'Empire n'a été centralisé comme le sont les États modernes. A l'époque des jurisconsultes classiques il avait plutôt la forme d'une fédération : les villes que nous avons désignées sous le nom de municipes jouissaient d'une assez grande liberté. Elles avaient, pour la plupart, leurs magistrats, leurs dieux, leurs lois, en un mot leur constitution. Les jurisconsultes ont donc eu à s'occuper de la question de savoir quelles personnes étaient en droit de remplir dans les municipes les fonctions publiques, et quelles personnes avaient le devoir de contribuer aux charges de la cité. En d'autres termes, il fallut réglementer le droit de bourgeoisie. D'une importance capitale dans les premiers temps de l'Empire, cette question conserva une partie de son intérêt même après l'édit de Caracalla qui donna la cité romaine à tous les sujets de Rome. Ceux-ci, en effet, en même temps que citoyens romains, appartenaient à une ville où ils avaient le droit de bourgeoisie, ce qu'on appelait le *jus originis*. Nous consacrerons quelques pages à l'étude de cette nationalité locale.

CHAPITRE II.

ACQUISITION DU DROIT DE CITÉ.

§ I. — *Naissance.*

La qualité de citoyen romain n'était pas acquise à un enfant par le fait de sa naissance dans tel ou tel lieu ; mais de sa naissance de tels ou tels parents. C'était la filiation qui déterminait la nationalité.

La règle générale est que, s'il y a *connubium* entre le père et la mère, l'enfant suit la condition du père. Donc l'enfant qui naît de parents citoyens, mariés légitimement, est lui-même citoyen romain ; mais, quand il n'y a pas de mariage, l'enfant suit la condition de la mère. C'est ce qu'exprime Ulpien dans une formule concise : *connubio interveniente, liberi semper patrem sequuntur, non interveniente connubio matris conditioni accedunt* (1).

Dans la plupart des cas, la première partie de notre règle s'applique sans difficulté, puisque par cela même qu'il y a *connubium* entre les deux époux, l'un et l'autre sont citoyens romains. L'enfant est alors citoyen aussi bien par son père que par sa mère ; mais il arrive

1. Frag. V. 8.

quelquefois que, par faveur spéciale, le *connubium* est accordé à titre exceptionnel à des Latins ou même à des Pérégrins pour contracter mariage avec une personne de condition romaine. S'il en est ainsi, les enfants sont Romains, si le père est Romain, Pérégrins s'il est Pérégrin, Latins, s'il est Latin ; « *cum enim connubium id efficiat, ut liberi patris conditionem sequantur* » Gaïus ajoute que souvent des constitutions impériales ont accordé le *connubium* à des vétérans pour épouser après leur congé des Latines ou des Pérégrines : dans ce cas les enfants étaient Romains (1). — Mais ce sont là des circonstances exceptionnelles.

Tandis que la règle qui attribue à l'enfant né de justes noces la condition du père est toujours appliquée, celle qui confère à l'enfant naturel la qualité de la mère ne doit être acceptée que comme principe général. Des lois particulières y ont souvent dérogé : « *animadvertere tamen debemus*, dit Gaïus (2), *ne juris gentium regulam vel lex aliqua vel quod legis vicem obtinet, aliquo casu commutaverit*. Une première exception est apportée par une loi *Mensia*, citée par Ulpien, au cas d'enfant né d'un Pérégrin et d'une Romaine. Régulièrement l'enfant devrait être citoyen ; mais la loi a décidé que, quand il y a union entre deux personnes dont l'une est Pérégrine, l'enfant suit la condition la moins élevée, *deterioris parentis conditionem*. Dans le cas où

1. Gaïus, I, 57.

2. I, 83.

c'est la mère qui est Pérégrine, la loi n'innove rien : elle s'applique seulement quand c'est le père qui appartient à cette condition. — La lacune considérable du manuscrit de Gaius aux §§ 78 et 79 du premier commentaire ne permet pas de connaître exactement dans quelle mesure la loi Mensia visait les Latins : on croit qu'il faudrait distinguer entre plusieurs classes de Latins, et déclarer que la loi, inapplicable à certains d'entre eux, *ad alios Latinos pertinet, qui proprios populos, propriosque civitates habebant et erant peregrinorum numero*. Ce ne sont que des suppositions (1).

Les enfants nés d'une union entre une femme libre et un esclave devraient, suivant les règles générales, être libres. Le sénatus-consulte Claudien en avait décidé autrement. Cet acte avait pour but principal de faire tomber en esclavage la femme romaine qui s'abandonnait à sa passion pour un esclave, et persistait malgré les avis du maître de l'esclave. Mais si le maître consentait à l'union, la femme demeurait libre, et les enfants, qui auraient dû être toujours libres, d'après les principes, pouvaient naître esclaves du maître de leur père, si le maître avait mis cette condition au *contubernium* de son esclave. La convention faisait loi sur ce point jusqu'à Hadrien, qui a trouvé cette disposition choquante, et a décidé qu'à l'avenir les enfants seraient toujours libres quand la femme elle-même le serait.

1. On a même discuté sur le nom de cette loi *Mensia* qui n'est donné qu'une fois dans Ulpien. M. Puchta propose, on ne sait pourquoi, de lire *Ælia Sentia*. Il y aurait une erreur de copiste bien invraisemblable.

Justinien a aboli les dernières traces du sénatus-consulte, *quod indignum nostris temporibus*, dit-il, *esse existimantes et a nostre civitati deleri et non inseri in nostris digestis concessimus*.

On a quelque peine à concilier la règle du sénatus-consulte Claudien avec une disposition de la loi que cite Gaius au § 55 du premier commentaire, disposition encore en vigueur au temps où vivait ce jurisconsulte, et en vertu de laquelle, lorsqu'une femme libre avait des enfants d'un *servus alienus* qu'elle savait esclave, ses enfants naissaient esclaves. On s'étonne avec raison que cette règle soit encore en vigueur après qu'Hadrien a modifié la rigueur du sénatus-consulte Claudien, précisément dans le cas de *contubernium* d'une femme libre avec un esclave. La différence entre les deux cas ne saurait consister dans la connaissance de la qualité d'esclave supposée de la part de la femme dans notre loi. On a pensé qu'il était question dans Gaius d'une loi se rapportant seulement aux Latines : c'est même en vertu de cette interprétation que certains éditeurs des commentaires ont cru pouvoir remplir la lacune du manuscrit par les mots *ex lege latinâ* (1). La seule chose que l'on puisse affirmer, c'est que la loi de Gaius n'est pas une loi générale, puisque le jurisconsulte reconnaît que chez les personnes *apud quos talis lex non est, qui nascitur jure gentium matris conditionem sequitur et ob id liber est*. Mais il n'est nullement certain que la loi suppose une femme latine : en ce cas du

1. Édition Huschke, p. 14.

reste la conciliation avec le sénatus-consulte Claudien ne serait pas beaucoup plus facile, — car, si Gaius, en traitant du sénatus-consulte Claudien suppose une *civis romana quæ alieno servo nolenti domino ejus coit* (1), Paul dit à propos du même acte : *si mulier ingenua civisve Romana vel Latina servo si conjunxerit*, etc.. — Nous croyons qu'il faut admettre soit, avec M. Demangeat (2), qu'il s'agit d'une loi provinciale, en vigueur seulement dans une partie de l'Empire, soit que la lacune du manuscrit de Gaius indiquait une classe de la population romaine, à laquelle elle était exclusivement applicable.

Cette même loi inconnue contenait une autre disposition relative au cas inverse, où un homme libre avait des relations avec une femme esclave qu'il croyait libre ; on distinguait entre le sexe des enfants : les garçons suivaient la condition de leur père, les filles étaient esclaves comme leur mère. Gaius ajoute que cette partie de la loi fut abrogée par l'empereur Vespasien, *inelegantia juris motus*. Nous ne voyons guère en quoi la disposition précédente a paru plus respectable à cet empereur. Il semble que sur les deux points, il eût été sage de revenir au principe général du *jus gentium*.

On voit combien de modifications a reçues la règle *partus ventrem sequitur* avant que Justinien la rendit générale et applicable à tous les cas. Une autre question reste à examiner : celle de savoir s'il faut se placer au moment de la naissance de l'enfant ou à celui de sa conception pour déter-

1. I, 84.

2. T. I, p. 179.

miner son statut personnel. C'est encore Ulpien qui donna la formule générale : *in his qui jure contracto matrimonio nascuntur, conceptionis tempus spectatur : in his autem qui non legitime concipiuntur, editionis*. En d'autres termes, quand l'enfant suit la condition du père, ce qui a lieu en cas de mariage légitime, il faut se placer au moment de la conception, et conférer à l'enfant la qualité qu'avait alors son père. Quand, au contraire, c'est le statut personnel de la mère qui est donné à l'enfant, il faut examiner la qualité de la mère au jour de la naissance. On comprend comment les jurisconsultes sont arrivés à faire cette distinction : après la conception, l'œuvre du père est terminée : mais ce n'est qu'après l'accouchement que le rôle de la mère est accompli : il est donc juste qu'on se place à des époques différentes pour apprécier le lien qui unit l'enfant à chacun de ses auteurs.

Il paraît y avoir eu controverse sur la question de savoir si les justes noces romaines seules pouvaient avoir pour effet de conférer aux enfants le statut du père, et si par exemple un enfant né de parents pérégrin et latin, mariés *ex jure gentium* devait suivre la condition de son père ou celle de sa mère. Gaius donne la solution de la controverse : si une femme romaine au moment de la naissance d'un enfant, l'a mis au monde *ex peregrino cui secundum leges moresque peregrinorum conjuncta sit, videtur, ex senatusconsulto quod auctore divo Hadriano factum est, peregrinus nasci, nisi patri ejus civitas Romana quaesita sit* (1). Il faut donc dans notre règle entendre le

1. Gaius, I, 92.

mariage dans un sens large, et non-seulement comme l'union de deux personnes ayant le *connubium* romain.

Si la qualité de la femme change pendant la grossesse, il serait logique de ne pas en tenir compte, puisqu'on s'occupe seulement du moment de la naissance de l'enfant. C'était encore la théorie admise au temps de Gaius, par la majorité des jurisconsultes. Si une femme romaine, dit-il, a subi l'interdiction de l'eau et du feu, et devient ainsi pèrègrine, et met au monde un enfant *complures distinguunt et putant si quidem ex justis nuptiis conceperit, civem romanum ex ea nasci, si vero vulgo conceperit, peregrinum ex ea nasci* (1).

Dans la suite, il parut trop rigoureux de rendre l'enfant en quelque sorte responsable de la déchéance subie par sa mère. On trouve pourtant encore dans Ulpien (2), la même règle mentionnée sans exception comme dans Gaius, mais déjà Hadrien, cité par le même Ulpien (3), avait fait une exception en faveur de l'enfant d'une femme condamnée au dernier supplice et tombée par suite au rang d'esclave :
« *Imperator Hadrianus Publilio Marcello rescripsit liberam quæ priusquam ultimo supplicio damnata est, liberum parere.* » Ce tempérament apporté à la rigueur du principe en faveur de la liberté, est corroboré par un autre rescrit de l'empereur Caracalla (4), et Paul dans une sen-

1. Gaius, I, 89 et 90.

2. V. 10.

3. Dig. L. 18, *De stat. hom.*

4. Code. L. 4, *de pœnis*.

tence (1) l'expose en ces termes : « *Si libera conceperit et ancilla facta pepererit, liberum parit : id enim favor libertatis exposcit : si ancilla conceperit, et medio tempore manumissa, sed rursus facta ancilla pepererit, liberum parit : media enim tempora libertati prodesse, non nocere etiam possunt.* » Justinien reproduit la même règle en d'autres termes.

§ 2. — Affranchissement.

Les esclaves ont, dans la société romaine, une situation bien singulière. Si d'un côté le droit les traite avec une rigueur parfois cruelle, la religion les relève au rang d'hommes et le tombeau d'un esclave est sacré comme celui d'un sénateur. La personnalité juridique de l'esclave est en quelque sorte absorbée dans celle de son maître : il ne peut vendre, acheter, stipuler que pour son maître, mais il possède virtuellement les droits de citoyen et quand son maître lui en abandonnera l'exercice, il deviendra lui-même un citoyen.

L'affranchissement est donc, comme la naissance, un mode d'acquérir la *civitas romana*. La manumission est une sorte de naissance à la vie civile. De même que le fils suit le statut de son père, l'affranchi prend la condition du *manumissor*. Nous n'avons donc à nous occuper que des citoyens romains qui affranchissent un esclave ; les Latins,

1. II, 24, § 2 et 3.

G.

ou les Pérégrins pouvaient aussi avoir des esclaves, puisque l'esclavage était de droit des gens, mais en leur donnant la liberté ils ne pouvaient jamais leur conférer que les droits de Pérégrin ou de Latin.

Dans l'ancien droit romain, il y avait trois modes d'affranchissement des esclaves : — 1° l'inscription de l'esclave avec l'autorisation du maître sur les listes du recensement des citoyens romains qui se fait tous les cinq ans (*census lustralis*) ; — 2° la revendication de la liberté faite devant le tribunal par l'esclave, sans que le maître y fit opposition. C'était ce qu'on appelait la *manumissio vindicta*. Le préteur prononçait la liberté de l'esclave ; — 3° l'affranchissement testamentaire, qui sortait des effets différents suivant que l'esclave était directement libéré, ou donné à un héritier avec ordre de le mettre en liberté, et que la loi *Furia Caninia* a limité, pour éviter que les testateurs ne diminuassent outre mesure le patrimoine de leurs héritiers.

Dès l'époque des jurisconsultes classiques, on trouve dans les textes des modes non solennels d'affranchissement. Il est question d'esclaves devenus libres parce que leur maître les avait fait asseoir à sa table (*per mensam*), les avait traités comme libres en présence de quelques témoins (*inter amicos*), ou leur avait adressé une déclaration écrite (*per epistolam*). Il paraît qu'on pouvait aussi libérer un esclave en l'adoptant, qu'il avait même acquis sa libération par cela seul que le maître l'avait appelé son fils, *filium suum nominaverit*, *licet hoc ad jus filii accipiendum non sufficiat*.

Ces modes spéciaux ne conféraient pas la cité romaine aux esclaves. Ceux-ci se trouvaient simplement en état de liberté : s'ils étaient réclamés par leurs maîtres oublieux de ces promesses, le préteur intervenait pour leur garantir la jouissance de cette liberté précaire. Il en était de même, paraît-il, des esclaves libérés que le maître n'avait possédés que *in bonis* sans avoir eu sur eux le *dominium ex jure quiritium*.

Sous Tibère, la situation de ces affranchis fut régularisée par la loi *Junia Norbana* qui les déclara *Latins*. De là leur dénomination de Latins Juniens. Ils différaient du reste des vrais Latins, en ce qu'ils n'avaient qu'entre-vifs le *commercium*, et qu'ils ne pouvaient ni donner, ni recevoir par testaments. Leurs enfants avaient le *jus latinitatis* dans sa plénitude. Une loi *Ælia Sentia*, à peu près de la même époque, a restreint le droit d'affranchissement dans certaines circonstances : elle décida, entre autres dispositions, que les esclaves âgés de moins de 30 ans, qui ne seraient pas affranchis solennellement et avec une juste cause approuvée par un conseil *ad hoc* (1) ne jouiraient pas des droits de citoyens : ils furent au nombre des Latins Juniens.

Ajoutons que les Latins Juniens pouvaient acquérir le droit de cité en faisant compléter par leur maître ce qui avait manqué à leur affranchissement : c'était l'*iteratio*, ou renouvellement de la manumission. *Iteratione fit civis*

1. Ce conseil était présidé à Rome par le tribun et dans les provinces par le président. Les *justa causa* étaient, entre autres, que l'esclave fût précepteur, nourrice, homme d'affaires ou parent naturel du maître.

romanus, dit Ulpien (1), *qui post latinitatem quam acciperat major triginta annorum iterum juste manumissus est ab eo cujus ex jure quiritium servus fuit.*

La loi *Ælia Sentia* défendait en outre que l'esclave qui avait subi des peines corporelles pour un délit devint jamais citoyen. S'il était affranchi sa condition était dans tous les cas celle des *peregrins deditices*. Il ne pouvait pas venir à Rome, sous peine de retomber dans la servitude.

Sous Justinien, ces restrictions n'existent plus : on peut affranchir autant d'esclaves que l'on en possède, et on leur confère par cela même le droit de cité. Les modes de manumission deviennent nombreux, et comme ils produisent tous les mêmes effets, nous n'avons pas à nous y arrêter.

L'esclave pouvait aussi, dans certains cas, acquérir la liberté sans avoir été affranchi par son maître. Il pouvait, par exemple, forcer son maître à lui rendre la liberté quand il avait été jugé que celui-ci n'avait plus sur lui qu'un démembrement de la propriété, ou bien une part indivise, l'esclave ayant été jugé libre pour le reste de la propriété ou pour les autres parts (2). Il pouvait arriver aussi que l'esclave conquît la liberté à titre de récompense pour lui-même, ou à titre de peine pour son maître. L'esclave qui avait dénoncé un faussaire, un déserteur, le meurtrier de son maître, et inversement l'esclave qui avait été exposé, étant vieux et malade, ou prostitué contrairement aux con-

1. III, 4.

2. *Dig. de causa liber.*, l. 30. — *Id. Inst. de donat.*, § 4.

ditions de la vente, etc., était mis en liberté. Ajoutons enfin, que la liberté pouvait être acquise par usucapion : dans l'ancien droit, il fallait simplement que la possession de la liberté eût duré longtemps (1). Constantin fixa la durée à seize ans (2), et l'on admit finalement le délai général de 10 et 20 ans (3).

§ 3. — *Naturalisation.*

Nous avons parlé ci-dessus de la collation succession du droit de cité qui fut faite à titre collectif aux villes composant l'Empire romain. Il n'y a pas lieu de revenir sur ce sujet qui relève de l'histoire politique de Rome plutôt que du droit. Il nous reste à nous occuper des moyens par lesquels le non citoyen pouvait arriver à la cité individuellement.

Dans les premiers temps de Rome, et même jusqu'à la fin de la République, il semble que la naturalisation par mesure individuelle ait été fort rare. On conçoit que les considérations religieuses s'opposaient à l'admission d'étrangers au culte national, et que les citoyens voyaient d'un mauvais œil des barbares élevés jusqu'à eux. C'est tout-à-fait conforme aux idées antiques. Cependant, on commença à sortir quelquefois de cette réserve dans un intérêt politique : tel était le prestige de la *civitas romana* qu'en

1. *Dig. qui et a quib. man.*, 16, § 3.

2. Code Théod., *de liber. causa*, l. 3.

3. *Ibid. loc. cit.*

promettant ce titre à des étrangers Rome pouvait s'assurer leur concours. Cicéron rapporte que les traités passés avec certaines villes prohibaient la naturalisation à Rome de leurs habitants (1) : c'était sans doute par prudence de la part des autorités locales. Au contraire, des citoyens de beaucoup d'autres villes avaient été admis au droit de cité à Rome. — Marius fut autorisé par une loi Apuleia à conférer le droit de cité à trois personnes dans chacune des colonies qu'il aurait fondées dans les provinces conquises par lui. Il est vrai qu'en pratique le droit de Marius fut contesté. Mais Cicéron, qui cite cet exemple, en ajoute un grand nombre d'autres. Il montre que Sylla, Crassus, Métellus ont pu conférer la qualité de citoyens à un grand nombre de Pérégrins. Quant à Pompée, c'est à l'occasion de la *civitas* conférée par lui à Cornélius Balbus que Cicéron a écrit le plaidoyer *pro Balbo*, qui est notre unique source d'information sur la naturalisation à cette époque de l'histoire romaine. Il paraît que Pompée avait été mis légalement, par une loi rendue sous le consulat de L. Gellius et C. Cornélius, en l'an de Rome 582, en possession du droit d'ouvrir la cité romaine aux étrangers qui lui sembleraient dignes de cette faveur. Il devait seulement prendre l'avis d'un conseil, *consilii sententiam*, et il délivrait au nouveau citoyen des tablettes marquées de son sceau (2).

Sous l'Empire, l'empereur eut toujours le droit de natu-

1. *Pro Balbo*, XIV.

2. *Pro Balbo*, VIII.

ralisation. Auguste ne paraît pas en avoir abusé. Mais, après lui, le titre de citoyen fut concédé avec une grande prodigalité. Certains de ses successeurs, comme Marc-Aurèle, l'ont même en quelque sorte mis en vente.

Concurremment avec l'Empereur, le sénat semble avoir conservé certains droits relativement à notre question. Tacite nous a conservé le récit d'une séance dans laquelle on discuta l'admission d'un certain nombre de Gaulois au rang de *patres conscripti*. C'était sous le règne de Claude qui avait été prodigue de la *civitas* pour les Gaulois, il s'agissait d'ailleurs d'Eduens déjà en possession depuis longtemps du droit de cité. Des protestations s'élevèrent dans le sénat et dans la ville. On disait que la haute assemblée allait devenir un ramassis d'étrangers, n'ayant plus de sang romain dans les veines. On s'indignait que Rome et l'Italie ne pussent plus suffire pour recruter les sénateurs. Ce ne fut qu'après un discours de l'Empereur que les Eduens furent introduits. Ce fut la dernière fois peut-être que le vieil esprit exclusif des Romains essaya de résister contre l'invasion étrangère. La naturalisation en masse des habitants de l'Empire par Caracalla mit fin en grande partie aux naturalisations individuelles accordées par ses prédécesseurs. Pendant un moment il n'y eut que des citoyens dans l'Empire : mais les lois qui donnaient à certaines personnes la condition de Latins et de *dediticii* ne furent pas abrogées, on ne renonça pas non plus à concéder la *latina libertas* ou la *peregrina libertas* aux nouveaux sujets de l'Empire. Ce n'est que sous Justinien que les habitants

du monde romain ne se divisent plus qu'en deux classes : les esclaves et les hommes libres.

La concession de la cité par faveur impériale pouvait s'étendre aux Latins Juniens comme à tous autres habitants de l'Empire. Seulement, dans ce cas, le droit du patron, qui avait compté sur la succession, était lésé. Un édit de Trajan décida que si l'affranchi latin Junien obtenait le droit de cité, sans l'assentiment ou contre la volonté de son patron, celui-ci conserverait ses droits successoraux. Hadrien, sentant ce qu'il y avait d'inique dans cette situation, prit l'initiative d'un sénatus-consulte qui accorda au Latin devenu citoyen dans ces conditions la faculté de compléter ce qui manquait à sa liberté en ayant recours à un des modes ordinaires d'acquisition de la cité — à l'*iteratio*, par exemple, dont nous avons déjà parlé comme étant une sorte de complément d'un affranchissement irrégulier.

Dans tous les cas, l'effet de la concession du droit de cité par l'Empereur s'appliquait seulement à l'individu qui l'avait obtenu, sa femme et ses enfants ne devenaient *cives romani* que s'il en avait expressément fait la demande. Un édit de l'Empereur Hadrien décidait qu'une enquête serait faite pour savoir si les fils devaient être soumis à la puissance paternelle après la naturalisation (1).

— La naturalisation par faveur du prince, *beneficio principali*, avait un caractère général ; elle pouvait s'appliquer à tous les *non cives*. Le droit romain connaissait en

1. V. Gaius, 1, 94.

outre un certain nombre de modes d'acquisition du droit de cité spéciaux aux Latins et sur lesquels il importe de nous arrêter.

I. — Nous lisons dans Tite-Live (1) qu'en l'an de Rome 575, des députés de différentes cités latines vinrent au Sénat se plaindre que la plupart de leurs concitoyens émigraient à Rome, s'y fixaient et que leurs villes devenaient désertes. « *Quod si permittatur*, ajoutaient-ils, *perpaucis lustris futurum ut deserta oppida, deserti agri, nullum militem dare possint* ». Une loi autorisait les Latins qui venaient s'établir à Rome à demander et obtenir le droit de cité, quand ils laissaient des enfants dans leur municipe. La loi était violée en ce que les immigrants vendaient fictivement leurs enfants à des Romains qui les affranchissaient ensuite. Ils obtenaient de la sorte la cité pour leurs familles et pour eux-mêmes. Le Sénat condamna cette pratique sur la proposition des envoyés. La loi fut donc rétablie dans sa rigueur (2).

II. — Une loi Servilia (3) accorda la cité en récompense aux Latins qui avaient fait condamner un magistrat comme concussionnaire. Cicéron cite quelques exemples de l'application de cette règle.

III. — Les Latins pouvaient encore acquérir le *jus civitatis* par cela seul qu'ils avaient exercé une magistrature dans leur ville.

1. XLI, 8.

2. Accarias, p. 93.

3. Siv. *Pro Balbo*, XXIII.

Le passage de Gaius (1) qui nous révèle cette particularité fait entre le *Latium minus* et le *Latium majus* une distinction sur laquelle les commentateurs ont longuement discuté. Il paraît probable, d'après Mommsen, que les individus ayant le *majus Latium* devenaient Romains avec leur femme et leurs enfants par cela seul qu'ils exerçaient une magistrature dans leur ville. Les Latins n'ayant que le *minus Latium* obtenaient la cité romaine pour eux-mêmes, et non pour leur famille, mais on ne saurait dire quelles personnes possédaient le *majus Latium*, et quelles personnes n'avaient que le *minus Latium* ? Niebuhr croit que le *majus Latium* appartenait aux *Latini veteres*, et le *majus Latium* aux *Latini colonarii*.

Il importe de remarquer que les trois règles qui précèdent sont anciennes et se rapportent aux *Latini veteres* et *colonarii* ; mais non aux Latins Juniens. Ceux-ci, sans parler de l'*iteratio*, dont il a été question ci-dessus, avaient recours, pour devenir citoyens, aux modes suivants, dont quelques-uns même avaient été créés pour eux.

IV. — La loi *Ælia Sentia* qui, dans un sens, restreint singulièrement le droit d'acquisition de la cité romaine par l'affranchissement, la facilite d'un autre côté en accordant au Latin Junien (ou plus exactement à l'esclave qui n'ayant, pas l'âge de trente ans lors de son affranchissement, ne pouvait pas devenir citoyen) un moyen particulier d'acquérir le droit de cité. S'il épouse une Romaine ou une Latine, qu'il atteste en présence de sept témoins, citoyens

1. I, 95.

romains et capables, son intention de contracter un mariage légal, si ensuite il a un enfant de ce mariage, il peut, quand l'enfant est âgé d'un an (*anniculus*), se présenter devant le prêteur ou devant le président de la province, y établir qu'il a rempli les conditions légales (*causam probare*) et obtenir ainsi la qualité de citoyen. Sa femme et ses enfants, s'ils sont Latins, obtiendront en même temps que lui la cité : ils pourront même l'obtenir en cas de mort du mari. Plus tard, ce droit a été étendu par un sénatus-consulte rendu par Vespasien aux Latins Juniens, qui se trouvaient dans cette condition pour n'importe quel motif, par exemple, pour avoir été affranchis par un mode non solennel.

V. — Cette *causæ probatio* ne pouvait être invoquée que dans le cas où le Latin épousait une femme romaine ou latine : mais un sénatus-consulte, dont le nom est inconnu, cité par Gaius (1), permet l'acquisition de la cité toutes les fois qu'un des deux époux est citoyen et a cru épouser une personne de la même condition. Quand un enfant est né de ce mariage les parties sont admises à prouver leur erreur, *causam errori probare*, et le magistrat concède le droit de cité à ceux qui étaient Latins ou Pérégrins.

VI. — La femme affranchie latine qui avait mis trois enfants au monde *ter enixa* pouvait, d'après un sénatus-consulte, revendiquer la qualité de citoyenne. Le texte

1. I, 73.

2. III, § 1.

d'Ulpien qui nous fait connaître cette disposition légale porte : *præterea ex senatus-consulto vulgo quæ ter sit enixa*. Ce mot *vulgo* a choqué certains jurisconsultes qui considèrent comme inadmissible que la loi visât expressément les courtisanes : Schilling propose de lire *virgo*, ce qui indiquerait qu'il s'agit de femmes ayant conçu hors mariage. Puchta propose de lire *mulier* à la place de *vulgo*. « Le manuscrit du Vatican, dit-il, n'est pas l'œuvre d'un copiste si soigneux et si exact que la substitution de *mulier* à *vulgo* puisse paraître un attentat ». Il vaut mieux, croyons-nous, ne pas entrer dans cette voie de correction arbitraire où l'on ne sait où s'arrêter.

VII. — Une loi Visellia accorde le droit de cité à un Latin qui a servi pendant six ans dans les *vigiles* de Rome. Un sénatus-consulte antérieur demandait seulement trois ans. Les *vigiles* étaient une milice de garde de nuit.

VIII. — Gaius (1) rapporte qu'un Latin devenait citoyen pour avoir construit à Rome une maison lui ayant coûté une partie déterminée de sa fortune. Quelle partie ? Une lacune du manuscrit, que les commentateurs ont en vain essayé de remplir, ne permet pas de le dire. La loi 139 de *verb. sign.* explique en ces termes ce qu'il faut entendre par un édifice construit à Rome : *œdificia Romæ fieri etiam ea videtur qua in continentibus Romæ ædificiis fiunt*.

Cette disposition légale a été sans doute tout-à-fait pas-

sagère. On a cru pouvoir l'attribuer à Néron, qui, d'après Tacite (1), pour la reconstruction de la ville *addidit præmia pro cujusque ordine et rei familiaris copia*. Ce n'est qu'une supposition, mais qui nous paraît vraisemblable.

IX. — Un édit de Claude accorde le droit de cité au Latin qui a apporté des grains à Rome pendant six ans avec un navire jaugeant au moins 10,000 mesures.

X. — On trouve aussi dans Ulpien qu'un Latin pouvait obtenir la cité en établissant une boulangerie. C'était sans doute encore une mesure transitoire prise dans un moment de famine.

XI. — Citons encore, pour être complet, un texte du Code Théodosius (2), d'après lequel un décret de Constantin a donné le droit de cité au Latin dénonçant le rapt d'une vierge.

1. Annales, XV, 43 et suiv.

2. L. 1, § 4, *De raptu virg.*

CHAPITRE III

DE LA PERTE DU DROIT DE CITÉ.

§ I. — *De la CAPITIS MINUTIO MAXIMA.*

Le mot *caput* dans la langue juridique de Rome correspond à notre mot *état* : il exprime la personne en tant qu'investie de capacité juridique. *Servile caput* est synonyme d'esclave. On appela *capitis minutio* tout changement d'état qui fait passer un individu d'une situation dans une autre situation inférieure. Nous laisserons sur ce point la parole au jurisconsulte Paul : *Capitis deminutionis tria sunt genera : maxima media, minima. Tria enim sunt que habemus, libertatem, civitatem, familiam. Igitur, cum omnia hoc amittimus, hoc est, libertatem et civitatem et familiam, maximam esse capitis deminutionem ; cum vero amittimus civitatem, libertatem retinemus, mediam esse deminutionem, cum et libertas et civitas retinetur, familia autem mutatur, minimam esse capitis deminutionem constat.*

Ainsi, la perte de la liberté, de la cité, de la famille, sont considérées par les Romains comme des déchéances : pour la liberté et la cité, on comprend facilement qu'il en soit ainsi, étant données les incapacités qui frappaient l'es-

clave et l'étranger ; mais, comment le changement de famille peut-il constituer une déchéance ? Parce que le fils émancipé perd tous ses droits dans sa famille. Il ne succède à son père que par le droit prétorien, qui a adouci, sur ce point, les rigueurs du droit civil. Nous n'avons pas, bien entendu, à nous occuper ici de cette déchéance : nous traiterons seulement des deux premières — et d'abord de la *maxima* qui, par voie de conséquence, entraîne la perte de la cité.

La cause principale de la perte de la liberté était la captivité. Aucun droit ne régit les relations entre Rome et les peuples qui ne sont unis à elle par aucun lien d'amitié, d'*hospitium* etc... La force brutale seule domine, la notion du tien et du mien n'existe plus. *Nam si cum gente aliqua*, dit Pomponius (1), *neque amicitiam, neque hospitium, neque fœdus amicitiae causâ factum habemus, hi hostes quidem non sunt : quod autem ex nostro ad eos pervenit illorum fit ; et liber homo noster ab eis captus servus fit et eorum*. Ainsi, même en pleine paix, un Romain qui tombe aux mains des barbares devient légalement esclave. — Il n'en est pas de même des peuples unis aux Romains par les traités. Le Romain qui tombe entre leurs mains pendant la paix n'est pas légalement asservi. Il est nécessaire pour cela que l'état de guerre existe entre les deux nations, c'est-à-dire que les citoyens de la nation étrangère soient *hostes* au sens d'Ulpien (2) : *hostes*

1. Dig. *De capt.*, loi 5, 2.

2. *Id.*, l. 25.

sunt quibus bellum publice populus romanus decrevit, vel ipsi populo romano. La guerre dans l'antiquité romaine était déclarée avec des formalités minutieuses et des rites sacrés que le collège des féciaux était chargé d'accomplir. Elle ne pouvait être déclarée qu'à une nation constituée et reconnue : aussi le fait d'être pris par des pirates ou des brigands ne pouvait qu'entraver l'exercice de la liberté, mais jamais créer l'esclavage de droit.

Outre cette cause d'asservissement, qui est de droit des gens, le droit civil a reconnu différentes autres causes qui varièrent suivant les époques :

I. — La formalité du cens avait dans l'ancien droit de Rome une importance considérable. Nous avons dit ci-dessus que le maître qui voulait affranchir un esclave pouvait le faire en le faisant inscrire sur les registres du censeur. Inversement l'homme qui négligeait cette formalité tombait en esclavage : « *quum is, dit Cicéron (1), qui in servitute justa fuerit, censu liberatur, eum qui liber esset censerì noluerit, ipsum sibi libertatem adjudicasse.* » C'est une considération religieuse qui a entraîné cette conséquence de l'omission sur les listes du censeur.

II. — Cicéron, dans le même passage du plaidoyer *pro Cecinâ*, dit que l'on vendait au profit du peuple l'homme qui échappait au service militaire. Il donne une mauvaise raison de cette disposition légale : « *populus quum eum vendidit qui miles factus non est, non adimit ei libertatem, sed*

1. *Pro Cæcina*, 34.

judicat non esse eum liberum, qui, ut liber sit, adire periculum noluit. » Sous l'Empire, ces deux causes d'esclavage tombèrent en désuétude, par le motif que le cens cessa d'être fait comme antérieurement et qu'on recruta l'armée par engagements volontaires.

III. — Dans le très-ancien droit, le débiteur qui ne s'était pas acquitté après quatre-vingt-dix jours pouvait être vendu au-delà du Tibre: cette cruelle exécution contre les débiteurs, témoignage très-caractéristique de la dureté des vieilles mœurs de Rome, disparut dès le commencement du ^v^e siècle av. J.-C. Il est probable qu'elle ne survécut pas à la loi *Pœtelia*, qui a beaucoup adouci la situation des débiteurs insolvables.

IV. — Le *fur manifestus* pouvait être vendu dans tous les cas au profit de la personne volée.

Cette quatrième cause d'esclavage, dont parlent Aulu Gelle (1), et Gaius (2), fut supprimée par le droit préto-rien. Il ne resta sous l'Empire que les quatre règles suivantes qui furent en vigueur depuis le temps des jurisconsultes classiques jusqu'à Justinien.

V. — Les condamnations aux bêtes et aux travaux forcés dans les mines, *ad bestias* et *ad metallum*, entraînaient la perte de la liberté, à partir du moment où elles étaient devenues définitives. Comme ces esclaves n'avaient pas de maîtres, on les appelait *servi pœnæ*. Pour eux l'esclavage consistait dans la perte

1. XI, 48, § 7 et 8.

2. III, 489.

de tous les droits des hommes libres, mais ne les soumettait à personne. Ils étaient plutôt assimilés aux esclaves que réellement esclaves. C'était une espèce de mort civile. Sous Justinien les mêmes motifs qui amenèrent l'abolition de la mort civile en France, déterminèrent l'Empereur à conserver la liberté au condamné. L'intérêt du conjoint fut surtout invoqué à une époque où l'indissolubilité du mariage commençait, grâce au Christianisme, à entrer dans les mœurs romaines (1).

VI. — L'affranchissement que nous avons considéré comme un moyen d'acquérir la cité romaine ne rompait pas toutes les relations entre l'ex-esclave et celui qui avait été son maître. Des services déterminés restaient dus au patron, ainsi que des égards particuliers (*obsequia*) : celui-ci avait de plus certains droits sur la fortune de l'affranchi ; mais, dans le principe, une fois libéré, l'affranchi ne pouvait plus être remis en servitude. L'empereur Claude, le premier, décida que l'esclave qui intenterait contre son patron une question d'état redeviendrait esclave. Tacite raconte que, sous Néron, le sénat émit un vœu tendant à ce que les affranchis retombassent en esclavage pour cause d'ingratitude (2) : il paraît que le conseil du prince fut d'un avis contraire, et dans un message au sénat, l'Empereur répondit : « *privatim expenderent causam libertorum, quoties arguerentur, in communi nihil derogarint.* » Mais la question fut de nouveau discutée et résolue suivant le vœu

1. Nov. 22, cap. 8.

2. Ann. XIII, 26 et 27.

de l'assemblée sous le règne de Commode. Dès lors, jusqu'à Justinien, il fut admis que l'ingratitude pouvait donner lieu à la réintégration de l'affranchi dans sa qualité d'esclave ; mais plusieurs conditions étaient nécessaires : il fallait d'abord que l'affranchissement eût été spontané de la part du patron, que l'ingratitude eût été manifestée par des voies de fait ou au moins par le refus d'aliments, enfin que la sentence fût prononcée par le magistrat après enquête.

Au Bas-Empire la décision de Commode fut étendue aux affranchis ingrats envers les héritiers du patron, et aux enfants de l'affranchi ingrats envers le patron (1).

VII. — La femme libre, et se connaissant pour telle, qui vivait *in contubernium* avec un esclave et qui persistait malgré trois *denuntiationes* à elle faites par le maître de l'esclave perdait la liberté au profit de ce dernier. Il fallait un jugement du magistrat pour prononcer l'asservissement. Tacite raconte comment cette prescription fut votée à l'instigation de l'affranchi Pallas (2).

Justinien trouva le sénatus-consulte Claudien indigné de son temps et le supprima.

VIII. — Sous l'Empire romain, il se produisait assez souvent dans le commerce des esclaves une fraude qui consistait à vendre un homme libre avec lequel on était d'accord. La vente faite, le prétendu esclave réclamait et obtenait à coup sûr sa mise en liberté : puis il partageait le prix avec le vendeur. — Pour éviter cette supercherie, il fut

1. Code. *De libert. et lib.*, l. 3 et 4.

2. Ann. XIII, 53.

décidé que l'homme ainsi vendu serait gardé en esclavage par l'acheteur de bonne foi : ce fut une nouvelle cause d'esclavage qui subsista même après Justinien, jusqu'à l'empereur Léon. — Nous ne croyons pas devoir entrer dans le détail de la réglementation (1).

§ II. — *De la CAPITIS MINUTIO MEDIA.*

Nous venons d'étudier un mode de perdre la qualité de citoyen, par voie de conséquence, en perdant la liberté. Sous le titre de *media capitis minutio*, nous verrons comment le Romain, tout en conservant sa liberté, pouvait perdre le droit de cité seulement.

Cicéron pose deux principes qui paraissent dominer la matière de la dénationalisation dans l'esprit des jurisconsultes de son temps. Il déclare qu'à Rome nul ne peut être malgré lui privé du droit de cité, ni retenu malgré lui dans la cité romaine : « *ne quis invitatus civitate mutetur, neve in civitate maneat invitatus* (2). » Et ailleurs, développant sa pensée, il dit : « *hoc juris a majoribus traditum ut nemo civis romanus aut libertatem aut civitatem amittere possit, nisi ipse auctor factus sit* (3) ». Ces principes, dont l'application dans le droit des gens moderne nous semblerait fort désirable, sont malheureuse-

1. V. Accarias, I, p. 76.

2. *Pro Balbo*, XIII.

3. *Pro domo*, 29.

ment en contradiction apparente avec certaines institutions que nous présentent les anciens textes. Ainsi, en tombant en esclavage les citoyens perdent bien malgré eux la qualité de citoyen, mais il faut, croyons-nous, entendre la règle de Cicéron en ce sens qu'un citoyen romain ne peut pas être dénationalisé malgré lui, quand il ne s'est pas mis dans un des cas prévus par la loi comme entraînant la perte de la nationalité. C'est dans cette manière aussi qu'il faut concilier notre règle avec l'existence de la dénationalisation à titre de peine.

I. — *Dénationalisation à titre de peine.* — Deux peines faisaient perdre la nationalité sans faire perdre la liberté : l'interdiction de l'eau et du feu et la déportation. Sous la République, la première de ces deux peines obligeait le condamné à chercher un refuge dans un pays quelconque, en dehors du monde romain : la seconde le mettait seulement dans la nécessité de quitter Rome, et de vivre dans une île qu'on lui assignait et où il restait libre. Sous l'Empire, nous voyons, au dire d'Ulpien, que la déportation supplanta peu à peu l'interdiction de l'eau et du feu. Du reste, les deux dénominations restèrent en usage ; les lois antérieures à Auguste prononçaient l'interdiction *aqua et igni*, les autres prononçaient la déportation : les deux noms se maintinrent simultanément dans la pratique.

Sous la République, les peines dont il s'agit n'avaient pas pour effet d'enlever immédiatement la qualité de citoyen à ceux qui les subissaient. Les condamnés ne perdaient la qualité de citoyen romain que lorsqu'ils avaient acquis la

naturalisation dans le pays où ils résidaient. « *Qui erant rerum capitalium condemnati*, dit Cicéron (1), *non prius hanc civitatem amittebant, quam erant in eam recepti, quo vertendi hoc est mutandi soli causa venerant : id autem ut esset faciendum, non ademptione civitatis, sed tecti et aquæ et ignis interdictione faciebant.* »

Sous l'Empire, les deux peines entraînaient la dénationalisation dès qu'elles étaient devenues définitives. Mais, pas plus qu'antérieurement, elles ne touchaient à la liberté. C'est ce que dit expressément Justinien : « *Cum civitas quidem amittitur, libertas vero retinetur : quod accidit ei cui aqua et igni interdictum fuerit vel ei qui in insulam deportatus est* » (2). Cependant, un texte du Digeste a fait croire à une solution inverse de la question : ce texte est ainsi conçu : « *(existimatio) consumitur... quoties magna capitis minutio intervenit, id est quum libertas adimitur, veluti cum aqua et igni interdicitur, quod in persona deportatorum evenit* (3). »

Une loi du Code (4) s'exprime dans le même sens : *Si clarissimus, vel curialis, vel miles, vel clericus.. proscribendum deportandumque, non solum civitate romana, sed etiam libertate privari censemus* ». Nous ne pouvons pas admettre que ces deux textes abrogent celui des Institutes, et détruisent toute la théorie de la *media capitis minutio*.

1. *Pro domo*, 30.

2. *Institut.* I, 16.

3. *De extraord. cognit.*, l. 5, § 3.

4. Loi 2, *Ut nemo prio.*

Peut-être y a-t-il une simple confusion de la part des jurisconsultes cités au Digeste et au Code, qui auraient confondu la *media capitis minutio* avec la *maxima*.

La peine des travaux publics à perpétuité, qui apparaît sous l'Empire (1) emportait, comme l'interdiction de l'eau et du feu et comme la déportation dans une île, la perte des droits de cité. En parlant de ce genre de condamnés le jurisconsulte Marcien s'exprime ainsi : « *quidam ἀπολιῖδες sunt, hoc est sine civitate : ut sunt in opus publicum perpetuo dati et in insulam deportati, ut ea quidem, quæ juris civilis sunt, non habeant, quæ vero juris gentium sunt habeant.* »

Il faut avoir soin de distinguer la déportation dans une île de la simple relégation, espèce de bannissement moins rigoureux, qui pouvait être prononcé à temps et qui dans aucun cas n'emportait la perte de la *civitas*. Le *relegatus* était encore citoyen, il pouvait dire comme Ovide, relégué sur les rives de l'Euxin :

Nec mihi jus civis, nec mihi nomen abest.

En dehors des cas que nous venons de parcourir le droit romain ne reconnaît pas de mode légal pour dénationaliser les citoyens. Les autorités publiques n'ont jamais eu ce pouvoir et c'est en ce sens que l'on peut dire que la règle de Cicéron *ne quis invitum civitate mutetur* est fondée. — Cependant l'histoire romaine fournit quelques exemples de dénationalisation ayant, il est vrai, un caractère

1. Voir Dig., L. 17, 1. *De pœnis*.

politique. « *Populus romanus*, dit Cicéron, *L. Sulla dictatore fervente, comitiis centuriatis, municipiis civitatem ademit* (1). » Il est vrai que ces mesures ne durèrent même pas aussi longtemps que la dictature de Sylla. P. Clodius, ajoute Cicéron, a pu enlever le droit de cité à un ancien consul ; mais c'était dans un moment de trouble, *versa republica*.

Plus tard, Claude priva du droit de cité un personnage important (2). Septime-Sévère en usa de même à l'égard des habitants de Naplouse en Palestine (3). Mais ce sont là des exemples isolés, et des abus de pouvoir qui sont fondés uniquement sur la toute-puissance impériale et tout-à-fait contraires au droit.

II. *Dénationalisation volontaire*. — Deux modes de perte volontaire de la cité romaine nous sont donnés dans les textes : la *dicatio*, le *postliminium*.

La *dicatio*, c'est la naturalisation dans une cité étrangère. Personne ne peut avoir deux nationalités simultanément. « *Duarum civitatum civis esse, nostro jure civili, nemo potest* ». C'est par application de ce principe que l'acquisition de la nationalité dans une ville étrangère fait perdre le droit de cité à Rome. La *dicatio* suppose qu'on se transporte avec l'intention d'y résider dans une ville étrangère : peu importe, du reste, comment on s'y rend, et à la suite de quelles circonstances. Le transfuge, le déserteur devant l'ennemi était puni de peines sévères. et ne

1. *Pro domo*, 30.

2. Suétone, Claud. 16.

3. Spartien. Vie de Sept.-Sévère, 59.

subissait pourtant que la *media capitis minutio*. On lit dans le Digeste : « *Si quis tutor non sit captus ab hostibus, sed missus ad eos quasi legatus, aut etiam perceptus ab eis aut transfugerit, quia servus non efficitur, tutor manet* (1). » La loi 5 *de cap. min.* exprime la pensée de la loi plus clairement encore : « *Amissione civitatis fit capitis minutio, ut in aqua et igni interdictione. Qui deficiunt capite minuuntur : deficere autem dicuntur qui ab his quorum sub imperio sunt desistunt et in hostium numerum se conferunt....* »

Nous avons parlé et nous reparlerons encore du droit de bourgeoisie dans les *municipia*, du *jus originis*. Disons ici qu'il n'est pas suffisant de l'acquérir pour perdre la cité romaine. Il faut obtenir la naturalisation dans une cité indépendante.

Cependant on trouve dans certains textes que la nationalité romaine se perdait par l'inscription d'un citoyen dans une colonie latine. C'est une règle ancienne qui tomba probablement en désuétude de bonne heure.

Le *postliminium* considéré comme mode de perdre la nationalité romaine s'applique dans l'espèce spéciale d'un étranger captif à Rome qui est affranchi par son maître, et devient par suite citoyen. Il est libre de retourner dans sa patrie et le droit romain le déclare dégagé de la sujétion romaine, de même que réciproquement il déclare Romain l'ex-citoyen prisonnier à l'ennemi qui revient dans l'empire, comme on le verra ci-après.

1. L. 15, *de tutelis*.

CHAPITRE IV.

RÉINTÉGRATION DANS LA QUALITÉ DE CITOYEN.

Du moment où l'empereur s'arrogea le pouvoir de conférer à sa guise le droit de cité, il est évident qu'il pouvait aussi bien le rendre aux ex-Romains, ayant perdu cette qualité par un des modes indiqués précédemment, que le donner à un étranger. C'était une attribut de la souveraineté, dont rien, dans le dernier état du droit romain, ne pouvait limiter l'application. Mais à côté de ce mode de recouvrer la cité romaine qui ne relevait que du caprice du prince, le droit romain en fournit deux autres : le *jus postliminii* et la *restitutio in integrum*.

§ I. — Du JUS POSTLIMINII.

Lorsqu'un citoyen romain captif chez l'ennemi revient à Rome, il est rétabli avec effet rétroactif dans tous les droits que la captivité lui avait fait perdre, il est censé ne jamais avoir perdu la qualité de citoyen. Telle est, en un mot, la signification du *jus postliminii*. — On a beaucoup discuté sur l'origine de ce mot, dont la composition apparente ne semble pas répondre exactement au sens juridique. Plutarque

rapporte que lorsqu'un Romain ayant passé pour mort rentrait dans sa famille, il eût regardé comme de mauvais augure d'entrer par la porte et qu'il franchissait le toit pour descendre dans la cour qui était au centre de la maison. Heineccius a cru pouvoir tirer de cet usage le mot *postliminium* : il faut ajouter que la coutume qui voulait que l'épouse pénétrant pour la première fois dans la demeure de son mari ne touchât pas le seuil de la porte, est de nature à donner quelque créance à cette opinion. Le seuil avait quelque chose de sacré pour les vieux Romains. Peut-être vaut-il mieux s'en tenir à l'étymologie que donne Justinien : « *limina sicut in domibus finem quemdam faciunt, sic et imperii finem limen esse veteres voluerunt. Ab eo postliminium dictum quia eodem limine revertebatur quo amissus fuerat* (1). »

L'important, du reste, est de savoir la valeur du *jus postliminii*. C'est une fiction, avons-nous dit, par laquelle le captif de retour recouvre tous ses droits. Disons d'abord qu'il n'est pas nécessaire qu'il revienne à Rome, ni dans la ville où est son domicile. La réintégration s'opère par cela seul que le captif est arrivé dans une ville amie des Romains (2). Peu importe la manière dont il a quitté le pays ennemi : que ce soit par ruse, par force, ou délivré par les armées romaines, il recouvre dans tous ces cas sa liberté. « *Postliminii jus*, dit le jurisconsulte Pomponius, *competit aut in bello aut in pace*. » Cette dis-

1. Inst. 1, 12, § 5.

2. Dig. de capt. L. 5, § 1.

inction se rapporte à celle que nous avons faite nous-même relativement aux modes de tomber en esclavage. Si le Romain tombe au pouvoir d'étrangers, il ne devient esclave juridiquement que s'il y a *justum bellum* entre le peuple qui s'est emparé de lui et le peuple romain, à moins qu'il ne soit entre les mains de barbares vivant tout-à-fait en dehors de la civilisation romaine et sans aucune relation avec Rome. Dans ce cas, même en pleine paix, il devient légalement esclave : il pourra donc aussi jouir du *jus postliminii* pour recouvrer en pleine paix la qualité de citoyen. Au contraire, s'il a été pris par un peuple avec lequel Rome est rattaché par un traité d'amitié ou d'hospitalité réciproque, il y aurait seulement esclavage de fait et non de droit, à moins que le traité n'ait été légalement rompu par une déclaration de guerre en bonne forme. C'est précisément ce que dit Pomponius au Digeste, loi 5 *de captivis*.

Quant aux effets du *postliminium*, nous avons nommé le principal qui consiste à relever de la *capitis minutio* qui a été encourue, et par conséquent à rendre la liberté, la cité, la famille, comme si jamais le citoyen n'avait été prisonnier. Il n'entre pas dans notre sujet de donner sur ce point des détails. On remarquera seulement que si le *postliminium* rend la force légale aux actes accomplis avant la captivité, il ne confirme pas les actes qui ont pu être faits pendant la captivité. Ainsi le Romain de retour recouvre la puissance paternelle, les droits de tuteur, de patron qu'il pouvait avoir acquis auparavant : mais s'il a

testé pendant sa captivité, le testament ne devient pas valable. De même, s'il possédait une chose par lui-même, l'usucapion est interrompue.

Il importe surtout de remarquer que le *postliminium* ne s'opérait pas dans tous les cas. Certains prisonniers de retour ne pouvaient l'invoquer.

1° Les Romains vaincus qui s'étaient rendus à discrétion n'avaient pas le droit de *postliminium*. • *Postliminio carent qui armis victi hostibus se dederunt* », dit le jurisconsulte Paul (1). Il faut donc s'être courageusement battu pour pouvoir bénéficier de cette faveur légale au retour dans son pays.

2° Une exception de même nature est faite par Paul pour les transfuges : « *transfugæ nullum postliminium ut : nam qui malo consilio et proditoris animo patriam reliquit, hostium numero habendus est* ». On considère comme transfuge l'individu qui s'échappe pendant une guerre, le déserteur devant l'ennemi, et aussi celui qui s'est enfui pendant une trêve, ou qui a quitté sa patrie, même en temps de paix pour se réfugier chez un peuple barbare.

On a discuté la question de savoir si le fils de famille déserteur devait, comme l'esclave, être admis au *postliminium*. Pour l'esclave, on avait admis l'affirmative dans l'intérêt du maître. Pour le fils, on préféra l'intérêt de la patrie : « *filius quoque familias non potest reverti, neque*

1. Dig. de capt., L. 17.

vivo patre : quia pater sic illum amisit quemadmodum patria ; et quia disciplina castrorum antiquior fuit parentibus romanis quam charitas liberorum (1). »

3° Le *postliminium* n'avait pas lieu sans que le captif revenant dans son pays eût l'intention et le pouvoir d'y résider. Ainsi les jurisconsultes citent le cas de Régulus qui, renvoyé à Rome pour traiter de la paix au nom des Carthaginois, avait juré de retourner en Afrique. Il ne pouvait avoir l'*animus Romæ remanendi*. Il était donc encore sous le coup de la *capitis minutio*. C'est ainsi qu'il faut entendre les vers qu'Horace consacre à ce martyr de la fidélité à la parole donnée.

Fertur pudicæ conjugis osculum
Parvosque natos, ut capitis minor
A se removisse.

4° Il pouvait arriver qu'un traité après une guerre s'occupât du sort des prisonniers, et leur refusât le droit au *postliminium*. C'est ce qui dit Tryphoninus en parlant des individus tombés en esclavage par le fait d'une guerre, soit qu'ils eussent été pris, soit que, se trouvant chez l'ennemi au moment de la déclaration, ils fussent tombés *ipso facto* dans la servitude. — « *Quibus* », ajouta-t-il ; « *jus postliminii est tam in bello quam in pace : nisi fœdere cautum fuerat ne esset his jus postliminii* (2). »

1. Dig., l. c., § 7.

2. De capt., l. 12.

5° Inversement un traité de paix pouvait s'occuper des prisonniers pour stipuler leur restitution: dans ce cas le *postliminium* avait lieu, mais seulement si le captif profitait immédiatement de la faveur du traité. Plus tard, il ne pouvait plus en bénéficier. *Si captivus, de quo in pace cautum fuerat, et rediret, sua voluntate apud hostes mansit, non est ei postea postliminium.* »

6° Enfin on privait encore du *postliminium* les individus qu'on en jugeait indignes, en refusant de les recevoir ; c'est ce qui résulte de la loi 4, du titre *de captivis* au Digeste.

Il arrivait souvent à Rome que l'on rachetait des captifs: quelle était la situation de l'homme libre prisonnier à l'ennemi qui revenait en vertu d'une *redemptio* ? Il faut, d'après les textes, distinguer ; si la *redemptio* a eu lieu à titre de donation ou *pietatis causa*, le *redemptus*, libre en droit et en fait, est traité comme tout captif revenant de captivité. Dans le cas contraire, il est bien libre en droit, mais il reste à titre de gage aux mains de celui qui l'a racheté, jusqu'au moment où ce dernier a été désintéressé par lui-même ou par un tiers.

§ 2. — *De la* RESTITUTIO IN INTEGRUM.

Le *postliminium* s'appliquait au cas où la qualité de *civis romanus* avait été perdue par la captivité. Quand la perte de la cité provenait d'une condamnation, soit que cette condamnation entraînaît l'esclavage, comme celle *ad metallum*, soit qu'elle ne donnât lieu qu'à la perte de la cité,

comme la déportation, le condamné pouvait être, dans certains cas, réintégré par mesure gracieuse dans les droits qu'il avait perdus. C'est ce qu'on appelait *l'in integrum restitutio* : c'était une espèce de réhabilitation accordée par le prince, et donc les effets étaient plus ou moins étendus. Quelquefois la restitution était entière, *per omnia*. « *Cum autem is qui ab aliquod maleficium in insulam deportatur, civitatem amittit, sequitur ut qui eo modo ex numero civium romanorum tollitur,..... Sed si indulgentia principali restituti fuerint, per omnia pristinum statum recipiunt* (1) ». Paul suppose dans ses sentences le cas où une succession se serait ouverte en faveur de l'ex-citoyen, pendant qu'il était *capitis minor* : « *Ab hostibus captus neque sui neque legitimi heredis jus amittit postliminio reversus. Quod et circa eos, qui in insulam deportantur vel servi pænæ effecti sunt, placuit observari, si per omnia in integrum indulgentia principali restituuntur* (2). »

Il semble même que la formule de cette réhabilitation complète était *in integrum restitutio per omnia*. Dans d'autres textes on trouve une *restitutio* partielle, qui laissait subsister au moins l'émancipation qui avait résulté pour les enfants de la *capitis minutio* de leur père (3).

Hâtons-nous d'ajouter que dans les deux cas, la restitution rétablissait le condamné dans le droit de cité, ce qui est le point important pour la matière que nous traitons.

1. Inst. I, VII, § 1.

2. Paul, *Sent.*, IV, 8, 24.

3. C. de *sentent. panis*. Lois 6 et 9.

CHAPITRE V.

DU DROIT DE BOURGEOISIE DANS LES MUNICIPES.

Nous avons indiqué plus haut comment il était dans la tradition romaine tout en soumettant politiquement les villes et les peuples, de laisser aux vaincus une liberté administrative considérable. Les municipes jouissaient d'une grande autonomie et formaient de petits États dans l'État romain. A ce propos, nous avons dit que le Romain pouvait avoir deux patries : la patrie locale ou provinciale, et la grande patrie, c'est-à-dire Rome, *alteram natura alteram civitatis*, pour parler avec Cicéron. C'est ainsi que Cicéron lui-même, né à Tusculum, était en même temps que *civis Romanus*, bourgeois de Tusculum.

On divisait les habitants des municipes, au point de vue du rang et de la dignité, en plusieurs classes : les *decuriones*, c'est-à-dire les membres de la curie ou sénat local, la plèbe, comprenant le reste de la population, la masse des administrés. Entre les deux se forma ensuite la classe des *augustales* dont on ne connaît pas bien l'origine, qui correspondaient aux chevaliers romains. Au Bas-Empire, les habitants des provinces romaines rentrèrent dans les quatre classes générales de la population qui étaient : 1° les *honorati* ou *clarissimi*, c'est-à-dire les hauts fonctionnaires et

ceux qui avaient rempli de hautes dignités dans l'armée, le clergé, les charges de cour; — 2° les *decurions*, c'est-à-dire les personnes possédant une certaine fortune; — 3° les *possessores*, ou propriétaires de biens fonds d'une moindre valeur; — 4° le peuple, comprenant tous ceux qui ne rentraient dans aucune des trois autres catégories.

Ces distinctions ont un caractère honorifique et politique plus que juridique : mais au point de vue des droits, on divisait les habitants des municipes en *municipes* et *incolæ*. Les uns et les autres étaient habitants : à ce titre ils sont opposés aux *advençæ*, c'est-à-dire aux personnes ne résidant que momentanément dans les villes, et restant en dehors des charges comme des honneurs réservés aux habitants. Les *incolæ* participaient aux charges publiques; les *municipes* également, mais ces derniers avaient en outre le privilège des honneurs et les dignités municipales. Les *municipes* étaient donc seuls en possession de ce que nous appellerions aujourd'hui le droit de bourgeoisie; de ce qui était véritablement dans l'Empire romain une sorte de nationalité, de *citoyenneté*. Ils avaient le *jus originis*, tandis que les *incolæ* n'avaient que le *jus domicilii*. Il importe donc d'étudier les différences entre ces deux droits et d'examiner comment on pouvait posséder le *jus originis*.

Le domicile chez les Romains, comme aujourd'hui, était le lieu du principal établissement d'une personne : on devenait donc *incola* dans une ville par cela seul qu'on y transportait le principal siège de ses affaires. En général on était libre de choisir son domicile comme on l'entendait,

cependant la loi romaine reconnaissait à certaines personnes un domicile nécessaire : le fonctionnaire était domicilié au lieu où il exerçait ses fonctions, le militaire où il tenait garnison, le sénateur à Rome, la femme mariée chez son mari. Par exception l'individu relégué dans une île continuait de supporter les charges afférentes à son ancien domicile. — On appréciait le domicile en se fondant sur les circonstances particulières de la cause : un voyage prolongé, l'acquisition d'un immeuble ne pouvaient entraîner *de plano* le transport du domicile dans un lieu. On pouvait d'ailleurs avoir plusieurs domiciles, ou n'en avoir aucun.

En somme, le domicile était, sauf de rares exceptions, une question de fait. L'*origo*, au contraire, c'est-à-dire la bourgeoisie municipale, n'appartenait qu'aux personnes ayant légalement acquis ce droit, par un des modes reconnus.

1^o *Naissance*. — Le *jus originis* se transmettait par le sang, et le lieu de naissance n'avait sur ce point aucune influence. De même que pour la *civitas*, l'enfant né de justes nocces suivait l'*origo* de son père au moment de la conception : né hors mariage, il naissait *municeps* de la ville où sa mère avait le droit de bourgeoisie au jour de sa naissance. Il y avait pourtant des exceptions sanctionnées par des lois locales, demeurées en vigueur malgré la suprématie romaine. « *Si ex patre campano matre puteolana (natus est)*, dit Ulpien, *æque municeps campanus ut ; nisi forte privilegio aliquo materna origo censeatur : tunc enim maternæ originis erit municeps. Utpote Iliensibus concessum*

est, ut qui matre Iliensi est, sit eorum municeps. Etiam Delphis hoc idem tributum et conservatum est (1). » Le jurisconsulte ajoute que ce n'était pas au cas d'enfants naturels, comme quelques-uns le pensaient, que ces règles exceptionnelles étaient applicables, mais bien au cas d'enfants légitimes : il eût, en effet, été absurde de spécifier des règles qui sont précisément le droit commun pour le *vulgo quesiti* s'il ne se fût agi que d'eux.

Ce qu'il faut conclure de ce passage d'Ulpien c'est qu'en matière d'*origo*, il y avait, outre la loi commune, des règles locales auxquelles on était soumis, des *leges municipales*, promulguées par les autorités municipales et qui subsistaient en dehors de la loi romaine.

2° *Affranchissement*. — L'affranchissement est une sorte de naissance : c'est par lui que l'esclave entre dans la cité. Le *manumissor* en même temps qu'il donne sa condition sociale à l'affranchi lui donne son *origo*. Si le maître avait le *jus originis* dans plusieurs cités, ce qui n'était pas impossible, l'affranchi devenait *municeps* de chacune d'elles : il en était de même dans le cas où, comme esclave, il avait appartenu à plusieurs personnes qui avaient le droit de bourgeoisie dans des villes différentes.

L'affranchi est par la *manumissio* élevé au rang de *municeps* ; mais il peut se faire qu'il ne jouisse pas des mêmes droits aux honneurs publics que les citoyens : cela tient aux privilèges de l'ingénuité et nullement à

1. *Dig. ad municip.*, l. 1.

ce que l'acquisition de la bourgeoisie par *manumissio* était moins complète.

3° *Adoption*. — Nous trouvons dans les textes l'adoption citée comme mode d'acquérir le *jus originis*. Il y a cela de particulier que l'adoption confère la bourgeoisie dans la ville de l'adoptant, sans enlever à l'adopté les droits qu'il pouvait avoir dans une autre cité. Il est vraisemblable qu'il n'en était pas ainsi à l'origine, à l'époque où par l'adoption l'adopté passait réellement dans sa nouvelle famille sans conserver d'attaches avec sa famille naturelle, mais le développement du droit municipal coïncide avec l'époque où le droit romain perdit sa rigueur et sa rude et inflexible logique des premiers siècles. Il parut naturel de donner à l'adopté deux *origines*, de même qu'on lui donnait deux familles. Les textes sont assez nombreux. « *Jus originis*, dit Papinien, *in honoribus adeundis et* »
« *muneribus suscipiendis, adoptione non mutatur ; at* »
« *novis quoque muneribus filius per adoptionum patrem* »
« *adstringitur* (1) ». Dans une constitution insérée au Code de Justinien (2), les empereurs Maximien et Dioclétien écrivaient : « *in adoptionem quidem alienæ civitatis civi recte dato additur, non mutatur patria.* »

4° *Adlectio*. — Un rescrit reproduit au Code de Justinien donne l'*adlectio* comme mode d'acquérir la bourgeoisie dans un municpe ; c'est la seule fois que ce mot est prononcé dans le *corpus juris*, et malheureusement il n'est

1. Dig. *ad municip.*, l. 15, § 3.

2. *De adopt.*, l. 7.

point expliqué, mais on sait, d'autre part, que certaines villes conféraient le droit de bourgeoisie à des personnes étrangères, le vendaient même quelquefois. C'était là probablement ce que l'on entendait par l'*adlectio*, qui paraît avoir été employé aussi pour récompenser des *incolæ* en les élevant au rang de *municipes*.

Les empereurs avaient, paraît-il, le droit de faire entrer quelqu'un dans une colonie : c'était une espèce particulière d'*adlectio*, dont les inscriptions fournissent quelques exemples

5° *Mariage*. — Il paraît résulter d'une lettre de Fronton (1), que le mariage avec une femme ayant le *jus originis* dans un municipe conférait ce droit au mari. Fronton dit que son gendre était devenu, en épousant sa fille, *municeps* de Cirta. Il faut, croyons-nous, ne voir dans cette assertion que l'application d'une règle locale. Il n'est pas plus difficile d'admettre que les lois du municipe de Cirta conféraient le droit de bourgeoisie à l'homme qui avait épousé une femme de cette ville que d'admettre que les lois de Delphes et d'Ilion, reconnaissaient le *jus originis* aux descendants légitimes par les femmes des citoyens d'Ilion et de Delphes. — Il faudrait seulement se garder de généraliser.

Il nous reste à examiner comment on pouvait perdre le *jus originis*. Le principe qui domine la matière est absolument l'inverse de la règle de Cicéron; *ne quis*

1. II, 6.

invitus in civitate maneat. Les empereurs Dioclétien et Maximien ont posé la règle suivante : « *Origine propria neminem posse voluntate sua eximi manifestum est.* »

Ainsi, contrairement à ce qui a été admis pour la *civitas*, le système de l'allégeance perpétuelle, comme on dirait aujourd'hui, a prévalu pour l'*origo* : le *municipes* par naissance (et sans doute celui par affranchissement) était dans l'impossibilité absolue de *recusare patriam*, mais l'émancipation enlevait la qualité de *municipes* à celui à qui l'adoption l'avait attribuée : c'est ce qui ressort clairement d'un texte d'Hermogénien : « *Si emancipatur ab adoptivo patre, non tantum filius, sed etiam civis civitatis, cujus per adoptionem fuerat factus, nec desinit* (1) ». Nous ne savons pas si la cité pouvait rejeter de son sein les citoyens qu'elle avait admis par *adlectio* ; mais il y a lieu de le penser.

Le *municipes* de naissance, avons-nous dit, ne pouvait se dépouiller volontairement de cette qualité. Il pouvait être domicilié ou *adlectus* dans une autre ville, mais il gardait toujours le lien de l'*origo*, quoi qu'il pût faire pour le rompre. Il est probable que dans les premiers siècles de Rome il n'en était pas ainsi. On se rappelle qu'un Romain perdait la cité en se faisant inscrire dans une colonie latine : mais dès l'époque des juriconsultes classiques, on établit la fiction que les *municipes* n'étant que des parties de la patrie commune, il n'y avait pas contradiction à être citoyen dans plusieurs d'entre eux en même temps.

1. Dig. *Ad municip.*, loi 16.

Cependant les causes qui faisaient perdre la qualité de citoyen romain en entraînant la *maxima* ou le *medica capitis deminutio* faisaient tomber aussi le droit de bourgeoisie : tels étaient l'esclavage, l'interdiction *aqua et igni*, la déportation. Il n'était pas nécessaire assurément, pour être citoyen dans un municipe, d'avoir la cité romaine, il suffisait d'être libre, Latin ou Pérégrin, mais les peines qui chez les Romains entraînaient la déchéance de la *civitas*, enlevaient au Latin ou au Pérégrin sa *civitas* spéciale, son *jus originis*.

DROIT MODERNE

DE L'ACQUISITION ET DE LA PERTE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS.

AU POINT DE VUE DU DROIT INTERNATIONAL.

CHAPITRE I.

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

Une nation, dans le sens philosophique du mot, n'est pas une agglomération d'individus soumis à un même gouvernement par le hasard de la conquête ou par le caprice des traités : c'est un groupe d'hommes unis par la communauté des goûts, des usages, des intérêts, des sympathies, si bien qu'il s'est établi peu à peu entre eux une cohésion puissante, une solidarité intime, qui leur fait désirer de rester unis et considérer comme un malheur tout ce qui pourrait les séparer. Ce n'est que par une longue vie en commun qu'une telle union se forme, et c'est le souvenir même de cette vie commune qui crée entre les

hommes le lien le plus solide. Avoir partagé pendant une longue suite d'années la bonne et la mauvaise fortune, s'être réjoui des mêmes succès, avoir déploré les mêmes désastres, telle est d'ordinaire la raison d'être des nations. L'identité de langage, la communauté d'origine en facilitent souvent la formation ; mais ne sont que des caractères extérieurs de la nationalité qu'il ne faut pas confondre avec ce qui est de l'essence même.

Ainsi comprise, la nationalité est indépendante des divisions factices que la guerre et les traités ont pu tracer sur la carte du monde. Et le principe des nationalités, qu'on invoque si souvent aujourd'hui, a précisément pour objet de faire coïncider les frontières des États avec celles des nations. — Mais, si telle est la nationalité dans la politique, il en est tout autrement dans le droit. A ce point de vue, le seul auquel nous voulons nous placer, il faut mettre de côté ce qui est affaire de sentiment, de sympathie, de solidarité et ne plus regarder les attaches réciproques qui unissent entre eux les hommes de même nation, mais seulement le lien de droit qui rattache chaque individu au gouvernement dont il relève. Peu importe que le peuple soit le résultat d'un groupement naturel ou artificiel. Toutes les fois qu'un gouvernement existe, qu'il est reconnu par ses sujets et par les autres gouvernements, il imprime à chacun de ses ressortissants une marque particulière qui est la nationalité.

Il y a comme une sorte de contrat passé entre le gouvernement et les sujets. A ceux qui sont unis à lui par ce

vinculum juris, l'État confère une aptitude à jouir des droits civils, civiques et politiques déterminés par les constitutions et les lois particulières. Dans un sens large, on confond celui qui possède cette aptitude, le naturel, avec celui qui exerce les droits, le citoyen. Il importe pourtant de faire une distinction : on peut être, en effet, naturel sans être citoyen, quoique on ne puisse pas être citoyen, sans être naturel. Le Français, par exemple, comme naturel, peut recourir à la protection diplomatique française, il ne doit pas être livré ni expulsé, il est secouru s'il est malade, aliéné ou indigent ; comme citoyen, il a le droit de prendre part dans une certaine mesure à la gestion des affaires publiques. En général, les deux qualités sont réunies et on présume qu'elles le sont : cependant les Algériens sont Français sans être citoyens : et la loi établit divers modes de perdre les droits civils ou politiques qui n'atteignent nullement la qualité de naturel français. Il ne sera question ici, bien entendu, que de la nationalité dans un sens restreint, et nullement des droits de citoyen que la loi confère ou enlève sans que la qualité de naturel soit atteinte.

Cette sorte de contrat existant entre l'État et ses sujets doit être librement consenti comme tous les contrats, pour être valable en droit pur. Sans la volonté, ce ne pourrait être qu'un abus de la force. La volonté est tacitement manifestée par le natif, qui, sujet dès sa naissance, ne fait rien pour secouer cette sujétion, mais il doit pouvoir rompre l'allégeance naturelle, si ses goûts, ses intérêts, ses besoins, le poussent à se rattacher à une nouvelle patrie. Il serait

choquant et contraire à la liberté humaine, qu'un individu fût indéfiniment enchaîné dans l'allégeance que sa naissance lui a attribuée, ce serait comme une sorte de servage, à laquelle répugnent tous les esprits libéraux. Dans l'antiquité on ne connaît guère que Sparte — un État bizarrement constitué qui eut le privilège de montrer la réalisation de théories plus singulières que celles des purs rêveurs comme Platon ou Thomas Morus — où un citoyen ne peut pas se dépouiller de sa nationalité. A Rome, le *ne quis invitus in civitate maneat* de Cicéron était le droit commun. Il est vrai qu'en Angleterre la doctrine de l'allégeance perpétuelle a été admise jusqu'en ces derniers temps ; mais le bill du 12 mai 1870 fit cesser cette anomalie, qu'un ministre américain qualifiait brutalement de « reste des époques de barbarie ». Les États-Unis qui avaient tout naturellement hérité de la législation anglaise au moment de leur séparation d'avec la métropole, n'admirent que peu de temps cette rigoureuse doctrine : les attorneys généraux Cushing et Black la combattirent avec acharnement, en la présentant comme à la fois tyrannique et contraire au droit naturel. Le bill de 1868 sur la protection des citoyens à l'étranger rendit le droit d'expatriation tout-à-fait indiscutable et en imposa la reconnaissance à tous les tribunaux de l'Union, en le déclarant « un droit naturel et inné de tous les hommes » qui peut seul leur permettre de jouir de leur droit à la « vie, à la liberté, et à la recherche du bonheur (1). »

1. Voir Lawrence. Commentaire sur Wheaton, t. III, pages 239 et ss.

On ne pourrait soutenir les avantages de l'allégeance perpétuelle qu'en se plaçant au point de vue de l'attachement à la patrie qui a pour cause principale le milieu dans lequel on a été élevé. L'homme conserve au fond de l'âme l'amour de son pays d'origine, comme il porte sur ses traits l'empreinte de la race à laquelle il appartient ; on peut douter qu'il apporte autant de dévouement et de fidélité à une nouvelle patrie. Mais une pareille solution est peu conforme à l'intérêt des individus et des États. Or, l'intérêt, en ces matières, n'est-il pas le premier but à poursuivre ? Un État a souvent besoin d'attirer des étrangers pour propager des arts ou des connaissances utiles, et d'autre part un individu, pauvre et malheureux dans son pays, qui émigre parce qu'il se sent capable de gagner plus facilement sa vie dans un autre, n'obéit-il pas à un sentiment honorable et légitime, s'il veut unir dorénavant son sort à celui de la contrée où il réside ? Enfin, comme le pensaient les publicistes américains, il y aurait une tyrannie, peu conforme aux idées de liberté qui ont cours dans la société moderne, à retenir de force dans les chaînes d'une sujétion devenue odieuse un homme chez qui des circonstances particulières et des aspirations légitimes ont pu faire naître le juste désir de rompre les liens qui l'attachaient à sa patrie d'origine pour s'associer à une nouvelle patrie. Un homme, retenu de force, ne sera-t-il pas un plus mauvais citoyen dans le pays qui l'enchaîne, malgré lui, que dans le pays qu'il s'est librement choisi ?

Toutefois, il n'est pas nécessaire que l'on puisse changer

d'allégeance par une simple renonciation. L'union qui existe entre le citoyen et l'État ne doit pas se rompre par un caprice, sous peine de ne plus être qu'une association passagère et instable. La dénationalisation ne doit pouvoir s'effectuer que sous des conditions déterminées. Il faut entourer de certaines formalités et de certaines précautions l'abandon de la nationalité. Il est juste, par exemple, qu'en se mettant dans tel cas prévu par la loi, le sujet soit censé renoncer à sa nationalité, et se trouve ainsi puni par une sorte d'excommunication. Mais l'État, de son côté, ne doit pas pouvoir le repousser par simple volonté du pouvoir exécutif, mais seulement dans des cas prévus par la législation.

Il importe d'ajouter immédiatement que le principe de l'expatriation doit être combiné avec cet autre principe du droit des gens « que nul ne peut rester sans nationalité. »

L'humanité en effet s'est groupée, dès l'origine, en un certain nombre d'États, dont la raison d'être résidait dans ce caractère de l'espèce humaine qui faisait dire à Aristote que l'homme est un ζων πολιτικον un être sociable. La société étant aussi indispensable à l'homme que la famille, le droit des gens ne peut admettre qu'un homme vive en dehors de tout État. Chacun de nous a besoin pour son éducation, pour la formation intellectuelle et physique de son être, du concours de ses semblables ; il leur doit en revanche de se soumettre aux mêmes charges publiques. En pratique, il y a malheureusement beaucoup d'individus qui n'appartiennent à aucune nationalité ; il est de l'intérêt de tous les peuples d'empêcher la multiplication de cette classe de gens.

Les *heimathlos* profitent des immunités accordées partout aux étrangers par un motif de réciprocité, ils vivent dans un pays, s'y enrichissent et ne subissent nulle part les charges nationales. En général, s'ils sont indigents, ils reçoivent des secours (c'est du moins ce qui arrive en France) des autorités locales ; ils envoient leurs enfants dans les écoles publiques ; s'ils sont malades, ils sont admis dans les hôpitaux. Arrive une guerre, ils ne prennent point les armes et vivent paisiblement pendant que les autres vont au combat. On comprend très-bien que des étrangers aient des immunités quand, dans leur propre pays, les nationaux des pays qui les accueillent ont des avantages de même ordre. Mais pour les étrangers sans patrie, la même raison n'existe plus. Frappé de cette situation, Proudhon voulait faire des *heimathlos* une classe à part intermédiaire entre les nationaux et les étrangers ; l'*incolat* aurait été l'objet de lois spéciales. Mais ce ne fut qu'un projet : on verra que la loi du 7 février 1854 a été votée dans le but de diminuer le nombre des *heimathlos*. La Suisse et l'Allemagne, qui en qualité d'États fédératifs, ont plus à craindre ce danger que les États centralisés, ont pris contre eux d'énergiques mesures à diverses reprises.

Pour prévenir l'*heimathlosat* il faut interdire toute dénationalisation, qui n'est pas suivie d'une naturalisation à l'étranger. Telle doit être en droit international la grande règle des changements de nationalité.

On évitera en même temps, par ce moyen, les doubles nationalités. Les individus qui ont deux patries doivent

être poursuivis comme les *heimathlos*. Invoquant leurs patries l'une contre l'autre, ils apportent le trouble dans les relations d'Etat à Etat : ils finissent, comme les gens sans patrie, par éviter partout les charges pour revendiquer partout les droits accordés aux nationaux. La multiplicité de patrie est d'ailleurs absolument incompatible avec l'idée de nationalité qui suppose la fidélité de la part du sujet. Comment pourrait-il être fidèle à plusieurs patries ? pas plus qu'on ne saurait appartenir à plusieurs religions.

Ainsi, en résumant ce qui précède, il reste établi que tout homme doit avoir une nationalité, doit pouvoir en changer, mais ne doit en avoir qu'une. On verra que sur ces différents points la France a une législation particulière presque complètement en harmonie avec les principes généraux de la doctrine.

CHAPITRE II.

ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE PAR LA NAISSANCE.

§ I. — *Aperçu historique.*

Lorsqu'un enfant naît dans l'État dont ses parents sont les ressortissants, sa nationalité ne saurait être mise en doute. Mais si ses parents sont étrangers, quelle sera sa condition ? Faut-il lui conférer la nationalité de ses parents ou le soumettre à l'allégeance du souverain territorial ?

L'un et l'autre système ont été alternativement soutenus dans l'histoire.

Le premier fut celui de toute l'antiquité classique. Chez les Grecs et les Romains, la nationalité avait un fondement dans la religion. Transmis dans les familles, de générations en générations, le culte de la famille ne pouvait être suivi que par les membres de la famille. De même, les Dieux de la cité, qui n'est qu'une famille plus étendue, ne pouvaient avoir d'autres adorateurs que ceux à qui la religion était transmise avec le sang. Aussi le barbare, le pérégrin, l'homme né dans une autre contrée était-il absolument étranger au culte national ; il pouvait avoir ses

Dieux domestiques particuliers, au culte desquels ses enfants lui succédaient, mais il ne pouvait prendre part au culte de la cité, et ses enfants pas plus que lui. De même que le mariage avec un étranger était longtemps interdit, de même l'introduction dans la cité d'un étranger était impossible, à moins de formalités particulières, comme une sorte d'adoption.

A Sparte, pendant une longue série de siècles, aucun étranger ne fut admis à l'*isopoliteia*, si ce n'est le divin Tisamène à qui la Pythie avait prédit qu'il serait vainqueur dans cinq batailles : les Spartiates, pour s'attacher un auxiliaire si précieux, le reçurent dans leur communauté. A Athènes, d'après Solon, il fallait pour obtenir le droit de cité avoir rendu de grands services au pays, y établir sa résidence, être admis par le peuple qui devait voter deux fois sur cette grave question, enfin être accepté par le Sénat. De plus, l'étranger naturalisé à Athènes devait avoir rompu les liens qui le reliaient à sa patrie d'origine. Mais plus tard la valeur du titre de citoyen diminua : on commença à l'accorder à des étrangers non résidant pour leur faire honneur, puis il arriva un temps où l'acquisition de ce titre, jadis envié, ne fut plus qu'une formalité. Cette facilité coïncida avec la décadence des croyances nationales d'Athènes, à la chute desquelles la grandeur de la patrie de Solon et de Thémistocle n'a pas survécu.

Si de la Grèce, on passe à Rome, un spectacle analogue se présente. La cité romaine, hautement prisee dans les premiers temps, est ensuite offerte aux habitants des vastes

parties de l'Empire, puis à tous les sujets de Rome par l'empereur Caracalla qui trouva ainsi un ingénieux moyen de battre monnaie.

Lors de l'invasion des Barbares reparait, avec plus de force que jamais, la prédominance de la race. Les peuplades barbares du nord qui se jetaient sur l'Empire avaient des statuts auxquels elles étaient attachées par un amour religieux, et même au milieu des populations romaines où il leur fut souvent permis d'être domicile, elles conservaient leurs lois comme leurs mœurs. Les populations se pénétrant les unes les autres, mais sans se confondre, vécurent ainsi côte à côte pendant plusieurs siècles. Agobard, évêque de Lyon, raconte que de son temps, lorsque plusieurs hommes étaient réunis, il était rare, que deux d'entre eux obéissent aux mêmes lois. Chacun conservait le statut personnel de sa race. Un fait analogue se produit de nos jours dans les pays de capitulations où les chrétiens jouissent de leurs droits et de leurs lois nationales sous la protection des consuls, malgré la domination turque sur le sol : en Algérie, il n'y a que peu d'années, les Juifs vivaient mêlés aux colons français et sujets de la France sans être soumis aux lois françaises. Encore aujourd'hui les Arabes soumis à la France n'ont pas chez nous les droits de citoyen, et ne suivent pas notre législation.

Peu à peu les hommes furent amenés, tantôt de plein gré pour leur sécurité, tantôt de force et malgré eux, à se grouper autour des vassaux qui pendant la décadence carlovingienne couvrirent la France de forteresses et for-

mèrent d'innombrables États dans l'État. Dans ce groupement, il ne fut plus question de race : il n'y avait que des sujets autour d'un maître. Les coutumes qui jusque là avaient été purement personnelles, cessèrent de distinguer entre Romains, Germains, Burgundes ou Visigoths. Elles s'appliquèrent à tous les ressortissants d'un même fief : et de même que les coutumes, la nationalité devint territoriale. C'est, d'ailleurs, un caractère bien remarquable du régime féodal qu'un union, plus intime que celle créée par le droit actuel de propriété, existait entre l'homme et la terre. Au bas de l'échelle était le serf, esclave du sol où il était né : au sommet était le gentilhomme qui devait à sa terre son nom, ses droits, ses privilèges. L'aubain, *alibi natus*, n'avait aucun droit sur le territoire d'un seigneur féodal ; mais il sembla naturel d'accorder la qualité de sujet et les droits et avantages y attachés, à ses enfants nés dans le pays, — ce qui était une grande faveur, étant donnée la situation précaire de l'étranger d'après l'ancien droit français.

C'est ainsi qu'on en vint à ne plus s'occuper de la nationalité du père pour apprécier celle du fils, et il fut admis en principe en France que tout homme né dans les États du roi était sujet français. Cependant vers la fin de l'ancien régime, on cumula les deux systèmes ; on décida que non-seulement tout enfant né en France de parents français ou étrangers serait français, mais aussi que l'enfant né à l'étranger de parents français relèverait du roi de France. C'est la théorie de Pothier : elle demeura en vigueur jusqu'au Code civil.

Il ne paraît pas utile de revenir sur les détails connus de l'élaboration du Code civil, en ce qui concerne la nationalité. Le système qui faisait dépendre la nationalité du hasard du lieu de naissance parut devoir être abandonné comme ne répondant plus à la nouvelle idée que l'on se faisait de la patrie française. Il était logique, en effet, sous l'ancien régime d'attribuer la qualité de Français à quiconque était né sur le sol de France, puisque la nationalité n'était que la soumission au roi : mais quand reparut le sentiment de la race, l'idée de la patrie française existant en elle-même, abstraction faite du roi, et résidant dans l'ensemble des Français, il était juste de revenir à la filiation, puisque c'est par la famille qu'on acquiert les qualités physiques et morales qui rattachent l'homme à une race et à une patrie.

§ 2. — *Enfants nés en France de parents français.*

L'hypothèse la plus fréquente est la naissance sur le sol français d'enfants de parents français. Dans ce cas la qualité de Français est reconnue aux enfants non-seulement par la législation française, mais même par toutes les législations étrangères. Les deux grandes théories qui font dépendre la nationalité, l'une de la condition des parents, l'autre de l'action du lieu de la naissance, se trouvent simultanément appliquées.

Mais tandis que, dans l'ancien droit, on évitait toute

difficulté en déclarant purement et simplement Français, le natif des territoires soumis au roi, on est obligé dans le système actuel de la filiation d'entrer dans quelques détails.

Et d'abord si le père et la mère d'un enfant légitime sont l'un et l'autre de nationalité française, pas de difficulté possible. Mais supposons que l'un des deux soit étranger. Quelle sera la condition de l'enfant ? Le Code ne le dit pas, mais évidemment ce sera la condition du père au moment de la naissance. Comme chef de famille, comme transmettant son nom à son fils, il est juste que le père lui transmette aussi sa nationalité de préférence à la mère. Si cependant le père avait perdu toute nationalité, il ne serait pas admissible d'attribuer au fils la condition d'*heimathlos*. Il faudrait lui reconnaître la nationalité de sa mère.

Dans le cas où l'enfant prend la nationalité de son père, faut-il se placer au moment de la naissance ou au moment de la conception ? Il peut sembler naturel de prendre le moment de la conception pour déterminer les rapports entre le père et l'enfant ; par le motif que dans la procréation l'œuvre du père est finie après la conception ; mais à cette raison, nous en opposons une autre plus forte. La naissance seule en plaçant un enfant dans la société peut l'habiliter logiquement à être investi des droits civils. Un enfant conçu n'existe point pour son pays, et dès lors il ne peut pas, en principe, avoir une nationalité. Donc, en règle générale, il faut attribuer à l'enfant légitime la nationalité qu'avait son père au moment de sa naissance.

Mais les jurisconsultes ont imaginé dans l'intérêt de

l'enfant une fiction formulée par la règle *infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur*. Peut-on appliquer cette fiction pour déterminer la nationalité d'un enfant ? Sans aucun doute, car la nationalité peut être, pour l'enfant, d'un intérêt considérable, mais c'est à l'enfant lui-même qu'il appartient de s'en prévaloir. Si, par exemple, le père, Français au moment de la conception, devient étranger avant la naissance, Anglais, je suppose, l'enfant est réputé Anglais : mais, au moment de la mort de son père, lequel peut avoir conservé des propriétés en France, l'enfant peut avoir un intérêt successoral considérable à être regardé comme Français (pour éviter, par exemple, d'être lésé par les avantages autorisés par la loi britannique, en faveur d'un aîné). Il invoquera devant la justice la maxime *infans conceptus...* et il paraîtrait bien rigoureux que les juges en refusassent l'application.

D'ailleurs, il est un cas où la maxime trouvera forcément son application, et où il faudra toujours remonter à la conception pour régler la nationalité de l'enfant : c'est le cas d'un posthume. Le père, quoiqu'un intervalle se soit écoulé entre sa mort et la naissance de l'enfant, lui transmet la fortune et le nom. Il serait absurde de ne pas admettre qu'il y a aussi transmission de la nationalité. On donnera également la nationalité du mari à l'enfant né plus de trois cents jours après la dissolution du mariage, quand il a été inscrit comme légitime. L'article 315 du Code civil, d'après lequel la légitimité de cet enfant pourra être contestée, admet implicitement par là même qu'il sera réputé légi-

time, tant qu'il n'y aura pas eu une demande en justice. Mais, si une action en contestation de légitimité vient à être intentée, l'enfant sera déclaré naturel, dès lors, il ne pourra plus suivre la nationalité du mari de sa mère.

Il en sera de même, après une action en désaveu, dans laquelle le mari aurait obtenu gain de cause.

S'agit-il d'enfants naturels, la question devient plus délicate, et le principe est plus difficile à appliquer. Dans l'hypothèse la plus simple, c'est-à-dire, quand l'enfant a été reconnu par l'un seulement de ses deux auteurs, aucun doute n'est possible. L'enfant suit la nationalité de son père, s'il est reconnu par son père, de sa mère, s'il est reconnu par sa mère. En fait le plus souvent les actes de naissance portent le nom de la mère : il est d'usage que les officiers de l'état civil insèrent cette mention, ce n'est pas au point de vue légal une véritable reconnaissance, puisqu'un acte de cette nature ne peut être fait que par la personne intéressée et, qu'en général ce n'est pas la mère qui présente son enfant à la mairie de la commune. Mais provisoirement, la mention du nom de la mère vaut comme reconnaissance ; tant qu'elle n'a pas été attaquée, l'enfant est considéré comme fils de la femme désignée comme lui ayant donné le jour. Il suivra également la nationalité de cette femme, au moins provisoirement.

Mais si le père et la mère de l'enfant l'ont reconnu l'un et l'autre, quelle sera sa nationalité? si le père par exemple est Français tandis que la mère est Italienne, sera-t-il Français ou Italien? Le Code est absolument muet sur la

question de la nationalité des enfants naturels. Les anciens commentateurs, Duranton le premier, ont adopté la théorie romaine, d'après laquelle l'enfant naturel suit la condition de sa mère. Quoi de plus juste, en l'absence de toute disposition du Code civil, que de remonter à l'ancien droit et au droit romain qui sont sur ce point absolument d'accord pour appliquer à la nationalité de l'enfant naturel la règle *partus ventrem sequitur* ?

Cette théorie est cependant aujourd'hui presque unanimement abandonnée par les auteurs et par la jurisprudence. On peut voir à ce sujet un récent arrêt de la Cour de Cassation du 22 décembre 1874. Et par quels motifs la repousse-t-on ? On dit que le père naturel exerce de préférence à la mère la puissance paternelle, on dit qu'il confère son nom à son fils. Mais si la loi a préféré le père à la mère, pour l'exercice de la puissance paternelle, c'est qu'il était absolument nécessaire de donner à l'un des deux un droit supérieur à celui de l'autre, et qu'en pareille alternative, il fallait nécessairement préférer le père. Ce n'est pas le père qu'on préfère à la mère, c'est l'homme qu'on préfère à la femme, suivant l'habitude générale des rédacteurs du Code civil, imbus plus ou moins consciemment des idées quelque peu surannées de la *fragilitas sexus*. Quant au nom, il suffit de répondre que le fils porte le nom de celui de ses auteurs qui l'a reconnu le premier : il faudrait une autorisation du Conseil d'État pour que le fils prit le nom de son père quand il est connu sous celui de sa mère et l'a publiquement porté, pendant nombre d'années peut-être.

La règle *partus ventrem sequitur* n'a pas seulement les avantages que donne à une théorie la faiblesse des arguments de la thèse inverse : elle vaut mieux par elle-même, et par les avantages pratiques qui en découlent. La maternité est un fait plus facile à prouver, et dont le Code admet la recherche, tandis qu'il ne permet pas la recherche de la paternité, si ce n'est dans le cas bien rare de l'article 340. La paternité, en outre, est toujours entourée de mystère, et par suite d'incertitude, dès que cessent les effets de la présomption *pater is est*. Enfin, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, un enfant a presque toujours une mère connue, d'après son acte de naissance. Il a, en conséquence, une nationalité dont, suivant notre système, il ne sera pas exposé à changer parce qu'il plairait à quelqu'un de le reconnaître pour fils. Ajoutons que la reconnaissance du père a beaucoup plus de chance d'être contestée que celle de la mère : il peut même arriver que plusieurs personnes se déclarent pères du même enfant. Quelle sera alors, dans le système adverse, la nationalité de ce dernier ? Pourra-t-il choisir, comme le veulent quelques auteurs ? Gardera-t-il la nationalité du premier qui l'aura reconnu ? On ne saurait pas plus faire dépendre une question de statut personnel du caprice de l'intéressé, que du hasard de la date d'une reconnaissance. — Si, au contraire, on se réfère à la nationalité de la mère, des difficultés de ce genre seront bien rares, puisqu'il ne peut guère arriver en pratique que plusieurs femmes reconnaissent le même enfant. Si par impossible le fait se présentait, la vérité aurait mille fois plus

de chance de se rétablir pour la mère que pour le père.

C'est un principe dans notre droit que la nationalité d'une personne ne peut être changée sans une libre manifestation de sa volonté. La reconnaissance d'un enfant ne peut donc pas avoir d'autre effet que de lui conférer la nationalité qu'avait au moment de la naissance de cet enfant, celui de ses auteurs dont il doit suivre la statut personnel. La reconnaissance ne fait qu'apporter une rectification dans l'état civil et établir par suite publiquement ce qui existait en droit antérieurement : si un enfant de quinze ans, par exemple, est reconnu par une mère qui était Allemande au moment où il est né, et qui est devenue Française dans l'intervalle, l'enfant devra être regardé comme Allemand. En effet, à sa naissance il était Allemand, et c'est par erreur et ignorance qu'il n'avait pas été considéré comme tel pendant quinze ans. La reconnaissance rétablit la situation : elle est purement déclarative.

Cette solution paraît avoir été donnée également au cas où un enfant est légitimé : dans quelque pays, la légitimation est un mode de changement de nationalité : il en est ainsi, par exemple, en Allemagne. Mais, en France, on ne peut, dans le silence de la loi créer un mode nouveau de perdre ou d'acquérir la nationalité française. On doit donc regarder la légitimation comme une simple reconnaissance.

§ 3. — *Enfants nés hors de France de parents français.*

Au siècle dernier déjà, ainsi qu'on l'a vu plus haut,

Pothier admettait que le fils de Français né à l'étranger était Français. C'était un cumul de la jurisprudence ancienne avec la théorie moderne, qui, conformément au texte même du Code civil, déclare Français les enfants nés hors de France de parents français. Mais ici les conflits commencent : beaucoup de pays ont conservé l'ancienne règle et persistent à rattacher la nationalité au lieu de la naissance. De ce nombre est l'Angleterre, où la sage loi du 12 mai 1870 n'a apporté qu'une réforme incomplète, l'Espagne et la plupart des États de l'Amérique. Ainsi un enfant né de parents Français au Pérou, au Chili, dans la Colombie est par cela même citoyen de l'une de ces républiques : il est en même temps Français à nos yeux et nous sommes fondés à réclamer pour lui le bénéfice des traités d'amitié conclus avec presque tous les États de l'Amérique pour assurer la protection de nos nationaux.

De là des difficultés nombreuses, surtout au point de vue du service militaire et dans les pays qui admettent la conscription. L'histoire de nos relations avec les républiques de l'Amérique du sud principalement abonde en réclamations de Français, revendiqués comme citoyens par les autorités locales, et qui invoquent l'appui diplomatique de la France.

Longtemps le Gouvernement français avait espéré que le principe de notre Code civil triompherait en Amérique. Plusieurs États de l'Europe ont insisté avec nous dans ce sens auprès des Républiques latines du nouveau monde. Pour expliquer notre insistance, nous faisions valoir, non

sans quelque apparence de raison, qu'en France un fils d'étranger est étranger, et toujours traité comme tel, à moins qu'après sa majorité il n'opte pour la nationalité française : nous réclamions donc seulement la réciprocité. Mais une demande de cette nature qui semblerait fort modérée envers un pays européen, était une assez lourde exigence envers les États de l'Amérique du sud. La prospérité des républiques américaines ne peut avoir d'autre source que l'immigration, et si la plupart des immigrants conservaient, pendant plusieurs générations, leur statut personnel d'origine, la plus grande partie des habitants se trouverait en dehors de l'allégeance territoriale, et exemptée des charges locales. Comment dans ces conditions, les gouvernements pourraient-ils lever des troupes ? Ils craindraient, en outre, qu'en présence de si nombreux émigrants vivant sous la protection diplomatique de leur pays d'origine, leurs républiques ne devinssent bientôt comparables aux pays de l'Orient dans lesquels les étrangers, groupés en nations, forment un État dans l'État. Ces considérations étaient trop puissantes dans l'esprit des Américains pour qu'ils consentissent à se rallier à notre jurisprudence. Nous ne connaissons que le petit État Costa Rica qui ait adopté la théorie du Code civil français : par une loi du 20 juillet 1861, il a déclaré que les fils d'étrangers nés sur le territoire costaricané seraient réputés étrangers, sauf le droit d'opter à leur majorité pour la nationalité locale.

Au Brésil, un droit d'option a été également concédé aux fils d'étrangers par la loi du 10 septembre 1860.

Seulement les intéressés sont réputés Brésiliens dès leur naissance : on leur permet ensuite de choisir à leur vingt et unième année, entre les deux nationalités. Ce système, si surtout on le complétait en retardant l'appel sous les drapeaux jusqu'au moment où les jeunes gens auraient pu opter, pourrait être une heureuse transaction. Mais il n'est adopté que dans un petit nombre d'États : à la Plata, une loi de 1857, qui en avait mis le principe en vigueur, a été remplacée par une loi du 1^{er} octobre 1869 qui déclare purement et simplement Argentins tous les natis de la République, excepté les fils d'agents diplomatiques (1).

En somme, la situation des fils de Français nés en Amérique est assez précaire : ils sont plus ou moins favorablement traités suivant les circonstances politiques et les dispositions des autorités locales. C'est ainsi qu'au Brésil, antérieurement à la loi de 1860, il y eut des époques où les fils de Français nés au Brésil, sans être officiellement exemptés du service militaire, étaient en fait omis volontairement par l'autorité locale sur les listes de la conscription. Dans beaucoup d'autres pays il en fut ainsi à de certains moments sans que théoriquement la question eût encore été résolue (2).

L'Angleterre et l'Espagne cherchèrent comme nous à

1. Cette exception existe expressément dans la plupart des législations de l'Amérique Latine.

2. Voir le « *report of royal commissioners on naturalization and allegiance*, » de 1869.

faire prévaloir leur législation en Amérique. L'Angleterre en effet, comme notre ancienne jurisprudence, admet à la fois que la naissance et la filiation donnent la qualité de sujet britannique. L'Espagne suit la même règle que l'Angleterre aux termes de la constitution de 1855, exactement reproduite sur ce point par celle de 1867. Mais ces deux États, par cela même qu'ils reconnaissent comme leurs nationaux les fils d'étrangers nés sur leur sol, ne pouvaient réclamer avec autant de force une exemption dont ils n'offraient pas la réciprocité. Contre la France, les Hispano-Américains devaient se borner à invoquer les différences des situations ; à l'Espagne et à l'Angleterre ils pouvaient objecter les lois mêmes de l'Angleterre et de l'Espagne. Aussi ces deux puissances ne crurent-elles pas devoir persévérer dans leurs prétentions.

L'Angleterre adopta de bonne heure un *modus vivendi* fort sage pour les fils nés à l'étranger de parents anglais. Les instructions envoyées le 20 décembre 1842 au consul d'Angleterre à Montevideo, sur l'avis conforme de l'avocat général de la reine, portaient : « les enfants nés hors des
« possessions Britanniques de père ou même de grand-
« père anglais né sont Anglais en Angleterre, mais ils ne
« peuvent pas invoquer cette qualité contre le gouvernement
« du pays où ils sont nés, du moins tant qu'ils y demeurent.

« Par la commune loi anglaise les enfants nés en Angleterre de parents anglais ou étrangers sont Anglais, et,
« si la loi d'un État étranger est conçue de la même ma-

« nière, cet État a le droit de considérer comme sujets ces « enfants nés sur son sol. » — Donc, ajoutait la dépêche anglaise, les Anglais nés hors de Montevideo de parents anglais, seront protégés contre la république de Montevideo comme des Anglais nés ; mais il n'en sera pas de même de ceux nés à Montevideo (1).

Les Anglais évitèrent, grâce à une jurisprudence si libérale, la plupart des difficultés que la France a eues trop souvent avec les républiques américaines sur cette question. Ils faisaient une application d'une idée fort logique, savoir qu'un pays ne peut pas refuser de reconnaître chez lui les effets d'une loi étrangère identique à la sienne. Quand on a la prétention de reconnaître pour Anglais les fils d'étrangers nés en Angleterre, on serait mal venu à refuser la qualité d'Espagnols ou d'Argentins aux fils de parents anglais nés en Espagne ou à Buenos-Ayres qui invoquent une loi calquée sur la loi britannique. La législation anglaise a une certaine élasticité qui a permis aux juriscultes d'adopter une pratique que même en pareil cas nous n'aurions pu admettre en France. Il n'est pas admis chez nous qu'un autre pays puisse réclamer contre nous l'application d'une loi semblable à la nôtre.

L'Espagne qui envoie de nombreux colons dans ses anciennes possessions américaines a cherché à établir aussi une règle commune de nature à satisfaire les intérêts opposés en cas de conflit sur la nationalité des fils d'Espa-

1. Voir le *Report of royal commissioners, etc.*

gnols. Elle a cédé, en appliquant la règle anglaise citée plus haut, dans ses traités avec l'Equateur (1840), le Chili (1844), le Venezuela (1845) (1). On lit, par exemple, dans ce traité avec l'Equateur : « Sont tenus et
« considéré dans la République de l'Equateur comme
« sujets Espagnols les individus nés dans les territoires
« actuellement soumis à l'Espagne, et leurs enfants, à condition que ces derniers ne soient pas naturels du territoire équatorien ». Avec la Plata, à cause de l'émigration basque, la question avait plus d'importance encore. Le traité hispano-argentin de 1859 admit l'Espagne à bénéficier de la loi argentine de 1857, citée ci-dessus, qui établit un droit d'option. L'article 7 de la convention portait que, pour déterminer respectivement la nationalité d'individus dont le statut personnel était l'objet de contestation, on se conformerait à l'article 1 de la constitution espagnole et à la loi argentine du 9 octobre 1857 ; mais quatre ans plus tard, l'article fut modifié comme il suit : « pour établir et consolider l'union qui
« doit régner entre les deux peuples, les deux H. P. C.
« conviennent que, pour régler la nationalité des Espagnols
« et des Argentins, on observera respectivement dans chaque pays les dispositions de la constitution et des lois de
« ce pays ». Ainsi quand un individu réclame la nationalité argentine ou espagnole, s'il se trouve en Espagne on le juge d'après la loi espagnole, s'il se trouve dans la Plata, on suit la loi argentine. C'est là une intéressante ap-)

1. Voir la brochure de M. Garcia intitulée : *Repuesta al folleto intitulado : Diplomacia de Buenos Ayres, etc., etc.*, Madrid, 1864.

plication d'une théorie importante à qui vraisemblablement appartient l'avenir du droit international : la théorie de la territorialité de la loi. On aura l'occasion d'y revenir, mais il importe de noter dès à présent cet article comme une apparition dans le domaine de la pratique d'une idée féconde et appelée peut-être à supplanter la vieille théorie classique des statuts, bizarre règle coutumière importée, on ne sait pourquoi, dans le droit international.

Il y eut un moment où la France renonçant à l'espoir de voir le principe du Code civil admis dans l'Amérique Latine, et voyant les autres puissances chercher des transactions, songea à résoudre la difficulté en réformant sa propre législation. Le gouvernement impérial fut sur le point de prendre l'initiative d'une modification de l'article 10 du Code civil, qui déclare Français les fils de Français nés à l'étranger. M. Waleski, ministre des affaires étrangères, dans une conversation avec l'ambassadeur anglais (1) parla d'une apparente *antinomie* entre les articles 10 et 17 qu'il fallait résoudre législativement. Le ministre visait sans doute la difficulté d'apprécier la perte de la nationalité par l'article 17, lequel interprété très-largement, rendrait l'article 10 presque inutile. On pensa à obliger les enfants nés à l'étranger de parents français à réclamer la qualité de Français en se conformant à l'article 9 ou en faisant une déclaration d'option. D'autres voulaient modifier les règles de l'article 17 de manière à permettre aux Français nés à

1. Voir le report *of royal*....

l'étranger de se dénationaliser plus facilement, ce qui était une manière commode de résoudre la difficulté en abandonnant ses nationaux. Il fut même question, mais plus vaguement, d'appliquer le principe que nous avons signalé dans le traité hispano-argentin de 1863.

En 1858, une commission fut réunie à Paris, au ministère des affaires étrangères, pour examiner ces diverses propositions. Mais le rapporteur présenta une solution mixte, acceptée par les commissaires, qui offrait l'avantage considérable de ne rien innover dans les lois qui régissent la nationalité française, et de ne pas toucher au Code civil, qui évidemment ne doit être amendé qu'en cas d'urgence absolue.

Il s'agissait de rappeler d'abord aux agents diplomatiques et consulaires que si l'*immatriculation* sur les registres des chancelleries est obligatoire à la fois pour le Français, qui doit le requérir et pour le consul qui ne peut pas se refuser à l'ordonner, — il en est tout autrement de la *protection*, faveur purement administrative, que l'agent est libre d'accorder ou de refuser, suivant qu'il le juge convenable. Les représentants de la France à l'étranger seraient invités à ne pas protéger ceux de leurs nationaux qui ne se seraient pas fait immatriculer ; et on leur indiquerait certaines règles à suivre pour apprécier l'opportunité de l'intervention diplomatique en faveur des particuliers. Pour l'Amérique du sud spécialement, les agents français devraient rejeter les demandes de protection formées par des Français refusant de se rendre sous les drapeaux en France,

se livrant au commerce des esclaves, ayant épousé une femme américaine ou possédant des immeubles. On pensait pouvoir, par ce moyen, éviter le plus grand nombre des conflits de nationalité, et on n'avait pas besoin pour cela d'introduire aucune innovation dans la législation existante : en effet, le commerce des esclaves entraîne, d'après nos lois, la perte de la qualité de Français, et le mariage avec une femme étrangère ainsi que l'acquisition de biens fonds laissent supposer l'établissement sans esprit de retour, qui est une cause de dénationalisation, d'après l'article 17 du Code civil. Quant au refus d'obéir à un ordre de route envoyé par le ministre de la guerre, c'est au moins une preuve que l'on est singulièrement détaché de la patrie, puisqu'on n'en veut plus accepter que les avantages, et, dans ces conditions, n'est-on pas indigne de la protection, lors même qu'aux termes du droit civil on conserve encore la qualité de Français?

Le rapport qu'on vient d'analyser sommairement donna lieu à un projet de circulaire ministérielle aux agents diplomatiques et consulaires français dans l'Amérique du Sud, qui demeura toujours à l'état de projet. La question resterait donc entière aujourd'hui, n'étaient les nouvelles instructions envoyées en 1873 aux représentants de la France à l'étranger pour assurer l'application de la loi militaire du 27 juillet 1872 aux Français demeurant hors de France. Tel est l'objet de la circulaire ministérielle du 16 juin 1873.

Après avoir indiqué les pénalités auxquelles sont exposés les insoumis en France, le ministre termine en ces termes :

« Enfin, je n'hésite pas à vous autoriser à refuser votre protection aux Français qui, à dater de cette année, ne se soumettraient pas aux obligations militaires ». Ainsi dorénavant les Français ne pourront plus invoquer l'appui des consuls quand ils auront échappé au service militaire. Quant aux fils de Français nés dans l'Amérique du Sud, comme la plupart d'entre eux n'invoquaient la nationalité française que pour se soustraire à la conscription locale et à la milice, les consuls les inviteront d'abord à répondre à l'appel sous les drapeaux. Ceux-là seuls qui obéiront jouiront de la protection française qui s'exercera avec d'autant plus de force qu'elle aura pour objet des individus la méritant mieux. De plus, le service militaire en France aura pour résultat de faire perdre la nationalité étrangère à beaucoup de ceux qui l'auraient acquise par la naissance, car nombre de législations américaines reconnaissent le service non autorisé à l'étranger comme entraînant la perte de la nationalité.

— Les jeunes Français ne se rendant pas à l'appel seront abandonnés aux autorités locales et souvent ils perdront la nationalité française par le même motif, conformément à l'article 17. Dans le cas où ils ne serviraient pas dans l'armée locale, où ils n'exerceraient pas de fonctions publiques, et où ils n'auraient pas un établissement qui témoignât de la perte de l'esprit de retour, ils seraient toujours tenus pour Français : comme tels, ils pourraient être immatriculés et exiger que les consuls reçussent les actes les concernant. Mais ils ne pourraient pas se prévaloir de leur qualité pour demande,

l'intervention diplomatique. De la sorte, les conflits avec l'Amérique seront en grande partie évités. Les autres devront être réglés, si faire se peut, par les démarches diplomatiques comme auparavant, nos lois ne fournissant pas encore une solution générale.

Nous nous sommes jusqu'ici occupé de l'Amérique, mais dans un grand nombre d'autres pays les enfants de Français sont tenus pour nationaux, ainsi qu'on l'a vu déjà pour l'Angleterre et l'Espagne. L'enfant né en Angleterre de parents Français est Anglais en Angleterre et Français en France. Les réclamations se sont parfois présentées, de la part d'individus invoquant en France la qualité d'Anglais pour se soustraire au service militaire obligatoire. L'esprit éminemment pratique du gouvernement anglais a ici encore inspiré une sage solution. Une dépêche écrite par Lord Malmesbury à Lord Cowley, ambassadeur de S. M. Britannique à Paris, le 13 mars 1858, expose nettement que si l'Angleterre reconnaît comme Anglais les enfants nés dans les îles Britanniques de parents étrangers, elle ne prétend nullement les protéger comme tels contre les autorités du pays d'où relèvent leurs parents, qui les réclament légalement, et cela surtout quand ils sont volontairement retournés dans ce pays. C'est la réciproque des instructions envoyées en 1843 au consul anglais à Buénos-Ayres. Le Français né en Angleterre serait protégé par l'Angleterre en Allemagne, en Italie, partout excepté en France, où il pourrait légalement être appelé au service militaire, et où son extradition serait légalement refusée même contre l'Angleterre. Il

paraît probable que de notre côté nous n'insisterions pas pour obtenir de l'Angleterre l'extradition d'un Français se trouvant également Anglais par sa naissance sur le territoire Britannique, c'est une question de réciprocité bienveillante, *de comitas gentium*.

Avec l'Espagne des difficultés s'étaient souvent présentées pour le service militaire, surtout dans les parties de la Péninsule voisines des Pyrénées. Le gouvernement de Madrid et le nôtre ne pouvaient guère s'entendre au fond sur le point de savoir dans quel pays devait servir un jeune homme né en Espagne de parents français. Il devrait être appelé en Espagne suivant la loi Espagnole, en France suivant la loi française. On convint dans le traité consulaire du 7 juin 1862, article 5, que les « Espagnols nés en France et
« appelés au service militaire en France pourront s'exemp-
« ter en produisant un certificat attestant qu'ils ont tiré au
« sort en Espagne ». Réciproquement, les fils de Français
nés en Espagne devaient produire un certificat constatant
leur appel dans l'armée française. Cette convention a été
souvent et très-justement attaquée comme menant à des
résultats iniques. En Espagne, elle se conçoit bien, puis-
que les fils de Français nés dans la péninsule sont tenus
pour Espagnols. Le cabinet de Madrid nous faisait une large
concession en leur permettant de s'exempter. Mais en France
le même système n'est pas soutenable. Un enfant né en
France de parents espagnols reste Espagnol, et comme
tel, il ne peut être appelé au service que par erreur, et il
n'a qu'à invoquer sa nationalité devant le Conseil de ré-

vision, ou contre le préfet devant le tribunal, pour être immédiatement rendu à la vie civile. La convention a abouti en pratique à ce résultat singulier qu'on a refusé de libérer des Espagnols, parce qu'ils ne pouvaient prouver qu'ils avaient servi en Espagne : comme si jamais un étranger pouvait faire partie de l'armée française ! Et d'autre part, pouvait-on prétendre que la convention eût établi un nouveau mode de devenir Français, particulier aux Espagnols nés en France ? C'est insoutenable. Il faut, croyons-nous, invoquer la convention seulement en ce qu'elle contient relativement aux Français nés en Espagne, mais on ne saurait hésiter à libérer les Espagnols qui feraient partie de notre armée par la raison qu'ils n'auraient pas tiré au sort dans leur pays.

Ajoutons, en terminant, quelques mots sur le Portugal qui considère comme Portugais tous les individus nés dans le pays, à moins qu'ils n'expriment le désir de garder la nationalité de leurs parents. Ils peuvent donc, émancipés, ou devenus majeurs, opter pour la nationalité de leur famille. Leur père peut même opter pour eux quand ils sont mineurs : à leur majorité, ils pourront réclamer contre la nationalité qui leur aurait été donnée de la sorte. La plupart des inconvénients internationaux du système qui subordonne la nationalité au lieu de naissance se trouvent ainsi écartés.

§ 4. — *Enfants nés en France de parents étrangers.*

On vient de voir que le Code civil reconnaît aux fils de Français la nationalité de leurs parents, sans égard pour le lieu de leur naissance. Par une juste réciprocité, il attribue la qualité d'étrangers aux enfants nés en France de parents étrangers. C'est une innovation : il ne faut pas oublier qu'antérieurement tout individu né sur le sol de France tombait par là même sous l'allégeance du roi, et que, pendant la Révolution, les nombreuses lois qui réglèrent la matière reposent sur la même idée. Donc, tous les individus nés en France avant le 8 mars 1803, date de la promulgation du titre 1^{er} du Code civil, sont Français quel que soit le statut personnel de leurs parents, et c'est seulement aux personnes nées postérieurement à cette date que s'appliquent les dispositions nouvelles.

Bien que la loi française ait adopté en principe la règle que la nationalité naît de la filiation, elle a cru devoir sur certains points admettre des tempéraments. Dès le Code Civil, nous trouvons dans l'article 9 une disposition spéciale relative aux enfants nés en France de parents étrangers. Dans la rigueur des principes, ces enfants devraient être absolument assimilés aux autres étrangers, mais ce système a paru trop sévère. Entre le premier consul, qui demandait le maintien de l'ancien principe, afin d'avoir le droit d'appeler à la conscription tous les natis du sol français, et le Tribunat qui réclamait purement

et simplement pour les fils d'étranger la qualité d'étranger, on s'arrêta à un terme moyen, et l'article 9 fut rédigé. « Tout
« individu né en France d'un étranger pourra, dans l'an-
« née qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qua-
« lité de Français, pourvu que, dans le cas où il résiderait
« en France, il déclare que son intention est d'y fixer son
« domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays
« étranger, il fasse sa soumission d'établir son domicile
« en France et l'y établisse dans l'année à compter de
« l'acte de sa soumission. »

C'est là une sorte de naturalisation privilégiée que nous croyons pourtant devoir étudier dès à présent parce qu'elle se rattache intimement à la naissance. Il est incontestable, en effet, aux termes de l'article 9, que l'enfant est étranger au moment de sa naissance. On lui donne seulement le moyen de devenir Français. Peut-être eût-il été préférable de ne donner cette faculté qu'aux enfants nés de parents domiciliés, ou au moins établis en France, mais le Code ne distingue pas. Il faut donc admettre que l'enfant, né même pendant un voyage de ses parents, pourra réclamer la nationalité française à sa majorité.

Au point de vue du droit international, cette disposition est inattaquable. M. Bluntschli, dans un projet d'unification des lois sur la nationalité, la recommande comme un sage adoucissement de la règle que la nationalité s'acquiert par la filiation. En effet, à l'âge de la majorité, l'intéressé pourra opter et, selon son intention de vivre dans le pays de ses parents ou dans celui de sa naissance, il se prononcera en

connaissance de cause. L'appel sous les drapeaux pourra être retardé, mais sans qu'il soit possible d'y échapper. Et il ne pourra guère s'élever de conflits qu'avec les pays reconnaissant l'allégeance perpétuelle, pays dont le nombre va toujours décroissant. Dans certaines législations, le droit d'option du fils d'étranger a été organisé autrement. On le considère comme national, jusqu'au moment où il opte pour la nationalité de ses parents. C'est la solution donnée dans quelques États américains, le Brésil par exemple. Le système de l'article 9 nous paraît préférable, comme se fondant sur la théorie plus juste de la filiation ; mais il faut bien reconnaître que, dans la pratique, si le gouvernement consent à ne point appeler sous ses drapeaux les fils d'étranger jusqu'à leur majorité, il n'y aura pas grand inconvénient et la principale cause de conflits sera écartée. Il y aura toujours cette différence que l'enfant aura, au Brésil, suivi pendant toute sa minorité la nationalité brésilienne, tandis qu'il aura été tenu pour Français en France. La législation portugaise a, comme on l'a vu, un système tout-à-fait spécial sur ce point.

Revenons à l'article 9. Quelques jurisconsultes ont soulevé des difficultés à propos de la majorité, et prétendu qu'il s'agissait de la majorité française, c'est-à-dire de l'âge de 21 ans. Si le droit des gens actuel admettait la théorie de la territorialité des lois dont nous avons parlé, il serait possible de s'arrêter à cette opinion. Mais, ou la règle des statuts est une absurdité qu'il faut rejeter dans tous les cas, ou il faut la suivre dans une circonstance où elle s'ap-

plique plus justement que dans aucune autre. Si la majorité n'est pas du statut personnel, qu'est-ce qui pourrait en être ? Nous admettrons donc qu'il faut suivre la majorité étrangère, et donner le délai d'un an à partir de cette majorité.

Il faut, aux termes de la loi, être né en France pour pouvoir réclamer l'application de l'article 9. Suffirait-il d'être conçu en France et d'être né à l'étranger ? On pourrait en douter devant les termes précis de notre article. Mais pourtant si nous supposons un père étranger demeurant sur le territoire français, qui y meurt laissant sa femme enceinte, et que celle-ci accouche hors de France, l'enfant ne pourra-t-il pas réclamer le bénéfice de l'article 9 ? Il serait dur de le lui refuser s'il y a intérêt. La maxime *infans conceptus* est générale. Les tribunaux apprécieront si elle doit recevoir son application. — Un navire français serait certainement considéré comme sol français, en pleine mer. Mais dans les eaux territoriales d'une puissance étrangère, le navire de guerre seul ou la paquebot qui jouit des immunités des vaisseaux de guerre est regardé comme prolongement du sol. Quant aux ambassades et légations, elles ne sont exterritorialisées que pour la sûreté de l'ambassadeur, la garde et la sécurité de ses archives, mais elles ne peuvent pas être considérées comme consacrant une véritable aliénation de territoire. Un étranger né à Paris dans l'hôtel d'une ambassade serait certainement admis à invoquer l'article 9.

La déclaration prescrite par notre article doit se faire devant la municipalité de la commune où réside l'intéressé.

Mais quels sont les effets de cette déclaration ? On a voulu quelquefois les faire rétroagir au jour de la naissance. Remarquons d'abord qu'il y aurait là un véritable danger : qu'il s'ouvre par exemple une succession en faveur de l'enfant mineur, comment en pourrait-on opérer la dévolution ? — Il ne faudrait donc s'arrêter à ce système que si le texte de la loi y forçait absolument. Mais il n'en est rien. En vain dira-t-on que, la naturalisation privilégiée et instantanée de l'article 9 se fondant sur la naissance, il faut en faire remonter les effets jusqu'au moment de la naissance ? En vain ajoutera-t-on que l'article 20 qui règle la non-rétroactivité de la naturalisation ne vise point l'article 9 ? Ce ne sont que des considérations secondaires qui tombent absolument devant une explication rationnelle de notre texte. — Lors de la rédaction du Code civil, le premier Consul proposait, comme on l'a dit, de le rédiger sur ce point conformément aux anciens principes, sous cette forme : « *Tout individu né en France est Français.* » Sur les observations du Tribunat, on accepta la rédaction actuelle ; mais l'article 20 avait déjà été arrêté et ne fut pas mis en harmonie avec cette modification. Ainsi s'explique qu'il ne vise pas l'article 9. — D'ailleurs, il serait singulièrement illogique de faire remonter la nationalité au jour de la naissance, puisque l'article est fondé précisément sur le principe que les enfants suivent le statut personnel de leurs parents, principe qui, quoique non formellement exprimé, plane sur toute notre législation en cette matière.

Le délai de l'article 9 est fatal, comme la loi l'indique. On peut d'ailleurs voir sur ce point l'arrêt de la Cour de Cassation du 14 mai 1834. La jurisprudence a même décidé que, si le fils d'étranger avait invoqué la qualité d'étranger à l'effet d'être rayé des listes de recrutement sur lesquelles il était porté par erreur, il perdait le droit de faire la déclaration de l'article 9. — Cependant une loi des 22-25 mars 1849 a modifié notre article en autorisant à réclamer à *tout âge* la qualité de Français l'étranger né en France, qui se trouve dans l'une des deux conditions suivantes : « 1° S'il sert ou s'il a servi dans les armées françaises de terre ou de mer ; 2° s'il a satisfait à la loi du recrutement sans exciper de son extranéité. »

La bizarrerie de cette disposition n'échappera à personne ; la loi suppose des étrangers incorporés dans les armées françaises, ce qui n'est pas admis par aucune de nos lois militaires, excepté pour le légion étrangère. En fait, il est vrai, il arrive souvent que des fils d'étranger sont portés sur les listes de recrutement par ignorance de leur nationalité : si l'intéressé ne proteste pas et se laisse enrôler, il peut toujours exciper postérieurement de son extranéité en actionnant le préfet du département pour se faire déclarer étranger et obtenir sa libération. Il peut aussi, suivant notre loi, faire la déclaration de l'article 9, même après avoir dépassé de plus d'un an l'âge de sa majorité. Le service dans la légion étrangère, ainsi que dans tout corps d'ouvriers dispensés du service militaire proprement dit par leur emploi dans les ports, les arse-

naux, les manufactures d'armes, etc., permet de réclamer la même faveur.

La chancellerie a tiré profit de cette loi pour donner un moyen de devenir postérieurement Français aux fils d'étranger qui ont omis de faire leur déclaration dans le délai fatal de l'article 9. On les autorise à se faire inscrire, comme omis, sur les listes de recrutement, ce qui peut être fait jusqu'à l'âge de trente ans, puis on leur applique la loi de 1849. C'est évidemment un mode inadmissible d'éluder une loi. Un étranger qui se déclare omis ne doit pas être écouté, car il n'est nullement omis, n'ayant jamais été dans le cas d'être appelé au service militaire. Aussi approuvons-nous complètement la Cour de cassation qui, dans un arrêt du 27 janvier 1869, s'est déclarée absolument contraire à cette singulière application de l'article 9 du Code, combiné avec la loi du 22 février 1849. Aujourd'hui surtout, en présence de la facilité avec laquelle on peut être naturalisé d'après la loi de 1867, il faut renvoyer à la naturalisation ordinaire les individus qui voudraient, après 22 ans, sans avoir servi, invoquer l'article 9. La jurisprudence pourtant n'a pas toujours été hostile à ce subterfuge, un arrêt de la Cour de Douai, du 10 février 1868, a reconnu pour Français un individu qui avait effectué les déclarations de l'article 9 après délai, quoiqu'il eût été rayé sur sa demande des contrôles du recrutement, parce qu'il s'y était fait rétablir plus tard. Le système de la Cour de cassation nous paraît beaucoup plus juste et seul conforme à la loi.

On s'est demandé s'il fallait appliquer l'article 9 aux enfants nés en France d'un individu n'ayant pas de patrie. M. Demante voudrait que le fils d'un *heimathlos* fût déclaré Français de plein droit, s'il est né en France. Quoique la loi soit muette sur la question, il paraît difficile de se ranger à cette opinion et on doit, croyons-nous, considérer les fils d'*heimathlos* comme des fils d'étrangers. D'ailleurs, la grande raison d'utilité qui existait au temps où écrivait M. Demante a perdu beaucoup de sa force depuis la loi du 16 décembre 1874.

§ 5. — *Enfants nés de parents ayant perdu la qualité de Français.*

L'article 10 du Code Civil, *in fine*, donne une nouvelle application de la théorie de la filiation. On suppose un enfant né à l'étranger de parents ayant perdu la qualité de Français : cet enfant « pourra toujours recouvrer cette « qualité en remplissant les formalités prescrites par « l'article 9 ». Ainsi, le législateur a voulu que l'enfant d'un individu qui a été amené à se faire naturaliser étranger, ou qui est déchu de sa nationalité, mais qui est de race française, pût par simple déclaration, obtenir la qualité de Français. Il dit même *recouvrer*, quoique jamais cet enfant n'ait perdu une qualité qu'il n'a jamais eue, mais parce qu'on le rend pour ainsi dire solidaire de sa famille. C'est donc une extension au principe de la filiation qui est

sanctionnée par notre article : la déclaration pourra être faite toute la vie de l'intéressé, à la seule condition de son retour en France.

On peut s'étonner des mots *nés en pays étranger*, que renferme la deuxième disposition de l'article 10. C'est une trace malheureusement oubliée de la première rédaction du Code qui rattachait la nationalité au territoire. Il était naturel alors qu'on parlât des enfants nés à l'étranger, ceux qui naissaient en France étant tous Français. — Il faut admettre, bien entendu, que l'enfant né en France d'un ci-devant Français pourra invoquer l'article 10. Il aura donc sur l'enfant d'un simple étranger l'avantage de pouvoir opter à tout âge.

Nous pensons, avec la majorité des auteurs, qu'il faut accorder le bénéfice de l'article 10 à l'enfant d'une femme qui perd sa nationalité par le mariage. C'est à cause du sang français, qui coule dans ses veines, qu'on permet à l'enfant de l'article 10 de devenir si facilement Français : le fils de la femme française mariée à un étranger a donc tout autant de droit que celui de l'ex-Français à réclamer cette faveur.

Mais, évidemment, il faut se borner à la première génération et ne pas accorder la même faculté aux descendants à un autre degré. Seule une loi d'exception, la loi du 9-15 décembre 1790, a permis aux descendants des religionnaires fugitifs de devenir Français par des formalités analogues, et cela en prenant en considération le motif qu'ils descendent de familles françaises.

Loi du 9-15 décembre 1790. — La disposition capitale de la loi est la suivante : « Toutes personnes qui, nées en « pays étranger, descendent en quelque degré que ce soit « d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause « de religion, sont déclarés naturels Français et jouiront « des droits attachés à cette qualité, si elles reviennent en « France, y fixent leur domicile et y prêtent le serment « civique. » Il s'agissait de faire disparaître les conséquences de la révocation de l'Edit en Nantes, et de marquer toute la réprobation que l'on ressentait contre les mesures qui avaient obligé tant de malheureux à chercher un asile hors de leur pays.

Le rapporteur de la loi considérait qu'en droit naturel les religionnaires fugitifs n'avaient jamais cessé d'être Français, puisque leur départ avait eu lieu en vertu d'ordonnances tyranniques ayant méconnu les premiers droits de l'humanité. Mais, en droit positif, il fallait effacer l'effet de nombreuses ordonnances qui depuis 1669 avaient déclaré aubain tout Français sortant de France sans une autorisation du roi. En vertu de la loi du 1790, la qualité de Français était virtuellement reconnue à tous les descendants des fugitifs, qui n'avaient à remplir qu'une facile condition de retour et prêter serment pour devenir citoyens. La loi ne distingue pas entre les descendants des hommes et les descendants des femmes : il suffit qu'ils aient dans les veines du sang français pour qu'aussitôt ils puissent invoquer les effets de la loi.

S'ils sont majeurs, point de difficulté ; mais les mineurs

pourront, le texte le dit expressément, user de leur droit avec l'autorisation de leur père, mère, aïeul ou aïeule.

Quelques controverses s'élevèrent au sujet de cette loi, qui reçoit encore de nos jours d'assez fréquentes applications. Et d'abord, la loi se borne-t-elle aux individus nés au moment où elle a été promulguée ? L'affirmative a été quelquefois soutenue : on la trouve même dans la circulaire ministérielle du 22 décembre 1842. Mais, dans la jurisprudence, elle n'a pas prévalu : un arrêt de la Cour royale de Paris du 29 septembre 1847 a attribué le bénéfice de la loi à des individus qui n'étaient pas encore nés en 1790. Plusieurs autres sentences ont été rendues dans le même sens.

Faut-il du moins que, depuis le 15 décembre 1790, les personnes qui invoquent la loi ou leurs descendants n'aient pas commis d'actes qui, en droit commun, leur eussent fait perdre leur qualité de Français ? On soutient l'affirmative en disant que les religionnaires ayant été déclarés véritablement Français par la loi de 1790 pourront perdre cette qualité par tous modes prévus par le Code civil, comme les autres Français. C'est l'opinion de la Cour de Cassation dans un arrêt du 13 juin 1811, mais un arrêt récent de la Cour d'Aix (15 mars 1866), a rompu avec la jurisprudence de la Cour suprême et s'est rangé à un système beaucoup plus large. Il s'agissait de statuer sur la nationalité d'un avocat près la Cour d'Aix qui avait exercé en Suisse des fonctions publiques, et qui postérieurement avait réclaté la qualité de Français en vertu de la loi

de 1790. La Cour pensa que « si aux termes de l'article
« 17 du Code Civil, l'acceptation des fonctions publiques
« à l'étranger, sans autorisation du gouvernement, entraîne
« la perte de la qualité de Français, il ne saurait être
« qu'en exerçant ces fonctions publiques en Suisse où il
« vivait, le demandeur ait perdu l'aptitude spéciale qu'il
« puisait dans la loi de 1790 et qui ne pouvait sortir à
« effet que le jour où il reviendrait en France. »

Ce raisonnement paraît juste : malgré les termes de la loi, ce n'est pas une véritable naturalisation qu'on accorde, mais une facilité pour devenir effectivement Français. Cette manière de voir offre d'ailleurs l'avantage d'être plus conforme au droit des gens. Il serait en effet inadmissible qu'un individu tenu pour Italien ou Suédois par son gouvernement pût tout à coup, sans être jamais venu en France, se dire Français et être déclaré tel par une loi française.

§ 6. — *Enfants nés en France de parents étrangers
qui eux-mêmes y sont nés.*

On vient de voir que, dans la pure doctrine du Code civil, un individu d'extraction étrangère né sur le territoire français demeure étranger, et que l'article 9 lui donne seulement le moyen de se faire plus facilement naturaliser Français. Ce système ne tarda pas à donner lieu à des abus. Outre la difficulté pour un Français de prouver sa

nationalité autrement qu'en attestant qu'un de ses ascendants était né en France avant la promulgation du Code civil, inconvénient qui devenait plus grave, à mesure que l'on s'éloignait de cette époque, il ne tarda pas à se former une classe d'individus qui, conservant la qualité d'étrangers, étaient en fait installés définitivement sur notre territoire, jouissaient des avantages que nos lois accordent si libéralement à tous les individus qui les invoquent sans s'inquiéter de leur origine, et n'excipaient de leur extranéité que lorsqu'il s'agissait de refuser le service militaire. Beaucoup d'entre eux passaient même hors de France pour Français. Les départements frontières, surtout celui du Nord (1) étaient de plus en plus envahis par cette population interlope, contre laquelle on sentit vers 1850 la nécessité de prendre des mesures. A cet effet, fut proposé à l'Assemblée législative un projet de loi qui fut adopté le 12 février 1851 sous la forme suivante :

« est Français tout individu né en France d'un étranger
« qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui
« suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par
« la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par
« une déclaration faite soit devant l'autorité municipale
« du lieu de sa résidence, soit devant les agents diploma-
« tiques ou consulaires accrédités en France par le gouver-
« nement étranger. »

1. Ces individus étaient en 1851 dans ce seul département au nombre de 77,000; en 1866, on en comptait 183,000, nombre qui a certainement beaucoup augmenté depuis.

Cette loi rompait dans une certaine mesure avec le principe du Code civil qui fait dépendre la nationalité uniquement de la filiation : jusque-là les fils d'étrangers nés en France même après deux générations, avaient été considérés comme étrangers, s'ils ne réclamaient pas l'application de l'article 9. Dorénavant, ils devenaient de plein droit Français : on leur permettait seulement de conserver à 21 ans la nationalité étrangère en le déclarant explicitement. Mais la déclaration pouvant être faite devant un maire français, rien ne prouvait que le déclarant eût réellement conservé la nationalité étrangère qu'il invoquait et qu'il fût compté comme sujet par l'État auquel il prétendait ressortir. Les inconvénients de l'*heimathlosat*, que le législateur avait voulu éviter, subsistèrent donc, du moins en grande partie. Les statistiques montrent, d'ailleurs, que la population étrangère n'a fait qu'augmenter en France dans les vingt-cinq dernières années. Cette situation attira l'attention d'un certain nombre d'hommes politiques, parmi lesquels M. des Rotours, représentant dans le Corps législatif de l'Empire et dans l'Assemblée nationale de 1871, du département le plus intéressé, celui du Nord. Il sembla qu'en ne devait pas seulement demander aux fils d'étrangers nés en France une attestation de leur intention de rester étranger, mais une preuve qu'ils étaient reconnus par les gouvernements de leur pays d'origine. Et comme c'était surtout au point de vue du service militaire que la question se posait, une proposition fut faite en 1868 au Corps législatif pour appeler au service militaire les jeunes gens nés en France de parents

étrangers qui y étaient nés eux-mêmes, à moins qu'ils ne pussent établir qu'ils avaient satisfait à la loi de recrutement dans le pays étranger dont ils se réclamaient.

Il ne fut pas donné suite à ce premier projet, mais après la guerre de 1870-71 la question fut de nouveau agitée et l'Assemblée nationale fut appelée à se prononcer sur un projet de loi qui a été accepté le 16 décembre 1874, et dont l'article 1 est conçu en ces termes :

« L'article 1 de la loi du 12 février 1851 est ainsi modifié :

« Est Français tout individu né en France d'un individu
« qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui
« suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par
« la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une
« déclaration faite soit devant l'autorité municipale du lieu
« de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques ou
« consulaires de la France à l'étranger, et qu'il ne justifie
« avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation
« en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera
« annexée à la déclaration. »

« Cette déclaration pourra être faite par procuration
« spéciale et authentique. »

On remarquera que d'une simple proposition relative au recrutement, le projet de M. de Rotours a pris la forme d'une loi réglant une grave question de statut personnel. C'est un pas de plus fait par la législation française dans la voie où elle s'était engagée par la loi de 1851. En 1851, on s'était contenté d'une déclaration que tout le monde pouvait faire : en 1874, on exige en outre une attestation émanant

d'un gouvernement étranger. On ne peut nier que cette mesure ne soit efficace pour combattre la multiplication des *heimathlos* dont le nombre augmentait d'autant plus en France que les pays voisins avaient pris des mesures contre eux. Mais de quel droit la France peut-elle demander d'un pays étranger la délivrance d'un certificat de nationalité, quand dans aucun cas elle ne pourrait donner une pièce de même nature ? En effet, quelle serait chez nous l'autorité compétente pour délivrer une pareille attestation ? Ce ne saurait être l'administration, puisqu'en France elle ne connaît pas des questions de nationalité. Ce ne saurait être non plus la justice, puisqu'elle ne peut être saisie que s'il existe une contestation. Il est toujours mauvais, au point de vue du droit international, qui repose complètement sur la réciprocité, de demander à un État étranger une chose que l'on serait, le cas échéant, dans l'impossibilité de lui donner.

A un autre point de vue encore, la loi de 1874 est attaquable. Elle aurait dû tout au moins décider — et cette critique s'applique aussi à la loi de 1851 — que l'enfant né en France d'un étranger, né lui-même en France, ne sera Français qu'au moment de sa majorité, si dans le délai voulu, il n'a pas produit le certificat attestant qu'il est resté sous l'allégeance d'un gouvernement étranger. D'après notre texte, au contraire, cet enfant est Français dès sa naissance, et il lui est seulement loisible de devenir étranger après sa vingt et unième année, de renoncer par conséquent à la qualité qui lui a été conférée de plein droit par la naissance.

On voudrait en vain soutenir qu'il en est de l'article 1^{er} de notre loi comme de l'article 9 du Code civil qui laisse au fils d'étranger la qualité d'étranger pendant sa minorité, avec la différence que, dans le premier cas, la qualité de Français s'acquiert par le fait négatif de ne pas faire de déclaration, tandis que dans le second on l'obtient par le fait positif de la déclaration à la mairie. Ce système séduisant n'est pas soutenable devant l'affirmation du texte *est Français*, et devant l'opinion bien connue des législateurs de 1851, y compris M. le professeur Valette, qui a lui-même proposé, pour plus de clarté, de substituer les mots *est Français*, à *ceux sera Français* que portait une première rédaction du projet de loi. Force est donc de reconnaître que l'enfant d'un étranger né en France est de plein droit Français. C'est un abandon partiel de la doctrine du Code civil qui fait dériver la nationalité de la filiation. Les dangers en sont manifestes au point de vue des relations internationales ; mais il est impossible de les conjurer autrement que par une modification légale du droit actuel. Un avis du Conseil d'État, antérieur à la promulgation de la loi de 1874 et les explications présentées à la tribune de l'Assemblée nationale par M. Desjardins sous-secrétaire d'État, confirment, d'ailleurs, l'interprétation que nous avons donnée, quoique la question n'y soit qu'incidemment traitée.

L'article 2 de la loi du 16 décembre 1874 contient une disposition également nouvelle dans notre législation sur la nationalité. Les jeunes gens se trouvant dans le cas de l'ar-

article I^{er} qui désirent contracter l'engagement conditionnel d'un an ou entrer dans les écoles de l'État à l'âge fixé par les règlements, peuvent le faire en déclarant à l'avance qu'ils renoncent à réclamer la qualité d'étranger dans l'année qui suivra leur majorité. « Cette déclaration ne peut
« être faite qu'avec le consentement exprès ou spécial du
« père ou à défaut du père, de la mère, ou à défaut de
« de père et de mère, qu'avec l'autorisation du conseil de
« famille. » C'est une dérogation à la règle que les mineurs ne peuvent résoudre les questions relatives à leur nationalité, même avec le consentement de leurs représentants légaux. Jusqu'alors, il n'avait été fait d'exception à cette règle, hors le cas des annexions ou cessions de territoire, que pour les descendants des religionnaires fugitifs, à qui la loi de 1790 restituait la nationalité de leur famille. — On comprend, du reste, l'utilité de la disposition de l'article 2 de la loi du 16 décembre 1874 : il était, en effet, difficile de ne pas recevoir les jeunes gens de l'article I^{er} dans les écoles du gouvernement ou dans l'armée, puisqu'ils sont Français, et on ne pouvait pas non plus les autoriser à opter pour une nationalité étrangère après qu'on les avait admis à l'École polytechnique ou dans les rangs de l'armée. — Il est bien entendu, d'ailleurs, que l'appel sous les drapeaux des jeunes gens qui se trouvent dans le cas prévu par la loi est retardé d'un an pour leur laisser le temps d'atteindre leur majorité.

Les gouvernements étrangers ne laissèrent pas passer inaperçue la loi du 16 décembre 1874. Ils se préoccupèrent

de la nature de l'attestation officielle qui serait exigée de leurs ressortissants. Il paraît qu'en Suisse et, croyons-nous, aussi en Belgique, la question fut agitée. Le gouvernement de Berne notamment a donné des instructions à ses consuls en France et aux autorités cantonales pour la délivrance des certificats : il aurait seulement eu l'intention de demander que la déclaration ne fût pas faite devant les agents français en Suisse par les jeunes gens nés en France de parents suisses qui y étaient nés, mais qui résident à leur majorité sur le territoire fédéral : le conseil fédéral aurait voulu qu'elle pût être effectuée devant les autorités cantonales (1).

C'est avec l'Angleterre seulement qu'a été arrêtée d'une manière définitive la forme du certificat qui serait délivré par le Gouvernement Britannique à ceux de ses sujets se trouvant dans le cas prévu par l'article 1^{er} de la loi de 1874. En voici la traduction :

Je soussigné certifie que le nommé N.... m'a prouvé :

1^o Que sa nationalité d'origine est celle de sujet Anglais à la deuxième génération, son grand-père paternel étant sujet Anglais de naissance.

2^o Que le nommé N.... conserve cette nationalité (2).

Signé : (le ministre de l'Intérieur).

Whitehall, le.....

1. *Journal des Débats* du 14 janvier 1875.

2. Texte anglais : *I hereby certify that the said L. has satisfied me :*

1^o *That his nationality by origin is that of a natural born british subject, by virtue of 2, his paternal grandfather having been a natural born british subject. — 2^o That the said L. still preserves such nationality.*

Le fils d'étranger qui est dans le cas de bénéficier de l'article 1^{er} de la loi, par suite de son origine anglaise, doit donc joindre un certificat dans cette forme à la déclaration qu'il fait devant le maire de la commune où il est domicilié en France.

Le ministre de la guerre, en présence des grandes facilités que présente pour le recrutement ce mode de constater l'extranéité même, a été plus loin, et serait décidé à imposer à tous les fils d'Anglais la production d'un certificat, s'ils ne veulent pas être enrôlés. « MM. les
« préfets, lit-on dans les instructions du ministre de la
« guerre, du 13 décembre 1876, concernant l'appel de
« classe, rappelleront aux maires qu'ils doivent s'abstenir
« de porter sur les tableaux du recrutement les jeunes
« gens nés en France de père anglais, *quel que soit le*
« *lieu de la naissance de ce dernier*, lorsqu'ils produiront
« le certificat dont le modèle est donné, etc. »

N'est-ce pas dépasser le but de la loi de 1874, que de demander ainsi un certificat à tous les fils nés en France de parents anglais? Il y a en outre cet inconvénient capital qu'on laissera ainsi échapper les jeunes gens assez nombreux qui sont nés en Angleterre de parents français, et qui se trouvent sujets anglais à Londres, en même temps qu'ils sont sujets français pour la France. Le gouvernement anglais se trouvera ainsi juge et partie dans une question de nationalité qu'il tranchera naturellement suivant sa loi, c'est-à-dire contrairement à la nôtre. — L'avantage pratique qu'on retirera de ce régime pour la fa-

cilité de la formation des listes de recrutement ne saurait être de nature à compenser un abandon de notre principe.

Le but auquel, suivant nous, on devrait tendre, serait de convenir avec les puissances chez lesquelles le service militaire est obligatoire que le certificat de nationalité ne sera jamais donné qu'à des individus ayant obéi à la loi du recrutement dans le pays auquel ils prétendent ressortir. Ce serait, en quelque sorte, le corrélatif de la mesure mentionnée ci-dessus qui autorise les agents diplomatiques et consulaires à refuser toute protection aux Français qui n'obéissent pas à la loi militaire française. Ce serait l'intérêt de tous les pays puisqu'aucune des nations de l'Europe ne gagne à compter pour sujets des individus résidant hors de son territoire et refusant de se soumettre aux charges patriotiques.

§ 7. — *Enfants nés en France de parents inconnus.*

Les enfants nés de père et mère inconnus, de même que les enfants naturels, ont été complètement omis par le Code Civil. Certains interprètes, comme Laurent, pensent qu'il convient de leur accorder le bénéfice de l'article 9 : mais nous croyons, avec la majorité des auteurs, qu'ils doivent être considérés purement et simplement comme Français. Outre l'argument qu'on peut tirer de l'article 19 du décret du 19 janvier 1811 qui appelle sous les drapeaux les enfants trouvés, abandonnés et orphelins élevés à la charge de l'État, ne

peut-on pas dire que ces enfants sont, au moins provisoirement, tenus pour Français ? Si, postérieurement, une reconnaissance montre qu'il y avait erreur sur leur nationalité, ils prendront avec rétroactivité jusqu'à leur naissance la qualité d'étranger. N'est-il pas bien naturel d'ailleurs de présumer que les individus nés en France sont Français ? C'est à eux de prouver qu'ils sont étrangers.

CHAPITRE III

DE LA NATURALISATION.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA NATURALISATION DES ÉTRANGERS EN FRANCE.

§ 1. — *Généralités.*

La naturalisation est l'acte par lequel un étranger est admis au nombre des naturels d'un État. Les États étant tous intéressés à accepter au nombre de leurs ressortissants des étrangers dont l'industrie et les talents pourraient leur être utiles, la naturalisation est universellement reconnue.

Dans l'ancienne France, elle était accordée par lettres royaux décernées, au nom du roi, par le gouvernement, à titre de mesure purement gracieuse : c'était une faveur que tout le monde pouvait solliciter ; mais que les autorités n'étaient jamais tenues d'accorder.

C'est encore aujourd'hui le caractère de la naturalisation en France : il faut, il est vrai, remplir des conditions particulières pour pouvoir la demander, mais on n'est jamais dans le cas de l'obtenir de plein droit. L'administration a conservé la faculté exclusive d'admettre les étrangers dans la cité française.

Toutefois, pendant la période révolutionnaire, les règles ont varié et il y eut un moment où la qualité de Français fut acquise de plein droit, sans avoir été demandée, à des personnes se trouvant dans des conditions déterminées. Cette innovation apparaît dans la loi du 2 mai 1790 qui contient la disposition suivante. Tous ceux qui, nés hors de France de parents étrangers, sont établis « en « France, sont réputés Français et admis, en prêtant le « serment civique, à l'exercice des droits de citoyens actifs, après cinq ans de domicile continu dans le royaume; « s'ils ont en outre acquis des immeubles, ou épousé une « Française, ou formé un établissement de commerce, ou « reçu dans quelque ville des lettres de bourgeoisie. » On remarquera qu'une distinction est faite entre la qualité de Français, et celle de citoyen français : il faut le serment civique pour faire du Français un citoyen. Mais tandis que pour devenir citoyen on exige un acte d'initiative, pour devenir Français, il suffit de certaines conditions dont l'effet est de naturaliser, même malgré lui, celui qui les remplit.

La même règle se trouve reproduite dans la constitution du 14 septembre 1791, article 3 : « Ceux qui nés hors du « royaume de parents étrangers résident en France, deviennent citoyens français s'ils y ont en outre acquis des « immeubles, ou épousé une Française, ou formé un établissement d'agriculture ou de commerce et s'ils ont prêté « le serment civique. » Il ne paraît pas douteux que cet article maintienne la distinction de la loi du 2 mai 1790,

puisqu'il parle seulement des citoyens français, titre pour l'obtention duquel il exige le serment civique, acte purement politique. La constitution de 1791 ne s'occupe pas de la qualité de simple naturel Français, mais de celle de citoyen : du reste, elle n'a nullement abrogé la loi de 1790. Ajoutons que, dans les idées du temps, il fallait, pour jouir des droits d'électorat et d'éligibilité, que tout homme, même l'indigène, prêtât le serment civique : la distinction entre le naturel et le citoyen était donc complète, comme le montre Merlin (1).

La même constitution prévoyait (2) que le pouvoir législatif pourrait pour des motifs importants « donner
« un acte de naturalisation, sans autres conditions que
« de fixer son domicile en France, et d'y prêter le serment
« civique. » Ainsi plus de naturalisation administrative comme sous l'ancien régime : l'étranger devient Français par certaines conditions dont tout intéressé peut invoquer l'effet, et le pouvoir législatif seul peut dispenser de ces conditions.

La constitution du 24 juin 1793 est plus large encore, elle porte à l'article 4 : « Tout étranger âgé de 21 ans
« accomplis, qui domicilié en France depuis une année,
« y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse
« une française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieil-
« lard, tout étranger enfin qui sera jugé par le Corps légis-
« latif avoir bien mérité de l'humanité est admis à l'exer-

1. V^o divorce, section IV, § 18.

2. Article 4.

« cice des droits de citoyen français ». Ici plus de serment civique même pour la qualité de citoyen. Comme cette théorie a paru peu raisonnable à certaines Cours, il y a des arrêts en sens inverse : mais il suffit de lire le texte de la loi pour voir clairement, que, malgré l'opinion des magistrats d'Orléans (25 juin 1840), et de Nîmes (13 août 1841), il n'est pas possible de nier qu'à cette époque la qualité de Français et de citoyen ne fût une conséquence forcée et même involontaire du simple fait que l'on avait rempli les conditions prévues par la loi. Du reste, un arrêt de la Cour de Lyon, du 10 novembre 1827, l'a reconnu formellement.

Ce système ne pouvait durer. Parce qu'un Allemand ou un Américain avait adopté un enfant ou nourri un vieillard, il était absurde de le déclarer Français : il pouvait mériter le prix Monthyon, mais nullement la qualité de citoyen, à laquelle il tenait peut-être fort peu. Cependant, on ne revint pas directement à l'ancien système. Les constitutions de l'an III et de l'an VIII imposent seulement des délais précédés d'une déclaration de se fixer en France.

La constitution du 5 fructidor an III (1) porte : « L'étran-
« ger devient citoyen français lorsqu'après avoir atteint
« l'âge de 21 ans accomplis et avoir déclaré l'intention
« de se fixer en France, il y a résidé pendant sept années
« consécutives, pourvu qu'il y paye une contribution
« directe, et qu'en outre il y possède une propriété fon-

1. Article 10.

« cière, ou un établissement d'agriculture ou de commerce, ou qu'il ait épousé une Française ». Nous trouvons ici un élément nouveau : une contribution directe. Il importe de ne pas se méprendre sur ce point. La constitution de l'an III s'occupe uniquement des citoyens, comme membres du corps électoral, et prenant part au gouvernement de la République. Elle supprime le suffrage universel en n'acceptant pour citoyens que des censitaires, si faible que soit le cens. Mais il ne pouvait entrer dans la pensée des législateurs d'exiger un cens pour la simple qualité de *naturel* français : l'article 8 y répugne, puisqu'il suppose que les hommes *nés* et résidant en France — *évidemment* des Français — ne seront citoyens que s'ils payent une contribution. Il est donc à croire que l'individu qui, sous le régime de la constitution de l'an III, déclarait son intention de fixer son domicile en France, et remplissait les autres conditions (épouser une Française, par exemple, ce qui ne suppose aucune contribution) était Français, *eo ipso*, sept ans plus tard, mais non citoyen. La déclaration se faisait à sa municipalité.

L'article 3 de la constitution de l'an VIII accorde la naturalisation à la seule condition de la déclaration, suivie de dix ans de séjour : c'est au fond le même système, avec un délai prolongé. Dans tous les cas, la constitution de l'an III a fait cesser l'abus de la naturalisation qui, en 1793 surtout, avait atteint ses dernières limites. Avec elle reparut l'idée sage d'obliger au moins à une formalité l'individu qu'on naturalise, afin qu'il ne soit pas francisé contre son gré.

Un décret impérial du 17 mars 1809 a rétabli l'ancien régime des lettres de naturalisation qui est demeuré en vigueur jusqu'à présent. Les conditions de la constitution de l'an VIII restent exigées, seulement elles n'opèrent plus de plein droit le changement de nationalité. La naturalisation est prononcée par l'Empereur. L'article 2 stipule « que
« la demande en naturalisation et les pièces à l'appui se-
« ront transmises par le maire du domicile du pétitionnaire
« au préfet qui les adressera, avec son avis, à notre grand-
« juge, ministre de la justice. »

Ce décret, modifié par un certain nombre de lois et décrets postérieurs, forme le fondement de notre droit actuel en matière de naturalisation.

Ainsi après les essais de la période révolutionnaire, on revint à l'ancien système. Aujourd'hui la naturalisation par un simple séjour est morte; en un mot il est impossible à un étranger de se faire naturaliser autrement que par obtention de lettres délivrées par le gouvernement qui est libre de les refuser.

Mais la période de dix ans avait, dès l'Empire, paru longue au gouvernement qui voulait pouvoir dispenser de ce stage les personnes capables de rendre des services au pays. Avant même le décret du 17 mars 1809, deux sénatus-consultes du 20 vendémiaire an XI et du 19 février 1808 avaient donné au pouvoir exécutif la faculté d'abréger les délais quand il le jugerait convenable. C'était une disposition imitée des premières constitutions révolutionnaires, avec cette différence que ce qui relevait du législatif tomba dans

le domaine de l'exécutif. Le sénatus-consulte du 26 vendémiaire an XI est ainsi conçu « Pendant cinq ans à compter
« de la publication du présent sénatus-consulte organique,
« les étrangers qui rendront ou qui auront rendu des services importants à la République, qui apporteront dans
« son sein une invention, des talents, ou une industrie utile,
« ou qui formeront de grands établissements, pourront
« après un an de domicile, être admis à jouir des droits de
« citoyens français. Article 2. Ce droit leur sera conféré par
« un arrêté du gouvernement pris sur le rapport du ministre de l'intérieur, le Conseil d'État entendu ». L'acte du 19 février 1808 supprime même toute condition de délai.

On remarquera que le sénatus-consulte de vendémiaire parle du *domicile*. Il s'agit du domicile en France, autorisé suivant l'article 13 du Code civil. En était-il de même dans la constitution de l'an VIII ? Nous ne le pensons pas ; les termes de cet acte prouvent à l'évidence qu'il prévoit une déclaration spéciale ; d'ailleurs, des circulaires ministérielles ont subséquemment réglé la forme dans laquelle elle devait être faite. Cependant le Conseil d'État, par un avis assez obscur du 20 prairial, a paru adopter la règle inverse, et croire que, depuis le Code, la déclaration exigée par la constitution de l'an VIII a dû être remplacée par la demande d'admission à domicile. La pratique ne s'est nullement conformée à cette opinion, et tant que l'article de la constitution de l'an VIII a été en vigueur, on a adressé la simple déclaration.

Cette législation fondée sur la constitution de l'an VIII

et modifiée par les sénatus-consultes de l'an XII, de 1808 et de 1809 se perpétua jusqu'en 1848. Nous ne parlons pas ici de l'ordonnance du 4 juin 1814, ni de la loi du 14 octobre de la même année dont il sera traité séparément.

Le gouvernement provisoire de 1848, un mois après son arrivée au pouvoir, rendit le décret du 21 mars qui donnait au ministre de la justice le droit de délivrer des lettres de naturalisation à quiconque pourrait justifier d'une résidence de cinq ans en France, à condition qu'il produisît des attestations des autorités compétentes, établissant qu'il est, sous tous les rapports, digne d'être admis au rang de citoyen.

Ce nouveau régime fut de peu de durée.

§ 2. — *Des règles actuellement en vigueur pour la naturalisation d'un étranger en France.*

Aujourd'hui la législation française, en matière de naturalisation, repose sur la loi du 3 décembre 1849 et la loi du 25 juin 1867.

La première formalité à remplir de la part d'un étranger qui veut se faire naturaliser Français, est de demander l'autorisation de résider en France, conformément à l'article 13 du Code civil. Pour demander l'*admission à domicile*, l'étranger doit adresser une demande sur papier timbré au ministre de la justice, en envoyant son acte de naissance, traduit et légalisé. En même temps, il doit prendre l'engage-

ment de payer les droits de sceau, qui s'élèvent à 175 fr. 25. Une fois l'autorisation accordée, l'étranger sans être encore Français, est en possession de droits civils.

Le délai imposé pour la naturalisation est de trois ans (dix ans par la loi de 1849) à dater du jour où la demande d'admission à domicile a été enregistrée au ministère de la justice. Il peut être abrégé exceptionnellement en faveur d'étrangers qui ont rendu d'importants services à la France, qui y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, apporté des talents distingués, formé de grands établissements de commerce, ou créé des exploitations agricoles. Dans ce cas, la demande de naturalisation pourra être faite après un an de séjour, tandis que s'il n'y a pas de circonstances de cette nature, elle ne doit être faite qu'après trois ans.

Cette seconde demande se forme en double exemplaire, sur papier timbré, et doit contenir l'engagement de payer un nouveau droit de sceau de 175 fr. 25.

Ajoutons que des services rendus à la France à l'étranger, dans l'exercice d'une fonction, équivalent au domicile obtenu en France. Tel serait par exemple, le cas d'un individu nommé agent consulaire ou chancelier d'un consulat français.

La demande en naturalisation donne lieu à l'ouverture d'une enquête, et si le résultat en est satisfaisant, il est rendu, sur la proposition du ministre de la justice, le Conseil d'État entendu, un décret de naturalisation. — Le Conseil d'État qui n'était auparavant consulté que pour la na-

turalisation exceptionnelle est toujours consulté aujourd'hui. A partir du 4 septembre 1870, il a cessé d'exister pendant un temps assez long ; mais un décret du gouvernement de la Défense Nationale du 12 septembre avait autorisé le ministre de la justice à passer outre.

Un autre décret de la même époque facilita la naturalisation des étrangers qui prenaient part à la défense de la France, en supprimant en leur faveur les délais et les droits de sceau.

Les formalités de la naturalisation supposent, bien entendu, que l'étranger est capable. Il serait logique d'attendre qu'il ait atteint sa majorité suivant ses lois personnelles ; mais c'eût été une source de difficultés que la loi de 1867, de même que celle de 1849, a évité en imposant l'âge de 21 ans.

Un mineur de 21 ans ne pourrait faire la déclaration et la demande avec l'assistance de ses représentants légaux : la loi est formelle sur ce point. Mais si, dans son pays d'origine, la majorité n'est qu'à 23 ou 25 ans, pourra-t-il néanmoins, après sa vingt-unième année, demander valablement la naturalisation en France ? En présence des termes de la loi l'affirmative paraît indiscutable (1).

Quant à la femme mariée, il est évident qu'on exigera

1. La loi allemande du 4^{er} juin 1870 contient, dans son article 8, une disposition beaucoup plus rationnelle : « La naturalisation ne pourra être « conférée aux étrangers que lorsque, d'après la loi de leur pays d'origine, « il seront aptes à contracter. » — Il faudrait au moins pouvoir appliquer cette règle aux étrangers âgés de 21 ans, mais mineurs suivant leur statut personnel, qui sollicitent leur admission dans la nationalité française.

d'elle l'autorisation maritale, suivant les formes de son pays. La jurisprudence française n'admet pas qu'elle suive malgré elle le mari dans ses changements successifs de nationalité. Est-elle divorcée légalement, elle est capable, et par suite peut se mettre en instance. Mais, en est-il de même si elle est séparée de corps ? Il faut pour cela se référer à la législation qui la régit : avec une législation analogue à la législation française, nous dirions immédiatement que la femme séparée est incapable de changer de nationalité sans être autorisée. Mais, en Allemagne, où la séparation de corps obtenue suivant le droit canonique, vaut le divorce devant les lois civiles, la femme catholique séparée a évidemment le droit de changer de nationalité, et la chancellerie française ne pourrait guère rejeter sa demande pour incapacité.

De ce que les mineurs ne peuvent pas devenir Français par la naturalisation avant leur majorité, il ne faudrait pas conclure qu'ils suivent la nationalité de leur père : ils ne pourraient pas plus être naturalisés avec lui que sans lui. La naturalisation en France est purement personnelle ; elle ne s'étend pas plus aux enfants mineurs qu'à la femme, contrairement au système adopté dans un grand nombre de pays de l'Europe, surtout chez les peuples germaniques.

Les enfants mineurs d'un étranger devenu Français restent donc étrangers. Si la loi de leur pays d'origine déclare que leur nationalité est toujours celle de leur père, ils se trouvent sans patrie. Tel est le cas des enfants d'un Suisse

naturalisé (1) Français, qui ne seraient appelés au service militaire dans aucun des deux pays. C'est un cas assez rare de conflit négatif de nationalité, qui, pour être moins grave qu'un conflit positif, serait pourtant de nature à entraîner de sérieux inconvénients si, par exemple, le mineur tombait dans l'indigence. A qui incomberait le soin de le nourrir ? L'assistance publique est assez libérale en France pour qu'un malheureux soit secouru, sans égard pour sa nationalité ; mais ce serait par faveur et non par droit. Enfin, si ce mineur venait à mourir, comment serait liquidée sa succession ?

On comprend l'importance de l'adoption d'une règle commune. Nous avouons que la théorie française nous paraît jusqu'à présent la meilleure ; sans doute, elle est rigoureuse dans certains cas, si l'on se place au point de vue d'un Français naturalisé étranger ; mais sur la question qui nous occupe, elle est inattaquable. Le fils mineur du naturalisé, d'après l'article 2 de la loi du 7 février 1851, pourra, après sa majorité, réclamer la nationalité française, en faisant une simple déclaration dans la forme de celle de l'article 9. Il sera donc juge de son intérêt, et choisira en toute liberté (2).

La Suisse et l'Italie ont adopté un système différent : elles étendent au mineur la naturalisation accordée à son père, mais seulement à la condition que toute la

1. Avant la loi fédérale du 3 juin 1876.

2. Le même article 2 de la loi de 1851 permet aussi au fils majeur du naturalisé d'opter dans l'année pour la France.

famille vive sous le même toit et qu'on n'ait pas fait de réserves spéciales. Nous reviendrons sur ce point avec plus de détails.

§ 3. — *Naturalisation en Algérie.*

La situation des Algériens est réglée aujourd'hui par le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 dont la disposition capitale consiste à déclarer Français l'indigène musulman : c'est là un exemple de la distinction que nous avons antérieurement faite entre le naturel et le citoyen. L'indigène musulman, bien que déclaré Français, conserve sa loi propre, son statut personnel indigène, réglé par le Coran.

Pour se rendre compte exactement de la portée du sénatus-consulte et des conséquences pratiques de cette concession du titre de Français, il faut consulter le décret impérial du 21 avril 1866 portant règlement d'administration publique pour l'exécution du sénatus-consulte. Le musulman né en Algérie, peut faire partie, sous certaines conditions et certaines réserves, de l'armée française de terre et de mer. Il peut, en outre, être admis à certaines fonctions civiles dont on trouve l'énumération dans un tableau annexé au décret. On y remarquera la possibilité d'être conseiller municipal et général, notaire, greffier, etc.

Le sénatus-consulte prévoit l'admission des indigènes

dans l'exercice des droits de citoyen français, et établit pour eux une sorte de naturalisation dont le décret du 21 avril 1866, a réglé les détails. Le requérant doit se présenter en personne devant le maire ou le chef du bureau arabe, et y déclarer qu'il entend être régi par les lois civiles et politiques de la France. Le maire fait une enquête, et la transmet avec la demande au gouverneur général qui l'envoie au garde des sceaux. Puis l'Empereur statue, le Conseil d'État entendu.

Si l'indigène est sous les drapeaux, c'est le chef de corps qui remplace le maire.

L'étranger résidant en Algérie qui veut se faire naturaliser suit les mêmes formalités, et doit, en outre, justifier de trois ans de résidence. Le sénatus-consulte s'est montré moins exigeant pour la naturalisation en Algérie qu'en France, mais la loi de 1867 a justement abaissé à la même durée le stage préliminaire de la naturalisation en France.

Le droit de sceau pour les étrangers et les indigènes est fixé à un franc, faveur considérable si l'on songe aux sommes assez élevées qu'on paie en France.

Les indigènes israélites étaient assimilés aux Musulmans sous le régime du sénatus-consulte de 1865. Ils étaient donc Français, mais soumis aux lois civiles israélites. Un décret du gouvernement de la Défense Nationale du 24 octobre 1870 les a déclarés citoyens français, jouissant de tous les droits attachés à cette qualité. Cet acte attaqué plus tard devant l'Assemblée nationale, et éloquemment

défendu par M. Crémieux, qui en avait été l'inspirateur, a aujourd'hui force de loi. Du reste, l'introduction du service militaire aux Français d'Afrique est venue depuis lors hâter l'assimilation de la colonie avec la métropole.

Un autre décret rendu le même jour par le gouvernement de la Défense Nationale modifiait dans quelques détails le décret de 1866 relativement à la naturalisation des Musulmans indigènes et des autres étrangers. On ne peut que renvoyer au texte même de ces différentes dispositions qui n'ont pas besoin de commentaires, et échappent, par leur nature même, à l'analyse.

§ 4. — *Effets de la naturalisation.*

En principe, on peut dire que le Français par naturalisation est assimilé au Français d'origine. L'un et l'autre jouissent des droits civils et politiques, ne peuvent pas être expulsés, ont le droit d'invoquer la protection de la France, etc., etc. Il y a pourtant des points sur lesquels il existe entre eux quelques différences. Autrefois, la distance était beaucoup plus considérable.

De 1814 à 1852, par exemple, les naturalisés ne pouvaient pas aspirer de plein droit aux plus hautes fonctions de l'État. L'ordonnance du 4 juin 1814 leur ferma la porte des assemblées représentatives; cet acte décidait que la *plénitude des droits* de Français ne serait accordée qu'aux étrangers ayant obtenu, outre les lettres ordinaires, des let-

tres de grande naturalisation vérifiées dans les deux Chambres. Par un étrange abus de pouvoir, le principe de la non rétroactivité des lois fut mis de côté, et l'ordonnance fut déclarée applicable aux étrangers naturalisés en vertu des lois antérieures, même des annexions de territoire, et qui avaient des droits acquis, dont ils furent brusquement dépouillés. Le maréchal Masséna fut le premier à obtenir des lettres de grande naturalisation : on n'en délivra, du reste, pendant la Restauration et le Gouvernement de juillet qu'à vingt et une personnes, parmi lesquelles figure le nom du prince de Hohenlohe Bartenstein, maréchal de France, nommé pair de France en 1827.

Hâtons-nous d'ajouter que si l'ordonnance du 4 juin est choquante quand elle impose à Masséna de se faire *renaturaliser*, elle répond, quant au fond, à une idée assez juste. On conçoit bien que les hautes fonctions de sénateur, député, ministre et, plus encore président d'une République, restent le privilège des nationaux, et soient interdites à des étrangers pour qui la naturalisation n'est trop souvent qu'un moyen de chercher au dehors une situation sociale qu'ils n'auraient peut-être pu trouver au milieu de ceux qui les connaissaient mieux. Il est naturel qu'on demande plus de garanties, quand il s'agit d'admettre quelqu'un à prendre part au Gouvernement de l'État, que lorsqu'il est simplement question de lui conférer le droit d'électorat, et de supprimer en sa faveur la nécessité de la caution *judicatum solvi*. D'ailleurs, exiger des lettres patentes vérifiées dans les deux chambres du Parlement pour

admettre un étranger dans ce même Parlement, était une mesure fort sage.

Un grand nombre de contrées de l'Europe, la Belgique, l'Espagne, etc., admettent encore dans leurs lois le système de la grande naturalisation. La France, on ne comprend pas bien pourquoi, s'empressa de l'abolir dès le lendemain de la Révolution de 1848. Le décret du 28 mars rendu par le Gouvernement provisoire, déclara investies de la plénitude des droits civils et politiques, non-seulement les personnes qui obtiendraient à l'avenir la naturalisation ordinaire, mais même celles qui l'avaient obtenue depuis la Restauration.

La loi du 11 novembre 1849 revint au système de l'ordonnance du 4 juin 1814 : « l'étranger naturalisé, dit « l'article premier, ne jouira du droit d'éligibilité à l'Assemblée nationale qu'en vertu d'une loi ». Du reste, le droit acquis des personnes déjà admises à jouir de la qualité de Français était formellement reconnu.

En 1852, nouvelle fluctuation dans notre législation sur la matière. Le décret organique du 2 février 1852 déclara électeurs tous les Français âgés de 21 ans, et éligibles tous les électeurs âgés de 25 ans. Quoique la question ait été longuement controversée par les jurisconsultes, nous croyons qu'il est impossible de soutenir que la grande naturalisation ait survécu à la promulgation de cet acte. En pratique du reste, on ne la concéda plus. Le prince Poniatowski, par exemple, qui n'avait obtenu que la naturalisation ordinaire, fut nommé sénateur, et accueilli par

le Sénat sans protestation. En 1863, la même question fut posée devant le Corps législatif à propos de l'élection de M. Welles de la Valette, qui donna lieu à quelques protestations. M. de la Valette, d'origine américaine, avait été naturalisé le 16 mai 1863. La Chambre, sur l'avis du bureau, l'admit à siéger.

Cependant, comme la question était encore discutée doctrinalement, malgré la pratique contraire, les rédacteurs de la loi de 1867 sur la naturalisation, jugèrent utile d'abroger expressément l'article 5 de la loi du 11 novembre 1849. C'est la disposition finale de l'article 1 de cette loi qu'il eût fallu abroger, mais il ne peut néanmoins subsister aucun doute sur les véritables intentions du législateur.

Les étrangers naturalisés Français jouissent donc aujourd'hui des droits de citoyen le plus complètement qu'il est possible. Nous ne voyons guère qu'un point qui les différencie encore du Français d'origine. Ils ne sont point soumis au service militaire. C'est certainement un oubli de la loi de 1872. Il serait logique que les naturalisés fussent appelés avec la classe dont ils feraient partie s'ils étaient nés Français. Beaucoup de lois étrangères ont établi ce système (1).

Mais si les naturalisés sont assimilés aux nationaux, cette assimilation ne prend naissance qu'au moment de l'obtention des lettres de naturalisation. De ce jour seulement l'étranger échange son statut personnel d'origine,

1. Voir par exemple la loi autrichienne du 5 décembre 1868, article 6.

contre la loi française. Les effets de ce changement sont nettement établis par Blondeau, dans les termes suivants :

« l'individu que la naturalisation soumet à une loi différente de celle qui régit la nation qu'il quitte est, vis-à-vis des individus qui ont eu avec lui avant sa naturalisation des relations légales, dans la même position où se trouvent, les uns à l'égard des autres, les individus qui ont eu des relations légales sous l'empire d'une loi qui vient à être changée. »

Ainsi la naturalisation ne touche pas aux droits acquis. Elle laisse même subsister intacte les *attentes* où *espérances légales*, lesquelles n'ont, du reste, de valeur que quand elles sont sérieuses et fondées sauf, bien entendu, ce qui est contraire en France à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Quelques exemples aideront à mieux comprendre la portée de la règle.

Un contrat passé par le naturalisé avant sa naturalisation, conserve toute sa valeur, et, à moins qu'il n'ait un objet illicite en France, il sera invoqué utilement devant des tribunaux, quand il aura été fait suivant les formes du pays dont le nouveau Français reconnaissait auparavant la souveraineté.

Pour un testament, il faut distinguer entre la confection même du testament et le moment où le *de cujus* décède. Le testament sera toujours valable quand il aura été fait suivant la loi à laquelle ressortissait le testateur au moment de la confection. Si, ultérieurement, le testateur devient Français et meurt, comme tel, il faudra pour l'exécution

s'en tenir à la loi française. Ainsi, le testateur avait-il légué *ultra modum* à un enfant naturel, cette disposition pourrait être attaquée par des héritiers français quoiqu'elle fût valable suivant la loi étrangère, mais en tout ce qui ne viole par la loi française les dispositions testamentaires devront être exécutées.

Les successions *ab intestat*, bien entendu, seront toujours réglées et liquidées conformément aux lois du pays auquel le défunt appartenait en dernier lieu.

Les lois qui régissent l'état et la capacité des personnes changent l'état du naturalisé : mais sans rétroactivité. Si, par exemple, le naturalisé était majeur à vingt-cinq ans, suivant son statut d'origine, les engagements contractés par lui à l'âge de vingt-deux ans pourront être déclarés nuls, si, devenu postérieurement Français, il les attaque devant les tribunaux, bien qu'il fût capable suivant la loi française. Inversement, s'il a contracté à l'âge de vingt ans, sous une loi qui le reconnaît *sui juris* à dix-huit ans, il ne pourra pas attaquer l'engagement devant les tribunaux français.

Des difficultés se sont assez souvent présentées à l'occasion du divorce : un individu ayant légalement divorcé alors qu'il était étranger, est certainement considéré en France comme n'étant pas marié. Mais, il ne pourrait pas demander le divorce en France par le motif que, marié suivant la loi belge ou allemande, il avait un droit acquis au divorce. En effet, outre qu'on ne peut pas dire que le mariage en aucun pays donne un droit acquis au divorce, ce qui serait

immoral, il y a cela de particulier que la dissolution entre-vifs du mariage est regardée par la loi française comme contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, et c'est un motif de plus pour que les tribunaux ne puissent la prononcer. L'époux divorcé ne pourrait même pas se remarier en France après qu'il est devenu Français, et cela par la même raison. Le mariage d'un Français ne peut être célébré que si ce Français est ou célibataire ou veuf. A plus forte raison, un Français marié en France qui s'est fait naturaliser étranger avec son conjoint, a divorcé et a recouvré ultérieurement la qualité de Français, ne pourra-t-il pas contracter un nouveau mariage.

En résumé, la règle que les droits acquis et les attentes légales subsistent après la naturalisation doit être tempérée par les considérations de morale sociale et d'ordre public. C'est par ce motif que nous ne reconnaitrions pas pour valables en France le mariage qu'un musulman naturalisé aurait contracté simultanément avec plusieurs femmes, alors que son statut personnel était régi par le Coran. — C'est au juge qu'il appartient d'apprécier dans chaque cas déterminé jusqu'où doit s'étendre le principe de la non rétroactivité du changement de statut personnel.

Quant aux engagements dont le naturalisé pouvait être tenu, antérieurement à son admission dans la nationalité française, il n'est pas douteux qu'ils subsistent. On pourra même appliquer l'article 15 du Code civil, d'après lequel un Français peut être actionné en France pour les

obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger. En effet, la loi ne distingue pas si le Français a été ou non naturalisé, *et ubi lex non distinguit nec non distinguere debemus*. C'est d'ailleurs l'opinion adoptée par la Cour de cassation dans un arrêt du 16 janvier 1867.

Terminons en disant quelques mots des délits. Il est évident que le naturalisé reste tenu, tant que la prescription n'est pas acquise, des délits de toute nature, y compris l'insoumission et la désertion dont il s'est rendu coupable dans son pays d'origine, de même que des obligations qu'il pouvait y avoir contractées. Si donc, le naturalisé revient dans son pays d'origine, il pourra être arrêté, poursuivi et jugé, sans que sa nouvelle patrie puisse intervenir en sa faveur. Mais pourra-t-il être extradé pour crime commis avant la naturalisation ? Sur ce point délicat quelques explications sont nécessaires. On sait que l'usage de ne pas livrer ses nationaux est admis par toutes les nations comme une règle fondamentale en matière d'extradition. Mais doit-on faire exception pour un criminel qui a acquis la nationalité du pays de refuge après le crime ? La question s'est posée, il y a quelques années, à propos d'une demande adressée dans ces conditions à la France par gouvernement étranger. La France crut devoir refuser. Aujourd'hui la règle inverse paraît prévaloir : le traité anglo-français conclu le 14 août 1876 pour la remise réciproque des malfaiteurs prévoit (art. 2) que si le malfaiteur a obtenu la naturalisation dans le pays de refuge postérieurement à la perpétration du crime, il sera néanmoins livré. Est-ce un premier pas vers la remise

des nationaux, jusqu'ici universellement proscrite ? Il semble plutôt que c'est une application de notre règle de la non rétroactivité de la naturalisation. Il y a un droit acquis au gouvernement réclamant d'obtenir l'extradition de son ressortissant qui s'est mis dans un cas prévu par les conventions internationales. La naturalisation ne peut pas plus porter atteinte aux droits acquis contre le naturalisé qu'aux droits acquis en sa faveur. Aussi n'hésitons-nous pas à approuver les termes de l'article 2 de la convention franco-anglaise précitée. Il serait juste que cet usage s'établît dans la pratique, à titre de réciprocité, sinon par traités.

§ 5. — *Reconnaissance de la naturalisation dans le pays d'origine du naturalisé.*

Au point de vue du droit civil, ce que l'on vient de dire est suffisant, et il est certain que tout étranger ayant accompli régulièrement les formalités sus-mentionnées sera Français au regard de la loi française. Mais, il importe, au point de vue du droit international, de savoir quelle sera la situation du naturalisé à l'égard de son pays d'origine. Le gouvernement auquel il ressortissait reconnaîtra-t-il le changement d'allégeance, et cessera-t-il de revendiquer son ancien sujet ?

Certains pays et certaines législations ne prohibent point le cumul de deux nationalités dans la même personne. Sans parler des nombreux gentilshommes allemands qui ont des terres dans plusieurs des pays fédérés et sont

membres tout à la fois des Chambres hautes de Munich, de Dresde, de Berlin, — on peut citer le Danemark. Le ministre des affaires étrangères à Copenhague écrivait le 28 mai 1863 au ministre d'Angleterre, à propos d'un Anglais qui avait prêté le serment de bourgeoisie dans une ville de la Zélande (1) : « notre législation ne s'oppose pas à
« ce que la coexistence de deux nationalités puisse être
« admise dans la personne du même individu, seulement, en
« principe, sa qualité d'étranger ne doit porter aucune atteinte
« à l'accomplissement des devoirs auxquels il est astreint,
« comme sujet danois ». Une doctrine absolument différente a prévalu en France. Une curieuse correspondance échangée en 1848 entre lord Brougham, qui demandait à se faire naturaliser Français, et M. Crémieux, ministre de la justice, montre bien l'esprit de la jurisprudence française.
« Je dois vous avertir des conséquences qu'entraînera, si
« vous l'obtenez, la naturalisation que vous demandez,
« disait M. Crémieux. Si la France vous adopte pour l'un
« de ses fils vous cesserez d'être Anglais. Vous n'êtes plus
« lord Brougham, vous devenez le citoyen Brougham. Vous
« perdez à l'instant tous privilèges, tous avantages de quelque
« nature qu'ils soient, que vous tenez, soit de votre qualité
« d'Anglais, soit des droits que vous confèrent jusqu'après
« ce jour les lois ou les coutumes anglaises qui ne peuvent
« se concilier avec notre loi d'égalité entre tous les citoyens ». Lord Brougham ayant répondu qu'il ne garderait ses privi-

1. *Report of royal commissioners on naturalization*, page 66.

lèges qu'en Angleterre et qu'en France il ne les invoquerait pas, M. Crémieux répliqua en ces termes : « la France
« n'admet pas de partage, elle n'admet pas qu'un citoyen
« Français soit en même temps citoyen d'un autre pays.
« Pour devenir Français il faut que vous cessiez d'être An-
« glais. Vous ne pouvez être Anglais en Angleterre, Fran-
« çais en France : nos lois s'y opposent et il faut nécessaire-
« ment opter. »

C'est à cette juste théorie que se sont ralliées la plupart des législations. Mais la difficulté est d'obtenir que la naturalisation soit reconnue dans le pays d'origine du naturalisé. On ne peut évidemment forcer un gouvernement étranger à reconnaître la nationalité française à un individu qui ne s'est pas conformé aux lois locales pour se délier de sa sujétion.

Les États-Unis d'Amérique qui sont certainement le pays du monde où le plus grand nombre d'étrangers sollicitent et obtiennent la naturalisation, les États-Unis d'Amérique ont cherché à résoudre le problème au moyen de traités avec les États qui leur fournissent le plus grand nombre d'immigrants. Le gouvernement de l'Union avait eu de fréquents conflits avec les cabinets européens, au sujet de la protection des Européens naturalisés citoyens de la République qui invoquaient la protection de leur nouvelle patrie contre l'ancienne. L'Angleterre qui, jusqu'en 1870, n'admettait pas qu'un Anglais pût perdre sa nationalité d'origine, avait toujours résisté aux prétentions américaines ; elle avait même été autrefois jusqu'à saisir et à enrôler les

marins anglais naturalisés américains. Cette grosse question de l'*impressment* donna lieu à des négociations plusieurs fois reprises pendant la première moitié de ce siècle. Pendant la guerre de 1812, elle faillit faire naître un incident tragique. L'Angleterre menaça de fusiller les marins d'origine anglaise qu'elle saisirait à bord des bâtiments de guerre de son ancienne colonie rebelle : elle se borna cependant aux menaces, épouvantée sans doute par la crainte des représailles. La querelle s'arrêta momentanément en 1849 à la suite d'une dépêche fort sèche et fort catégorique de Lord Palmerston, déclarant que les Anglais qui reviennent en Angleterre sont soumis toute leur vie aux lois anglaises. En 1868 les Américains, rendus plus audacieux par le succès, promulguèrent un bill qui, après un préambule où la doctrine de l'allégeance perpétuelle était condamnée en termes exprès, portait la disposition suivante : « Tous les citoyens naturalisés des États-Unis, devront recevoir, lorsqu'ils se
« trouveront en pays étranger, la même protection dans
« leur personne et leurs biens que celle qu'on accorde à
« des citoyens de naissance, placés dans les mêmes conditions. » (section 2). L'article 3 contient des règles énergiques sur les mesures à prendre par les autorités.

Devant cette attitude, l'Angleterre céda, et présenta au Parlement le projet de loi devenu l'acte du 12 mai 1870, qui reconnaît aux Anglais le droit de renoncer à la nationalité britannique.

Pour compléter le bill de 1868, le gouvernement de Washington imagina de négocier des traités de naturalisa-

tion, qui ont une certaine importance au point de vue du droit des gens, tant à cause du grand nombre des États avec lesquels il a été conclu, qu'en égard à l'étendue et la fréquence de leur application.

Le premier de ces traités fut conclu avec la Prusse le 22 février 1868, par M. Bankroft, ministre des États-Unis à Berlin, à l'occasion de conflits qui s'étaient élevés au sujet de Prussiens naturalisés en Amérique et revenus en Allemagne. Les principales dispositions du *traité Bankroft* font l'objet des articles 1, 2 et 4 :

ART. 1. — Les sujets d'une des H. P. C. naturalisés dans les États de l'autre sont, après un séjour de cinq ans, reconnus dans leur nouvelle situation par leur pays d'origine.

ART. 2. — Un naturalisé peut toujours être puni pour faits antérieurs à la naturalisation dans son pays d'origine, quand il y revient, à moins qu'il n'y ait prescription.

ART. 4. — Le naturalisé qui revient et habite pendant deux ans son pays d'origine est censé avoir renoncé à sa nationalité d'adoption.

Des conventions identiques, ou à peu près, furent conclues successivement avec la Bavière (26 mai 1868), la Hesse (29 juillet 1869), le Mexique (10 juillet 1868), le Grand Duché de Bade, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie (20 septembre 1870), le Danemark (22 juillet 1872).

Il est incontestable que ces conventions constituent un notable progrès sur la situation antérieure : mais il n'en faut pas exagérer les avantages. Il est toujours dangereux de

fixer des délais par des actes internationaux que l'on n'est pas libre de modifier. En Amérique même, on l'a compris : M. Lawrence reconnaît qu'un étranger qui a servi dans l'armée américaine peut être naturalisé dans le délai de deux ans, tandis que dans les cas ordinaires, il faut cinq années de séjour. Mais pourra-t-on le protéger avant l'expiration des cinq ans contre son pays de naissance que nous supposons signataire d'un traité indentique au traité Bankroft ? Nous ne le croyons pas ; et cependant n'est-il pas sujet américain, et ne peut-il pas réclamer en sa faveur l'application du bill susmentionné de 1868 ?

Nous examinerons plus loin les raisons pour lesquelles la France n'a pas lieu de conclure un traité de cette nature avec les États-Unis, en ce qui concerne les Français naturalisés en Amérique, et revenant en France. — Mais quel avantage aurions-nous d'être liés à tous les États par des *traités Bankroft*, ou d'autres conventions de naturalisation, relativement aux étrangers naturalisés Français ? On ne le voit guère, mais on voit, à coup sûr, les dangers. Il est toujours mauvais de contracter des engagements sur des questions qui relèvent de la législation intérieure, et nous ne tarderions pas à ressentir, comme les Américains, les inconvénients d'un délai fixe. C'est, pensons-nous, dans une sage application de notre législation intérieure qu'il faut chercher la solution des conflits, et les moyens d'éviter les doubles nationalités.

Et d'abord, il y a un nombre toujours croissant de pays qui admettent la même règle que la France, savoir

que la naturalisation à l'étranger entraîne la perte de la qualité de sujet. Tels sont l'Angleterre (loi du 12 mai 1870 article 6), la Turquie (loi de 1809, article 6), la Suède, l'Italie, et beaucoup d'autres États d'Europe et d'Amérique. Aucun cumul de nationalité n'est donc à craindre pour des citoyens de ces différents pays qui se font naturaliser Français.

Inversement certaines législations reconnaissent encore le principe de l'allégeance perpétuelle. Le nombre en était grand autrefois. Les États-Unis l'ont abandonné (1) ; puis l'Angleterre, par l'acte de 1870. Si un ressortissant d'un État qui admet la perpétuité de l'allégeance demandait la naturalisation en France, le mieux serait de repousser sa demande; si l'on trouvait cette solution trop rigoureuse, on pourrait adopter un tempérament dont les législations de Suède et d'Espagne nous donnent l'exemple, et qui consiste à déclarer que la protection sera refusée au naturalisé contre son pays d'origine qui persiste à le considérer comme lui étant encore soumis. L'Angleterre du reste a toujours admis cette opinion, à l'égard des étrangers naturalisés Anglais.

Il n'y aura donc de difficultés possibles que pour les autres pays, ceux qui, tout en reconnaissant que la nationalité n'est pas imposée à perpétuité à leurs sujets, n'admettent pas que la naturalisation à l'étranger entraîne la dénationalisation. Il faudra alors examiner si en fait l'inté-

1. Voir le *report of royal commissioners*, etc.

ressé a perdu sa nationalité d'origine. En ordonnant qu'une enquête soit faite sur chaque demande en naturalisation, notre loi donne un moyen facile de résoudre la difficulté. L'enquête devra donc porter sur le point de savoir quelle est la situation du pétitionnaire vis-à-vis de son pays d'origine. — Si la demande en naturalisation est formée par un Russe, on recherchera d'abord si le réquérant a servi en Russie. Dans ce cas, si en outre il a quitté le territoire de l'Empire depuis cinq ans, il a cessé d'être Russe, et on pourra accueillir sa demande. Si au contraire, il a quitté la Russie sans avoir accompli ses obligations militaires, à moins qu'il eût moins de quinze ans au moment de son départ, il ne pourra pas être naturalisé Français, parce qu'il n'aura pas pu perdre sa nationalité d'origine. — Le réquérant est-il Danois, il devra produire des lettres d'expatriation, seul moyen de rompre les liens qui l'attachent à sa patrie. — Est-il Allemand, il faut se reporter à la loi du 1 juin 1870. La nationalité allemande se perd, entre autres modes, par l'obtention d'un certificat de dénationalisation, *entlassungsschein*, qui ne peut être refusé aux hommes âgés de moins de 17 ans ou de plus de 25, et qui est même accordé quelquefois aux jeunes gens se trouvant entre ces deux âges. Un Allemand muni de cette pièce pourra donc toujours être admis à la naturalisation en France : s'il n'en est pas pourvu, il faudra examiner encore, avant de repousser sa requête, s'il n'a pas perdu la qualité de sujet de l'Empire par une résidence de dix ans à l'étranger, sans se faire immatriculer

dans un consulat, ou pour avoir exercé illégalement certaines fonctions ecclésiastiques (loi du 4 mai 1874, article 1^{er}).

En résumé, ce que nous demandons, c'est qu'on fasse une enquête sérieuse, et sans changer un mot dans nos lois, sans signer le moindre arrangement avec les États voisins, la France évitera les doubles nationalités et les conflits qui en résultent. On mettrait simplement en pratique, sans avoir besoin de l'inscrire dans le Code, la règle qui fait l'objet de l'article 2 § 2 de la loi suisse sur la naturalisation du 3 juillet 1876. « Le conseil fédéral n'accordera cette
« autorisation (formalité préalable à la naturalisation)
« qu'à des étrangers.... 2° dont les rapports avec l'État
« auquel ils ressortissent sont tels qu'il est à prévoir que
« leur admission à la nationalité suisse n'entraînera pour
« la confédération aucun préjudice. »

Assurément, malgré toutes les précautions, il y aura toujours dans certains cas des difficultés. Mais il n'y aura lieu à intervention diplomatique que dans des circonstances de plus en plus rares. Du reste, il ne faut pas oublier ce qui a été dit plus haut de la non-rétroactivité de la naturalisation. Rien n'est plus équitable que de voir le naturalisé tenu envers son pays d'origine des obligations qui y avaient pris naissance avant son départ. Par suite, s'il y retourne, il pourra être poursuivi pour délits politiques, militaires ou civils, même s'il a dans l'intervalle acquis la qualité de Français. Mais cela n'est pas contraire au droit des gens et ne porte nullement atteinte à la dignité de la France. Ce

qui importe, c'est que le nouveau Français, un Italien, par exemple, devenu Français, soit reconnu comme tel, en Italie, s'il lui plaît d'y retourner, que son statut personnel soit appliqué dans tous les cas où il serait appliqué envers un Français d'origine ; mais, on ne saurait trop insister sur ce point, s'il est poursuivi pour crimes antérieurs, la France aurait tort de s'en formaliser, de même que, dans le cas inverse, elle n'admettrait pas qu'un Gouvernement étranger lui demandât de suspendre des poursuites dirigées contre un ex-Français qui était insoumis ou déserteur au moment où il a été naturalisé étranger.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA NATURALISATION D'UN FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

§ 6. — *De l'expatriation.*

Il est conforme au principe du droit des gens et de l'équité que l'homme ne soit pas perpétuellement enchaîné dans la nationalité que lui a conférée sa naissance. Mais comme on a vu que nul ne pouvait, en droit, vivre en dehors de toute allégeance, il faut qu'on ne rompe les liens d'une nationalité que pour se rattacher à une autre. Aussi le principe de la renonciation volontaire ou de l'abdication n'est-il pas moins contraire au droit des gens que celui de l'allégeance perpétuelle. En permettant à un citoyen de renoncer à sa patrie sans en acquérir une nouvelle, ou en

le déclarant dans certains cas déchu de sa nationalité, on le réduit souvent à la situation de *heimathlos*, ce qu'il serait de l'intérêt commun des États d'éviter par tous les moyens possibles.

Le système qui autorise l'abdication pure et simple est pourtant en vigueur dans un certain nombre de pays et notamment en Allemagne, depuis la loi du 1^{er} juin 1870. Les certificats de dénationalisation ou *entlassungsschein* délivrés par les autorités allemandes ne sont autres qu'une constatation officielle d'une abdication de nationalité. Quant au système inverse, de l'allégeance perpétuelle, il a été abandonné en Amérique et en Angleterre, et l'on peut la considérer comme ayant perdu presque toute application pratique dans le monde civilisé.

Étant admis notre principe que l'homme doit avoir une nationalité, mais une seule à la fois et cependant en pouvoir changer, la règle la plus conforme à la théorie et la plus facile en pratique est évidemment celle qui déclare déchus de leur nationalité les individus qui se sont soumis à une sujétion étrangère. C'est précisément la règle de notre Code civil. Seulement, elle n'y figure pas seule. Notre loi, à côté de la perte de la qualité de Français résultant de la naturalisation à l'étranger, a établi d'autres causes de déchéance et a eu, à nos yeux, le grand tort de considérer la dénationalisation comme une peine. De là, on en vint à considérer la naturalisation à l'étranger comme un crime et, quelques années après la promulgation du Code civil, le gouvernement du premier Empire rendit pour la punir des

décrets draconiens, légitimés, il est vrai, par des circonstances exceptionnelles.

Nombre de Français avaient été entraînés par la passion politique à prendre du service civil ou militaire dans les pays en guerre avec l'Empire français, ou à s'y faire nationaliser. Il sembla à l'Empereur que les déclarer simplement déchus de leurs droits de Français n'était point une peine suffisante. Les décrets du 6 avril 1809 et 26 août 1811 les frappèrent avec une dureté haineuse, — sans préjudice de la peine de mort pour tous les ex-Français portant les armes contre la France.

Mais une première question se pose en ce qui concerne ces décrets. Sont-ils toujours en vigueur ? Certains jurisconsultes ont soutenu qu'ils étaient illégaux : il ne nous paraît pas possible de nous ranger à leur opinion, car les décrets n'ayant pas été attaqués par les pouvoirs à qui, sous le premier Empire, était attribué le droit de contester la légalité des décrets impériaux, ils sont par cela même parfaitement valables et réguliers. D'ailleurs, ils ont été visés par de nombreuses ordonnances royales, en 1814 par exemple, et en 1823, puis dans des avis du Conseil d'État et des arrêts fort nombreux de Cours d'appel.

Il est donc impossible de les rejeter dans leur ensemble : on verra cependant que quelques-unes de leurs dispositions ne sont plus exécutoires aujourd'hui. Du reste, nous ne nous occupons ici que de ce qui concerne la naturalisation à l'étranger.

« Aucun Français, dit l'article 1 du décret du 20 août

« 1811, ne peut être naturalisé en pays étranger sans notre « autorisation ». Il semble que, dès lors, le Français qui s'est fait naturaliser sans autorisation, ne doit pas être reconnu comme étranger par la loi française, et par suite continue d'être traité en France comme Français. Mais telle n'a pas été la pensée des rédacteurs du décret. Dans la suite, on parle d'individus naturalisés étrangers sans autorisation, et il est facile de voir qu'autorisé ou non, le Français est toujours dénationalisé comme sous le régime du Code civil; mais celui qui n'a pas reçu l'autorisation de l'empereur, est frappé de graves déchéances. Ses biens sont immédiatement confisqués, les successions qui s'ouvrent en sa faveur sont dévolues au degré subséquent, les titres qui lui ont été conférés en France sont perdus, le grade qu'il peut avoir obtenu dans les ordres nationaux lui est enlevé; sa femme est, au point de vue pécuniaire, considérée comme veuve. S'il revient sur le territoire français, il est expulsé; s'il y reparaît de nouveau, il encourt une condamnation d'un à dix ans de détention.

Les décrets de 1809 et 1811 étant encore en vigueur, il est incontestable que les peines de la dégradation dans la Légion d'honneur, de la perte des titres de noblesse et de l'interdiction de reparaître sur le sol français pourront être appliquées, comme sous le premier Empire. En sera-t-il de même de la confiscation et de l'impossibilité de succéder? La confiscation ayant été complètement et définitivement rayée de nos lois, il n'est plus admissible qu'on l'applique aujourd'hui. Mais alors l'ex-Français devra-t-il conserver ses biens? Cer-

tains jurisconsultes ont voulu ouvrir sa succession en le considérant comme *mort civilement*. A cela on répond avec raison que les peines ne se supposent pas et d'ailleurs, la mort civile est abolie depuis plus de vingt ans. Il faut donc laisser à l'ex-Français la propriété et la jouissance de ses biens ; pourra-t-il en disposer par testament ? Nous ne voyons pas pourquoi on lui refuserait ce droit, que lui a reconnu un arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} février 1836 ; seulement il n'en faut pas conclure à une abrogation des décrets impériaux. En ce qui concerne les successions ouvertes en faveur de l'ex-Français, une discussion de même nature s'est élevée. On a prétendu quelquefois que, la loi de 1819 abolitive des droits d'aubaine permettant à tous les étrangers de succéder, il doit en être de même des Français naturalisés étrangers sans autorisation. Ce système ne paraît pas soutenable, puisque ce n'est pas seulement comme étranger que l'ex-Français a perdu le droit de succéder, mais comme s'étant rendu coupable d'un acte puni par la perte de ce droit. La Cour de Paris a pourtant admis cette solution dans un arrêt souvent cité du 19 mars 1834.

Ainsi, à l'exception de la confiscation, les autres déchéances sont encore en vigueur : nous pensons toutefois avec la Cour de Poitiers (arrêt du 25 juillet 1843), qu'elles ne pourront pas être invoquées après la mort de l'ex-Français, quand elles n'ont pas été appliquées contre lui de son vivant.

Malgré les peines qui frappent le Français qui a négligé d'obtenir l'autorisation exigée par le décret de 1811,

il ne faut pas oublier que l'expatriation est libre en France, puisqu'elle n'est pas moins acquise à ceux qui s'expatrient sans permission qu'à ceux qui se sont conformés à l'article 1^{er} du décret. Aussi la Cour de Colmar a-t-elle pu décider avec raison (1) que dans des pays qui exigent des étrangers réclamant la naturalisation un certificat d'expatriation, on ne doit pas exiger une autorisation d'un Français, par la raison que cette pièce ne change en rien sa position au point de vue de la nationalité, mais seulement en ce qui concerne les déchéances qu'on vient d'énumérer.

En pratique, l'autorisation de se faire naturaliser à l'étranger est accordée à la suite d'une demande au garde des sceaux, et moyennant un droit de sceau de 675 fr.

§ 7. — *A quelles conditions la naturalisation acquise par un Français à l'étranger est reconnue en France.*

Le Code civil citant au nombre des faits qui entraînent la perte de la nationalité française la naturalisation dans un pays étranger, il en résulte qu'un Français, par cela même qu'il acquiert la qualité de sujet d'un État quelconque, cesse d'être Français. A quelles conditions en sera-t-il ainsi ? Nous venons de voir à propos du décret de 1811 que le défaut d'autorisation n'avait que des conséquences pénales, il n'y a donc pas besoin d'une autorisa-

1. Affaire Ostermann (1869).

tion. Mais il faut pourtant que la naturalisation ait été obtenue dans certaines conditions, que la jurisprudence française a reconnues nécessaires pour répondre à l'esprit de la loi.

Il faut d'abord qu'elle ait été volontairement acquise. La perte de la qualité de Français par la naturalisation à l'étranger est considérée par le Code comme une sorte de pénalité. La France repousse ceux qui l'abandonnent et témoignent en s'attachant à un État étranger qu'ils n'ont pas conservé dans le cœur l'amour de la patrie. Cette présomption ne saurait résulter que d'un acte volontaire et libre. Elle ne pourrait pas exister à la suite d'une naturalisation obtenue par un fait involontaire et sans avoir été sollicitée ; en pareil cas il est possible que le Français soit devenu étranger aux yeux de la loi étrangère : il ne reste pas moins Français aux yeux de notre loi. La jurisprudence paraît aujourd'hui avec raison fixée dans ce sens, depuis l'intéressant arrêt de la Cour de Paris du 3 mai 1834. Il s'agissait d'un Français établi à Cadix pour y faire le commerce et qui s'y était marié avec une femme du pays. D'après la loi alors en vigueur en Espagne, il suffisait d'avoir épousé une femme espagnole ou fondé un établissement de commerce pour être de plein droit sujet espagnol, et l'intéressé était, en effet, tenu pour tel à Cadix. La Cour de Paris a néanmoins déclaré qu'il était Français, et reconnu la même nationalité à sa veuve, par la seule raison qu'il n'avait jamais *demandé* la naturalisation dans la péninsule. — Certains auteurs ont voulu soutenir l'opinion contraire ; M. Alauzet,

qui est de ce nombre, rappelle que, pendant le droit intermédiaire, il y eut des étrangers naturalisés Français malgré eux, par le simple effet de leur résidence. C'est vrai, et nous l'avons nous-même constaté plus haut, mais ce n'est pas un motif pour admettre inversement qu'un Français peut perdre la qualité de Français dans les mêmes conditions, et d'autant moins que la législation française a renoncé depuis longtemps à naturaliser de plein droit les étrangers. D'ailleurs, il n'y a pas de réciprocité à faire valoir en pareille matière. L'opinion soutenue par la Cour de Paris en 1834, ne nous paraît pas pouvoir être contestée aujourd'hui.

Disons, comme corollaire à cette règle, que le naturalisé doit être capable, c'est-à-dire majeur. La femme mariée doit, dans tous les cas, être autorisée de son mari, — même quand elle est séparée de corps (1).

1. On sait que cette dernière question dont l'affaire Bauffremont a saisi récemment l'opinion publique, n'avait pas fait jusqu'ici l'objet du moindre doute de la part des auteurs et de la jurisprudence. L'avis isolé de M. Blondeau, qui paraît avoir son point de départ dans un parti-pris d'assimiler la séparation de corps au divorce, n'avait pas rencontré d'adhérents. D'ailleurs, le jugement du tribunal de la Seine du 10 mars 1876 établit nettement l'incapacité de la femme séparée de corps de changer de nationalité, sans autorisation de son mari. Nous en citerons seulement les considérants principaux :

Le tribunal.....

Attendu que pendant le mariage, la femme n'a pas capacité pour consentir, sans l'autorisation de son mari, des actes qui seraient de nature à engager son patrimoine ;

Qu'à plus forte raison, elle ne saurait, sans cette autorisation, modifier son état civil ou sa nationalité ;

Il faut en outre, pour entraîner la perte de la qualité de Français, que la naturalisation à l'étranger soit complète. Ainsi, il a été jugé que l'autorisation de résider en Belgi-

Que, sous ce dernier rapport, sa condition est fixée par la loi elle-même qui, dans le cas où elle est étrangère, avant le mariage, lui attribue de plein droit la qualité de Française;

Que la loi en déterminant ainsi la nationalité de la femme aussi bien qu'en la remettant au pouvoir marital pour les actes de la vie civile, a eu principalement en vue de maintenir l'autorité du mari, chef de la famille, en même temps que de l'association conjugale;

Que, dès lors, la nécessité de l'autorisation maritale procède du mariage et qu'elle s'impose à la femme, tant que le mariage n'est pas dissous;

Attendu que la séparation de corps et de biens a pour effet de relâcher le lien conjugal, sans le rompre;

Que, maintenant le mariage, elle maintient le principe de l'autorité maritale, et ne relève la femme de son incapacité que dans la mesure étroite que la loi détermine;

Qu'en ce qui concerne plus spécialement les obligations personnelles que le mariage lui impose, la femme demeure astreinte au devoir de fidélité, dans les mêmes conditions et sous les mêmes sanctions;

Que si le devoir de cohabitation ayant cessé, elle peut se choisir seule un domicile séparé, elle ne saurait exercer ce droit que tout autant qu'il ne porterait aucune atteinte à sa nationalité;

« Que spécialement, elle ne pourrait faire un établissement en pays étranger, sans esprit de retour, en dehors de l'autorisation maritale et répudier ainsi la qualité de Française, suivant l'article 17 du Code civil;

Attendu que de ce qui précède, il résulte que la princesse de Bauffremont n'a pu valablement acquérir, à défaut de l'autorisation de son mari, la nationalité de l'État de Saxe Altembourg et qu'elle était encore Française lors de son mariage contracté par elle le 24 octobre 1875;

• • • • •

Par ces motifs :

Déclare nul et de nul effet le mariage contracté par la princesse Bauffremont, devant l'officier de l'État civil de Berlin, le 24 octobre 1875.....

L'arrêt de la Cour de Paris du 17 juillet 1876, reconnaît le bien fondé de cette théorie.

que, obtenue en vertu de l'article 13, du Code civil, en vigueur en Belgique comme en France, ne peut avoir pour effet de faire perdre la nationalité française. Il en est de même de la *denization* en Angleterre, sorte de naturalisation incomplète, utile surtout avant la loi de 1870, mais qui peut encore être conférée aujourd'hui, et qui attribue à l'étranger la jouissance de certains droits, réservés aux nationaux (1).

Il en est de même à plus forte raison du droit de bourgeoisie concédé à titre honoraire dans une ville appartenant à un État étranger. Ce n'est que dans le cas où le titre conféré assimilerait effectivement le Français aux naturels du pays, qu'on devrait le considérer comme ayant perdu sa nationalité. Mais, bien entendu, nous regarderons comme suffisante pour entraîner la dénationalisation, toute naturalisation demandée et obtenue, sans égard pour les formalités auxquelles le Français a dû se soumettre. Si, par exemple, la loi d'un pays autorise une option analogue à celle de notre article 9, le Français né dans ce pays perdra la qualité de Français en optant pour la sujétion étrangère. En effet, il y a eu, à la fois, acquisition complète d'une nationalité étrangère, et expression de volonté pour l'obtenir.

Nous croyons devoir ajouter une troisième condition pour que la naturalisation d'un Français à l'étranger sorte ses effets en France : il faut encore qu'il n'y ait pas eu de fraude, c'est-à-dire que le Français n'ait pas simplement

1. Cour de cassation, arrêts des 19 janvier 1819 et 29 août 1822.

voulu chercher, dans un changement de statut personnel, une manière d'échapper à la loi française, ou de la violer. Si le *consilium fraudis* est prouvé, les tribunaux français pourront tenir l'expatriation pour non avenue, et se déclarer compétents pour connaître des faits, pour lesquels l'intéressé avait voulu éluder la loi française. Les annales de la jurisprudence fournissent un certain nombre de précédents à l'appui de ce système. C'est ainsi qu'en 1874 une demande en séparation de corps fut formée devant les magistrats de Toulouse par M^{me} de R. contre son mari qui avait acquis la nationalité suisse, dans l'espace de quelques jours, en achetant successivement le droit de bourgeoisie à Hermanthal, et le droit de cité à Schaffouse. Le S^r de R. répondit en présentant un déclinatoire pour cause d'incompétence : il prétendit qu'il devait être actionné à Hermanthal, son nouveau domicile. Le tribunal de Toulouse rejeta le déclinatoire, le 1^{er} juin 1874, en se fondant sur ce que la naturalisation avait été acquise dans une intention frauduleuse. La Cour d'appel confirma cette décision par arrêt du 27 juillet suivant. Le S^r de R. forma un pourvoi à la Cour de cassation qui repoussa définitivement ses prétentions par arrêt du 19 juillet 1875. — Dans une affaire de même nature, le tribunal de la Seine a été amené à rendre le 31 janvier 1877, un jugement qui fait application des mêmes principes (1).

1. Nous croyons devoir citer une partie de ce jugement, dont les considérants expriment avec beaucoup de clarté la pensée des juges :

Cette jurisprudence nous paraît fort acceptable. Nous lui reconnaissons le tort d'autoriser les magistrats à scruter

Le Tribunal,.....

.....
.....
Attendu, en fait, que Vidal a contracté mariage à Paris, le 14 septembre 1854, avec Estelle Vankrenenburg, Hollandaise d'origine, qui est devenue Française par son union avec un Français ;

Qu'un jugement de ce tribunal du 15 mars 1866 a déclaré les époux Vidal séparés de corps et de biens ;

Que le 22 octobre 1873, Vidal et sa femme ont d'un commun accord et par un acte collectif, daté de Paris, sollicité du Conseil d'État de Schaffouse des lettres de naturalisation dans le but d'acquérir l'un et l'autre la nationalité suisse ;

Que le 27 janvier 1874, le grand conseil du canton de Schaffouse a octroyé à Vidal la naturalisation cantonale, et que le 11 mars suivant, un titre de nationalité lui a été délivré, en qualité de bourgeois d'Osterfingen ;

Que d'une attestation émanée de la municipalité d'Osterfingen, à la date du 4 mars 1874, et d'un certificat délivré par la chancellerie du canton de Schaffouse, le 7 novembre 1876, il appert que la dame Vidal est devenue par l'effet des mêmes actes, sujette suisse, conformément à la demande expresse qu'elle en avait faite ; les enfants issus du mariage conservant d'ailleurs la nationalité française ;

Attendu que sa naturalisation à peine obtenue, et dès le 28 février 1874, Vidal a saisi le tribunal supérieur du canton de Schaffouse d'une demande en divorce ; qu'au mois d'août suivant, pareille demande a été formée par la dame Vidal ; et que, le 4 septembre, une sentence définitive a déclaré leur mariage *dissous et complètement séparé*, les frais devant être supportés en commun, et aucune des parties n'ayant à prétendre d'indemnité pour le procès ;

Que le 19 octobre, un certificat de nationalité était délivré par la municipalité d'Osterfingen à la dame Vidal, sous les noms d'Adèle-Estelle, née Vankrenenburg, divorcée judiciairement, ledit certificat, par une mention formelle, ne devant servir que pour faciliter son séjour à l'étranger et non pour le mariage, pour la validité duquel devaient être observées les conditions prescrites dans le canton ;

les intentions des parties et à statuer d'après des présomptions dont la valeur est souvent douteuse, mais il fallait

Qu'un mois plus tard, le 19 novembre, une nouvelle sentence du tribunal cantonal autorisait la dame Vidal, épouse divorcée, à contracter une seconde union à partir du 4 décembre ;

Qu'enfin le 23 janvier 1875 la dame Vidal a contracté mariage avec Louis Geoffroy devant l'officier de l'état civil du 1^{er} arrondissement de Paris comme épouse divorcée de Guillaume Vidal, autorisée à se remarier depuis le 4 décembre, en vertu des décisions sus-énoncées ;

Attendu que de ce qui précède et en même temps des autres documents de la cause, il résulte que les époux Vidal ont sollicité la nationalité suisse et poursuivi un divorce, par suite d'une action concertée entre eux, dans le but de faire fraude au principe de la loi française, qui concerne l'indissolubilité du lien conjugal ;

Que ni l'un ni l'autre, ils n'ont acquis la nationalité suisse en vue d'exercer désormais tous les droits qu'elle confère, et sous la charge d'accomplir les obligations qu'elle impose ;

Que Vidal n'a pas quitté la France et qu'il a continué de résider à Paris, où il habite encore ;

Que pareillement, la dame Vidal ne s'est soumise à une loi étrangère que pour échapper par le divorce aux liens de son premier mariage, et pour en contracter aussitôt un second par lequel elle a recouvré la qualité qu'elle venait d'abdiquer ;

Attendu, en droit, que le second mariage contracté avant la dissolution du premier est frappé par la loi française d'une nullité absolue ;

Attendu que les défendeurs opposent vainement soit à Vidal, soit au ministère public, l'acte de naturalisation qui a soumis les époux Vidal à l'empire de la loi suisse, et la sentence de divorce qui est intervenue entre eux conformément à cette loi ;

Qu'ils ne sont pas fondés à soutenir contre Vidal qu'étant devenu volontairement sujet suisse, et ayant perdu régulièrement son droit marital, il est sans intérêt et sans qualité pour agir ;

Qu'ils ne sont pas fondés davantage à soutenir, tant contre Vidal que contre le ministère public, que l'acte de naturalisation et la sentence de divorce, émanés d'autorités étrangères, indépendantes et souveraines, ne peuvent être infirmés par les tribunaux français ;

nécessairement parer aux dangers de naturalisation frauduleuse, et arrêter le scandale causé par la présence en France

Attendu, en effet, que la naturalisation d'un Français à l'étranger a pour résultat non-seulement de lui faire acquérir une nationalité étrangère, mais en même temps de lui faire perdre la qualité de Français ;

Que sous ce dernier rapport, elle ne peut porter préjudice à aucun droit antérieurement acquis à des tiers, sous la sauvegarde de la loi française ;

Qu'en outre, elle doit constituer de la part du Français qui l'obtient l'exercice d'un droit légitime, et non l'abus d'une faculté que cesserait par cela même de couvrir la protection légale ;

Que si, comme dans l'espèce, la naturalisation a été poursuivie exclusivement en vue de faire fraude à la loi française, et d'en éluder certaines prohibitions fondamentales, elle ne saurait être invoquée à l'encontre des intérêts d'ordre public et d'ordre privé que cette même loi a pour but de protéger ;

Attendu que le devoir des tribunaux français, ainsi envisagé, ne porte aucune atteinte au principe de l'indépendance respective des souverainetés ;

Que leurs décisions n'invalident pas l'acte émané de la puissance étrangère, qui en lui-même échappe à tout contrôle ;

Qu'elles se bornent à lui refuser effet au regard des personnes qu'il ne peut lier et pour lesquelles il est non avenu, ou à l'encontre de la loi nationale, dont elles doivent maintenir l'autorité :

Attendu que les défendeurs ne pouvant dès lors se prévaloir de l'acte de naturalisation qu'ils invoquent, ne peuvent non plus exciper de la sentence de divorce, qui en a été la conséquence ;

Qu'il importe peu que Vidal ait prêté volontairement son concours à ces actes du moment où il n'a agi que dans une pensée de fraude, qu'il n'appartient pas au complice de cette même fraude, de les lui opposer comme s'ils étaient intervenus dans des conditions régulières ;

Qu'en tous cas, fussent-ils opposables à Vidal, ils ne le seraient pas au ministère public, dont le droit demeurerait toujours entier ;

Attendu, par conséquent, que le premier mariage de la dame Vidal n'était pas *légalement* dissous, au regard de la loi française, lorsqu'elle a contracté le second, qui se trouve ainsi entaché d'une nullité radicale ;

Que les défendeurs invoquent inutilement la bonne foi qui aurait présidé

d'un homme à qui une vaine formalité a suffi pour changer son statut personnel et violer les lois de son pays. Il ne serait possible d'éviter l'application de cette jurisprudence qu'en modifiant nos lois et en décidant qu'à l'avenir la naturalisation obtenue à l'étranger ne pourrait être invoquée par l'ex-Français pour échapper à la loi française, qu'après un certain nombre d'années d'absence. C'est le système de M. Bluntschli et celui qui a été appliqué dans les traités de naturalisation conclus par les États-Unis d'Amérique. Le délai de cinq ans qui est celui du traité Bancroft, est suffisant, en effet, pour établir une présomption *juris et de jure* que l'expatriation a été effectuée *bona fide*. Resterait à savoir si pratiquement le système est préférable à celui de nos tribunaux.

Si toutes les conditions exigées par la loi et par la jurisprudence ont été remplies, le Français naturalisé en Allemagne ou en Suisse a évidemment perdu sa nationalité d'origine. Mais il est peut-être père de famille ; quelle sera la condition de sa femme et de ses enfants mineurs ? La

à leur union, laquelle aurait été célébrée sous l'empire d'une erreur de droit partagée par l'officier de l'état civil lui-même ;

Que cette excuse est repoussée par tous les faits de la cause, tels qu'ils ont été ci-dessus déduits ;

.....

Par ces motifs :

Déclare nul et de nul effet le mariage contracté par la dame Vidal avec le sieur Geoffroy devant l'officier d'état civil du 1^{er} arrondissement de Paris, le 23 janvier 1875 ;

.....

femme restera Française à moins qu'elle ne se soit fait naturaliser en même temps que son mari, et dûment autorisée par lui. En ce qui concerne les enfants mineurs, nous avons déjà dit que, dans le système français, le mineur ne change pas de nationalité parce qu'il plait à son père de se faire naturaliser citoyen d'un État étranger. L'enfant mineur d'un étranger naturalisé français est investi à sa majorité du droit d'option qui sauvegarde tous les intérêts. Il faudrait que la loi française accordât un droit analogue à l'enfant mineur du Français naturalisé étranger, pour qu'il pût se soustraire à l'allégeance française à sa vingt et unième année. C'est une lacune que la jurisprudence pourrait combler. Appliqué comme il l'est aujourd'hui, notre système est souvent trop rigoureux. Supposons, en effet, un Français qui émigre avec des enfants en bas âge, ou qui a des enfants nés à l'étranger, quand il était encore Français, et qui se fait naturaliser étranger. Quand ses enfants arrivent à l'âge du service militaire, ils sont appelés à servir une patrie qu'ils ne connaissent pas, une patrie légale pour laquelle il est douteux qu'ils aient de l'attachement. Cet inconvénient pourrait facilement être évité en permettant au fils du Français devenu étranger d'opter pour la nationalité étrangère. Pour cela, il faudrait pendant l'année d'option ne pas l'appeler pour le service militaire. L'appel serait retardé d'un an, comme il l'est pour le fils d'un étranger né en France, se trouvant dans le cas de l'article 9.

Le Code italien décide que les enfants mineurs qui accompagnent leur père dans son émigration prennent la même

nationalité que lui : il leur est seulement loisible de recouvrer la nationalité italienne à leur majorité, par une simple déclaration. Les enfants abandonnés par leur père restent de plein droit Italiens ; ce qui est de toute justice. — La loi fédérale suisse du 3 juillet 1876, après avoir indiqué comment on peut se libérer de la nationalité suisse ajoute :
« La libération s'étend à la femme et aux enfants mineurs,
« lorsqu'ils vivent en un même ménage et qu'il n'est pas
« fait d'exceptions formelles à leur égard. » Ils ont après leur majorité un délai pour redevenir suisses.

Le système français largement appliqué comme nous le demandons aurait les mêmes avantages que la doctrine italienne et suisse : il aurait de plus le grand avantage d'éviter les changements successifs de nationalité qui peuvent être fort préjudiciables, en cas de décès, pour le règlement des successions.

Notre théorie a donné lieu et donne lieu encore journellement à des conflits avec un assez grand nombre de pays qui considèrent comme leurs nationaux les enfants mineurs d'un individu qui est admis au rang de citoyen. A Genève, par exemple, l'opinion publique a été à plusieurs reprises, très-vivement excitée contre le gouvernement français à l'occasion de l'appel sous nos drapeaux des enfants mineurs nés à Genève de Français naturalisés Suisses. Un projet de convention pour la communication réciproque entre la France et la Suisse des actes de l'état civil concernant les nationaux des deux pays respectifs a été repoussé par l'assemblée fédérale par suite de l'opposition

violente des représentants de Genève et de Neuchâtel qui ne voulaient point qu'on communiquât à la France les actes de naissance des enfants nés à Genève de pères français, naturalisés postérieurement, pour ne pas attirer sur eux l'attention du ministère français de la guerre.

Le moyen le plus simple de mettre fin à ce conflit, serait précisément, comme nous l'avons vu plus haut, de consentir à n'appeler les jeunes gens se trouvant dans ces conditions qu'après leur vingt et unième année ; et de reconnaître l'option, qu'ils auraient le temps de faire pour la nationalité suisse. Les intérêts des deux pays seraient sauvegardés, sans que leur dignité en souffrit ; et sans qu'il fût nécessaire de recourir à un changement de notre législation.

§ 8. — *Revue des principales législations étrangères en matière de naturalisation.*

Il ne sera pas sans intérêt de parcourir rapidement un certain nombre de pays étrangers en exposant les règles qui y sont en vigueur pour la concession du droit de cité. On verra que la théorie dominante, celle qui paraît appelée à prévaloir partout dans un avenir assez prochain est précisément la théorie française, d'après laquelle la naturalisation est octroyée par mesure en quelque sorte gracieuse du pouvoir exécutif. Comme condition préalable, on exige en général un séjour plus ou moins prolongé, seul moyen de constater une intention sérieuse et arrêtée de la part de

l'étranger : la durée en est cependant abrégée dans beaucoup de législations en faveur des individus pouvant rendre des services à l'État, dont ils demandent à faire partie. Il serait, croyons-nous, plus juste de toujours exiger un stage assez long pour pouvoir être considéré comme un temps d'épreuve, un minimum d'un an par exemple, comme le décide notre loi de 1867.

Malgré cette tendance à l'unité dans le système, sinon dans les détails pratiques, il reste des pays ayant conservé des règles spéciales, soit qu'ils confèrent la nationalité de plein droit à l'étranger après un certain temps de résidence, soit qu'ils exigent l'intervention du pouvoir législatif. On reconnaîtra que le nombre en est peu important eu égard à celui des peuples, chez lesquels une législation voisine de la nôtre est en vigueur.

Angleterre. — L'acte du 12 mai 1870 a, comme on sait, introduit en Angleterre de larges innovations en ce qui concerne la nationalité. Il permet à l'étranger, domicilié pendant cinq ans dans les Iles Britanniques (cela sur un espace de huit ans), ou employé pendant le même temps au service de l'Angleterre à l'étranger, de demander la naturalisation. Le secrétaire d'État est compétent sans appel pour statuer sur la requête. S'il répond favorablement, il ne reste plus que la formalité du serment d'allégeance pour assimiler l'étranger à un Anglais de naissance.

Cette législation ne pourrait donner lieu à des conflits avec la France que pour les mineurs, lesquels, d'après

l'article 10 de l'acte de 1870, suivent la nationalité de leur père, toutes les fois qu'ils résident avec lui pendant leur minorité sur le territoire Britannique.

La réforme de 1870 n'empêche pas la *denization*, sorte de demi-naturalisation d'être concédée encore aux étrangers qui en ont besoin pour obtenir la jouissance de certains droits civils.

Belgique. — Dans le royaume de Belgique, il existe deux sortes de naturalisation : la petite naturalisation qui attribue les droits civils, et la grande naturalisation qui seule assimile réellement celui qui l'a obtenue aux citoyens de naissance, en lui octroyant les droits d'électorat et d'éligibilité. La première est accordée après cinq ans de résidence, la seconde seulement pour services exceptionnels. L'une et l'autre, d'après la loi du 22 septembre 1835, sont des mesures législatives, prises par les Chambres sous forme de loi. Elles sont personnelles, sauf un droit pour le fils mineur de réclamer la nationalité belge à sa majorité.

On s'est demandé si les enfants des étrangers ayant obtenu la petite naturalisation, nés postérieurement, ont de plein droit à leur majorité la faculté de voter et de siéger au Parlement. M. Laurent voudrait la leur refuser et ce serait rigoureusement logique ; mais dans la pratique, il se perpétuerait une classe de citoyens incomplets, de *cives sine suffragio*, qui serait peu en harmonie avec les idées égalitaires qui ont cours de notre temps. Ce serait, en outre, une source de difficultés et de réclamations innombrables.

La jurisprudence a cru devoir adopter l'opinion contraire, qui a été sanctionnée, du reste, par l'arrêt de la Cour de cassation de Bruxelles du 29 juillet 1864.

A peine est-il besoin d'ajouter qu'il suffit de la petite naturalisation pour dépouiller de la nationalité française le Français qui l'a obtenue.

La loi permet encore d'accorder la grande naturalisation aux enfants majeurs des personnes qui l'ont obtenue, ainsi qu'aux étrangers nés en Belgique qui ont omis d'invoquer l'article 9 du Code civil et aux ex-Belges qui ont perdu leur nationalité en prenant du service militaire à l'étranger, avant l'année 1865.

Russie. — La naturalisation est réglée en Russie par l'ukase du 6 mars 1862 à peu près comme en France, en ce sens qu'il faut d'abord être admis à établir son domicile dans l'Empire. Pour cela on s'adresse au Gouvernement provincial. Cinq ans plus tard seulement une demande de naturalisation peut être adressée au ministre de l'Intérieur qui accorde ou refuse la naturalisation après enquête. Le délai peut être réduit dans certains cas. Il faut en outre prêter serment de fidélité.

Les enfants mineurs ne deviennent pas Russes par la naturalisation de leur père. L'article 12 de la loi leur permet de réclamer la qualité de Russes dans l'année qui suit leur majorité ; mais à condition qu'ils soient nés ou aient été élevés en Russie.

Autriche. — La naturalisation s'acquiert par l'exercice de certaines fonctions publiques, et lorsqu'après avoir séjourné pendant dix ans dans l'Empire, exerçant une industrie et sans avoir commis aucun délit, on est admis par les autorités supérieures administratives à prêter serment de fidélité. Il peut aussi être conféré des lettres de naturalisation, dans certains cas extraordinaires, après enquête.

Suède. — Il faut trois ans de résidence, après quoi on peut demander la naturalisation, qui n'est accordée que sur enquête favorable, et après que le pétitionnaire a pu attester qu'il a renoncé à sa nationalité d'origine, ou, si l'allégeance est perpétuelle, qu'il renonce à l'invoquer jamais entre la Suède. A l'égard d'un Français, aucune formalité de ce genre ne serait probablement demandée. En tout cas, elle serait tout-à-fait sans objet, puisque, par là même que le Gouvernement suédois accorde le droit de cité à un Français, celui-ci cesse d'être Français.

Portugal. — Pour être naturalisé en Portugal, il faut adresser une demande aux autorités locales, en prouvant qu'on réside dans le pays depuis un an et qu'on est en état de gagner sa vie. Le gouvernement est libre d'accepter ou de rejeter la requête.

Espagne. — La constitution d'Espagne de 1869 reconnaît comme citoyens les étrangers qui ont obtenu le droit de bourgeoisie dans une commune du royaume et ceux qui ont obtenu des lettres de naturalisation.

Il y a plusieurs classes de naturalisation. La naturalisation complète et donnant droit à l'éligibilité est conférée par les Cortès, sous forme de loi.

Mais, il y a cela de remarquable que le gouvernement espagnol ne croit pas devoir soutenir diplomatiquement contre leur pays d'origine, les étrangers naturalisés qui n'ont pas obtenu la permission de leurs gouvernements. La France, croyons-nous, ne pourrait pas invoquer cette règle à l'égard d'un Français, naturalisé en Espagne sans avoir été autorisé par le garde des sceaux, puisqu'il est admis que cette autorisation n'a d'autre but que de soustraire celui à qui elle est donnée aux déchéances du décret de 1811, et ne peut toucher en aucune manière à la validité même de la naturalisation à l'étranger.

Suisse. — Dans la confédération Suisse, la naturalisation était, jusqu'à la loi du 3 juillet 1876, une affaire purement cantonale. L'étranger devait d'abord obtenir le droit de bourgeoisie dans une commune, suivant les règles établies par la municipalité, puis solliciter le droit de cité dans un canton, suivant les prescriptions de la législation cantonale. Quand il était ainsi bourgeois et citoyen dans un canton, le gouvernement fédéral lui devait aide et protection, sans qu'il eût été fait aucune démarche particulière ; certaines villes de Suisse avaient mis le droit de bourgeoisie aux enchères, et certains gouvernements cantonaux ouvraient avec une facilité inouïe les portes de la cité. Un étranger pouvait en huit jours devenir citoyen Suisse à

Schaffhouse. On a vu plus haut que des Français avaient souvent eu recours à la naturalisation en Suisse pour divorcer. Le même subterfuge a été employé, mais sans succès, par des jeunes gens de Francfort, qui pensaient pouvoir après 1866 échapper à la conscription prussienne. La confédération comprit qu'il était de sa dignité d'empêcher de pareils faits de se renouveler : c'est à cet effet que fut votée par l'Assemblée fédérale la loi du 3 juillet 1876.

La naturalisation demeure, comme par le passé, une affaire cantonale ; seulement les étrangers doivent s'adresser en premier lieu au gouvernement central pour solliciter l'autorisation de demander la naturalisation dans un des États confédérés. Cette permission, d'après l'article 2 de la loi précitée, n'est accordée qu'aux étrangers.

1° « Qui ont leur domicile en Suisse depuis deux ans ;

2° « Dont les rapports avec l'État auquel ils ressortissent sont tels qu'il est à prévoir que leur admission à la nationalité suisse n'entraînera pour la confédération aucun préjudice. »

La première condition se passe de commentaire : la seconde, dont nous avons fait ressortir précédemment les avantages, met aux mains des autorités fédérales un pouvoir important dont l'application, si elle est sagement faite, pourra rendre de véritables services à la confédération, en évitant nombre de conflits ; l'article 3 montre clairement que telle a été la pensée du législateur. « La naturalisation s'étend à la femme de l'étranger et à ses enfants mineurs, s'il n'est pas fait pour ceux-ci une exception

« formelle en vue de l'article 2, chiffre 2 ». Il est à espérer que dorénavant on n'accordera plus la naturalisation à des fils mineurs de Français, ce qui a donné lieu à de trop fréquentes difficultés, à Genève principalement. Il semble même que ce cas ait été visé spécialement par la loi.

L'article suivant, porte que, pour être citoyen suisse, il faut avoir obtenu les deux naturalisations cantonale et communale, précédées de l'autorisation du conseil fédéral. Défense est faite aux autorités cantonales de donner sans l'autorisation, les droits de bourgeoisie ou de cité. Enfin l'article 5 déclare que la Suisse ne protégera jamais un étranger naturalisé Suisse contre son ancienne patrie, s'il y a conservé la qualité de sujet. Rien n'est plus juste que cette dernière disposition, dans laquelle nous trouvons un nouvel argument pour les fils de Français naturalisés à Genève, que la France appelle sous les drapeaux.

Allemagne. — En Allemagne, d'après la loi du 1^{er} juin 1870, exécutoire aujourd'hui dans tout l'Empire, il y a deux sortes de naturalisation : l'*aufnahme*, ou acceptation dans un État de l'Empire des citoyens d'un autre État, puis la *naturalisation* proprement dite, qui donne la qualité de sujet (*staatsangehörigkeit*) aux étrangers.

Aucune condition de séjour n'est exigée de l'étranger : il doit seulement établir : 1° qu'il est capable suivant les lois de son pays d'origine, ou qu'il est dûment autorisé par son père ou son tuteur ; 2° qu'il mène une vie honorable ; 3° qu'il est domicilié en Allemagne, soit qu'il y ait un

domicile propre, soit qu'il demeure chez des personnes qui y sont domiciliées; 4° qu'il peut subvenir à ses besoins.

L'acceptation (*aufnahme*) ne diffère de la naturalisation, qu'en ce que la première est un droit, que chacun peut réclamer, tandis que la seconde est une faveur que l'autorité administrative supérieure est compétente pour accorder ou refuser, sans laisser aucun recours au pétitionnaire.

La femme et les enfants mineurs de l'étranger suivent sa condition, à moins de réserves formelles.

En Allemagne comme dans l'Empire Austro-Hongrois, l'exercice de fonctions publiques entraîne de plein droit la concession du droit de cité. Par cela même, un Français qui entrerait au service d'un des deux Empires perdrait la qualité de Français, quand même il aurait été autorisé par le gouvernement français. Aucune autorisation, en effet, ne pourrait permettre à un Français de se faire naturaliser à l'étranger sans être *ipso facto* dénationalisé.

Italie. — Le nouveau Code Italien n'institue aucune nécessité de séjour dans le royaume pour obtenir la naturalisation. Un majeur, domicilié sur le territoire italien, peut solliciter la naturalisation : elle sera accordée, s'il y a lieu, par décret royal. La femme et les enfants mineurs du naturalisé, s'ils résident avec lui, deviennent Italiens en même temps ; mais à leur majorité, les enfants ont un droit d'option pour recouvrer leur nationalité d'origine. Le traité d'établissement Italo-Suisse du 22 juillet 1868 contient même à leur sujet une clause fort intéressante (art. 4) : « Lorsqu'un

« fils de parents suisses établis dans le Royaume d'Italie
« y a acquis la naturalisation, en vertu des lois italiennes,
« il y est aussi astreint aux obligations militaires si, dans
« l'année qui suivra l'époque de sa majorité, il n'aura
« (*sic*) pas opté devant l'autorité compétente pour la natu-
« ralisation suisse, et, dans tous les cas, il ne sera pas
« appelé au service avant que l'âge de la majorité ne (*sic*)
« soit légalement atteint. » Cette disposition est le complé-
ment naturel de la règle que les enfants suivent la nationalité
de leur père, sauf le droit d'option. Il serait bon de l'adop-
ter toutes les fois que la nationalité d'un jeune homme est
contestée.

Ajoutons que l'Italie regarde aussi comme Italiens, les
enfants étrangers de parents domiciliés depuis dix ans dans le
royaume. C'est une disposition du même genre que celle de
notre loi du 12 février 1851, renouvelée le 16 décembre
1874, mais qui nous paraît plus critiquable encore.

Grèce. — Il faut distinguer, d'après le Code civil de 1857,
si l'étranger est ou non de race hellénique. Dans le premier
cas, il suffit d'un séjour de deux ans, dans le second il faut
être resté trois ans sur le territoire du Royaume pour qu'on
puisse former une demande en naturalisation. On est admis
au rang de citoyen après enquête sur la moralité, faite par
les autorités administratives, puis on prête serment devant
le nomarque.

Malgré cela, la naturalisation grecque a été souvent donnée
par faveur spéciale à des Grecs de l'Empire ottoman, qui

n'avaient jamais résidé dans le royaume. En 1875, il se fit un arrangement d'après lequel la Sublime-Porte reconnut la qualité des sujets hellènes à ceux seulement qui avaient été naturalisés avant l'année 1858 (1).

Pays-Bas. — La loi du 28 juillet 1850 dispose (art. 5) que la naturalisation est accordée par une loi, et seulement aux étrangers qui en font la demande après avoir atteint leur vingt et unième année, et avoir été domiciliés pendant six ans sur le territoire néerlandais. La qualité de citoyen n'est acquise à l'intéressé que du jour où il a fait enregistrer à la mairie de sa commune les lettres de naturalisation qui lui ont été délivrées, en exécution de la loi rendue à cet effet, et déclaré en même temps son intention d'accepter l'allégeance néerlandaise.

Dans certains cas pour récompenser des services exceptionnels, on n'exige pas les six ans de domicile.

Norvège et Danemark. — Sous ce titre, nous indiquons sommairement les règles admises en matière de nationalité dans ces deux royaumes scandinaves, qui, tandis que la Suède adoptait une législation voisine de la nôtre et de celle qui régit la plupart des pays de l'Europe, ont conservé leurs anciennes institutions, et leurs coutumes particulières (2).

L'ancien système danois-norvégien consiste à regarder

1. *Journal des Débats* du 12 septembre 1875.

2. Voir *Statsforfatningen* de M. Aschehoug. — *Anden Afdeling*.

tous les habitants comme sujets. Par cela même qu'un étranger établit son domicile dans l'un des deux royaumes, il est soumis aux lois locales, il jouit des droits de sujet. Le serment d'allégeance exigé pendant quelque temps des étrangers dans le cours du xviii^e siècle, ne tarda pas à tomber en désuétude. A côté de la qualité de sujet (*undersaatrett*), il y a l'indigénat (*indfødsret*) qui donne le droit de remplir des fonctions publiques, et qui appartient à ceux qui sont nés de parents indigènes, ou à qui ce droit a été légalement conféré.

Quoique séparés en 1814, la Norvège et le Danemark ont conservé une législation analogue sur le point qui nous intéresse. En Norvège, l'étranger devient sujet par cela seul qu'il est prouvé qu'il a son domicile en Norvège, qu'il a fait de ce pays sa seconde patrie (circulaire du ministère de la justice, du 24 octobre 1855 et du 3 novembre 1871). Aucun délai général n'est fixé par la loi, après lequel il y aura présomption que la nationalité est acquise.

Au bout de deux ans, l'étranger a le droit d'être secouru dans le district de secours où il demeure. On ne demandera donc plus son rapatriement, s'il tombe dans l'indigence.

Après trois ans de séjour, il ne peut plus être expulsé s'il a commis un crime : devra-t-il être livré en vertu d'un traité d'extradition ? Le pouvoir local appréciera suivant les circonstances de la cause et les traités.

Après cinq ans, il devient électeur s'il prête serment à la constitution, et remplit d'autre part les conditions requises.

Enfin, au bout de dix ans, il est admis aux fonctions publiques, comme un indigène, et a véritablement acquis l'indigénat. Une loi du *Storthing* aurait pu le naturaliser antérieurement, mais par ces dix ans de résidence il arrive exactement au même résultat.

On comprend qu'avec cette naturalisation en quelque sorte successive, l'étranger soit soumis au service militaire, quand il est domicilié, puisqu'il est dès lors sujet. Cependant jamais on ne l'obligera à porter les armes contre sa patrie d'origine.

En Danemark comme en Norvège c'est l'*animus commorandi* qui confère la qualité de sujet. Seulement ce n'est qu'après cinq ans qu'on ne peut plus être expulsé et qu'on a droit aux secours publics. Les simples domiciliés en Danemark peuvent donc, en qualité de sujets, demander l'application des lois locales, obtenir des lettres de bourgeoisie dans les villes, ce qui leur donne le droit de faire le commerce, et exercer les droits d'électeurs municipaux. — Inversement, ils sont soumis aux lois locales quant au statut personnel et aux obligations militaires.

On comprend que la pratique de l'extradition pénètre difficilement dans les mœurs d'un pays ayant des lois de cette nature. En principe, le Danemark devrait refuser de livrer le criminel domicilié sur son territoire. En fait, il accorde l'extradition quand le malfaiteur y est réfugié depuis moins de deux ans.

Les fonctions publiques, les droits d'électorat et d'éligibilité politique, de jouir des bourses universitaires et

secours donnés aux étudiants, etc..., appartiennent exclusivement aux indigènes. Pour obtenir le droit d'indigénat, un étranger doit, en vertu de l'article 54 de la constitution du 5 juin 1849, avoir été l'objet d'une loi spéciale, votée par les deux Chambres du Rigsdag.

Si nous supposons un Français domicilié en Danemark ou en Norvège, il est manifeste que le moment où il acquerra la nationalité locale sera celui-là même où il sera dépouillé de la qualité de Français par perte de l'esprit de retour. *L'animus commorandi* nécessaire pour devenir sujet du roi de Norvège ou de Danemark est précisément le contraire de l'esprit de retour, exigé par le Code civil pour conserver à l'étranger la qualité de Français. La jurisprudence dano-norvégienne est d'accord avec la nôtre sur la plupart des points : le mariage dans le pays, l'achat d'immeubles, le fait de vendre ses propriétés dans son pays d'origine, d'amener sa famille avec soi sont considérés comme les manifestations les plus naturelles de l'*animus commorandi*. On pourra aussi consulter l'individu lui-même : son témoignage confirmera ou infirmera la présomption, mais sans jamais suffire à lui seul, autrement on ferait l'intéressé juge de sa nationalité. Mais, en cas d'établissement de commerce, les jurisprudences sont contradictoires ; le Français qui a une maison de commerce à Christiania ou à Elseneur y sera tenu pour Norvégien ou Danois, tandis qu'en France on le considère comme ayant conservé la qualité de Français, du moins si l'établissement de commerce seul paraît le retenir hors de France. De là un conflit possible. Toutefois une

lettre de la chancellerie danoise du 11 novembre 1817 dit que la naturalisation n'est pas opposable aux pays étrangers ; ce qui est logique puisque le Danemark ne demande pas de certificat de *désallégeance*. Il est donc probable que le Danemark ne soulèverait pas de conflit. Nous ne savons s'il en serait de même en Norvège.

Turquie. — Les capitulations ont fait aux étrangers dans les échelles du Levant une situation tout-à-fait particulière, qui oblige à étudier avec soin la législation ottomane sur notre matière. Jusqu'en 1869, le mode ordinaire d'acquérir la nationalité ottomane était d'embrasser la religion de Mahomet ; on sait qu'un assez grand nombre de hauts fonctionnaires turcs ont été de tout temps recrutés parmi les renégats. Une loi du 19 janvier 1869 est venue régler ces questions de nationalité dans l'Empire ottoman d'une manière conforme aux usages de l'Europe moderne, en se rapprochant sur beaucoup de points des règles françaises.

Lorsque cette loi fut rendue, une Conférence européenne était réunie à Paris pour rétablir l'entente entre la Grèce et la Turquie. Des objections furent faites par diverses puissances. La Sublime-Porte s'efforça d'y répondre dans un mémorandum communiqué aux cabinets européens, et ayant pour objet de montrer comment elle avait été amenée à promulguer la loi nouvelle. La situation privilégiée faite en Turquie aux étrangers par les capitulations, excitait la jalousie des sujets du Sultan, ceux-ci sollicitaient et obtenaient en grand nombre sous divers prétextes, la protection

des ambassades étrangères, de sorte « qu'il s'était formé
« en Turquie un corps de protégés étrangers dont nom-
« bre dépassait celui des sujets étrangers eux-mêmes.
« C'étaient tous des sujets ottomans qui, tout en ayant leur
« domicile permanent dans l'Empire se soustrayaient à
« leur autorité législative (1). » Pour remédier à ce danger
permanent, la Sublime-Porte avait élaboré en 1863 un règle-
ment, qui diminua de beaucoup le nombre des protégés et
détermina à quelles conditions les consulats ou ambassades
pourraient admettre des naturels à jouir de leur protection.
Il paraît qu'alors commença l'abus des naturalisations de
sujets ottomans qui, ne pouvant plus obtenir la protection,
se mirent à demander à être admis au rang de citoyens des
puissances chrétiennes représentées à Constantinople. La
Grèce surtout qui compte dans l'Empire un nombre consi-
dérable de partisans de même sang et de même langue,
la Grèce accorda un nombre considérable de patentes de
naturalisation à des sujets turcs de race Hellénique qui
n'avaient jamais quitté leur pays. Pour obvier à ce nouvel
abus, la Sublime-Porte promulga la loi du 19 janvier 1869,
qui dispose dans son article 5 « qu'aucun sujet ottoman ne
« pourra se faire naturaliser étranger qu'après avoir obtenu un
« acte d'autorisation délivré en vertu d'un iradé impérial ». En même temps, la question de la naturalisation avait été
réglée dans son ensemble.

Le comité du contentieux près le ministère des affaires

1. Voir le *Livre jaune*, publié en novembre 1869.

étrangères français fut réuni pour examiner la loi et rechercher si elle ne contenait rien de contraire aux règles posées par les capitulations. Le résultat de cet examen fut consigné dans un avis de mai 1869 qui déclarait
« que la loi du 19 janvier 1869 n'a rien de contraire au
« droit international en général et qu'elle ne porte aucune
« atteinte aux droits et aux privilèges reconnus par les ca-
« pitulations et consacrés par les usages. »

Le conflit avec la Grèce au nom des Ottomans devenus Hellènes, ne se termina qu'en 1875 (1). Quant à la loi turque, elle resta en vigueur et la France, qui l'avait fait examiner d'une manière presque désintéressée, se trouve maintenant en présence d'un acte dont certaines parties peuvent être invoquées contre elle.

En effet, si l'article 5 n'a pas d'intérêt pour la France, qui n'accorde jamais la naturalisation qu'avec des garanties de résidence sur son territoire, il n'en est pas de même de l'article 3, relatif aux étrangers désirant se faire naturaliser en Turquie. « Tout étranger, dit la loi turque, qui a résidé
« durant cinq années consécutives dans l'Empire ottoman
« peut obtenir la nationalité ottomane en adressant sa de-
« mande directement ou par intermédiaire au ministère
« des affaires étrangères. »

Tant que les Français demeurant dans le Levant étaient exemptés de fait du service militaire, leur nationalité ne leur offrait que des avantages. Aussi beaucoup

1. Voir ci-dessus, page 173.

de familles ont-elles vécu plusieurs siècles en Orient sous la protection des consuls français. Depuis 1873, l'appel sous les drapeaux des Français qui résident à l'étranger est devenu une réalité : une charge nouvelle pèse depuis lors sur nos compatriotes du Levant. Quelques-uns d'entre eux pourraient penser à se réclamer de la nouvelle loi pour devenir sujets ottomans et par suite échapper à leurs obligations militaires.

En pays de chrétienté, nous ne pourrions rien contre cette sorte de désertion, l'expatriation étant absolument libre en droit, et le Français qui est à l'étranger ne pouvant, en général, être contraint par la force à obéir à nos lois. Mais, par exception, ceux de nos compatriotes qui sont établis dans les échelles du Levant sont en quelque sorte *exterritorialisés* par les capitulations. Ils sont soumis à la loi française non pas seulement en théorie, mais encore en fait, puisque le consul peut les faire arrêter par ses *cawas* et les embarquer de force, s'il y a lieu de les faire juger en France. La conséquence de cela, c'est qu'il serait aussi choquant de voir un Français inscrit au consulat et membre de la nation française dans une ville de Turquie échapper au pouvoir du consul en produisant des lettres de naturalisation obtenues de l'autorité turque, que de voir un Français demeurant en France exhiber tout-à-coup des certificats d'une nationalité étrangère qui lui aurait été conférée sans qu'il cessât de résider sur notre territoire. Une pareille naturalisation serait certainement tenue pour non avenue devant nos tribunaux, comme étant entachée de

fraude. — Du reste, l'ordonnance du mois de mars 1781 qui permet aux consuls de renvoyer en France tout national qui chercherait une autre protection que la sienne, ne semble-t-elle pas avoir expressément prévu notre cas ? Nous pensons donc que la naturalisation en pays turc n'est pas libre pour un Français, du moins pour un Français inscrit au consulat et protégé par les représentants de son pays. Une autorisation spéciale du gouvernement français semble, en pareil cas, être indispensable.

Amérique du Nord. — Les États-Unis d'Amérique ont eu avec l'Angleterre de longs conflits au sujet de la nationalité. Il y a été fait allusion plus haut, et il est inutile d'y revenir puisque la France n'y est pas intéressée directement. Ce n'est qu'en 1870 qu'un *modus vivendi* définitif a été établi à ce sujet entre les gouvernements de Londres et de Washington.

En général, les étrangers qui désirent se faire naturaliser citoyens des États-Unis d'Amérique doivent justifier d'un séjour de cinq ans sur le territoire de l'un des États confédérés. Deux ans avant leur admission, ils doivent faire, devant l'autorité judiciaire, la déclaration qu'ils ont l'intention de devenir citoyens américains et qu'ils renoncent à leur nationalité antérieure. Le serment à la constitution est la dernière formalité qui assimile l'étranger au national.

Les trois premières années de séjour sont comptées même quand l'étranger était alors mineur de vingt-un ans. Il peut, deux ans après sa majorité, quand il a séjourné au-

paravant trois ans dans le pays (ce qui fait cinq ans en tout) faire la déclaration exigée et être naturalisé en même temps.

Deux ans de séjour suffisent quand il s'agit d'un étranger ayant servi dans l'armée des États-Unis.

Nous ne croyons pas devoir mentionner ici les nombreuses mesures prises pour naturaliser les Indiens, dont un grand nombre sont dans la même situation vis-à-vis du gouvernement de l'Union que les indigènes musulmans de l'Algérie vis-à-vis de la France.

Amérique latine. — Les républiques hispano-américaines ont, dès l'origine, adopté, en matière de naturalisation des étrangers, des règles qui rappelaient certaines dispositions de nos constitutions révolutionnaires. On se rappelle qu'il fut un temps où parce qu'un étranger avait élevé un enfant ou nourri un vieillard sur le sol français, on le déclarait *ipso facto* investi du droit de cité. Cette naturalisation involontaire, concédée sans avoir été sollicitée, est abandonnée aujourd'hui dans l'Europe entière comme contraire aux principes fondamentaux du droit des gens. En Amérique, elle trouve encore des partisans, et en 1874, le ministre des affaires étrangères de la République argentine dans un rapport au congrès émit le vœu que les étrangers ayant résidé pendant cinq ans sur le territoire de la Plata, ou ayant servi dans l'armée nationale fussent tenus de plein droit pour sujets de la République. Le motif de cette opinion n'est pas difficile à saisir : et c'est le même qui a

poussé les Républiques américaines à tenir pour sujets tous les individus nés sur leurs territoires, c'est le désir d'éviter les réclamations étrangères et de pouvoir appeler tous les habitants à prendre les armes.

Cependant, la tendance générale est depuis longtemps déjà de revenir aux règles fondamentales qui régissent la naturalisation dans les autres pays : c'est-à-dire d'exiger une condition de séjour, et une demande de l'intéressé. L'Uruguay, par exemple, avait renchéri sur toutes les exagérations dans sa charte constitutionnelle du 10 septembre 1829 : il reconnaissait deux classes de citoyens : les citoyens *naturels*, c'est-à-dire tous les natifs, et les citoyens *légaux*. Ces derniers n'étaient autres que les étrangers qui avaient ou épousé une femme uruguayenne, ou servi dans l'armée de la République, ou résidé trois ans sur son territoire, ou exercé une industrie, ou acheté un immeuble. En 1853, la réaction se fit et une loi décida qu'à l'avenir une patente de naturalisation devrait avoir été délivrée sur leur demande aux citoyens légaux, avant qu'ils pussent faire usage de leurs droits. Aujourd'hui, les États de l'Amérique latine où l'on tombe malgré soi sous la sujétion du gouvernement local, sont de plus en plus rares.

Les formalités de la naturalisation sont en général fort simples : nous nous bornerons à citer quelques exemples. Au Pérou, d'après la constitution de 1860, l'étranger devient citoyen, sans aucune condition de séjour, en demandant son inscription sur les registres de l'état civil, pourvu toutefois qu'il soit majeur, et exerce une industrie ou occupe

un emploi public. Au Chili, un séjour de dix ans est nécessaire : passé ce temps l'Européen qui a épousé une Chilienne ou qui possède des immeubles dans le pays peut requérir la qualité de citoyen en déclarant à la municipalité son intention de continuer à demeurer sur le territoire de la République. — Mêmes formalités dans l'Equateur, sauf que le délai est d'un an, au lieu de dix. — En Colombie, pas de délai : la qualité de Colombien peut être attribuée à tout étranger qui en fait la demande. — La République Argentine et le Brésil n'accordent la naturalisation qu'après deux ans de séjour ; mais dans un grand nombre de cas l'étranger peut être dispensé du stage. — La constitution Bolivienne, d'après Lawrence, concède encore aujourd'hui le droit de cité de plein droit, aux étrangers qui ont épousé une Bolivienne ou acheté des immeubles sur le territoire de la République. Il n'est pas besoin de rappeler qu'un Français se trouvant dans l'un de ces deux cas ne pourrait par cela même être considéré comme ayant perdu la nationalité française : il faudrait examiner s'il a conservé l'esprit de retour.

Des règles de faveur ont été établies dans quelques pays de l'Amérique latine pour les ressortissants des autres États de même origine. Ainsi le Vénézuéla, la Bolivie et la Colombie accordent le droit de cité aux Hispano-Américains sur une simple déclaration. Une convention signée entre l'Equateur et la Colombie prévoit le cas où des citoyens de l'une des parties contractantes se fixent sur le territoire de l'autre, et leur accorde le droit de cité après un court séjour.

Nous croyons devoir donner quelques renseignements particuliers sur le Vénézuëla, à cause du grand nombre de Français qui y ont émigré et des règles particulières auxquelles ils ont été soumis. En général, au Vénézuëla, les Hispano-Américains peuvent se faire naturaliser par une simple déclaration : les autres étrangers doivent former, à cet effet, une requête que les autorités locales s'empressent d'accueillir. Ce n'est point sur ces questions que des conflits naquirent avec la France, mais au sujet des *immigrants*, amenés dans le pays suivant les règles d'une loi spéciale de 1855. Les immigrants sont des malheureux séduits en Europe par les promesses des agents vénézuéliens qui leur annoncent qu'ils trouveront des terres fertiles à cultiver. Ils signent un engagement et s'embarquent aux frais de l'agence. La loi porte que les « immigrants dès leur arrivée recevront des lettres de naturalisation (1) ». On l'a interprétée en ce sens que les arrivants seront pourvus de lettres de naturalisation sans qu'ils en aient fait la demande, et cette interprétation a été ouvertement sanctionnée par le décret du 1^{er} décembre 1865.

Les malheureux Français établis sur le sol vénézuélien ne tardaient pas à s'apercevoir de l'inanité des promesses qui leur avaient été faites et quand ils invoquaient la protection de la France, le gouvernement de Caracas répondait que, étant Vénézuéliens, ils n'avaient pas le droit de se réclamer de leur ancienne patrie. En vain la France protesta contre

1. *Los inmigrados obtendrán desde su llegada cartas de naturalización* (article 7 de la loi de 1855).

cet abus, un décret du Vénézuéla du 14 janvier 1874 donna une nouvelle recrudescence à l'émigration en promettant des terres à cultiver, des secours en cas de maladie, l'exemption de tout service militaire pendant dix ans ; mais sans accorder satisfaction aux légitimes griefs de la France sur la question de la nationalité. Le gouvernement français crut devoir prendre une mesure énergique. Comprenant que devant la persistance du gouvernement de Caracas la protection des émigrants français serait fort difficile, impossible peut-être, il fit insérer dans le *Journal officiel* du 18 et 20 mai 1875 et afficher dans les principaux ports d'embarquement un *avis* par lequel les émigrants étaient prévenus que, le Vénézuéla continuant à les regarder comme ses sujets dès leur arrivée, ils ne pourraient pas compter sur l'intervention diplomatique de la France.

En même temps, était promulgué un nouveau décret vénézuélien, du 3 mai 1875, qui décide que les immigrants pourront toujours retourner dans leur pays, après un an de séjour, mais que, s'ils veulent partir plus tôt, ils devront rembourser le prix de leur voyage.

§ 9. — *Relations des ci-devant Français avec la France.*

Quoique la France n'admette pas l'allégeance perpétuelle, il est un point sur lequel il existe un lien perpétuel entre celui qui a été Français et la France : l'interdiction de porter les armes contre la France est punie de mort par le

Code pénal, article 75, et par le décret de 1811. On a discuté beaucoup le point de savoir si cette disposition était contraire ou non au droit des gens. Certains pensent, comme Martens, que quand l'État a consenti à la dénationalisation, tous les liens sont rompus : mais nous croyons, avec Bello (1) que la loi française est parfaitement raisonnable. On permet au Français de perdre cette qualité, mais nullement de servir dans les armées d'un souverain étranger contre la France, ce qui est absolument différent. Outre ce qu'il y a de choquant et de blessant à voir un individu prendre les armes contre le pays où il est né, où il a vécu, où réside le plus souvent sa famille, il y a aussi la crainte légitime, que par sa connaissance des lieux, de la langue, des gens, il ne fournisse à l'ennemi des renseignements utiles. N'est-il pas une sorte d'espion ?

Cette interdiction de porter les armes contre la France est le seul point par lequel un Français qui a perdu la qualité de Français, *avec autorisation*, diffère d'un étranger ordinaire, pour les actes commis après sa naturalisation. Mais le changement d'allégeance, comme nous l'avons dit, n'a pas d'effet rétroactif. La naturalisation ne fait jamais tomber les obligations existantes à l'égard de la patrie d'origine. Tout ce qui a été dit sur les effets de la naturalisation d'un étranger en France peut s'appliquer ici, en intervertissant les rôles.

Les difficultés qui se présentent le plus souvent dans la

1. *Principios de Derecho internacional* p. 72.

pratique, sont relatives au service militaire. Quelle est, au point de vue militaire, la situation du Français qui s'est expatrié, a acquis la naturalisation à l'étranger, et revient en France ?

Il faut se rappeler pour résoudre cette question délicate, que tous les Français, mais seulement les Français, sont soumis à l'obligation militaire. L'obligation militaire qui pèse virtuellement sur eux dès le jour de leur naissance, ne devient exécutoire que par l'inscription sur les listes du recrutement. D'autre part, elle tombe dès que celui qui y était astreint perd la qualité de Français. Si nous supposons un ex-Français qui revient en France, avec le titre de citoyen d'une puissance étrangère, et qui n'a pas régulièrement accompli son devoir militaire avant son départ, il se trouvera, au point de vue des lois sur l'organisation de l'armée, dans une des trois conditions d'insoumis, déserteur ou omis.

S'il a été porté sur les listes des insoumis, il sera traduit devant la justice militaire pour purger son insoumission ; mais le conseil devra lui accorder un délai pour faire reconnaître sa qualité d'étranger devant les tribunaux civils en actionnant le préfet du département. Si sa nationalité étrangère est reconnue, il ne pourra pas être incorporé, mais il pourra être puni pour avoir violé la loi militaire, alors qu'il était encore Français. On se reportera donc au jour de sa dénationalisation : si, à ce moment, il n'avait pas encore été porté sur les listes du recrutement, comme on ne peut le punir pour avoir violé une obligation non

exécutoire, il sera acquitté. Dans le cas contraire, il sera condamné, puis à l'expiration de sa peine laissé dans la vie civile. C'est à ce même moment de la perte de la nationalité que commencera à courir la prescription du délit d'insoumission : par conséquent, trois ans après le jour où l'ex-Français a été naturalisé étranger, il ne pourra plus être condamné en France comme réfractaire.

S'il avait été incorporé avant son départ, et avait déserté, l'ex-Français serait poursuivi pour désertion, mais la prescription commencerait de même à courir en sa faveur au jour de sa naturalisation.

Enfin, avait-il été omis, il est à peine besoin de dire qu'une inscription postérieure à sa naturalisation ne pouvait entraîner contre lui aucune condamnation d'aucune sorte.

Ce système paraîtra probablement bien peu rigoureux. En effet, tandis que l'insoumis ou déserteur qui reste Français ne peut bénéficier de la prescription du délit qu'il a commis qu'à partir de l'âge de 47 ans — le délit étant successif — celui qui s'est naturalisé à l'étranger est plus favorablement traité. Cette objection est juste ; mais nous croyons pourtant qu'on pourrait, sans changer en rien notre législation, trouver dans une sévère application des décrets de 1811 des armes toutes prêtes pour atteindre le Français qui s'est soustrait au plus sacré de ses devoirs de citoyen. Dans la pratique, d'ailleurs, on expulse, en général, l'ex-Français, déserteur ou réfractaire, dont la

présence parmi ses anciens compatriotes serait un scandale (1).

Les règles que nous venons de donner en partant d'un point de vue purement théorique sont d'accord avec la pratique française. C'est avec les États-Unis que l'occasion de les appliquer s'est présentée le plus souvent. Une correspondance a même été échangée à ce sujet en 1859, entre la France et le gouvernement de Washington. M. Mason, ministre américain à Paris, reconnaissait, d'après les instructions de son gouvernement que, dans deux cas, la France est en droit de poursuivre les jeunes gens qui se sont fait naturaliser américains et reviennent sur le territoire français : 1° si l'obligation du service militaire est née antérieurement à leur émigration ; 2° si avant l'émigration ils n'ont pas accompli leurs devoirs militaires. En 1864, M. Faulkener, successeur de M. Mason, écrivait à M. Thouvenel à la date du 7 avril : « Notre doctrine est
« que l'on ne peut exiger le service militaire de l'émigrant
« naturalisé à son retour dans son pays d'origine, alors que
« cette obligation ne lui a pas été demandée de fait anté-

1. Le nouveau traité d'établissement conclu entre l'Allemagne et la Suisse le 27 avril 1876 contient à ce sujet une disposition remarquable :

Art. 8. « Les deux partis n'auront le droit d'interdire à ceux de leurs
« ressortissants qui se sont fait naturaliser dans l'autre avant de s'être
« acquittés de leur service militaire, le séjour permanent ou l'établissement
« dans leur ancienne patrie. »

Un protocole additionnel a pour but de restreindre l'application de cet article aux cas où la naturalisation a été faite précisément en vue de se soustraire au service.

« rieusement à son émigration. Il ne suffit pas d'être sujet,
« en perspective, au service de l'armée. L'obligation des
« devoirs contingents, dépendant du temps, du tirage au
« sort et d'événements à venir n'est pas reconnu. Il fau-
« drait pour le soumettre à une pareille responsabilité
« qu'il y eût désertion réelle ou refus d'entrer dans
« l'armée après avoir été désigné par le sort à servir le
« gouvernement auquel il était soumis alors (1). »

C'est par application de ces principes qu'ont été insérées dans un certain nombre de conventions de naturalisation signées par les États-Unis des clauses de nature à prévenir les difficultés naissant de l'obligation militaire. Le traité conclu avec la Prusse le 21 février 1868 n'entre pas dans le détail : mais ceux qui ont été signés avec la monarchie Austro-Hongroise et le grand Duché de Bade décident expressément que l'émigrant naturalisé qui revient dans son pays natal pourra être poursuivi s'il a émigré : 1° alors qu'il était porté sur les listes du recrutement ; 2° qu'il était sous les drapeaux ; 3° qu'étant en congé illimité, il avait reçu un ordre de rejoindre son corps.

Le seul point sur lequel nous nous écartions de la doctrine américaine est relatif au moment où il faut se placer pour apprécier si l'émigré est poursuivable. L'Amérique paraît se placer au moment de l'émigration : nous ne pouvons la suivre sur ce terrain. Pour nous ce n'est pas l'émigration, c'est la naturalisation qui délie le Français de ses obligations

1. Tous les documents cités sont empruntés au *Report of the royal commissioners on naturalization*.

militaires. Ilâtons-nous d'ajouter qu'en pratique il ne s'est pas présenté de conflits qui n'aient été facilement tranchés. Outre la similitude presque complète des théories, il faut ajouter la mansuétude extraordinaire des conseils de guerre. En fait lorsqu'un citoyen américain d'origine française revient en France en âge de servir, on le laisse en liberté provisoire s'il est muni d'un passeport des États-Unis, et les condamnations pour cette insoumission sont minimales, beaucoup trop faibles, croyons-nous.

Quoi qu'il en soit, cette jurisprudence nous a permis de traverser sans conflits sérieux toute la période qui a précédé la conclusion des conventions de naturalisation dont M. Bankroft a pris l'initiative à Berlin, et qui ont mis fin aux difficultés pendantes depuis de longues années entre la Prusse, l'Angleterre, l'Autriche, et la République des États-Unis d'Amérique. Aussi n'était-il pas nécessaire de conclure un traité analogue franco-américain. Du reste, notre législation sur la matière n'a pas assez d'élasticité pour se prêter à des arrangements internationaux.

Ce que nous venons de dire à propos des États-Unis pourrait être généralisé, et appliqué vis-à-vis de la plupart des autres puissances. C'est l'avantage de notre jurisprudence qu'elle se fonde sur des principes assez larges pour ne choquer aucune des législations étrangères qui sont d'accord avec nous au point de vue doctrinal.

CHAPITRE IV.

CHANGEMENTS DE NATIONALITÉ RÉSULTANT DE CESSIONS DE TERRITOIRES.

§ I. — *Notions générales*

Le changement de nationalité des habitants d'un territoire cédé parait, dans nos idées modernes, la conséquence naturelle et comme inévitable de toute cession de territoire. Les nombreux exemples présents à toutes les mémoires semblent concluants. Cependant il n'en a pas toujours été ainsi. Si l'on remonte à l'antiquité on voit que les vaincus n'étaient point admis à la nationalité du vainqueur. Le plus souvent la conquête en Grèce et à Rome n'entraînait qu'une sorte de suzeraineté, de seigneurie directe. Il semble que dans la marche de l'humanité, la victoire ait commencé par le massacre des vaincus, puis par leur asservissement, premier progrès. On en vint ensuite à leur faire une situation meilleure en leur laissant quelquefois leurs institutions, mais en les maintenant sous une rigoureuse domination, ainsi que cela avait lieu dans les provinces romaines. Accorder le droit de cité romaine, si glorieux et si envié, aux Asiatiques, aux peuples de la Péninsule-Ibérique, de la Grèce, de l'Afrique eût paru aux Romains une sorte de sacrilège. Ce n'est que

plus tard, quand les traditions de la République se furent obscurcies, qu'un empereur comme Caracalla put donner la *civitas* à tous les habitants de l'Empire dans le vulgaire intérêt de les soumettre à un impôt sur les successions.

Cette manière d'envisager la conquête se concevait mieux dans l'antiquité en raison des différences fondamentales existant entre les peuples : non-seulement la race et la langue, mais la religion, les mœurs, les institutions politiques et privées étaient absolument différentes en Gaule, en Mauritanie, en Cilicie, en Lusitanie de ce qu'elles étaient à Rome : de là la difficulté, presque l'impossibilité d'une fusion. A la longue seulement et par suite d'une pénétration constante des idées romaines pendant plusieurs siècles, l'Espagne et la Gaule arrivèrent à être assimilées à Rome et comme fondues dans l'Empire, si bien que nous pouvons aujourd'hui nous considérer comme de race latine. — Dans la société du moyen-âge, il fut tout autrement. Grâce au Christianisme, qui avait introduit partout une même croyance, grâce au souvenir de l'Empire Romain qui était encore un lien entre les peuples qui lui avaient appartenu, il y avait une sorte d'uniformité sur toute l'Europe. Tocqueville remarque avec raison que la féodalité, qu'on la prenne en Espagne, en France, en Allemagne, en Pologne, est partout semblable et presque identique à elle-même. La conséquence en fut que changer de maître n'était point une chose aussi redoutée, puisque, si l'on avait de la haine pour ses ennemis, de l'acharnement même contre les vaincus, on n'avait pas envers eux le mépris qui faisait tenir à distance par l'orgueilleux Romain les peuplades soumises.

Sans qu'il y eut un grand effort à faire, les habitants du pays conquis adoptaient les lois et les institutions du vainqueur. Il n'y avait guère que le langage qui ne pût être absorbé facilement. De plus le patriotisme de race était inconnu. La fidélité, sorte de lien féodal qui unissait le maître aux sujets, était transportée de l'ancien souverain au nouveau. Ajoutons que le peuple était sans droits dans l'État : il n'avait que quelques libertés communales auxquelles la conquête ne touchait pas. Pour le reste il devait être porté à dire avec le fabuliste : *Clitellas dum portem meas*.

De nos jours le sentiment de la race a reparu et la participation de tous au gouvernement des États en a changé complètement la forme. Les peuples ne supportent plus aussi facilement qu'on les partage comme des troupeaux. Mais l'usage d'accorder aux habitants des pays conquis le droit de cité dans l'État conquérant, a survécu dans la jurisprudence internationale. On peut donc dire que c'est une des conséquences ordinaires de la conquête, que les habitants du sol conquis embrassent la nationalité du vainqueur.

Il y a cependant des cas assez nombreux dans l'histoire moderne où un pays conquis a conservé ses droits, ses institutions, son existence nationale indépendante, en un mot sa nationalité distincte, pour passer seulement sous la domination personnelle d'un souverain étranger. C'est ainsi qu'en 1814 la Norvège vaincue par la Suède dut reconnaître pour roi le souverain de la Suède ; mais elle con-

tinue de former un royaume distinct : les Norvégiens ne peuvent devenir Suédois que par la naturalisation, comme les autres étrangers. De même, lorsque le Hanovre et l'Angleterre étaient sous la souveraineté du même monarque, il n'y eut jamais fusion entre le droit de cité anglais et hanovrien. Dans notre histoire nous trouvons aussi des exemples d'union personnelle, la Pologne sous Henry III, la Navarre sous Henry IV, l'Italie sous Napoléon furent vis-à-vis de la France dans la même situation que la Norvège aujourd'hui vis-à-vis de la Suède.

Ce sont là des faits d'une nature toute particulière qui n'infirmant en rien ce que nous avons dit plus haut. Le résultat habituel d'une cession de territoire est de faire passer les habitants du pays cédé sous la sujétion du vainqueur, et par conséquent d'entraîner pour eux un changement de nationalité. Mais nous avons vu que le lien de la nationalité ne peut exister sans le consentement exprès ou tacite des intéressés. Le changement n'existe donc juridiquement que s'il est accepté par les habitants. Il n'est point question ici du vote des populations pour approuver les cessions territoriales. Cet usage, généreusement inauguré par la France et propagé par elle, est une sage mesure politique, seule capable de sanctionner devant l'équité les démembrements de territoires : mais, en ce qui concerne la nationalité, ce n'est point suffisant : il faut que les intéressés soient mis dans le cas de pouvoir se refuser au changement, s'il ne leur paraît pas conforme à leurs intérêts, ou s'il répugne à leurs sympathies. Un vote serait sur

ce point l'oppression de la minorité par la majorité, s'il avait pour but d'imposer, sans recours, la nationalité nouvelle à tous les habitants. La cession a pour effet de faire passer les habitants sous l'allégeance du vainqueur : l'État vaincu abandonne les droits qu'il avait sur eux et rompt pour sa part le lien qui l'unissait à eux : mais la rupture n'est complète qu'après que les habitants l'ont acceptée, en négligeant de remplir les conditions requises pour conserver leur nationalité d'origine. Il faut donc leur accorder la faculté d'opter individuellement.

Mais si l'on entre dans le détail, des difficultés naissent immédiatement pour savoir quelles sont les personnes qui doivent être comprises sous la dénomination d'habitants? Sur ce point deux idées se présentent naturellement à l'esprit. On peut se placer au point de vue de l'origine ou au point de vue du domicile. L'un et l'autre système ont leurs avantages : l'origine est d'une détermination plus facile que le domicile, puisque les registres de l'état civil donneront un mode facile de connaître les personnes dont la condition est atteinte par la cession ; le domicile est un fait d'une détermination souvent délicate, puisqu'on ne peut le confondre avec la simple résidence et qu'on ne peut logiquement comprendre dans les conséquences d'une cession d'un pays une personne qui n'y réside que momentanément. Inversement on peut dire que le domicile, une fois déterminé, répond à une idée plus juste que l'origine, puisqu'il est plus naturel de réclamer pour sujets du vainqueur ceux qui sont établis sur le sol cédé que des individus qui, s'ils y

sont nés, ont pu l'abandonner depuis longtemps. Nous croyons qu'il faut s'en tenir à l'une ou l'autre théorie suivant les cas. Si l'on cède un lambeau de territoire faisant partie d'un grand État centralisé, il sera logique de prendre les domiciliés, puisque ceux-là seuls ont une réelle attache avec le pays cédé. En France par exemple, un Strasbourgeois ou un Breton est avant tout un Français. Il paraît donc peu logique dans la cession de l'Alsace-Lorraine de voir atteint par le traité un Alsacien habitant Paris. Au contraire dans un État fédératif, composé lui-même de provinces bien distinctes ou d'États confédérés plus ou moins indépendants, ayant dans une mesure plus ou moins grande, des institutions propres et une vie nationale particulière, il sera naturel de donner la solution inverse. Ainsi en Allemagne et aux États-Unis, si ces États devaient céder une province, il serait logique de se référer à l'origine. Si, par exemple, le Hanovre, le Slesvig, ou la Silésie devaient être détachées de la couronne de Prusse, il serait juste de rechercher les Hanovriens, les Slesvigéois, les Silésiens vivant dans les parties de l'Empire ou à l'étranger.

La pratique universelle, d'accord avec la théorie, admet que les habitants atteints dans leur nationalité par la cession territoriale, doivent avoir la faculté de conserver leur ancienne nationalité, cela moyennant certaines formalités, accompagnées en général d'émigration. Rien n'est plus simple pour les personnes capables ; mais pour les personnes incapables, notamment pour les mineurs, la question d'option compliquée de celle de domicile, ont donné lieu

maintes fois à des difficultés. La manière de procéder la plus simple est évidemment de suivre la théorie admise dans un grand nombre de pays, d'après laquelle la femme mariée et les enfants mineurs suivent la nationalité du chef de la famille. Quoique en France la règle inverse ait prévalu, nous trouvons un certain nombre de jurisconsultes à qui il ne répugnerait pas d'adopter ce système pour les naturalisations par force majeure qui sont la conséquence de conventions diplomatiques. De ce nombre sont MM. Aubry et Rau. Nous ne pouvons suivre sur ce terrain ces savants jurisconsultes. Nous ne voyons aucune raison pour accepter ici une règle que nous trouvons mauvaise dans les autres cas. — N'est-il pas équitable que les mineurs puissent exercer le droit d'option ? Pour cela, il convient de reporter au moment de leur majorité l'époque où leur option sera fixée définitivement. Nous admettons que tous les habitants acquièrent par le traité, et du jour où il est entré en vigueur, la nationalité du vainqueur, mais que cette naturalisation n'est valable que si elle est accompagnée d'une manifestation de volonté, résultant en général du non accomplissement des formalités imposées pour conserver la nationalité antérieure. Cette manifestation de volonté doit donc rationnellement être ajournée pour les incapables jusqu'au jour où ils ont acquis pleine et entière capacité, c'est-à-dire pour les mineurs jusqu'à leur majorité. Il faudrait donc admettre que les mineurs d'un territoire cédé n'ont pas le même délai que les majeurs pour faire leur option ; il faudrait leur accorder un délai spécial commençant

pour chacun d'eux au jour de sa majorité. Ce ne serait du reste que l'application de la règle *contra non valentem agere non currit prescriptio*. Bien entendu, il ne pourrait être question de service militaire jusqu'au jour où le mineur aurait dépassé le délai dans lequel il pourrait choisir sa nationalité.

On comprend pourtant que, dans certains cas, ce système présente des dangers d'un caractère politique. Le gouvernement de l'État cessionnaire pourra avoir des motifs sérieux de redouter l'agitation produite dans les esprits par le droit d'option. Il serait possible alors d'autoriser les mineurs à opter avec l'assistance de leurs représentants légaux, qui viendraient ainsi compléter leur volonté. En général, la France, nous l'avons dit, n'admet pas que sur une question de statut personnel, la volonté d'un mineur puisse jamais être complétée par son père ou son tuteur. Cependant cela a été admis, exceptionnellement, par la loi du 16 décembre 1874, et par la loi de 1790 sur les descendants des religionnaires fugitifs. Plusieurs traités de paix, ainsi qu'on le verra, se sont rangés à cette même doctrine. La législation allemande est moins rigoureuse que la nôtre, puisqu'elle permet au mineur de solliciter la naturalisation en Allemagne, avec l'autorisation de ses représentants légaux.

Ce système, auquel pourtant nous préférons de beaucoup celui que nous avons exposé plus haut, aura encore l'avantage de permettre au mineur d'avoir une autre nationalité que son père. Et il est d'autant plus nécessaire

qu'il en soit ainsi en cas de cession de territoire, que souvent les considérations qui retiennent un père de famille dans son pays de naissance n'existent point pour ses enfants.

§ 2. — *Historique jusqu'en 1814.*

Il est intéressant de rechercher dans l'histoire quelle application a été donnée aux théories qui viennent d'être esquissées. Sans remonter plus haut que le ^{xvii}^e siècle, on verra que l'usage d'accorder aux habitants des pays conquis un droit d'option a été presque toujours suivi.

La doctrine générale de l'ancienne France en ce qui concerne l'influence des cessions sur la nationalité des habitants nous est donnée explicitement par Pothier :

« Lorsqu'une province est réunie à la couronne, ses habitants doivent être regardés comme Français naturels, soit qu'ils soient nés avant ou après la réunion. Il y a même lieu de penser que les étrangers qui seraient établis dans ces provinces et y auraient obtenu suivant les lois qui y sont établies, les droits de citoyens, devraient après leur réunion, être considérés comme citoyens, ainsi que les habitants originaires des provinces, ou du moins comme des étrangers naturalisés en France. » Le même principe était reçu au cas de cession d'un territoire. « Lorsqu'une province est démembrée de la couronne.... les habitants changent de domination. »

C'est sans doute à l'admission universelle de la règle exposée par Pothier qu'il faut attribuer le silence de nos anciens traités sur la nationalité des habitants des provinces qui changent de maître. On les autorise seulement à s'expatrier et on leur concède un délai pour quitter le pays. Telle est la disposition de l'article 17 du traité de Ryswick (1697). « Qu'il soit permis à tous ceux
« des habitants de la ville (de Strasbourg) ou des dépen-
« dances de quelque condition qu'ils soient, qui voudront
« émigrer de transférer leur domicile au lieu où il leur
« plaira et d'y transporter leurs meubles, en franchise de
« tout droit, dans le délai d'une année à partir de la rati-
« fication du traité de paix. »

Une clause de même nature se trouve à l'article 14 du traité d'Utrecht des 13 mars et 11 avril 1713, qui stipule pour les sujets de S. M. T. C. demeurant dans les pays cédés à S. M. B. un délai d'un an pendant lequel ils pourront se retirer avec leurs effets mobiliers. A la fin du même siècle, le traité de Campo-Formio du 17 octobre 1797, porte (article 9 in fine) que les habitants des pays cédés par l'Autriche « qui voudront à l'avenir cesser d'habiter lesdits
« pays, seront tenus d'en faire la déclaration trois mois
« après la publication du traité de paix définitif : ils auront
« le terme de trois ans pour vendre leurs biens meubles
« et immeubles, et en disposer à leur volonté ». C'est au fond la même théorie que dans le traité d'Utrecht ; seulement pour bénéficier du délai, il faut avoir témoigné de son intention dans les trois mois. Enfin nous citerons encore

le traité d'Amiens du 27 mars 1802, dont l'article 13 accorde aux habitants des pays cédés un délai de trois ans pendant lequel ils pourront disposer de leurs propriétés et exercer librement leur religion.

Ces différents articles présupposent le changement immédiat d'allégeance que produit le transfert de propriété du sol cédé. Ils permettent seulement aux habitants, à qui la domination nouvelle ne conviendrait point, de se retirer des pays conquis dans un délai donné, et moyennant des formalités. Il semble donc ressortir de l'esprit même de ces textes que les habitants acquièrent tous de plein droit par la conquête, la nationalité nouvelle, mais avec la faculté de conserver l'ancienne s'ils l'entendent ainsi. Du reste, Pothier ne laisse aucun doute sur ce point en déclarant clairement que les habitants peuvent conserver leur ancienne nationalité en se retirant sur la partie non cédée des territoires de leur souverain. Pour le traité de Campo-Formio, il existe une autre preuve tout-à-fait décisive que telle était l'opinion des négociateurs. Par décret du 9 décembre 1811, Napoléon a donné la formule des lettres patentes qui pourraient être délivrées aux personnes ayant perdu « leurs droits et qualité « de Français, auxquels elles avaient renoncé dans les « termes de l'article 9 du traité de Campo-Formio ». Il est donc bien évident que les Autrichiens des pays annexés devenaient Français *ipso facto* par le traité, sauf la liberté d'émigrer pour rester Autrichiens.

Pour trouver dans notre histoire des traités stipulant en termes exprès la situation de la population des pays conquis

au point de vue de l'allégeance, il faut aller jusqu'aux traités de Mulhouse et de Genève, conclus les 28 janvier et 18 avril 1798, et ayant pour objet l'absorption des deux républiques dans la République française. Mulhousiens et Genevois sont déclarés *Français nés*, c'est-à-dire entièrement assimilés aux citoyens de la République, nés Français, quelle que soit leur résidence. Le traité du 26 avril fait seulement exception pour trois Genevois qui, ayant écrit contre la République française, ne furent pas admis à l'honneur du droit de cité en France.

De ce que la clause assimilant les annexés aux Français nés ne se retrouve pas dans les nombreux traités qui enchainèrent pour un temps autour de la France une moitié de l'Europe, il ne faudrait pas conclure qu'une situation particulière ait été faite aux citoyens des deux petites Républiques absorbées dans leur puissante voisine. Nous nous rangeons volontiers à l'opinion de Fœlix qui pense (Rev. de dr. fr. et étr. II, p. 328) que les annexions suivantes se firent dans les mêmes conditions, bien qu'on n'eût rien stipulé d'analogue dans les conventions d'annexion. Les plus anciens de ces innombrables arrangements sont absolument muets sur les habitants. Il arrive cependant un moment, où ce sont eux que l'on cède directement. Autrefois, on cédait une province, et subsidiairement les habitants. Vers 1810 apparaît le système nouveau de céder les *âmes* et subsidiairement le pays où elles vivent. C'était encore le langage reçu dans les réunions du congrès de Vienne, où l'on taillait à travers l'Europe, sans avoir plus d'égard que

Napoléon pour le passé, les traditions, les aspirations des peuples, et n'ayant comme lui d'autre vue que le nombre des *âmes*, c'est-à-dire des soldats qu'on se donnait réciproquement. Cette expression même ne prouve-t-elle pas plus que tout le reste que c'était bien les hommes qu'on cédait?

§ 3. — *Démembrement de l'Empire de Napoléon.*

Le traité du 30 avril 1814, qui ramena les limites de la France à celles de 1792, contient une disposition importante pour les habitants des nombreuses provinces qu'on arrachait au grand empire de Napoléon. Dans tous les pays qui « doivent ou devront changer de maître, dit l'article 17, tant en vertu du présent traité que des arrangements qui doivent être faits en conséquence, il sera accordé aux habitants, naturels et étrangers, de quelque condition et nation qu'ils soient un espace de six ans, à compter de l'échange des ratifications, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés et se retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choisir. » Cette clause que le retour de Napoléon et les traités subséquents n'ont point annulée, a donné lieu à de nombreuses difficultés dans la pratique. L'interprétation la plus naturelle était de considérer le traité comme assurant un moyen de recouvrer la nationalité française aux habitants des provinces séparées. De même que dans les traités antérieurs on avait toujours regardé les délais de six mois, ou un an, ou trois

ans, donnés pour émigrer comme un mode d'échapper à la nationalité du conquérant, de même il fallait envisager le délai de six ans du traité de Paris, comme établi en vue de donner aux habitants des pays cédés le moyen de rester Français. Il semble, d'après ce que nous avons dit, du traité de Campo-Formio, et de l'avis de Pothier sur le sens de toutes les clauses analogues des traités antérieurs, qu'il n'y a pas de place pour l'hésitation.

Telle ne fut pas pourtant l'opinion dominante en France. On était alors pénétré de l'idée de renouer la chaîne du passé interrompue depuis la Révolution et on voulait supprimer la période révolutionnaire et impériale dans toutes ses conséquences. Le roi donnait l'exemple en datant ses ordonnances de la vingtième année de son règne, et en revenant de tout son pouvoir aux errements de l'ancienne cour de France, malgré le régime constitutionnel. On se persuada que les habitants des pays annexés à l'Empire Napoléonien n'avaient pas été plus légitimement Français, que l'Empereur n'avait été légitimement souverain de la France, et on pensa que le traité leur permettait seulement d'émigrer librement sans être assujettis aux droits de douane et aux vexations qui empêchaient alors la circulation d'État à État. Telle est l'opinion soutenue par Lawrence (1). « En « principe quand un territoire est détaché d'un État pour « être réuni à un autre, il est convenable de laisser aux « habitants de ces territoires le moyen de ne pas perdre leur

1. Comm. sur Wheaton, t. III, p. 192.

« nationalité : on doit admettre que si dans un certain
« délai, ils viennent se fixer dans les provinces conservées
« par l'État auquel ils appartenaient, ils seront considérés
« comme n'ayant jamais cessé de leur appartenir. En
« 1814, on n'a pas montré cette bienveillance pour les
« habitants des provinces qui avaient été réunies à la France
« depuis 1791 : on paraît avoir eu simplement pour
« idée de tenir pour non avenu le fait de cette réunion. »

Le gouvernement de la Restauration était manifestement sous l'empire de ce genre de préoccupations quand il présenta aux Chambres un projet de loi pour l'interprétation et l'application en France de l'article 17 du traité de Paris. L'exposé des motifs et le rapport de la commission témoignent combien les politiques d'alors faisaient bon marché de ces hommes, attachés pendant quelques années à la fortune de la France, et dont un grand nombre sur le Rhin et l'Escaut l'avaient adoptée sans arrière-pensée pour leur patrie. On les considérait comme des alliés, des confédérés ; mais on se méfiait d'eux et on les repoussait par tous les moyens. On regardait comme une simple mesure de police internationale l'article 14 du traité de Paris, et on déclarait complètement étrangers, les habitants des quarante-quatre départements cédés. Dès lors, il était nécessaire qu'ils se fissent naturaliser pour recouvrer la qualité de Français : on s'imagina leur accorder une grande faveur en présentant le projet de loi qui devint la loi du 14 octobre 1814.

Cet acte divise les originaires des provinces cédées en

trois catégories : ceux qui habitent depuis dix ans, à compter de leur majorité, la France, c'est-à-dire le territoire laissé à Louis XVIII ; ceux qui l'habitent depuis moins de dix ans ; ceux enfin qui ont continué de demeurer dans les départements abandonnés. Les premiers pouvaient conserver la nationalité française en déclarant dans les trois mois leur intention de demeurer Français. Ils recevaient alors des *lettres de déclaration de naturalité*. Les seconds obtenaient les mêmes lettres, après avoir complété le séjour de dix ans. Les derniers enfin devaient s'établir en France, et, suivant les lois générales de la naturalisation en vigueur depuis l'an VIII, ils pouvaient dix ans plus tard solliciter des lettres de naturalité. Le roi se réservait d'abréger le délai dans les cas qui lui paraîtraient mériter un intérêt particulier.

Cette loi ne passa pas sans une ardente discussion, qui jette une vive lumière sur la portée qu'on doit lui attribuer. Tout le monde à la Chambre des députés comprenait l'importance des intérêts engagés. Et à côté des orateurs du gouvernement qui craignaient l'invasion d'une foule d'Allemands, Belges et Piémontais, anciens fonctionnaires locaux compromis, qui viendraient en France semer le désordre et l'agitation, et en même temps disputer les places aux véritables Français, des voix se firent entendre qui réclamaient au nom du droit des gens l'application du principe général d'après lequel les ex-Français pourraient recouvrer la nationalité française en émigrant. On montra, et nous croyons que là était la vérité, on montra qu'en stipulant le délai de six

ans les puissances coalisées avaient eu précisément en vue la nationalité des habitants des territoires qui changeaient de maîtres, suivant en cela l'exemple des anciens traités cités plus haut d'Utrecht, de Lunéville, de Campo-Formio. Seulement, eu égard à l'étendue des territoires conquis, on avait porté jusqu'à six ans la durée du délai de l'option. C'est dans ce sens que parlèrent, à la séance du 29 septembre 1814, MM. de Mortreux et Chabaud Latour. Ils n'eurent pas de peine à établir qu'en entourant la réintégration dans la nationalité française de délais et de formalités, on s'écartait de l'esprit du traité de paix, et que la seule solution logique de la question était d'exiger seulement une déclaration de transfert de domicile en France. Sans aller aussi loin, M. Raynouard, frappé des inconvénients qui résultaient de la loi surtout pour les originaires des provinces cédées qui avaient rempli des fonctions publiques, proposa de réputer Français ceux qui avaient servi la France, dans l'armée, la marine, et les fonctions publiques, à la seule condition qu'ils déclarassent dans l'année leur intention de se fixer en France. L'orateur rappela à ce propos des ordonnances des rois Louis XIV et Louis XV qui avaient accordé la naturalisation aux étrangers ayant été cinq ans marins ou dix ans soldats au service de France. Mais tous les amendements échouèrent également contre les dispositions d'une majorité inquiète et surtout préoccupée d'étouffer les souvenirs de la période impériale.

La loi fut donc admise telle que le gouvernement l'avait

présentée et comme on l'a résumée ci-dessus. Il convient d'observer que les originaires seuls des départements cédés étaient soumis aux formalités de la loi de 1814. Cependant le traité de paix parlait des habitants. Que devenaient les Français d'origine établis dans les provinces cédées ? Le traité, ce n'est pas douteux, les devait faire regarder comme étrangers si, au bout de six ans, ils n'avaient pas transporté leur domicile en France. Mais telle ne fut pas la jurisprudence française. Conséquent avec lui-même, le gouvernement du roi Louis XVIII trouvait tout naturel de regarder les habitants des départements cédés nés dans l'ancienne France comme des Français ayant demeuré et demeurant encore à l'étranger, puisqu'on voulait en quelque sorte détruire rétroactivement l'effet des annexions de l'Empire. La jurisprudence (1) et la plupart des auteurs (2) partagent cette manière de voir. En Belgique même, les tribunaux se prononcèrent dans le même sens. La Cour de Bruxelles (3) n'a pas hésité à déclarer Français un individu fixé en Belgique pendant l'Empire, mais natif d'un département resté français. C'est sans doute l'influence de la jurisprudence française qui a poussé les magistrats Belges à considérer comme Françaises pour éviter des conflits, les personnes tenues pour telles en France.

Quant aux originaires des territoires cédés, on a vu à quelles formalités ils étaient soumis pour ne pas retomber

1. Arrêt de Grenoble, 16 février 1842.

2. Aubry et Rau, p. 259, note II.

3. Arrêts des 3 janvier 1822 et 30 mai 1831.

sous la domination des anciens gouvernements restaurés par le congrès de Vienne. Ils étaient cependant dans une situation plus favorable que de simples étrangers qui eussent voulu se faire naturaliser en ce sens que ceux-là même qui demeuraient hors de France au moment des traités et à qui il fallait dix ans de séjour pour obtenir les lettres patentes, obtenaient après ce temps des lettres qui les déclaraient maintenus dans la qualité de Français. Ce n'étaient point des lettres de *naturalisation*, mais de *déclaration de nationalité*, qui opéraient un effet rétroactif. La jurisprudence fut unanime sur ce point. On pourrait en citer de nombreux exemples (1).

C'est par application de la même idée que le Conseil d'État dans un arrêt du 17 mai 1823 déclarait que les membres de l'ordre de la Légion d'honneur devenus étrangers en 1814 pouvaient demander le traitement accordé aux membres français à condition qu'ils produisissent des lettres de naturalité et non de naturalisation : ces dernières, en effet, eussent fait supposer la perte de la qualité de Français et il eût fallu procéder à une nouvelle nomination dans l'ordre.

Le délai lui-même a été entendu de la manière la plus large. Les trois mois dans lesquels devait être faite la déclaration furent considérés comme un délai purement comminatoire. Le 10 janvier 1835, le Ministre de la Justice déclarait devant les Chambres que le gouvernement déli-

1. Voir l'arrêt de cassation du 4 mai 1836.

vrait encore à cette époque des lettres patentes sur le modèle de la loi de 1814.

Du reste, diverses ordonnances royales avaient expressément accordé un temps beaucoup plus long à certaines classes de personnes, officiers, membres de l'ordre de la Légion d'honneur etc... — On remarquera que le traité de paix n'entraînait pas en considération quand il plaisait au gouvernement de prendre de pareilles mesures. Comment les Puissances signataires auraient-elles pu s'en plaindre, après la concession inconsciente, mais si considérable en pratique, que leur avait faite la France, en substituant au régime stipulé à Paris et à Vienne le régime rigoureux de la loi de 1814.

Cette loi portait une disposition inexplicable, dont on regrette que la jurisprudence n'ait pu faire justice, comme pour l'étendue des délais. Les Français maintenus dans leur nationalité par la délivrance de lettres de naturalité subissaient cependant une déchéance : ils devaient réclamer l'application de l'ordonnance du 4 juin 1814 et obtenir des lettres patentes vérifiées par le pouvoir législatif, pour avoir le droit de siéger au Parlement.

Des hommes comme Masséna et Benjamin Constant furent soumis à cette formalité. C'était là une violation manifeste du principe de la non rétroactivité des lois.

Pour appliquer la loi de 1814 aux mineurs on se borna à admettre une simple prolongation de délai jusqu'au moment de leur majorité. Ils pouvaient alors demander

pour leur propre compte des lettres patentes (1). Mais à quelle solution faut-il s'arrêter si le père obtient des lettres patentes et que les fils mineurs n'en aient pas obtenu? Les derniers auront-ils suivi la nationalité de leur père? La plupart des auteurs, même ceux qui admettent qu'en cas d'une naturalisation ordinaire le fils ne suit pas la nouvelle condition du père, sont portés à penser qu'en pareil cas, cas de force majeure en quelque sorte, les mineurs doivent suivre exceptionnellement la nationalité de leur père. Quelques arrêts ont aussi été rendus dans ce sens, mais ils ne paraissent pas conformes à notre loi. Le principe de droit français sur la matière est que le mineur garde jusqu'au jour de sa majorité la nationalité qui lui a été conférée à sa naissance. Quoique ce soit seulement la loi de 1851 qui ait fait passer le principe dans notre droit positif, la théorie inverse a toujours répugné à l'esprit général du Code civil. Si donc le fils dont le père avait obtenu des lettres patentes ne pouvait pas à sa majorité invoquer ces même lettres patentes, il devait en réclamer d'autres pour lui-même, si d'autre part il n'avait pas de motif d'être considéré comme Français.

Souvent, en effet, le mineur avait d'autres raisons de revendiquer la qualité de Français. S'agit-il par exemple d'un mineur né en France de parents originaires des pays cédés, certains arrêts le regardent comme devenu étranger en 1814, mais lui reconnaissent le droit de remplir les formalités de

1. Arrêt de cassation, 4 mai 1836.

l'article 9. — Cela résulte de la fausse idée signalée plus haut d'après laquelle la qualité de Français des originaires des pays cédés était considérée comme rétroactivement effacée : alors on traite leurs enfants nés en France comme nés de parents étrangers. Mais il ne nous paraît pas nécessaire de leur demander de se conformer à l'article 9. Sans parler bien entendu de ceux nés antérieurement à la promulgation du Code et qui sont Français comme nés en France, les autres le sont également, comme nés en France de parents français. Le retour du père à une nationalité étrangère, ne peut avoir pour effet d'entraîner pour le fils la perte de la nationalité qui lui a été conférée par sa naissance. Peu importe pour ce mineur qu'il ait ainsi que son père observé la loi de 1814. Il est Français et demeure tel (1).

Cette décision conforme à notre théorie est appuyée sur plusieurs arrêts, quoique l'opinion contraire ait été plus souvent suivie par la magistrature (2). D'après le traité de paix, les Français se trouvant dans ces conditions ne devraient être considérés comme demeurés Français, que s'ils venaient se fixer en France dans les six ans, mais ils ont été toujours regardés comme Français par nos tribunaux, tirant un argument *a contrario* de la loi de 1814.

La loi de 1814 ne pourra donc être utilement invoquée que par les mineurs nés en pays cédés, et, comme on l'a vu, le délai a été prorogé en leur faveur jusqu'au moment

1. Douai, 28 mars 1831, Cassation, 13 janv. 1845.

2. Lyon, 2 août 1827.

de leur majorité. Les autres mineurs n'ont pas besoin de réclamer l'application de la loi.

En ce qui concerne les individus de cette catégorie, et en général tous les originaires des pays cédés, tandis qu'il leur fallait accomplir en France les formalités assez compliquées de la loi de 1814 pour conserver leur qualité de Français, la jurisprudence prussienne paraît leur avoir reconnu cette qualité, à la seule condition qu'ils eussent, dans le délai de six ans prescrit par le traité de Paris, émigré en France. Ainsi le traité du 20 novembre 1815 ayant été ratifié le 16 février 1816, c'est dans les six ans à partir de ce jour, c'est-à-dire jusqu'au 16 février 1822, que l'émigration était permise. Un intéressant arrêt de la Cour de Cologne du 11 mars 1841, refuse de reconnaître la qualité de Prussien à un originaire des pays Rhénans qui s'était transporté en France, dans la période comprise entre 1816 et 1822. Pour les magistrats prussiens qui appliquaient purement et simplement le traité, cet homme était Français.

Il convient de signaler en terminant que la loi de 1849 sur la naturalisation a abrogé la loi de 1814. D'où il suit que depuis lors on ne délivre plus de lettres de déclaration de naturalité, comme on l'avait fait jusque là.

§ 4. — *Annexion de la Savoie et du Comté de Nice.*

Après 1815, le territoire de la France demeura longtemps sans être augmenté ni diminué. Nous ne citerons que pour mémoire la déclaration échangée le 11 juin 1827

entre la France et la Prusse pour la possession du district de la Leyen. Cette rectification de frontière donna lieu à une cession réciproque de quelques communes : rien n'a été stipulé pour la nationalité des habitants.

Il faut aller jusqu'en 1860 pour trouver une importante cession de territoire intéressant la France ; c'est l'annexion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice, dont les habitants sont déclarés Français par le traité de Turin du 24 mars 1860. La cession ayant lieu en pleine paix entre États alliés, les stipulations ont un caractère un peu différent de celui de la plupart des clauses de même nature dans d'autres traités. Ainsi l'article 5 déclare que « le
« gouvernement français tiendra compte aux fonctionnaires
« de l'ordre civil et aux militaires appartenant par leur
« naissance à la province de Savoie et à l'arrondissement
« de Nice et qui deviendront sujets Français des droits
« qui leur sont acquis par les services rendus au gouver-
« nement sarde.... » Bien que beaucoup de hauts fonctionnaires aient opté pour la Sardaigne, quelques-uns d'entre eux ont pu continuer leur carrière en France. Un général sarde a même été aide de camp de l'empereur Napoléon.

L'article suivant permet aux habitants de conserver leur nationalité d'origine, s'ils ne veulent pas se rallier au nouveau souverain territorial : « Les sujets sardes originaires
« de la Savoie et de l'arrondissement de Nice, ou domici-
« liés actuellement dans ces provinces, qui entendront
« conserver la nationalité sarde jouiront, pendant l'espace

« d'un an à partir de l'échange des ratifications et moyen-
« nant une déclaration préalable faite à l'autorité compé-
« tente, de la faculté de transporter leur domicile en Italie,
« et de s'y fixer : auquel cas la qualité de citoyen sarde
« leur sera maintenue. »

Enfin l'article 12 de la convention additionnelle du 23 août 1860 contient des dispositions pour faciliter l'accomplissement des conditions exigées : « seront admis en France
« en exception de tous droits, le mobilier des individus
« originaires de Savoie ou de l'arrondissement de Nice,
« aujourd'hui Italiens dans les États Sardes qui dans le
« délai d'un an déterminé par l'article 6 du traité d'an-
« nexion du 24 mars 1860, conclu entre la France et la
« Sardaigne opteraient pour la nationalité française et
« viendraient se rendre en France. De même, l'immunité
« complète du droit de sortie sera accordée aux effets mo-
« biliers, et effets à usage appartenant aux individus ori-
« ginaux de Savoie et de l'arrondissement de Nice actuel-
« lement en France, qui, dans le délai susmentionné,
« opteraient pour la nationalité sarde et transporteraient
« leur établissement de France en Sardaigne. »

De ces textes il résulte nettement que deux catégories d'individus sont compris dans le changement de nationalité. On n'emploie pas le terme vague d'habitant. A s'en tenir seulement aux dispositions conventionnelles, on se fait de suite une idée très-précise de la situation : les *originaires* et les *domiciliés* deviennent de plein droit Français, à moins qu'ils ne remplissent les conditions indiquées. Cependant

le texte ne contient pas d'explications sur les Savoisiens et Niçois résidant hors de leur pays. L'article 12 précité de la convention du 23 août s'occupe de ceux qui demeurent en Italie et voudront devenir Français : il leur accorde des franchises de douane pour venir en France. Mais il est certain que ceux qui restaient en Italie ne devenaient pas moins Français. Le mot *opter* pour la nationalité française dans notre article, n'indique point une formalité ; leur option résultera, au contraire, de l'absence de toute déclaration. Il en est de même des Sardes d'origine résidant dans n'importe quelle autre partie du monde. Nul doute qu'ils ne fussent atteints par le traité. Sur ce point le traité de Zurich du 19 novembre 1859 qui stipulait la cession de la Lombardie au Piémont était plus explicite. Il accordait aux Lombards résidant en Lombardie et en Autriche un délai d'un an pour opter pour la nationalité autrichienne. Pour les Lombards résidant dans le reste de l'Europe et dans les autres parties du monde, le délai était porté à deux ans. L'option devait être faite devant les agents diplomatiques et consulaires de l'Empereur ou en Autriche devant certains fonctionnaires. Le traité de Turin et les conventions additionnelles sont muets sur la question ; mais quoiqu'un seul délai ait été stipulé, il n'est pas moins certain que les natifs de la Savoie et de l'arrondissement de Nice étaient tenus d'opter à l'étranger et en Italie devant les autorités sardes. — C'est ainsi, d'ailleurs, que la jurisprudence française l'a entendu : plusieurs Cours françaises ont été saisies de demandes formées pour s'exempter du service mili-

taire par de jeunes Sardes demeurant à l'étranger originaires des pays annexés. La nationalité française a toujours été reconnue à ceux d'entre eux qui avaient négligé d'opter (1).

Le traité de Zurich contenait une clause permettant au Gouvernement Impérial et Royal de congédier immédiatement les soldats et fonctionnaires de l'Empire d'origine lombarde, à moins qu'ils n'optassent de suite pour l'Autriche. Quoique non répétée dans le traité de Turin, cette clause semble avoir été implicitement acceptée par les parties contractantes.

Malheureusement, il y avait dans le traité une autre lacune autrement importante, relative aux mineurs. Si le Gouvernement français s'en était tenu aux termes des actes internationaux, qu'on vient de mentionner, il se serait formé probablement sur la question des mineurs, une jurisprudence libérale, de nature à donner satisfaction à leurs intérêts. Dans une cession stipulée, entre deux États amis et pour des considérations politiques, on pouvait, sans inconvénient, retarder purement et simplement l'ouverture du

1. Faut-il trancher la question dans le même sens s'il s'agit d'enfants nés à l'étranger de parents savoisiens ou niçois? oui, s'ils ont conservé leur domicile légal dans les pays annexés à la France, mais dans le cas contraire ne devrait-on pas dire que, étant ni *domiciliés*, ni *originaires*, ils ne sont pas affectés par les traités? Voir les arrêts de Lyon 11 mars 1872, Chambéry, 29 avril 1873 et Cour de Cassation, 19 août 1874.

On verra plus loin que les fils de Sardes Subalpins nés dans les territoires cédés sont l'objet de mesures spéciales : il faut donc supposer ici des Sardes nés en Savoie ou à Nice de parents indigènes.

délai d'option pour les mineurs, jusqu'au moment où ils auraient atteint leur majorité, et leur accorder une année à partir de cette époque. Le Gouvernement comprit lui-même qu'il y avait quelque chose à faire, et rendit le décret du 30 juin 1860, acte soi-disant explicatif, qui ne servit qu'à jeter le trouble dans la question.

Ce décret contient deux articles : le premier s'applique aux Sardes majeurs domiciliés en Savoie ou dans l'arrondissement de Nice au moment de la cession, mais originaires des provinces italiennes de la couronne de Sardaigne. Il leur accorde le droit de se faire naturaliser Français sur une simple demande et sans frais, pendant une année, mais le traité de Turin n'avait-il pas déjà visé les domiciliés, et ne leur accordait-il pas de plein droit la nationalité française, s'ils n'optaient pas dans les délais voulus ? Cette contradiction entre le traité et le décret explicatif n'a jamais pu être expliquée. De là des difficultés pratiques fréquentes, les autorités françaises ne sachant pas s'il fallait s'en tenir à la convention ou au décret du 30 juin. Nous voyons cependant un cas où le texte pouvait être invoqué : c'est celui d'un Sarde domicilié à Nice ou à Chambéry qui désirait consolider sa qualité de Français avant le moment où, le délai d'option étant expiré, il serait définitivement devenu sujet de l'Empire français. C'était une sorte de renonciation au droit de redevenir Italien en faisant la déclaration prescrite et en émigrant. On verra qu'une règle analogue a été admise lors de la cession de l'Alsace-Lorraine, mais alors pourquoi n'avoir pas accordé

le même droit aux originaires ? Cette explication, qui a été corroborée par deux décisions du ministère de la Justice des 6 mars et 7 août 1870, nous paraît pourtant préférable à celle qui consiste à prétendre que l'article premier du décret s'appliquait aux Sardes subalpins résidant le 30 juin dans les pays annexés, mais s'y étant établis postérieurement au traité de cession. Il est évident que, si le décret avait voulu s'occuper du petit nombre d'individus se trouvant dans ce cas, il l'aurait dit expressément. On ne doit pas oublier, d'ailleurs, que l'une et l'autre explication ont été données après coup, et qu'elles ne valent que comme témoignant des efforts des jurisconsultes pour concilier les deux termes d'une antinomie insoluble.

L'article 2 de notre décret nous ramène aux mineurs. Il permet aux mineurs nés dans la Savoie ou l'arrondissement de Nice de réclamer la nationalité française dans l'année qui suivra leur majorité, en suivant les règles de l'article 9 du Code civil. S'il n'y a pas ici de contradiction avec les termes du traité, c'est uniquement parce que le mot mineur n'est pas écrit une seule fois dans les actes internationaux qui stipulent la cession. Mais avec l'esprit du traité, la contradiction est absolue. Est-il logique, quand on déclare, d'une part, que tous les habitants d'un pays deviennent Français, à moins de formalités pour rester Italiens, de décider, d'autre part, qu'une catégorie nombreuse de ces habitants devront demander la qualité de Français ? L'idée de laisser le mineur dans une situation provisoire jusqu'à sa majorité est une idée fort juste, conforme à la

tradition française et à l'esprit de nos lois : mais au moins fallait-il décider précisément l'inverse, savoir que les mineurs nés en Savoie et à Nice pourraient à leur vingt et unième année opter pour la nationalité italienne. Ce malencontreux décret du 30 juin allait à l'encontre du plus clair des intérêts français, qui était de donner à la France le plus de sujets possible. Les engagements synallagmatiques, rédigés en présence des plénipotentiaires italiens qui avaient des intérêts contraires aux nôtres, nous étaient plus favorables que les dispositions de ce décret rendu par le gouvernement français agissant seul dans la plénitude de sa liberté ! Nous trouverons pourtant un cas, où l'article 2 a une utile application : mais certainement ce cas n'était pas dans la pensée de ceux qui l'ont rédigé.

A quelles règles faut-il se conformer aujourd'hui pour trancher les questions si nombreuses encore qui s'élèvent à propos de l'annexion de 1860 ? Pour les majeurs, la seule difficulté qui puisse se présenter est de savoir s'il faut regarder comme Français les domiciliés qui n'ont pas opté pour l'Italie, et qui n'ont pas invoqué pour devenir Français, le décret du 30 juin. On ne peut pas hésiter, croyons-nous, à se prononcer affirmativement. Le traité, acte solennel, est clair et précis. « Les sujets sardes... domiciliés qui
« entendront renoncer la nationalité sarde, jouiront, etc...
« de la faculté, etc... auquel cas, la nationalité sarde leur
« sera maintenue. » En présence de ce texte, on doit écarter les objections du décret du 30 juin. Les Italiens eux-mêmes n'ont pas hésité à suivre cette règle qui pour-

tant ne leur était pas favorable. Ils ont seulement exigé qu'il y eût domicile légal, au sens juridique du mot et non simple résidence, ou établissement de commerce (1). Un jugement du tribunal de Nice du 25 juin 1873 vient à l'appui de cette manière de voir. Il déclare Français un natif du Piémont, qui résidait depuis nombre d'années à Villefranche-sur-Mer et n'avait pas accompli en 1860 la formalité de l'option. L'intéressé n'avait pas même fait une véritable déclaration de domicile à Villefranche, mais il y avait son principal, même son unique établissement depuis plus de dix ans. — Un jugement du tribunal d'Albertville a reproduit cette théorie dans une affaire analogue qui est venue en appel devant la Cour de Chambéry, le 4 mai 1875. La Cour a réformé le premier jugement, tout en reconnaissant que le traité est aussi catégorique que possible en faveur de notre opinion. Mais, dans l'espèce, l'intéressé n'avait pas transféré en Savoie son domicile légal. En outre, la Cour s'est laissée influencer par l'article 1 du décret du 30 juin, qui lui a paru s'être en quelque sorte substitué aux règles du traité de paix. — Nous pourrions citer encore dans le même sens que cet arrêt, un jugement du tribunal d'Annecy, dont les motifs, longuement développés, tendant à prouver que le traité d'annexion lui-même, interprété avec sagacité, permet de regarder les domiciliés comme restés Italiens. Selon le tribunal ce serait pour renforcer une opinion déjà contenue virtuel-

1. Voir sur la jurisprudence italienne la *Revue de droit international* de Rolin Jacquemyns, tome VI, p. 264.

lement dans le traité qu'aurait été rendu le décret du 30 juin. Nous renvoyons au texte de cette curieuse sentence, qu'on ne saurait analyser (1), et qui nous paraît se refuter d'elle-même.

La pratique s'est trouvée, dans une certaine mesure, d'accord avec cette théorie : nous croyons savoir que des lettres de naturalisation ont été données à des individus majeurs et domiciliés au moment de l'annexion dans les pays cédés à la France.

Cependant, nous persistons à penser qu'on ne doit pas hésiter à tenir pour Français les simples domiciliés, comme l'ont jugé les tribunaux de Nice et d'Albertville, et comme, d'après la Cour de Chambéry elle-même, le traité de Turin l'exigeait expressément. L'opinion de cette Cour, d'après laquelle le traité aurait été, en quelque sorte, nové par le décret du 30 juin, est d'autant moins admissible que la jurisprudence peut trouver, à l'article premier du décret, une interprétation tout-à-fait différente, à laquelle le ministère de la Justice a fini par se rallier en 1870, ainsi qu'on l'a dit plus haut. Cette application détournée suffit pour qu'on puisse laisser subsister intactes les dispositions du traité, sans redouter d'être accusé de négliger complètement le décret.

La question est plus complexe pour les Savoisiens et les Niçois mineurs au moment où la cession a été consommée. Les Cours d'Aix et de Chambéry ont adopté une jurispru-

1. Ce jugement est du 9 juillet 1874. Recueil de Dalloz.

dence d'après laquelle les mineurs devraient suivre la nationalité de leurs parents : elles ne regardaient comme restés Italiens que les mineurs dont les parents avaient opté eux-mêmes pour demeurer sous la sujétion du roi Victor-Emmanuel. Cette opinion avait probablement pour raison d'être principale le souvenir d'un assez grand nombre d'arrêts rendus dans le même sens relativement aux enfants mineurs des natifs des départements séparés en 1814 de l'Empire français. Ce système qui nous paraîtrait déjà contraire aux principes généraux de la législation française, en nous plaçant à cette époque, est aujourd'hui incompatible, non-seulement avec l'esprit de nos lois, mais avec les termes mêmes de l'article 2 de la loi du 17 février 1851, d'où il résulte clairement que le changement d'allégeance d'un père de famille ne change en rien le statut personnel de ses enfants mineurs.

C'est la Cour de Chambéry qui a inauguré la jurisprudence que nous combattons, dans un arrêt du 22 décembre 1862, relatif à des jeunes gens, ayant opté pour la nationalité italienne, avec l'autorisation de leurs parents, qui étaient restés Français. Le tribunal de Saint-Jean-de-Maurienne s'était prononcé pour la validité de l'option : la Cour réforma son jugement. — La Cour d'Aix se rangea, en 1865, au même avis.

Le principal argument qu'on puisse invoquer contre ce système, c'est que les mineurs, qui pourtant devaient avoir, comme tous les Savoyens et Niçois, la faculté d'opter, se trouvaient mis dans l'impossibilité d'en user. Comment

fallait-il donc procéder, pour leur permettre de choisir une nationalité, comme ils avaient indubitablement le droit de le faire ? Dans une dissertation, sur la matière insérée dans la *Revue critique* (1), on proposait le moyen que nous avons recommandé ci-dessus, et qui consiste à retarder pour les mineurs le moment de l'option. C'est une solution irréprochable en principe, mais qu'il ne paraît pas possible d'adopter, quand on se trouve en présence d'un texte imposant un délai général. Une mesure administrative autorisant cette prorogation de délai eût été une mesure fort sage ; mais il est impossible d'y suppléer, sous peine d'entrer dans l'arbitraire. La prorogation de délai prévue par l'article 2 du décret du 30 juin, ne s'applique pas à notre cas, et ne saurait y être étendue, comme le voudrait l'auteur de l'article précité. — La solution la plus simple et la seule qui ne violentât point les dispositions des traités, était celle qui avait paru juste au tribunal de Saint-Jean-de-Maurienne, savoir l'autorisation donnée aux mineurs d'opter avec leurs représentants légaux. Evidemment, c'est encore une extension un peu abusive des règles relatives à l'incapacité des mineurs, puisque notre loi ne reconnaît pas que la présence du tuteur puisse compléter la capacité des pupilles, quand une question de statut personnel est en jeu. Mais, devant la nécessité absolue de permettre aux mineurs d'opter, et d'opter dans un délai d'un an, c'était le seul système qui sauvegardât leurs intérêts et leurs droits, sans violer le traité.

1. Article de M. Essautier, année 1863.

Il est remarquable que l'administration elle-même a suivi la théorie de Chambéry et d'Aix, fort attaquée pourtant dès le principe, au lieu de se ranger à l'opinion du tribunal de Saint-Jean-de-Maurienne, qui lui eût permis de résoudre plus facilement nombre de conflits qui naquirent dans la pratique. C'est ainsi qu'un certain nombre de jeunes Savoyens et Niçois, élevés au-delà des Alpes dans les écoles militaires de Sardaigne, des officiers même de l'armée royale encore mineurs, furent considérés comme Français en France parce que leurs parents retenus dans des propriétés de famille, et enchaînés par des intérêts locaux, n'avaient pu opter valablement pour eux-mêmes en autorisant leurs enfants à opter pour la Sardaigne.

Notre système offre encore cet avantage de présenter une application très-rationnelle de l'article 2 du décret du 30 juin 1860. Supposons, en effet, que le mineur a opté, dûment autorisé, pour la nationalité sarde : cette option est valable, mais on ne peut nier que, surtout si le mineur est jeune, elle présente des dangers. Notre article vient précisément parer à ces dangers, en permettant au mineur qui serait lésé par l'option faite pour lui, et qui voudrait devenir Français, de se faire naturaliser sommairement et sans frais après avoir atteint sa vingt-unième année. D'ailleurs, dans le système de la jurisprudence, cette application pourra avoir lieu également, si le mineur demeuré sujet sarde, en même temps que ses parents, désire devenir Français à sa majorité. L'arrêt de la Cour d'Aix du 17 mars 1865 est d'accord avec nous sur ce point.

La jurisprudence italienne s'est rangée elle-même à cette interprétation du décret du 30 juin 1860. Mais elle paraît avoir subi des fluctuations à cet égard. Un arrêt de la Cour de Turin du 23 août 1872 refuse de reconnaître l'application du décret du 30 juin 1860, entendu comme nous l'avons fait. Il s'agissait d'une famille savoisiennne devenue tout entière italienne par option. Les enfants mineurs furent déclarés par la Cour piémontaise incapables de reprendre la nationalité française en optant à leur majorité. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que le Code civil italien, tout en admettant que le père de famille, qui se fait naturaliser italien, confère par cela même la nationalité italienne à ses fils, permet à ces derniers de recouvrer la nationalité étrangère à leur majorité. La Cour de Turin a prétendu que si la naturalisation acquise par les lois civiles laissait place à cette option postérieure pour recouvrer le statut personnel perdu en état de minorité, il ne pouvait, en être ainsi en cas de cession de territoire, cas de force majeure, et dans lequel les lois ordinaires cèdent le pas au droit conventionnel. Cette bizarre prétention ayant été condamnée par arrêt de la Cour de cassation de Turin du 11 juin 1874, il est permis d'en conclure que la solution que nous avons admise plus haut est acceptée aujourd'hui par la jurisprudence italienne, ou, tout au moins, est en harmonie avec ses plus récentes décisions.

Un fort argument, d'ailleurs, en faveur de cette solution c'est que, si on la rejetait, il faudrait forcément dire que le décret du 30 juin s'applique à tous les mineurs nés en

Savoie et à Nice et par suite les regarder comme Italiens dans tous les cas jusqu'à leur majorité les écarter du volontariat d'un an et des écoles du gouvernement. Personne assurément ne soutiendrait sérieusement une pareille doctrine.

Nous arrivons aux mineurs nés en Savoie et dans le comté de Nice de parents Subalpins que nous supposons, bien entendu, résider au-delà des Alpes, car, s'ils résidaient en pays annexé, leur qualité de domiciliés les ferait rentrer dans une des catégories prévues par le traité. Rigoureusement, la situation de ces mineurs devrait être déterminée par les premiers mots de l'article 6 du traité d'annexion qui détermine la nationalité des originaires. Il fallait donc régulièrement une option pour que ces enfants nés à Nice ou à Chambéry même pendant un voyage de leurs parents ou un séjour qu'ils y faisaient comme fonctionnaires échappassent à la nationalité française. Mais l'Italie réclama : ce résultat avait en effet quelque chose de choquant. Il était bizarre que des jeunes gens nés et élevés en Italie invocassent la nationalité française pour s'exempter du service militaire, uniquement parce qu'ils étaient nés fortuitement dans les pays cédés à la France. A la suite de pourparlers une entente s'établit en 1874 entre les deux gouvernements. On considéra ces jeunes gens comme étant dans les conditions prévues par l'article 2 du décret du 30 juin 1860, et on les autorisa à opter pour la nationalité française. Aujourd'hui s'ils n'ont pas fait une option explicite à leur majorité, ils sont considérés comme étant restés Italiens et soumis par conséquent au service militaire dans le royaume.

C'est une concession, qui, en droit strict, est peut-être critiquable, mais qui en équité est parfaitement fondée.

Enfin, il pouvait y avoir des mineurs nés au-delà des Alpes demeurant en Savoie ou dans l'arrondissement de Nice au moment du traité d'annexion. Il faut distinguer d'abord s'ils y étaient domiciliés. Les mineurs ayant le domicile de leurs parents, on doit mettre de côté le cas où ceux-ci résideraient dans les provinces restées sardes : assurément dans ce cas la nationalité des enfants ne serait pas atteinte. Si les parents ont leur domicile en Savoie ou dans le comté de Nice, leurs enfants deviennent Français, à moins d'une option faite par eux avec autorisation, ou en leur nom par leurs représentants légaux. Seulement ils n'auront pas les moyens de devenir Français à leur majorité comme les mineurs nés dans le pays qui sont restés sujets sardes. C'est de toute justice, car on doit supposer chez un individu né dans le pays annexé plus d'attachement pour ce pays que chez celui qui y aura simplement résidé. Ils conserveront la nationalité italienne ; et ne pourront devenir Français que par une naturalisation ordinaire.

§ 5. — *Annexion de Menton et Roquebrune.*

La réunion du Comté de Nice à la France rendit notre pays limitrophe du petit État de Monaco. Un an s'était à peine écoulé qu'une grande partie de la principauté était annexée au département des Alpes-Maritimes. Par la convention signée à Paris le 2 février 1861, le prince de

Monaco cédait à la France les communes de Menton et de Roquebrune. Les articles 7 et 8 règlent la condition des habitants. Les sujets monégasques originaires de Menton et Roquebrune et y domiciliés, qui voulaient conserver la nationalité monégasque avaient un délai d'un an, à partir de l'échange des ratifications, pour se fixer dans la principauté. A cette condition leur nationalité leur était maintenue. Ainsi de même que dans tous les traités que nous avons étudiés, le cessionnaire stipule que les habitants ne pourront conserver leur nationalité d'origine qu'à la condition d'émigrer. Seulement dans la convention entre la France et Monaco, du 2 février 1861, on fait exception pour les habitants de Roquebrune et Menton, étant au service du Prince : ceux-ci pouvaient continuer de résider à Menton et Roquebrune, à la condition d'annoncer cette intention au consul de France à Monaco, dans les trois mois après l'échange des ratifications. Ils restaient alors monégasques, quoique domiciliés en France.

La disposition de traité forçant, sauf exceptions, les habitants des deux communes cédées à se transporter dans la partie restée indépendante de la principauté, s'ils voulaient rester sujets monégasques, n'obligeait pas, bien entendu, les originaires de ces communes demeurant dans d'autres parties de la France. Ceux-ci, moyennant une simple option, ainsi que l'a formellement reconnu un arrêt de la Cour d'Aix du 19 février 1873, pouvaient demeurer fidèles à leur nationalité antérieure.

§ 6. — *Rectification de frontière dans la vallée des Dappes.*

Dans un traité signé à Berne entre la France et la Suisse, le 8 décembre 1862, pour la rectification de la frontière entre les deux pays dans la vallée de Dappes, un article a été consacré à régler la nationalité des habitants des parties de la vallée qui changeaient de maître. Les originaires des lambeaux de territoire qui étaient cédés acquéraient la nationalité du pays dont leur sol faisait partie dorénavant, à moins que, dans l'année, ils ne déclarassent vouloir continuer de vivre sous leur ancienne allégeance auquel cas, ajoute le texte, ils « pourront néanmoins conserver leur domicile actuel ». On conçoit que dans une cession si peu importante, et s'opérant en pleine paix, on n'ait pas redouté les agitations causées par la présence d'étrangers sur le territoire annexé. Nous ne croyons pas qu'aucun autre traité ait adopté cette large disposition.

§ 7. — *Cession de l'Alsace-Lorraine.*

En arrivant à l'étude de la situation des Alsaciens-Lorrains au point de vue du statut personnel, nous abordons un sujet plus actuel encore que l'annexion de la Savoie et du comté de Nice, et auquel se rattachent une série de questions dont la solution est d'une importance capitale pour de nombreux intérêts.

Lors des discussions qui précédèrent la conclusion du traité du 10 mai 1871 et de la convention additionnelle du 11 décembre suivant, les plénipotentiaires français essayèrent d'obtenir que les habitants seulement des territoires cédés, c'est-à-dire ceux qui y avaient leur domicile, devinssent Allemands : M. Thiers, dans la séance de l'Assemblée nationale du 20 décembre 1871 (1), exposait aux représentants du pays que ce système avait paru plus conforme aux précédents et plus rationnel ; mais que les Allemands, obéissant à l'idée de la race avaient voulu revendiquer les originaires comme sujets de l'Empire germanique. Cependant à la lecture de l'article 2 du traité de Francfort, il semble que l'on ait adopté un système mixte singulièrement plus favorable à la France que ceux qui auraient consisté à déclarer Allemands, soit tous les domiciliés en Alsace-Lorraine, quelle que fût leur origine, soit tous les natifs, quelle que fût leur résidence.

« Les sujets français, ainsi s'exprime cet article, originaires des territoires cédés, domiciliés actuellement sur ces territoires, qui entendront conserver la nationalité française jouiront, jusqu'au 1^{er} octobre 1872, et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en France et de s'y fixer, sans que ce droit puisse être altéré par les lois sur le service militaire, auquel cas la qualité de citoyen français leur sera maintenue. »

1. Voir l'exposé des motifs du projet de loi portant approbation de la convention du 11 décembre.

L'idée qui ressort nettement de ce texte est que pour tomber sous le coup du traité il faut être originaire d'Alsace-Lorraine, et en même temps y demeurer. Nous étions donc fondés à croire que les Français nés dans les départements restés Français et domiciliés en Alsace, ainsi que les Alsaciens-Lorrains de naissance demeurant dans le reste de la France ou en tout autre lieu du monde, continueraient purement et simplement à être considérés par les deux gouvernements comme Français.

La question des domiciliés non originaires des territoires cédés fut discutée dans une des séances de la commission de Francfort. L'opinion française qui se fondait sur le traité pour conserver en tous cas la qualité de Français aux habitants non natifs de l'Alsace-Lorraine, parut avoir été acceptée dans le protocole du 6 juillet 1871 (1).

Le 18 décembre suivant, une communication de M. d'Arnim, ambassadeur d'Allemagne à Paris, au gouvernement français sembla encore nous donner raison. M. de Rémusat en prit acte dans les termes suivants : « Je
 « m'empresse de vous remercier de cette communication
 « qui est destinée à résoudre de nombreuses difficultés pra-
 « tiques, et d'où il résulte que les individus qui ne sont pas
 « natifs des territoires cédés ne seront pas astreints à faire
 « une déclaration d'option pour conserver la nationalité
 « française, quoiqu'ils puissent être issus de parents nés

1. Pour tous les documents officiels, voir la collection des *documents relatifs à la paix avec l'Allemagne*, publiés par le ministère des affaires étrangères.

« en Alsace-Lorraine, ou qu'ils résident eux-mêmes dans
« ce pays (1). » La chancellerie fédérale ne protesta pas
contre les termes de cette dépêche et la question, si ques-
tion il y avait, semblait résolue à notre satisfaction, quand
une circulaire de M. de Moeller, président supérieur de
l'Alsace-Lorraine, datée du 7 mars 1872 émit une exi-
gence nouvelle. Ce document divisait en trois classes les
personnes dont l'annexion affectait la nationalité : 1° les na-
tifs d'Alsace-Lorraine y domiciliés au 2 mars 1871, date de
la signature des préliminaires de la paix ; 2° les natifs des
territoires cédés, n'y résidant pas ; 3° les habitants non
originaux, mais domiciliés. De la première catégorie on exi-
geait une option expresse suivie de transfert de domicile, pour
conserver la nationalité française ; de la seconde une simple
déclaration d'option. Enfin, à la troisième catégorie, on ne
pouvait demander une déclaration d'option ; c'était mani-
festement contraire au traité : mais on lui imposait d'émig-
rer avant le 1^{er} octobre 1872 sous peine d'être regar-
dés comme Allemands. Le gouvernement français s'émut
d'une nouvelle jurisprudence de nature à inquiéter un si
grand nombre de nos nationaux. M. d'Arnim, par une dé-
pêche du 1^{er} septembre 1872, expliquait les motifs qui
avaient engagé son gouvernement à approuver la circulaire de
M. de Moeller. « Le gouvernement impérial, écrivait l'am-
« bassadeur de l'empereur allemand, a estimé dès le
« principe que par le fait même de la cession de l'Alsace et

1. Dépêche du 24 déc. 1871. Voir le *Journal officiel* du 14 sept. 1872.

« de la Lorraine à l'Allemagne, ses habitants de nationalité française devenaient Allemands, sans que cet effet dût être constaté expressément par le traité de paix, et l'article 2 n'a eu, à ses yeux, d'autre sens, ni d'autre but que de fixer les conditions par l'observation desquelles une certaine catégorie d'habitants pourrait se soustraire à cette conséquence naturelle de la cession. En exigeant de ces derniers une déclaration formelle d'option en faveur de la France et la translation de leur domicile effectif, il n'a pas cependant entendu dispenser de toute formalité une autre catégorie de personnes qui devenues, elles aussi, Allemandes par suite de la cession du pays, désireraient revendiquer leur ancienne nationalité. »

Il est inutile de faire la critique de cette doctrine au point de vue juridique. Bornons-nous à constater que le gouvernement français n'a jamais cru devoir admettre, pour son compte, cette interprétation extensive du traité. Il a toujours persisté à regarder comme Français nos compatriotes qui demeuraient alors en Alsace-Lorraine, mais n'y étaient pas nés. Il semblait inadmissible, qu'en présence des termes du traité, la continuation de la résidence pût, à elle seule, les faire passer sous l'allégeance de l'empereur d'Allemagne. Cette divergence de vue entre les deux gouvernements fut portée à la connaissance des intéressés par une note insérée au *Journal officiel* du 14 septembre 1872, c'est-à-dire deux semaines avant l'expiration du délai fatal.

La circulaire du président supérieur d'Alsace-Lorraine citée ci-dessus imposait comme on l'a vu, la formalité de

l'option aux originaires non domiciliés. Sur ce point encore, l'Allemagne s'écartait du texte du traité de paix du 10 mai 1871. M. de Clercq avait une première fois à Francfort, dans la séance du 19 octobre 1871, demandé des éclaircissements à ses collègues allemands sur la signification du mot *originaire*. Il aurait désiré qu'on ne comprit sous cette dénomination que les Alsaciens-Lorrains nés de parents qui fussent nés eux-mêmes dans les territoires cédés. Notre plénipotentiaire comprenait le danger et l'injustice qu'il y aurait à déclarer Allemande une personne née en Alsace pendant un voyage qu'y faisait sa mère, mais demeurant à Marseille ou à Brest. Les Allemands rejetèrent cette manière de voir et refusèrent d'abord de se prononcer. Sollicités de nouveau de donner un avis, ils répondirent, à la séance du 7 novembre, que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris ferait directement connaître au gouvernement français l'opinion du cabinet de Berlin. En effet, le comte d'Arnim déclara à M. de Rémusat, par lettre du 18 décembre suivant, que le gouvernement allemand regardait comme rentrant dans la catégorie des originaires « tous ceux qui sont nés dans les territoires cédés. » D'ailleurs la question des originaires avait été tranchée dans l'intervalle par un acte synallagmatique.

La nationalité allemande, d'après le traité de paix, n'atteignait pas les personnes nées dans les territoires cédés qui n'y résidaient pas : la convention additionnelle du 11 décembre 1871 montra plus de rigueur et en déterminant les conditions dans lesquelles elles pourraient opter,

elle sanctionne (1) une aggravation aux exigences du traité primitif. Elle donnait le droit à M. de Moeller de citer les originaires non domiciliés parmi les personnes qui devaient opter : cette règle fut d'ailleurs appliquée strictement dans la pratique.

De l'option. — La déclaration d'option devait s'effectuer en Alsace-Lorraine devant les directeurs des cercles, en France, devant les maires, en Allemagne, devant les agents diplomatiques et consulaires de France et devant les autorités désignées à cet effet dans les différents États de l'Empire, enfin dans le reste du monde devant les agents diplomatiques et consulaires Français. L'option devait être faite en Europe avant le 1^{er} octobre 1872, hors d'Europe avant le 1^{er} octobre 1873. Les options reçues par les autorités françaises ont été inscrites au *Bulletin des lois*, où ne figurent pas toutes celles qui ont été reçues par les directeurs de cercles en Alsace.

Pour les Alsaciens-Lorrains, comme pour les Niçois, la question des mineurs fut la plus délicate à régler. Nos plénipotentiaires auraient désiré que pour eux le délai de l'option fût prolongé jusqu'à l'époque de leur majorité. On a dit plus haut que c'était la seule manière logique de concilier les exigences de la nécessité avec le principe de notre droit qui ne permet pas aux mineurs de changer de nationalité par un fait indépendant de leur volonté. Mais l'Allemagne ne l'entendait pas ainsi, et il fut admis que les

1. Art. 1.

personnes, qui ne pourraient pas opter valablement elles-mêmes, opteraient valablement avec l'assistance de leurs représentants légaux. Le père opterait pour ses enfants, le tuteur pour son pupille. Le protocole de Francfort ne prescrivait rien de plus ; mais la circulaire de M. de Moeller du 16 mars 1872 a obligé, en outre, le tuteur à prendre l'avis du conseil de famille et à opter pour lui-même aussi, s'il voulait pouvoir opter valablement pour son pupille. Quant au père, il ne pouvait pas non plus, dans l'opinion des Allemands, opter pour ses enfants ou autoriser ses enfants à opter, sans opter lui-même. Les coutumes germaniques reconnaissant en général que les mineurs suivent la nationalité de leur père, cette solution semblait logique, bien que la loi allemande du 1^{er} juin 1870 permette aux mineurs autorisés de demander la naturalisation. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvions l'admettre en France. La France a toujours regardé comme Français les jeunes gens ayant opté avec l'autorisation de leurs parents sans que ceux-ci aient rien fait pour conserver la qualité de Français pour eux-mêmes. Mais, l'Allemagne les regardait aussi comme ses sujets. Pour éviter autant que possible aux intéressés les inconvénients et les dangers pouvant résulter d'un conflit de ce genre, l'administration n'a pas cru devoir les enrôler de plein droit dans l'armée. Une circulaire de M. le général de Cissey, datée du 7 décembre 1875, portant des instructions sur l'appel de la classe, s'exprime ainsi sur les Alsaciens-Lorrains :

« Les jeunes gens originaires de pays cédés à l'Alle-

« magne qui, ainsi que leurs père, mère, ou tuteur, ont
« opté pour la nationalité française, seront portés sur les
« tableaux de recensement de la commune où leur famille
« a aujourd'hui son domicile légal.

« Quant à ceux de ces jeunes gens dont les père, mère,
« ou tuteur n'auraient pas eux-mêmes réclamé la nationa-
« lité française, ou auraient conservé leur domicile sur le
« territoire cédé, on ne devra les inscrire que s'ils en font
« formellement la demande. Ils seront prévenus que le
« gouvernement allemand contestant la validité de leur
« option personnelle, lors même qu'elle a eu lieu avec
« l'assentiment de leurs représentants légaux, ils s'exposent,
« en entrant dans les rangs de notre armée, à être pour-
« suivis comme réfractaires par l'autorité allemande, s'ils
« retournent dans leur pays d'origine. Mention de cet avis
« sera faite sur les tableaux de recensement, et ils devront
« la certifier par leur signature. »

Les plénipotentiaires français, lors des réunions de la conférence de Francfort, demandèrent qu'une différence fût faite entre les mineurs émancipés et ceux qui ne l'étaient pas. Le protocole, n° 1, constate qu'ils ne purent obtenir gain de cause, et que, du moins en ce qui concerne la déclaration d'option, le mineur émancipé fut complètement assimilé au mineur non émancipé.

La femme mariée, dans notre législation, ne suit pas forcément la nationalité de son mari. L'Alsacien qui voulait rester Français devait donc opter pour sa femme. Une circulaire du ministre de la Justice du 30 mars 1872 invita les

femmes nées en Alsace-Lorraine, mariées en France, à opter avec l'autorisation maritale : étaient-elles mariées à des Alsaciens-Lorrains, il est évident qu'elles devaient opter avec leur mari, sous peine de devenir Allemandes : étaient-elles mariées à d'autres Français, il était à craindre que les Allemands ne nous objectassent notre loi pour les regarder comme sujettes de l'Empire.

Du transfert du domicile. — Ainsi qu'on l'a dit ci-dessus, la déclaration d'option, même accomplie dans les conditions requises, ne suffisait point pour conserver la nationalité française, quand le déclarant demeurait en Alsace-Lorraine. Les habitants des pays cédés devaient, en outre, conformément à l'article du traité du 10 mai, avoir transféré leur domicile hors des territoires cédés à la date du 1^{er} octobre 1872. A cette date seulement, leur option se trouvait définitivement confirmée. Ceux-mêmes qui ont pu opter hors d'Europe, jusqu'au 1^{er} octobre 1873, devaient avoir émigré avant cette époque. — Enfin, on se rappelle que les habitants d'Alsace-Lorraine, non originaires, mais qui y étaient domiciliés au 2 mars 1871, devaient aussi, d'après les Allemands, avoir émigré avant le 1^{er} octobre 1872 ; sinon ils devenaient sujets de l'Empereur d'Allemagne. Mais on se rappelle aussi que cette aggravation des exigences du traité n'a pas été admise par la France.

Aux termes du traité de paix, le domicile devait être transporté en France, mais cette disposition ne doit pas être prise à la lettre. Le fait même que l'Allemagne reconnaissait la qualité de Français sur simple option, aux Alsa-

ciens-Lorrains demeurant hors de leur pays d'origine, prouve bien qu'ils n'attachaient pas d'importance au lieu même où le domicile devait être transféré. Un grand nombre de nos compatriotes se sont retirés en Suisse et aux États-Unis et leur option a été parfaitement admise. — La condition indispensable exigée par les Allemands était la sincérité de l'émigration. Ils n'ont pas rigoureusement demandé l'accomplissement des formalités exigées par le Code civil, pour le transfert du domicile, quand l'émigration était sérieuse, et de même ils ne se sont pas contentés de ces formalités, quand l'émigration était feinte. Ainsi, il ne suffisait pas de faire une élection de domicile, non suivie d'un transfert de son principal établissement. Il fallait un abandon effectif du territoire cédé. Le retour en Alsace-Lorraine, peu de temps après l'option, emportait, aux yeux des Allemands, la présomption que l'option n'était pas sérieuse et en entraînait l'annulation. Nos compatriotes avaient saisi l'option comme une occasion de manifester leurs sentiments, comme une manière de faire en faveur de leur patrie une sorte de plébiscite. Beaucoup ne purent partir, un nombre immense partit pour revenir bientôt : aussi d'innombrables options furent-elles annulées administrativement pendant les derniers mois de 1872 et les premiers mois de 1873.

Sur ce point la chancellerie fédérale s'est montrée souvent bien sévère. Nous admettons volontiers que si l'optant est simplement venu passer dans un hôtel d'une ville française la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre et

les quelques journées suivantes, son retour en Alsace, surtout s'il y a laissé des intérêts en souffrance qui le réclament, peut être considéré comme la preuve qu'il n'a pas sérieusement transféré son domicile hors des pays annexés à l'Allemagne. Mais quand un Alsacien a transféré en France son principal établissement, quand, par exemple, un industriel de Mulhouse est venu s'établir à Paris avec sa famille, quand un ouvrier est venu s'embaucher en France, nous ne pouvons admettre qu'un séjour en Alsace, même peu de temps après le moment où il fallait avoir quitté le pays, pût donner lieu à une annulation d'option.

Il y a une question de mesure, qui a été trop souvent tranchée contre l'intérêt de nos compatriotes. La seule règle logique eût été d'expulser comme étrangers les Alsaciens-Lorrains dont la présence eût paru de nature à répandre le trouble ou à entretenir l'agitation dans les esprits. Il semble, d'ailleurs, que les plénipotentiaires allemands à Francfort s'étaient exprimés ouvertement dans ce sens (1). « Les optants qui ont émigré, avaient-ils dit, « en réponse à une demande des représentants de la « France, peuvent comme tout autre étranger franchir la « limite allemande et s'y fixer de nouveau, en tant et « aussi longtemps que les autorités allemandes y donneront leur assentiment. » C'était la vraie doctrine ; malheureusement en pratique, elle n'a pas toujours été observée. Ce n'est qu'assez tard qu'on a commencé à ex-

1. Protocole, n° 1.

pulser nos compatriotes, et à les inviter à signer leur demande de *renaturalisation* s'ils voulaient rentrer : mais bien plus souvent et dans la première année surtout, on déclarait nulle l'option de l'optant qui revenait dans son pays, eût-il sa principale installation de l'autre côté des Vosges.

Le bruit avait couru dans quelques arrondissements d'Alsace-Lorraine, qu'après six mois les optants pourraient revenir sans que leur option pût être annulée ; mais, si ce système a été suivi dans quelques parties des territoires cédés, il n'a pas reçu d'application générale. Jamais le gouvernement de Berlin n'a voulu fixer une époque après laquelle il prendrait le parti de traiter comme tous autres étrangers les Alsaciens-Lorrains revenant en Alsace-Lorraine.

En ce qui concerne les mineurs, nous avons déjà dit que les Allemands, fidèles à leur jurisprudence ordinaire, leur attribuaient la même nationalité qu'à leurs parents. La loi française ne leur permet pas d'avoir un autre domicile légal que leurs représentants légaux : en raisonnant strictement, on pouvait donc en conclure que le mineur, dont le père avait opté pour lui-même et pour sa famille, et qui s'était établi en France, tandis que son père restait en Alsace, n'avait pas exactement suivi les règles des traités, puisqu'il avait encore son domicile légal chez son père dans les pays cédés. Cette considération fut promptement saisie par l'Allemagne qui la fit passer dans sa jurisprudence. Mais il a paru à la France que c'était là une conséquence exagérée et indûment déduite de notre théorie du

domicile légal. En établissant les règles du domicile, le législateur a eu simplement en vue de fixer une règle de procédure : et, de cette simple question, le gouvernement français n'a pas pensé qu'on pût tirer des conséquences aussi graves qu'un changement de nationalité. En outre, il paraît évident que les plénipotentiaires de Francfort, n'ont aucunement entendu le mot domicile dans son sens strict, mais seulement dans celui de résidence. Aussi la France a-t-elle toujours tenu pour Français le mineur qui a régulièrement opté et qui réside en France.

On pouvait espérer du moins que cette divergence ne s'étendrait pas au cas où le mineur a été régulièrement émancipé. En effet, le lien qui unit le mineur émancipé à son curateur est trop faible pour qu'on puisse lui imposer la nationalité de ce dernier, et d'autre part le père ayant renoncé à la puissance paternelle, de quel droit les Allemands pouvaient-ils maintenir entre son fils et lui l'identité forcée de nationalité qui est comme un des attributs de la puissance paternelle. Cette solution paraissait d'autant plus sûre que les Allemands avaient reconnu que le mineur émancipé n'avait pas le même domicile que son père, si bien qu'ils avaient déclaré que le mineur émancipé dont le père est simplement domicilié en Alsace-Lorraine ne deviendrait pas Allemand, s'il résidait en France. — Malheureusement la jurisprudence allemande n'a point étendu cette disposition au mineur émancipé originaire d'Alsace-Lorraine, auquel elle ne reconnaît en général la qualité de Français que si son curateur et son père sont l'un et l'autre restés Français.

Les gouvernements français et allemand se sont encore trouvés divisés sur la question de savoir quelle est la nationalité du mineur né en France de parents originaires d'Alsace-Lorraine ou y domiciliés. Les Allemands le réclament toujours pour sujet de l'Empire, tandis que, dans aucun cas, il n'est Allemand aux yeux des Français. En effet, si ses parents sont domiciliés en Alsace, qu'ils soient d'ailleurs Alsaciens ou non, le mineur est Français à nos yeux, puisqu'il n'a en Alsace que son domicile, ce que nous avons toujours considéré comme insuffisant pour entraîner la perte de la qualité de Français. Si nous supposons les parents alsaciens, et n'optant pas, l'enfant mineur né en France est encore réclaté par les Allemands comme fils d'Allemand, tandis que nous le tenons pour Français comme n'étant pas originaire, et par suite n'ayant pas eu besoin d'opter sur ce point. On peut citer un précédent judiciaire, le jugement rendu par la première chambre du tribunal de la Seine le 25 juin 1875, à l'occasion de l'appel sous les drapeaux français d'un mineur dans ces conditions qui voulait exciper de son extranéité. Les magistrats le déclarèrent Français au point de vue du droit civil et aussi au point de vue des traités. En effet, d'une part, le mineur français ne saurait, suivant nos lois, être dépouillé de sa nationalité par un fait indépendant de sa pleine et entière volonté, et, d'autre part, il ne peut être compris, à aucun point de vue, dans la catégorie des originaires d'Alsace-Lorraine. Cette sentence a été confirmée par arrêt de la Cour de Paris, rendu en audience solennelle le 4 février 1876.

Pendant la période d'option, avant que les intéressés eussent opté, ou fussent devenus Allemands en laissant passer les délais, quelle était leur situation au point de vue de la nationalité? Étaient-ils Allemands ou Français? La question n'est pas sans importance au point de vue, par exemple, de la nationalité des enfants nés à cette époque.

Les tribunaux français appelés à se prononcer ont admis que les Alsaciens-Lorrains ne devenaient Allemands qu'à partir du 1^{er} octobre 1872 si auparavant ils n'avaient pas opté pour la France. On peut consulter un certain nombre de jugements dans ce sens, entre autres ceux rendus sur des compétences par les tribunaux de Vesoul (1) et de Nancy (2). Les Allemands ont admis l'opinion inverse, à qui on ne peut méconnaître d'être plus logique *a priori* : il semble en effet naturel de faire dater du 2 mars 1871, jour de la signature des préliminaires de la paix, le changement d'allégeance des habitants, de même que le changement de propriété du territoire (3). Mais notre système est

1. 19 juillet 1871.

2. 31 août 1871.

3. L'ancienne jurisprudence française allait plus loin encore dans ce sens et admettait que les habitants sont momentanément naturalisés par l'occupation de leur pays par les troupes françaises. La Cour de Paris l'a reconnu à plusieurs reprises pour l'Algérie. Par arrêt antérieur au 20 mars 1837, date du traité de la Tafna, elle a déclaré des Algériens dispensés comme Français de la *caution judicatum solvi*. — L'Allemagne a condamné ce système arbitraire et absolument contraire au droit des gens en autorisant les habitants des pays occupés, même les Alsaciens-Lorrains, à voter pour envoyer des représentants à l'Assemblée nationale de Bordeaux.

conforme à notre théorie générale d'après laquelle la nouvelle nationalité ne doit être acquise que lorsqu'il y a adhésion de la part des habitants du pays cédé : or, l'adhésion se manifeste par l'omission des formalités requises et des conditions exigées pour conserver la nationalité antérieure. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que l'Allemagne a parfaitement admis que nous gardions dans les rangs de l'armée française des soldats alsaciens, jusqu'au moment de l'expiration du délai d'option. On a stipulé seulement pour eux la faculté d'obtenir une libération anticipée en déclarant l'intention de devenir Allemands. Cette faculté, fondée sur la convention additionnelle du 11 décembre 1871 (1), était plutôt une renonciation au droit d'opter pour la France, et n'empêchait nullement que les marins et soldats qui ne l'invoquaient pas et n'optaient pas non plus pour la nationalité française, devinssent Allemands à l'expiration du délai. Une circulaire du ministre de la guerre du 5 septembre 1872 ordonne en effet aux chefs de corps de renvoyer au 1^{er} octobre suivant tous les originaires d'Alsace-Lorraine qui n'auraient pas opté pour la France. Un droit analogue d'option anticipée pour l'Allemagne, fut concédé aux détenus Alsaciens-Lorrains dont la remise à l'Allemagne était prévue par l'article 4 de la convention du 11 décembre 1871 (2).

1. Voir le protocole de clôture, article 1^{er}.

2. On remarquera que cette option particulière pour l'Allemagne remplit ici le rôle que nous avons attribué au décret du 30 juin 1860 — article 1^{er}. — relativement aux domiciliés en Savoie et dans l'arrondissement de Nice, natifs des provinces italiennes de la monarchie sarde.

A côté des règles ou traités, les Alsaciens peuvent invoquer pour redevenir Français les règles ordinaires du Code civil sur la nationalité. A notre Code civil, resté en vigueur dans nos anciennes provinces, s'est ajoutée à la date du 23 janvier 1873, la loi sur l'indigénat allemand du 1^{er} juin 1870 qu'une ordonnance impériale a rendue exécutoire dans le pays d'Empire.

CHAPITRE V.

NATURALISATION SPÉCIALE DE LA FEMME PAR LE MARIAGE.

§ 1. — *De la femme étrangère qui épouse un Français.*

Les questions de nationalité sont moins souvent soulevées dans la pratique à l'occasion des femmes, par le motif que la cause la plus habituelle des conflits, le service militaire, n'existe pas pour elles. Pourtant, au point de vue de la succession, des droits personnels, des enfants, il est tout aussi nécessaire de déterminer leur statut personnel. — Tout ce qui a été dit jusqu'ici s'applique aux deux sexes, sauf les déchéances des décrets de 1808 et 1811 ; c'est ce qu'a établi un avis du Conseil d'État du 22 mai 1812. Mais la loi connaît un mode spécial de naturalisation particulier à la femme, et résultant de son mariage. « L'étrangère qui « épouse un Français, dit l'article 12 du Code Civil, suit « la condition de son mari. »

Cette règle est comme un corollaire des principes sur lesquels est fondé le mariage. En se mariant, la femme se soumet à son mari, chef de la communauté ou de l'association conjugale. Il est donc naturel que les deux époux aient la même nationalité, tant au point de vue des questions d'intérêt à résoudre entre eux, qu'au point de vue de

l'éducation des enfants ; il importe qu'en général ils fassent partie de la même nation. D'ailleurs, ils ont le même domicile, c'est de l'essence même du mariage, et il serait tout-à-fait contraire à cette règle que l'un deux pût se considérer comme demeurant à l'étranger, tandis que son conjoint demeurerait dans sa patrie. De même que la femme prend le nom de son mari, et s'engage à le suivre, de même elle doit logiquement embrasser sa nationalité.

La plupart des législations étrangères sont d'accord sur ce point avec la loi française. Seule la loi anglaise avait refusé jusqu'en 1870 de reconnaître que la femme pût acquérir ou perdre en se mariant la nationalité britannique. Le bill du 12 mai 1870, article 10, revient à une règle plus équitable. Aujourd'hui donc l'étrangère qui épouse un Anglais devient Anglaise. Et il n'existe plus que le souvenir de cette singulière situation faite autrefois à la femme française épousant un Anglais qui était à la fois Française à Londres et Anglaise à Paris. Nous avons vu que certaines législations de l'Amérique du sud attribuaient à un étranger, épousant une femme du pays, la nationalité locale : c'était une sorte de contre-sens dont on comprend facilement la cause. Le mariage d'un étranger dans un pays est une forte présomption qu'il entend s'y fixer à jamais : de cette présomption les Américains faisaient découler la concession de la nationalité. Aux yeux de la loi française, non-seulement le mari français ne doit pas suivre la nationalité de la femme, mais celle-ci doit devenir Française en pareil cas. Mais dans la pratique, on peut facilement concilier les deux

législations si le Français a perdu l'esprit de retour. Et la disposition de l'article 12 faite en vue d'une situation normale, et toujours applicable si le Français demeure en France ou fait un simple voyage à l'étranger, ne sera nullement violée parce qu'on aura considéré le mariage d'un émigré avec une Bolivienne comme témoignant de son intention de quitter à jamais la France, et apportant un argument en faveur de sa dénationalisation. Une loi haïtienne du 10 octobre 1860 décide que la femme haïtienne qui épouse un étranger conserve sa nationalité : beaucoup de nos compatriotes ont invoqué cette disposition pour faire le commerce au nom de leur femme dans des villes où il n'est pas permis aux étrangers de s'établir. On discute aujourd'hui si la nouvelle constitution de la République n'a pas abrogé la loi de 1860.

Il résulte des termes mêmes de notre article 12, qu'il n'est point question ici d'une naturalisation ordinaire. On ne demandera donc pas à la femme une déclaration préalable, ni une soumission de fixer son domicile en France, ni un stage quelconque. Le changement de nationalité se fait par voie de conséquence et *ipso facto*.

Cependant la volonté est nécessaire dans ce cas comme dans tous les autres, pour opérer la *status mutatio* : cette volonté, croyons-nous, est manifestée clairement par le fait même du mariage. La femme, libre de ne pas se marier, sait à quoi elle s'expose en se mariant. C'est pour cette raison que nous ne pouvons pas admettre que la femme suive après le mariage la nationalité de son mari si ce dernier change de nationali-

té. Dans ce cas, en effet, la volonté de la femme ne se manifesterait plus, et elle n'aurait aucun moyen d'éviter de tomber sous la sujétion de l'État dont il plairait à son mari de devenir sujet. Nous avons eu déjà l'occasion de combattre plus haut cette doctrine qui est celle d'un grand nombre de législations. Nous persistons à la repousser énergiquement, comme étant en contradiction avec le principe que nous avons donné comme dominant toute la matière, savoir que nul ne peut être forcé d'embrasser une nationalité contre sa volonté. Autant il est juste de dire que par le mariage la femme devient la compatriote de son mari, en même temps que sa compagne, parce qu'elle peut s'y opposer en ne se mariant pas, autant il serait injuste et tyrannique de lui imposer de suivre la condition de son mari, qui, une fois marié, voudrait changer son statut personnel. La loi française ne le permet pas, dans l'intérêt de la femme et pour la protéger : elle ne permet même pas au mari d'obliger sa femme à le suivre à l'étranger.

Cette volonté tacitement manifestée par la femme le jour du mariage, sera pleinement valable, quand même elle serait mineure. En effet, dès l'instant qu'on admet que la femme même mineure est apte, avec l'autorisation des personnes dont le consentement est requis, à contracter toutes les obligations qu'entraîne le mariage, il faut bien lui reconnaître la capacité de consentir à un changement de nationalité qui n'est qu'une conséquence. Ce n'est, en somme qu'une application étendue de la règle : *habilis ad nuptias habilis ad pactâ nuptialia*.

Il est nécessaire que le mariage soit valable pour sortir ses effets. Si, donc un jugement d'annulation vient postérieurement séparer les deux conjoints, la femme reste étrangère, et cela avec effet rétroactif remontant au jour du mariage annulé. Toutefois s'il y avait bonne foi de la part de la femme, elle serait Française, et ses enfants légitimes, comme nés d'un mariage putatif seraient également Français. — Même, dans le cas de mauvaise foi de la part de la femme, celle-ci a pu être considérée comme Française avant le jour où la nullité a été prononcée, et par suite elle a pu invoquer l'appui des lois françaises. Il a été jugé dans ce sens (1) que l'étrangère qui a épousé un Français déjà marié peut, qu'elle soit ou non de bonne foi, saisir la justice française d'une plainte à l'effet d'obtenir des poursuites contre son mari du chef de bigamie : cette femme est considérée provisoirement au moins comme Française.

La jurisprudence admet que la nationalité française de l'étrangère qui épouse régulièrement un Français survit à la mort du mari. En effet la loi a pris soin de déterminer les causes de perte de la qualité de Français, et il n'est nullement question de la mort du mari français d'une femme étrangère. Dans la pratique, le gouvernement n'hésite pas à pourvoir aux frais d'entretien d'une veuve de Français, quoiqu'elle soit d'origine étrangère. Son rapatriement en France, en cas d'indigence ou de maladie,

1. Cassation, 18 février 1849.

est accordé aux États étrangers, même à celui dont elle est originaire. Souvent, par exemple, il est arrivé qu'une femme Suisse qui avait épousé un Français et n'avait jamais quitté la Suisse, a été rapatriée en France, quoique veuve, parce qu'elle n'était pas en état de subvenir à ses besoins.

Il faut aller plus loin encore, et admettre avec la plupart des auteurs, que la femme étrangère devenue Française par mariage, reste telle, même lorsque son mari perd plus tard cette qualité, non-seulement par naturalisation, mais par une autre cause de déchéance, comme l'acceptation de fonctions publiques à l'étranger, le service militaire dans une armée étrangère, l'établissement sans esprit de retour, etc.

On s'est demandé quelquefois si la femme étrangère, tout en épousant un Français, ne pouvait pas expressément stipuler qu'elle entend garder la nationalité d'origine. Si par exemple elle a déclaré dans le contrat de mariage qu'elle entend rester étrangère, quelle importance faudra-t-il attribuer à cette mention ? Aucune, croyons-nous ; la loi décide en termes généraux et précis : l'étrangère doit prendre le parti de devenir Française, ou ne pas se marier. On répond à cela qu'elle pourra, avec l'autorisation de son mari se faire, immédiatement après le mariage, *renaturaliser* dans sa première patrie. Il importe peu : en agissant ainsi, la femme usera d'un droit incontestable, mais ce n'est pas un motif pour l'autoriser à violer l'article 12 du Code Civil, dont les termes ne paraissent pas laisser la moindre place à l'hésitation.

§ 2. — *De la femme Française qui épouse un étranger.*

L'article 19 du Code Civil porte une règle qui est la réciproque de l'article 12 : « la femme française qui épouse un étranger suivra la condition de son mari. »

Il est à peine besoin de faire remarquer l'erreur de langage de ce texte : tout ce que la loi peut dire c'est qu'elle déclare non française la femme qui épouse un étranger. Mais c'est affaire à la loi étrangère, à la loi du mari, de l'accepter au nombre des sujets de l'État étranger. L'article 19 contient une disposition qui outrepassé évidemment les pouvoirs de chaque législation, nous avons déjà cité le cas de la femme épousant un Anglais, avant 1870 : elle n'était plus Française et on pouvait la considérer en France comme Anglaise : mais en fait elle n'était pas Anglaise, puisque la loi anglaise seule compétente pour conférer cette qualité, ne la lui conférait pas.

Nous pourrions répéter ici, en intervertissant les termes, ce qui vient d'être dit au sujet de l'étrangère qui épouse un Français. En cas de nullité de mariage, la femme reste Française. Quoique mineure, elle a pu embrasser valablement une nationalité étrangère par le mariage, puisque ce n'était qu'une conséquence. Sur le point de savoir si la femme devient nécessairement et *malgré elle* étrangère par son mariage, il semble qu'outre les mêmes raisons que

dans l'hypothèse inverse pour décider l'affirmative il s'ajoute ici cette considération que la perte de la nationalité est, dans l'esprit de notre loi, une sorte de peine et que, dès lors, il n'est pas utile pour qu'elle soit valablement prononcée que la personne intéressée y consente.

La seule différence sérieuse entre le cas où la femme perd la nationalité française par le mariage et celui où elle l'acquiert, consiste en ce que la veuve d'un Français ne redevient pas étrangère aux yeux de notre loi dans les mêmes conditions que l'ex-Française veuve d'un étranger peut redevenir Française. Nous reviendrons sur cette question en étudiant les modes de réintégration dans la qualité de Français.

CHAPITRE VI.

DES CAUSES DE DÉCHÉANCE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE.

§ 1. — *De la dénationalisation à titre de peine.*

A Rome et en Grèce, certaines peines entraînaient la perte de la qualité de citoyen. L'exilé, le banni perdait sa nationalité : il était en quelque sorte excommunié. Un pareil usage ne pouvait se comprendre que dans des sociétés exclusives comme l'étaient celles de l'antiquité, dans lesquelles la nationalité était affaire de religion autant et plus que de droit, et où les citoyens considéraient comme barbares toutes les personnes appartenant aux autres nations. Quelle était la peine qui pût frapper plus durement le Romain que l'interdiction de l'eau et du feu, qui l'assimilait à un étranger sans aucun droit dans la société romaine ? — Dans les États modernes les relations internationales ont pris un tout autre caractère : les États se regardent comme formant des souverainetés indépendantes, et investies de droits identiques : ils sont sur le même pied, et il n'est plus admissible qu'on chasse les criminels sur le territoire des États voisins pour se débarrasser d'eux. Cette pratique serait absolument contraire aux prescriptions de la

comitas gentium, qui repose sur la réciprocité des bons offices et tout-à-fait incompatible avec la bonne police de notre planète, à laquelle tous les Gouvernements sont également intéressés. Pour obtenir une efficace répression des crimes, il faut non-seulement que les États voisins ne soient pas un lieu de déportation pour les malfaiteurs, mais même que ceux-ci soient, s'ils s'échappent, livrés à l'État sur le sol duquel ils ont commis un crime, pour être jugés et punis. C'est avec raison que l'Angleterre a réclamé contre l'envoi dans son île de personnes compromises dans la commune de Paris; que les États-Unis ont protesté énergiquement contre l'usage qu'avaient pris certains États, le Danemark par exemple, d'exporter les condamnés pour dégarnir leurs prisons. Seuls les criminels d'origine étrangère peuvent être expulsés. Mais chaque État est tenu de garder ses nationaux, malgré qu'il en ait. Il est donc inadmissible de les déclarer déchus de leur nationalité pour pouvoir les expulser ensuite : on ne peut pas plus éluder indirectement les règles du droit qu'on ne peut les violer directement.

Outre cette considération, il convient d'observer que de nos jours la dénationalisation n'est pas forcément une peine comme l'était l'espèce d'excommunication qu'on appelait la *capitis minutio media* ou *maxima* chez les Romains. C'est une peine pour ceux à qui le titre de Français tient au cœur, pour ceux qui aiment leur patrie jusqu'à savoir à l'occasion souffrir pour elle ; mais les autres, mais surtout les Français cosmopolites, les gens qui poursuivent au loin

des carrières d'aventure, que leur importe d'être Français. Il en est même pour qui la dénationalisation est une décharge. Comment donc imposer comme une peine une déchéance qui sera quelquefois acceptée comme un avantage ?

On objectera que la France a le droit de retrancher les membres indignes de la société française, les individus compromis par des actes de félonie, par des faits qui témoignent que l'amour de la patrie est mort dans leurs âmes. Mais ici nous nous heurtons de nouveau contre les principes du droit des gens, qui ne veut pas qu'il y ait dans le monde des individus sans patrie. Il faut donc, pour se conformer à cette règle, ne déclarer déchues d'une nationalité que les personnes ayant acquis la naturalisation dans un autre État : alors seulement la dénationalisation peut être prononcée sans que le droit des gens soit violé.

Si, d'ailleurs, on se rappelle la distinction que nous avons faite entre le citoyen d'un État et le naturel, on verra promptement que l'idée de punir certains méfaits par la perte de la qualité de Français ne provient que d'une confusion entre ces deux termes trop souvent confondus. La *naturalité* n'est qu'une aptitude à jouir des droits de citoyen : on peut déclarer déchus de tous leurs droits les individus qui se sont rendus coupables de certains crimes : mais on ne doit enlever la qualité de naturel français qu'à ceux qui se sont rattachés à une nationalité étrangère.

Les constitutions successives qui régissaient la France pendant la période révolutionnaire portent presque toujours la preuve que cette distinction n'était pas faite d'une manière

assez complète. Si, en ce qui concerne l'acquisition de la nationalité, on trouve souvent le naturel soigneusement discerné du citoyen, il en est rarement de même relativement à la perte de la qualité de Français. Ainsi nous lisons bien, parmi les causes de dénationalisation, l'acceptation de fonctions publiques offertes par un gouvernement étranger, la naturalisation dans un autre État; mais nous trouvons tout à côté, dans la constitution de 1791, la condamnation par contumace tant que le jugement n'est pas anéanti (1). La constitution de 1793 contenait le jugement par contumace, l'accusation, la condamnation à des peines afflictives et infamantes (2), celle de l'an III ajoutait aux mêmes causes l'interdiction, l'état de domestique à gage, ou de débiteur failli (3). La constitution de l'an VIII porte à peu près les mêmes causes de perte, ou de suspension des droits de citoyen Français, si bien qu'il semble qu'on pût alors devenir étranger en subissant une condamnation en France, au même titre qu'en se faisant naturaliser dans un État quelconque. Il y avait donc comme une sorte de *capitis minutio* unique, tantôt perpétuelle, tantôt temporaire qui faisait tomber tous les droits de citoyen français. C'était un souvenir, conscient ou non, des déchéances romaines.

Sur ce point, le Code Civil est entré dans une meilleure voie. Il institue au lieu de cette déchéance unique des *capitis minutiones* de différentes catégories qui atteignent soit le

1. Article 6.

2. Articles 5 et 6.

3. Articles 12 et 13.

citoyen seulement, soit le Français et par conséquent, le citoyen, puisque pour être citoyen la première condition est d'être Français. C'est ainsi que la privation des droits civils et politiques, la perte de certains droits civiques, civils ou de famille, la dégradation civique, l'interdiction légale, la mort civile elle-même, qui étaient institués pour punir les crimes de droit commun n'ont jamais eu pour effet d'assimiler, en quoi que ce fût, le Français à un étranger. Les déchéances frappent plus ou moins sévèrement le citoyen : la mort civile le tuait ; mais l'interdit légal et la mort civilement ne demeurent pas moins Français, et leurs enfants auraient certainement la même qualité.

Les faits qui, dans le système du Code, font perdre la qualité de Français sont d'un ordre spécial. Ce ne sont pas des crimes contre la loi intérieure ; ce sont des actes de félonie, en quelque sorte, qui supposent chez celui qui les a commis la perte de l'attachement à la France, si bien que la loi prononce contre lui l'exclusion pour indignité. Ils supposent en outre un lien établi entre le Français et un pays étranger ; en effet, par la naturalisation, par l'acceptation de fonctions publiques ou militaires, ou par l'établissement sans esprit de retour, le Français témoigne qu'il entend se rattacher à une nouvelle patrie, mais ce lien n'est pas toujours celui de la nationalité : et si nous trouvons fort logique que le Code Civil déclare non Français l'individu qui a obtenu la naturalisation à l'étranger, nous regardons comme une erreur législative de prononcer la même déchéance contre celui qui, tout en se rattachant soit par des services

publics, soit par un établissement définitif, à un État étranger n'y a pas encore la qualité de naturel, ou de sujet. Il y a dans ces dispositions de notre loi une source de *Heimathlose*, et par conséquent, une violation des principes du droit des gens. Pour être juste, la loi française devrait ajouter que l'affiliation à un ordre militaire étranger, l'acceptation de fonctions publiques, le service militaire, enfin l'établissement sans esprit de retour n'entraîneront la perte de la qualité de Français qu'autant que d'après la loi étrangère le Français a acquis par là même la nationalité étrangère. Nous avons dit que l'établissement sans esprit de retour en Danemark ou en Norvège suffit pour l'obtention de la qualité de sujet. Il en est de même des fonctions publiques en Allemagne et en Autriche, et dans beaucoup de pays ; mais, quand ces fonctions ont été exercées à titre étranger, pourquoi dénationaliser le Français qui les a exercées ? — Lorsque le Code a été rédigé, on se préoccupait moins qu'à présent des exigences du droit international. On légiférait pour soi, sans beaucoup s'inquiéter des autres. Nous devons bien reconnaître que les dispositions des articles 18 et 21 du Code sont excellentes, si on se place exclusivement au point de vue français. Au point de vue du droit des gens seulement, elles peuvent être critiquées.

Nous ne parlerons ici que pour mémoire des lois rendues en 1848 pour punir de la perte de la qualité de Français l'homme qui se livre à la traite des esclaves ; c'est une règle que l'on s'étonne à juste titre, de trouver dans notre législation, d'où il faut espérer qu'elle sera rayée pro-

chainement. Quelle raison y a-t-il de déclarer non Français un individu qui vend ou achète des esclaves plutôt qu'un assassin, un incendiaire ou tout autre criminel?

Il ne faut pas oublier que l'acceptation de fonctions publiques, civiles ou militaires à l'étranger ne fait perdre la qualité de Français que si elles ont été acceptées sans l'autorisation du gouvernement. C'est ce qui résulte des décrets de 1809 et 1811, qui, outre la dénationalisation, prononcent, comme on sait, des pénalités fort dures contre les Français qui se font naturaliser ou acceptent des fonctions à l'étranger. Il n'y a pas lieu de revenir sur ce qui a été dit ci-dessus de ces dispositions législatives, qui du reste ne rentrent qu'assez indirectement dans notre sujet (1).

La plupart des législations étrangères contiennent comme la nôtre, des dispositions relatives à la perte de la nationalité qui répondent assez peu aux principes du droit des gens. L'absence, — qui a été une cause de dénationalisation dans l'ancien droit français, mais n'en est plus une aujourd'hui chez nous — suffit à rendre étranger un Allemand au bout de dix ans, un Russe après cinq ans, s'il n'est pas rentré sur l'ordre de son gouvernement. En Autriche, en Suède, dans un grand nombre d'autres pays, l'émigration non autorisée fait perdre la qualité de sujet : c'est comparable aux effets de l'établissement à l'étranger sans esprit de retour, avec cette différence que la dénationalisation est acquise au moment de l'émigration. Dans quelques

1. Voir ci-dessus ch. III, page 148

républiques de l'Amérique du sud, dont les lois semblent s'être inspirées de nos lois de la période révolutionnaire, on confond encore le naturel et le citoyen : dans l'Uruguay, par exemple, le banqueroutier frauduleux tombe sous le coup d'une déchéance du droit de cité. Au Brésil, le bannissement entraîne la perte de la qualité de Brésilien.

Ajoutons que le Code civil Italien (art. 11 et 12) n'exempte pas du service militaire en Italie les individus qui ont perdu leur nationalité par les modes analogues à ceux mentionnés dans l'article 17 de notre Code civil. Cette disposition a même fait l'objet d'une déclaration spéciale annexée au traité d'établissement Italo-Suisse du 21 juillet 1868.

§ 2. — *Acceptation non autorisée de fonctions publiques à l'étranger.*

Toutes fonctions politiques, administratives ou judiciaires entraînent la perte de la qualité de Français pour celui qui les accepte à l'étranger sans autorisation du gouvernement français. Telle est la règle qui découle de la combinaison de l'article 17 du Code civil avec les décrets impériaux des 6 avril 1809 et 26 août 1811. Avant ces décrets, tout service public auprès d'un gouvernement étranger était absolument interdit, ou plutôt enlevait toujours la qualité de Français à celui qui l'exerçait. Depuis 1809 ces fonctions peuvent être acceptées, à condition d'abord que le gouvernement français ait donné son autorisation

par lettres patentes, et qu'en outre les Français employés à l'étranger comme militaires ou fonctionnaires publics quelconques reviennent en France en cas de guerre avec le pays où ils sont établis. Ils doivent même, d'après les termes des décrets impériaux, revenir sans avoir été nominalelement rappelés, et se présenter au parquet du tribunal de première instance de la ville de France qu'ils veulent habiter, à l'effet de faire constater leur retour. Il n'est pas nécessaire, du reste, d'entrer dans les détails d'une procédure qui paraît complètement tombée en désuétude.

La difficulté est de savoir exactement quelles fonctions font perdre la qualité de Français, si on les exerce sans autorisation. Il faut qu'elles soient *publiques* et *conférées par un gouvernement étranger*, c'est-à-dire un gouvernement reconnu, et non un pouvoir insurrectionnel.

Nous pensons que, contrairement à l'avis du Conseil d'État (1), un service d'honneur, un emploi purement honorifique auprès d'un prince étranger ne tomberait pas sous le coup de notre article 17, à moins qu'il ne constituât une véritable fonction publique, ce que les tribunaux seuls pourront décider en fait. Ainsi, il est probable que la Cour de cassation, qui, dans un arrêt du 14 mai 1832, a jugé que l'acceptation non autorisée du titre de conseiller aulique en Russie entraînait la perte de la qualité de Français, n'aurait pas tranché la question dans le même sens, si l'intéressé n'avait pas prêté serment de

1. Avis du Conseil d'État du 21 janvier 1812, 3^e question.

fidélité au Czar. Cependant le serment seul ne saurait dans tous les cas dénationaliser le Français qui l'a prêté. Il en faut apprécier la valeur : il peut constituer une forte présomption contre l'esprit de retour, ou même entraîner la naturalisation ; il aurait alors naturellement pour effet de faire perdre la qualité de Français. Mais le serment de sujétion peut-il avoir par lui-même ce résultat ? C'est difficile à admettre, car, s'il semble incompatible avec la qualité de Français de prêter serment à un gouvernement étranger, on ne peut pourtant pas, en l'absence de toute loi, établir un mode nouveau de déchéance. Si la loi avait admis qu'un Français cesse de l'être par sa seule volonté, par une simple abdication, le serment eût suffi à prouver de cette abdication ; mais il n'en est pas ainsi, « attendu, « comme l'a dit la Cour de cassation par arrêt du 25 janvier 1838, que la qualité de Français ne peut se perdre, « suivant l'article 17 du Code civil, que par certains actes « que cet article énumère ». La Cour de Bordeaux a reconnu (1) qu'un serment prêté à la constitution d'Espagne n'avait nullement fait perdre sa nationalité d'origine à un Français établi à Cadix. D'ailleurs, tout le monde admet que la *denization* anglaise accordée à un Français n'entraîne pas la perte de la nationalité française et cependant la *denization* suppose un serment d'allégeance.

Ainsi sur ce point, comme en ce qui concerne les emplois purement honorifiques, les tribunaux devront statuer

1. Arrêt du 14 décembre 1841.

d'après les circonstances de la cause, et assurément aucun tribunal ne reprochera à un Français établi à l'étranger d'avoir prêté un serment à l'autorité quand ce n'était qu'une formalité exigée de lui pour l'autoriser à résider dans le pays, et à y faire le commerce, si, d'autre part, il n'a pas été investi de fonctions publiques.

Les charges politiques, judiciaires ou administratives, ne sauraient donner lieu, en général, à des difficultés sérieuses : pour les emplois religieux et diplomatiques, il est nécessaire de poser quelques règles spéciales.

Si les fonctions religieuses sont considérées, dans le pays où le Français réside, comme fonctions publiques, on ne saurait nier qu'elles tombent sous le coup de l'article 17 du Code civil. Ainsi, un Français nommé curé ou évêque dans un pays ayant des lois analogues aux nôtres, perdrait sa nationalité. On appréciera si l'ecclésiastique est appointé par l'État, s'il prête serment au pouvoir civil, etc., etc. Mais dans le cas où il s'agirait de fonctions purement religieuses, indépendantes des autorités politiques, il faudrait admettre, avec la Cour de cassation (1), et en conformité avec la jurisprudence ancienne (2) que le Français est resté Français. A plus forte raison, la Cour de cassation a-t-elle décidé qu'une Française qui avait passé toute sa vie à l'étranger comme chanoinesse, n'avait pas perdu la qualité de Française. Quoi qu'il en soit, un Français nommé évêque même dans un pays où le cler-

1. Arrêt du 17 nov. 1818.

2. Arrêt du parlement de Rouen, du 10 août 1647.

gé jouit, comme en Amérique, d'une complète indépendance, agira sagement, en prenant l'autorisation du gouvernement français, ainsi que le conseille M. Demolombe. — Pour les évêques *in partibus*, l'autorisation est indispensable. Un décret du 7 janvier 1808 le décide formellement : « En exécution de l'article 17, du Code civil, « nul ecclésiastique français ne pourra poursuivre, ni « accepter la collation d'un évêché *in partibus* faite par le « pape, s'il n'y a été préalablement autorisé par nous, « sur le rapport de notre ministre des cultes. » Le motif de cette rigueur est évidemment que le Gouvernement français considère avec raison les évêques *in partibus* comme des fonctionnaires pontificaux. Cette décision est absolument irréprochable. Elle est du reste rigoureusement observée dans la pratique.

Au sujet du Français, employé au service d'une puissance étrangère comme diplomate, il suffit de rappeler les termes du décret du 26 août 1811, article 24 : « les « Français, au service d'une puissance étrangère, ne pour- « ront jamais être accrédités comme ambassadeurs, minis- « tres ou envoyés auprès de notre personne, ni reçus « comme chargés de missions d'affaires, qui les mettrait « dans le cas de paraître devant nous, avec leur costume « étranger. » L'article 20 du même décret, porte : « Ils « ne pourront jamais servir comme ministres plénipoten- « tiaires dans aucun traité, où nos intérêts pourraient être « débattus. » Il n'est pas nécessaire de faire ressortir la sagesse de ces dispositions : autant il est naturel de voir

les représentants étrangers d'une puissance étrangère entourés d'honneurs et de privilèges, soustraits même à toute juridiction locale, en vertu des principes de l'exterritorialité qui leur est reconnue, autant il est choquant qu'un Français puisse jouir de ces avantages, dans son propre pays, et soutenir dans des négociations des intérêts contraires à ceux de la France. Cela est d'autant plus dangereux, que la jurisprudence reconnaît au représentant français d'une puissance étrangère toutes les immunités diplomatiques.

Il en est tout autrement des consuls : le consulat seul est inviolable ; mais non la personne du consul. Rien ne s'oppose donc à ce qu'un Français reçoive, dans une de nos villes, le titre de consul d'une puissance étrangère, comme il arrive souvent aux négociants de nos ports de mer. Mais ils ne peuvent se soustraire à aucune des charges de la patrie française, en invoquant leur qualité. L'*exequatur* donné par le Gouvernement français équivaut, dans l'espèce, à l'autorisation.

Dans certaines affaires particulières, il a surgi des difficultés au sujet des personnes exerçant des professions libérales à l'étranger : médecins, avocats, professeurs, architectes, peintres, etc... sont, en principe, absolument en dehors de l'administration : mais, si un médecin devient médecin dans un hospice, si un avocat entre directement dans la hiérarchie administrative, si un professeur enseigne dans une université ou un collège, où il soit payé par le Gouvernement, si un architecte est accepté comme tel, par un État ou une ville, il faudra

examiner si, en fait, il y a un lien établi entre lui et le Gouvernement, lien assez fort pour être considéré comme incompatible avec les devoirs de Français. C'est une question toute de fait, que la jurisprudence tranche en général dans un sens favorable à la nationalité française, avec raison, du reste, puisque le plus souvent les Français qui exercent des professions libérales à l'étranger, honorent par là leur pays, et le servent plus qu'ils ne lui peuvent nuire.

§ 3. — *Établissement sans esprit de retour à l'étranger.*

Diverses ordonnances de nos anciens rois avaient interdit l'émigration et puni de la perte de la qualité de sujet, les personnes ayant passé un certain temps hors du royaume. La constitution de l'an iii déclarait encore déchu de sa nationalité le Français qui avait passé sept ans à l'étranger. Depuis l'an viii et sous le régime du Code civil, il n'en est plus ainsi, et l'absence si prolongée qu'elle soit ne fait perdre la qualité de Français, qu'autant qu'il y a un établissement sans esprit de retour à l'étranger.

Comment reconnaître s'il y a ou non esprit de retour ? Les tribunaux, on le comprend, sont ici souverains appréciateurs et ils statueront après avoir examiné les circonstances de la cause. On ne saurait poser des règles générales. Disons seulement que la présomption sera toujours en faveur de l'esprit de retour : même s'il s'agit d'un Français né à l'étranger, on supposera qu'il n'a pas rompu

à jamais avec sa patrie et on ne reconnaîtra cette rupture que lorsqu'elle résultera manifestement des faits divulgués au procès. C'est donc à celui qui prétend qu'il y a abandon de l'esprit de retour d'en apporter la preuve aux juges (1).

Les faits de s'être marié en pays étranger, d'y avoir émigré avec toute sa famille, d'y avoir acquis des biens-fonds, seront considérés comme pouvant faire supposer la perte de l'esprit de retour. Autrefois, le changement de religion avait à ce point de vue une grande importance, quand le catholicisme était seul permis en France. Il n'en est plus de même aujourd'hui ; mais, pourtant une conversion pourra être, quelquefois encore, un élément de preuve. — Il en sera de même de la déclaration de l'intéressé. Elle pourra venir à l'appui des autres présomptions et les corroborer en cas de besoin ; mais évidemment elle sera impuissante si elle n'est pas accompagnée d'indices sérieux d'une volonté persistante. Autrement, en effet, il vaudrait autant dire qu'on peut abdiquer sa nationalité, ce que le Code civil ne permet pas, et avec raison. Inversement, la déclaration qu'on a conservé l'esprit de retour pourrait être insuffisante pour établir la nationalité française d'un individu d'origine française, mais, absent depuis de longues années, marié, et ayant cessé d'avoir des relations avec la mère patrie. Il y a, il est vrai, en Orient des familles françaises d'origine

1. Cass., 13 juin 1811 — C. de Poitiers, 26 juin 1829.

qui vivent depuis plusieurs siècles sans esprit de retour ; elles sont françaises pourtant, et jouissent de la protection des Consuls : le fait de recourir à l'intervention des consuls pour les actes d'état civil et notariés prouve que, si l'intention de revenir en France n'existe pas, il n'y a pas de rupture entre le Français et la France : cela nous paraît suffisant pour déclarer que la nationalité s'est conservée. En Orient, d'ailleurs, la situation des Français est différente de ce qu'elle est en pays de chrétienté. — Mais, nous le répétons, les tribunaux sont ici absolument souverains.

Le Code civil, muet sur les points auxquels nous venons de toucher, pose une seule règle d'interprétation, à savoir que les établissements de commerce ne pourront jamais être considérés comme faits sans esprit de retour. C'est l'application de cette idée, éminemment française, que l'homme qui va se livrer au commerce dans les pays étrangers, n'émigre d'ordinaire que dans l'intention de revenir un jour jouir dans sa patrie de la fortune acquise au dehors, et mourir sur le sol de France. Il ne faudrait pourtant pas interpréter le Code en ce sens que le commerçant français ne peut, dans aucun cas, créer un établissement sans esprit de retour. Si, à côté de son établissement de commerce, le Français achète des terres, fait bâtir une maison en vue de s'y retirer, s'il se marie avec une femme du pays, il y aura de fortes présomptions pour qu'il ait perdu l'esprit de retour, et les tribunaux pourront le déclarer étranger. Seulement, d'après le Code, on ne pourra jamais invoquer comme

preuve de l'abandon de l'esprit de retour le fait de posséder une maison de commerce.

On s'est demandé quelquefois si la violation des dispositions légales qui s'imposent aux Français même résidant à l'étranger peuvent emporter présomption qu'il y a perte de l'esprit de retour. Doit-on attacher cette conséquence à l'omission des publications prescrites pour le mariage par l'article 170 du Code civil, — à la négligence de faire inscrire des actes de l'état civil dans les chancelleries françaises, — au refus d'obéir à l'appel sous les drapeaux ? — Nous croyons qu'ici encore les tribunaux devront apprécier en toute liberté. Rappelons seulement, à propos du refus du service militaire, que les consuls sont autorisés à retirer leur protection à l'insoumis ou au déserteur ; mais les agents diplomatiques ou consulaires ne peuvent pas pour cela le déclarer déchu de sa nationalité.

Les décrets de 1809 et 1811 ne s'occupant que des Français qui remplissent des fonctions publiques à l'étranger, ou y ont obtenu la naturalisation, on ne saurait en appliquer les déchéances aux Français ayant perdu leur nationalité pour s'être établis sans esprit de retour en pays étranger, puisqu'en matière pénale, on doit s'en tenir aux strictes prescriptions de la loi.

§ 4. — *Service militaire à l'étranger.*

La disposition du Code civil qui interdit le service militaire à l'étranger et le punit de la perte de la qualité de Français

n'est point comprise dans l'article 17, dont les termes visent seulement les fonctions publiques, l'établissement sans esprit de retour, et la naturalisation. On comprend en effet, que le service militaire à l'étranger a un caractère de gravité particulière : c'est presque une trahison. Aussi, verrons-nous (1) que, tandis que l'ex-Français se trouvant dans le cas de l'article 17 peut recouvrer facilement sa nationalité d'origine, l'ex-Français devenu tel pour avoir pris du service dans une armée étrangère ne peut être réintégré dans la qualité de Français qu'en se conformant aux dispositions générales sur la naturalisation des étrangers (2). Rappelons en même temps les rigueurs des décrets impériaux de 1809 et de 1811, et l'article 75 du Code pénal qui punit de mort l'ex-Français qui porte les armes contre la France.

Il est vrai qu'en même temps qu'ils établissaient des peines, les décrets de 1809 et 1811 autorisaient le service militaire du Français à l'étranger moyennant une permission du gouvernement. Cette règle est encore aujourd'hui en vigueur.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour n'appliquer l'article 21 du Code qu'au cas de service militaire par engagement ou incorporation pendant un temps déterminé dans l'armée régulière d'un État étranger. Ainsi la garde nationale, les milices locales organisées pour la sûreté publique ne sont point comprises dans l'armée, dans le sens

1. Chapitre VII.

2. Article 21 du Code civil.

que nous donnons ici à ce mot. Autrefois, d'ailleurs, les étrangers étaient incorporés en France dans la garde nationale. Il en est de même encore dans beaucoup de pays de l'Europe et de l'Amérique et nos nationaux sont appelés à en faire partie, à moins qu'ils n'en soient exempts par des traités (1), et ce n'est point une raison pour que nous cessions de les considérer comme nos compatriotes. Il en serait de même, à plus forte raison, d'une aide momentanée donnée à l'armée locale par un Français qui aurait prêté main forte à l'autorité dans une insurrection ou une émeute.

Il est nécessaire, en outre, que l'armée dans laquelle on a servi appartienne à une puissance reconnue, et ne soit pas une armée insurrectionnelle. Un engagement dans l'armée de Don Carlos n'aurait pas pu avoir pour effet de faire perdre la nationalité française.

Le Code attache à l'affiliation à une corporation militaire étrangère les mêmes conséquences qu'au service dans l'armée d'un souverain étranger. Cette règle est aujourd'hui à peu près sans application. Les ordres souverains qui existaient autrefois n'existent plus aujourd'hui, ou n'ont qu'une existence purement nominale. On comprend qu'on pouvait défendre à un Français de faire partie de l'ordre des chevaliers de Malte, ou d'autres ordres analogues. Mais aujourd'hui on ne voit pas comment cette défense pourrait avoir une utilité dans la pratique. En tout cas, il n'est pas

1. Nous avons des traités de ce genre dans la plupart des États de l'Amérique latine.

question des grades purement honorifiques décernés par des souverains étrangers à des Français dans leurs ordres de chevalerie. Une pareille affiliation pourrait, tout au plus, donner lieu à des poursuites pour port illégal de décoration.

Beaucoup d'autres législations admettent comme la nôtre que le service militaire à l'étranger sans autorisation entraîne la dénationalisation. Cette règle, outre la critique que nous avons faite au point de vue de l'*heimathlosat*, présente un autre inconvénient d'ordre politique : par cela même qu'un État accorde une autorisation à un de ses sujets, il devient, dans une certaine mesure, responsable de sa présence sous les drapeaux d'une puissance étrangère. Les États en guerre contre cette puissance pourraient dans certains cas considérer l'autorisation accordée comme contraire à la stricte neutralité.

La question a été soulevée par l'Italie à propos de la présence de volontaires belges dans les rangs de l'armée pontificale. Il faut reconnaître que la situation de la Belgique, pays neutralisé, donnait quelque fondement aux réclamations du gouvernement de Turin. Pour couper court aux difficultés, la Belgique supprima la nécessité de l'autorisation pour ses sujets voulant servir à l'étranger. Ce fut l'objet d'une loi rendue le 21 juin 1865. Depuis cette époque les Belges peuvent s'engager librement au service des puissances dont la cause les intéresse, sans avoir à demander l'autorisation du roi, ni à craindre de perdre leur nationalité.

§ 5. — *Commerce d'esclaves à l'étranger.*

Quand on se préoccupa en 1848 de supprimer absolument l'esclavage dans les colonies françaises, on ne songea pas seulement aux Français demeurant en France et dans les possessions françaises, mais à ceux résidant à l'étranger. Comme on ne pouvait déclarer que les noirs possédés par ces derniers reviendraient libres par l'effet de la loi, il fallait obliger indirectement les possesseurs à les affranchir : c'est ce qu'avait fait la loi anglaise du 24 août 1843 qui, sauf quelques exceptions, punit d'une amende de 100 livres sterling les individus qui possèdent des esclaves hors des possessions de Sa Majesté Britannique. Il eût fallu établir en France une loi analogue ; mais alors le principe de punir les nationaux pour crime commis à l'étranger n'était pas encore reçu dans notre législation, comme il l'est depuis 1866. On ne trouva rien de mieux que de déclarer les possesseurs d'esclaves déchu de leur qualité de Français, quand ils n'auraient pas vendu ou aliéné leurs esclaves dans un délai de trois ans à partir de la promulgation de la loi (27 avril 1848). Quant aux esclaves acquis par succession, donation ou contrat de mariage, le délai était de trois ans à partir du jour où on les avait acquis.

Cette disposition légale, outre le grave inconvénient signalé plus haut de faire de la perte de la nationalité

la conséquence d'un délit ordinaire, avait encore l'inconvénient d'être inexécutable. Aussi sentit-on avant l'expiration des trois premières années la nécessité de la modifier. La loi du 11 février 1851 porta le délai à dix ans. Ce ne fut pas encore suffisant. Dans beaucoup d'États, la vente était trop onéreuse et l'affranchissement impossible. En 1858, on décréta une nouvelle atténuation à la rigueur légale en décidant, par la loi du 7 mai, que l'article 8 du décret de 1848 ne serait pas applicable aux esclaves possédés avant l'année 1848, ni à ceux acquis par donation, mariage ou succession.

CHAPITRE VII

DE LA RÉINTÉGRATION DANS LA QUALITÉ DE FRANÇAIS.

§ 1. — *Interprétation des articles 18 et 21 du Code Civil.*

Les Romains par la fiction du *jus postliminii* et dans certaines circonstances au moyen de l'*in integrum restitutio*, rétablissaient dans leurs droits leurs compatriotes devenus étrangers. Il y avait, au moins au cas de *postliminium*, une réintégration avec effet rétroactif, et, comme nous l'avons dit, le Romain était censé n'avoir jamais perdu la *civitas*. Dans l'ancien droit français, une disposition du même genre était en vigueur, en ce sens que le roi accordait aux Français qui demandaient à être réintégrés sous sa sujétion des lettres de déclaration de naturalité dont la conséquence était de faire regarder les *media tempora* comme nonavenus.

Notre législation moderne a compris la nécessité de concéder un moyen facile de recouvrer la nationalité française à nos compatriotes qui l'ont perdue. Disons seulement que jamais cette réintégration ne peut produire un effet rétroactif : c'est ce qui résulte expressément de l'article 20 du Code civil. — L'ex-Français qui veut recouvrer sa

nationalité d'origine doit : 1° en faire la demande au gouvernement ; 2° déclarer l'intention de fixer son domicile en France ; 3° renoncer à toute distinction contraire à la loi française (art. 18 du Code civil). Cette troisième condition visait les titres de noblesse interdits en France au moment de la promulgation du Code. Elle n'a plus de raison d'être aujourd'hui. En pratique, la demande de l'ex-Français est accueillie par le gouvernement français, après enquête, à la seule condition que le requérant ait établi son domicile en France. Nous n'avons qu'à rappeler ici ce que nous avons dit à propos de la naturalisation, c'est-à-dire qu'il appartient à la chancellerie de n'accorder la réintégration qu'aux individus ayant perdu leur nationalité étrangère, ou devant la perdre par le fait même de leur réintégration. Il n'y aurait donc, à notre avis, aucun inconvénient à accorder le bénéfice de l'article 18 à des Alsaciens n'ayant pas opté qui auraient obtenu en Allemagne un certificat de dénationalisation.

L'article 18 n'est applicable qu'aux Français ayant perdu leur nationalité par les faits prévus dans l'article 17, c'est-à-dire, la naturalisation acquise en pays étranger (1), l'acceptation non autorisée de fonctions publiques, — et l'établissement en pays étranger sans esprit de retour (2).

1. Il est bien évident qu'il en est de même si cette naturalisation est la cause d'une cession du territoire.

2. M. Coin-Delisle prétend que, si la nationalité a été perdue par établissement sans esprit de retour, il n'est pas utile que l'ex-Français fasse une déclaration et une demande conformément à l'article 18, mais qu'il doit être regardé comme étant retombé dans l'allégeance française par cela seul qu'il s'est établi de nouveau sur le sol français. C'est manifestement contraire à l'esprit comme à la lettre de la loi.

Mais dans le cas de l'article 21, lorsque le Français s'est dénationalisé pour avoir accepté des fonctions militaires, ou s'être affilié à une corporation militaire étrangère, eu égard à la gravité des circonstances, il ne peut recouvrer sa nationalité originaire qu'en se soumettant aux règles générales de la naturalisation.

On sait que le décret de 1811 attachait des déchéances et des pénalités rigoureuses à la naturalisation à l'étranger sans autorisation, et à l'acceptation de fonctions civiles ou militaires auprès d'un gouvernement étranger. L'article 12 du décret prévoit que des *lettres de relief* pourront être accordées aux individus qui ont encouru les rigueurs légales :

- « ils ne pourront être relevés des déchéances et affranchis
- « des peines ci-dessus que par des lettres de relief accordées
- « par nous en conseil privé, comme les lettres de grâce. »

Ces lettres n'ont pas d'effet rétroactif de même que les lettres de grâce : elles ne doivent pas non plus être considérées comme entraînant la réintégration dans la qualité de Français car, si elles relèvent des « peines ci-dessus » comme dit le décret, on ne peut admettre qu'elles puissent modifier les articles 18 et 21 du Code civil, — que les décrets de 1809 et 1811 ont respecté, en y ajoutant seulement des sanctions rigoureuses.

L'ex-Français de retour en France continue donc d'être regardé et traité comme étranger jusqu'au jour où il a obtenu sa réintégration : son séjour en France, si prolongé qu'on le suppose, ne lui fera jamais recouvrer la qualité de Français qu'il a perdue. Sous ce rapport beaucoup de légis-

lations étrangères ont adopté des systèmes différents. L'Angleterre ne permet à l'ex-Anglais de se faire *renaturaliser* qu'aux mêmes conditions que tous les autres étrangers. Dans d'autres pays au contraire, en Allemagne, par exemple, l'ex-national recouvre sa nationalité en revenant résider dans son ancienne patrie pendant un temps déterminé. C'est ce système qui a été admis dans le traité de naturalisation signé entre l'Amérique et la Prusse en 1868: après deux ans de séjour dans sa patrie d'origine, le naturalisé ne peut plus invoquer la protection de sa patrie d'adoption. Quelques-uns des autres traités de naturalisation conclus à l'imitation de celui-ci, ont déclaré que le naturalisé de retour pourra recouvrer sa nationalité première suivant les lois locales. — Le système français a l'avantage de permettre de connaître exactement le jour auquel le naturalisé a recouvré sa nationalité d'origine, ce qui, au cas de conflits de lois, a une grande importance pratique.

§ 2. — *De l'ex-Française veuve d'un étranger.*

Si la femme française qui a épousé un étranger devient veuve, « elle recouvrera la qualité de Française, dit le « Code civil, article 19, pourvu qu'elle réside en France, « ou qu'elle y rentre avec l'autorisation (du Gouverne-
« ment) et en déclarant qu'elle veut s'y fixer. » Il faut donc distinguer suivant que la femme réside ou non en France. Dans le premier cas, nous n'hésitons pas à admettre avec

la jurisprudence de la Cour de Cassation (1) que la femme recouvre de plein droit la nationalité française. C'est ce qui résulte du texte lu avec soin : les mots « en déclarant » qu'elle veut s'y fixer » ne sauraient s'appliquer au cas où la femme réside en France, puisque l'intention de se fixer dans un pays suppose qu'on n'y réside pas. Il faut aussi appliquer le même système quand la femme devenue veuve se trouvait momentanément à l'étranger, mais avait en France son principal établissement : la Cour de Lyon a jugé ainsi (2) relativement à une femme qui n'avait été à l'étranger que pour divorcer avec son mari. Il est évident que si le mariage est dissous par le divorce, la femme doit être traitée comme veuve.

Dans la seconde hypothèse prévue par notre article 19, c'est-à-dire, si la femme réside à l'étranger, nous sommes exactement dans le cas de l'article 18, et il n'y a qu'à en suivre les prescriptions. On remarquera, du reste, la sagesse de cette distinction. La femme qui réside en France a gardé, suivant toute vraisemblance, son attachement à sa patrie : elle est étrangère en droit, mais probablement Française de sentiment. Rien de plus logique que de lui rendre plus facilement la nationalité française qu'à celle qui a vécu longtemps à l'étranger, dans une nouvelle famille, au milieu d'une nation peut-être hostile à la France, dont il est possible qu'elle ait adopté les idées.

1. Arrêt du 19 mai 1830, aff. Taaffe.

2. 11 mars 1835.

POSITIONS.

I. — DROIT ROMAIN.

- I. — L'usufruit ne peut être établi, même sous Justinien, par pactes et stipulations.
- II. — L'exception de dol n'a pas pour effet de transformer une action de droit strict en une action de bonne foi.
- III. — La compensation légale n'a jamais été admise chez les Romains.
- IV. — L'interdiction de l'eau et du feu emporte la dissolution du *matrimonium justum*.

II. — HISTOIRE DU DROIT.

- I. — Les fiefs et les censives ont pris naissance dans les concessions à précaire.
- II. — Les *rachimbourgs* ne prenaient pas part à l'administration de la justice.

III. — Le régime municipal romain a subsisté en partie jusqu'à l'époque de l'affranchissement des communes.

III. — DROIT FRANÇAIS.

I. — La naturalisation acquise par un père de famille ne s'étend pas à sa femme, ni à ses enfants mineurs.

II. — L'enfant naturel suit la nationalité de sa mère.

III. — L'enfant né en France de parents étrangers, qui eux-mêmes y sont nés, est Français dès l'instant de sa naissance. La loi lui donne seulement le moyen de prendre à sa majorité la nationalité de ses parents.

IV. — La naturalisation obtenue dans une intention frauduleuse par un Français à l'étranger peut ne pas être reconnue par la France.

V. — La femme séparée de corps ne peut changer de nationalité sans l'autorisation de son mari.

VI. — Le débiteur qui a payé, ignorant la compensation, ne peut pas exercer la *condictio indebiti*.

VII. — Le mari peut compenser sa dette, avec la créance de la femme dotale.

- VIII. — Quand l'adultère a été commis par les deux époux, la réciprocité des torts n'empêche pas l'action en séparation de corps d'être recevable.
- IX. — Mais il n'est pas de même si les deux époux ont été condamnés à une peine infamante.
- X. — Le jeu est un contrat, reconnu, auquel seulement la loi n'a pas jugé devoir accorder une action civile.
- XI. — Le contrat de louage n'engendre jamais qu'un droit personnel.

IV. — DROIT PÉNAL.

- I. — Il faut regarder et punir comme homicide volontaire le meurtre commis sur une personne, qui demandait ou consentait à être frappée.
- II. — L'interdiction légale ne frappe pas le condamné par contumace.

V. — DROIT INTERNATIONAL.

- I. — Un individu livré pour être puni du chef d'un crime ou d'un délit déterminé ne peut pas être puni

pour un autre crime ou délit, sans l'assentiment de la puissance qui l'a livré.

II. — Un navire, qui en a coulé un autre dans les eaux d'un fleuve déclaré libre par l'acte final du congrès de Vienne, peut être valablement saisi par l'autorité riveraine, à l'effet d'être condamné à réparer le dommage causé.

Vu par le Président de la thèse

PAUL GIDE.

Vu par le Doyen de la Faculté,

G. COLMET D'AAGE.

Vu et permis d'imprimer,

Le vice-recteur de l'Académie de Paris.

A. MOURIER.

TABLE DES MATIÈRES.

DROIT ROMAIN.

CHAPITRE I. — Formation de la cité Romaine.....	5
CHAPITRE II. — Acquisition du droit de cité	
§ 1. — Naissance.....	14
§ 2. — Affranchissement	21
§ 3. — Naturalisation	25
CHAPITRE III. — Perte du droit de cité	
§ 1. — De la <i>capitis minutio maxima</i>	34
§ 2. — De la <i>capitis minutio media</i>	40
CHAPITRE IV. — Réintégration dans la qualité de citoyen	
§ 1. — Du <i>jus postliminii</i>	46
§ 2. — De la <i>restitutio in integrum</i>	51
CHAPITRE V. — Du droit de bourgeoisie dans les municipes...	53

DROIT MODERNE.

CHAPITRE I. — Considérations préliminaires.....	61
CHAPITRE II. — Acquisition de la nationalité française par la naissance	
§ 1. — Aperçu historique.....	69
§ 2. — Enfants nés en France de parents Français.....	73
§ 3. — Enfants nés à l'étranger de parents Français.....	79
§ 4. — Enfants nés en France de parents étrangers.....	93

§ 5. — Enfants nés de parents ayant perdu la qualité de Français	100
§ 6. — Enfants nés en France de parents étrangers qui eux-mêmes y sont nés	104
§ 7. — Enfants nés de parents inconnus	113
CHAPITRE III. — De la naturalisation	
<i>Première partie.</i> — Naturalisation d'un étranger en France	
§ 1. — Généralités	115
§ 2. — Règles actuellement en vigueur pour la naturalisation d'un étranger en France	122
§ 3. — Naturalisation en Algérie	127
§ 4. — Effets de la naturalisation	129
§ 5. — Reconnaissance de la naturalisation obtenue en France par le pays d'origine du naturalisé	137
<i>Deuxième partie.</i> — Naturalisation d'un Français à l'étranger	
§ 6. — De l'expatriation	146
§ 7. — A quelles conditions la naturalisation acquise à l'étranger par un Français est reconnue par la France ..	151
§ 8. — Revue des principales législations étrangères en matière de naturalisation	163
§ 9. — Relations des ci-devant Français avec la France ..	186
CHAPITRE IV. — Des changements de nationalité résultant des cessions de territoires	
§ 1. — Notions générales	193
§ 2. — Historique jusqu'en 1814	201
§ 3. — Démembrement de l'Empire de Napoléon	205
§ 4. — Annexion de la Savoie et du Comté de Nice	215
§ 5. — Annexion de Menton et de Roquebrune	230
§ 6. — Rectification de frontière dans la vallée des Dappes ..	232
§ 7. — Cession de l'Alsace-Lorraine	232
CHAPITRE V. — Naturalisation spéciale de la femme par le mariage.	
§ 1. — De la femme étrangère qui épouse un Français	250
§ 2. — De la femme française qui épouse un étranger	256

CHAPITRE VI. — Des causes de déchéance de la nationalité française	
§ 1. — De la dénationalisation à titre de peine.....	258
§ 2. — Acceptation des fonctions publiques à l'Étranger ..	265
§ 3. — Etablissement sans esprit de retour en pays étranger.....	271
§ 4. — Service militaire dans l'armée d'une puissance étrangère.....	274
§ 5. — Commerce d'esclaves.....	278
CHAPITRE VII. — Réintégration dans la qualité de Français	
§ 1. — Interprétation des articles 18 et 21 du Code Civil..	280
§ 2. — De la femme ci-devant française, veuve d'un étranger	283

POSITIONS.....	285
----------------	-----
